Le Monde

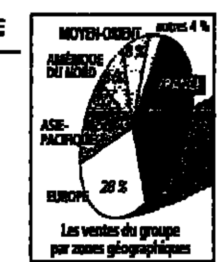
CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16270 – 7 F

MARDI 20 MAI 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE ÉCONOMIE

■ L'Etat ou le marché : un faux débat ? (pages 17 à 21)

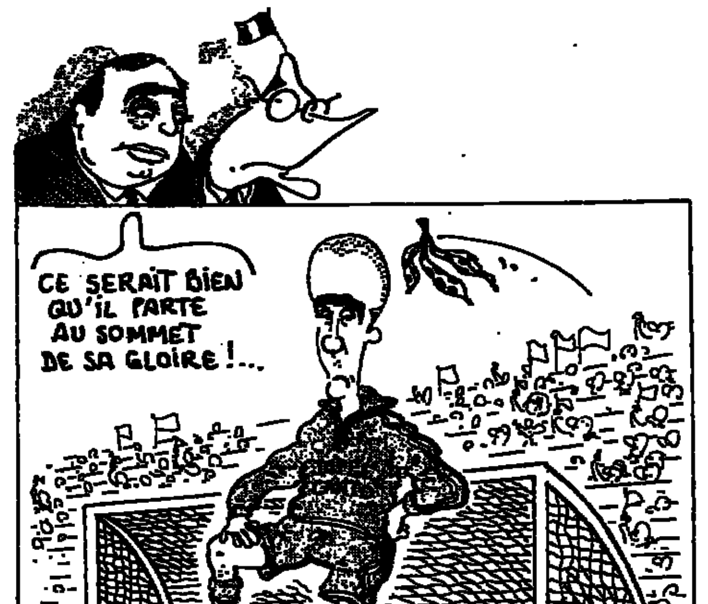


L'Europe revient dans la campagne

- M. Séguin appelle à confirmer le « message clair » de 1995
- M. Jospin envisage une cohabitation non conflictuelle
- Croissance et impôts : les réponses de MM. Balladur et Fabius

À MOINS d'une semaine du premier tour des élections législatives, dimanche 25 mai, Philippe Séguin se place en position de remplacer, dans l'hypothèse d'une courte victoire de la droite, Alain Juppé au poste de premier ministre. Dans un entretien à *Marianne*, le président de l'Assemblée nationale dissoute appelle les électeurs à adresser au chef de l'Etat *« un message clair »* sur l'Europe, semblable à celui de 1995. Sur TF 1, dimanche 18 mai, il a souhaité que les législatives ne débouchent pas sur une assemblée de *« clones »*. Lionel Jospin a estimé qu'il n'y aurait pas de *« véritable difficulté »*, sur le terrain européen, entre lui et le président de la République en cas de cohabitation. Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement se sont dits *« en cohérence »* avec le PS sur l'euro. A l'occasion du dernier volet de notre série sur « les sept sujets capitaux ». Edouard Balladur et Laurent Fabius répondent à nos questions sur la croissance et les impôts.

Lire pages 5 à 9





DERRICK HUDSON

Cannes, un palmarès de cinéphiles

EN ATTRIBUANT une double Palme d'or, à l'Iranien Abbas Kiarostami et au Japonais Shohei Imamura, tout comme en couronnant l'Egyptien Youssef Chahine pour l'ensemble de son œuvre, le jury du cinquantième Festival de Cannes a choisi l'audace et l'amour du cinéma contre la prudence – et les rumeurs suggérant de ménager le cinéma américain. Parmi les autres cinéastes récompensés, le Canadien Atom Egoyan et le Français Manuel Poirier construisent chacun une œuvre très personnelle, à laquelle Cannes apporte un judicieux coup de pouce.

Lire pages 25 à 27 et l'analyse de Jean-Michel Frodon page 13

La République du Congo succède au Zaïre

Kinshasa est tombée sans combattre

LE MARÉCHAL MOBUTU, qui avait quitté, samedi 17 mai, son fief de Gbadolite, cherchait toujours, lundi en fin de matinée, un lieu où se réfugier. Des informations, fournies de sources militaire et diplomatique à Rabat, selon lesquelles le maréchal Mobutu et sa famille étaient arrivés dimanche matin au Maroc, ont été démenties par des sources proches des ministères de l'intérieur et des affaires étrangères marocains. Les autorités marocaines, indiquait-on de mêmes sources, sont cependant toujours prêtes à accueillir provisoirement sur leur territoire l'ancien chef de l'Etat zaïrois *« si cela s'avérait nécessaire »*.

Pendant ce temps, un nouveau régime se mettait en place au Zaïre, devenu République démocratique du Congo. Après que ses forces se sont emparées de Kinshasa sans pratiquement aucune difficulté, Laurent-Désiré Kabila s'est proclamé chef de l'Etat. Il a annoncé la constitution d'un gouvernement de salut public et la mise sur pied par l'Alliance, *« dans les 60 jours »*, d'une assemblée constituante chargée de rédiger une Constitution provisoire. Le gouvernement de transition, a précisé le nouveau chef de l'Etat, respectera les accords internationaux *« qui servent les intérêts de la nation »*.

L'Afrique du Sud a été le premier pays à reconnaître le nouveau régime et le vice-président, Thabo Mbeki, est rentré lundi matin *« satisfait »* de sa rencontre, dimanche soir, avec Laurent-Désiré Kabila. De nombreux autres pays ont reconnu le nouveau régime, auquel les capitales occidentales ont demandé de respecter un processus démocratique. Le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a exhorté M. Kabila à respecter *« le choix et la voix du peuple zaïrois »*, tandis que l'Organisation de l'unité africaine déclarait : *« Le peuple du Congo-Zaïre nourrit de grands espoirs. L'Afrique aussi. »*

Lire pages 2 et 3, le portrait du « maréchal-prédateur » page 11 et notre éditorial page 13

■ Le discours de Shanghaï

Jacques Chirac a exposé, dans un discours prononcé dimanche à Shanghaï, les nouveaux principes de la politique chinoise de Paris. p. 4

■ L'appel américain contre le sida

Bill Clinton a fixé pour but à l'Amérique la mise au point dans les dix ans d'un vaccin anti-sida, avec l'aide financière des autres pays riches. p. 30

■ Pastorale des migrants

A l'occasion de la Pentecôte, un millier de jeunes chrétiens et musulmans se sont rassemblés à Lourdes pour débattre de l'intégration. p. 10

■ Eric Cantona en retraite

Le président et l'entraîneur de Manchester United ont annoncé la retraite du joueur français qui reste en contrat avec eux pour un an. p. 23

■ Grève des transports

Le trafic redevenait à peu près normal à la SNCF, alors que des perturbations étaient prévues à Air France. p. 16

■ L'héritière de l'esprit 4L

Voiture de tourisme et véhicule utilitaire, la Kangoo, lancée par Renault, sera commercialisée en octobre. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 520 - 7,00 F

L'encyclopédie du « Meilleur des mondes » de l'après-Dolly

C'EST UN TEXTE drôle autant que terrible que publiera, sous la signature du professeur Jean-Claude Kaplan, le prochain numéro du mensuel franco-québécois *Médecine-Sciences*. Ce professeur à la faculté de médecine Cochin (Paris) et spécialiste reconnu de génétique moléculaire s'est amusé à écrire une *« petite encyclopédie de la reproduction biologiquement correcte »*. A la manière d'Aldous Huxley et de son *Meilleur des mondes*, il y décrit ce que risque d'être le quotidien des générations à venir, ces générations d'humains qui n'auront jamais connu l'ère « BD ». Autrement dit, en anglais : *Before Dolly*, c'est-à-dire avant 1997, début de l'ère post-darwinienne et année du clonage d'une brebis adulte et écossaise.

On se souvient que le Britannique Aldous Huxley avait inventé un monde horriblement parfait où la société avait totalement dissocié, à des fins eugénistes et productivistes, la sexualité de la procréation. Or n'est-ce pas précisément ce qu'autorisera la mise en œuvre de la technique du clonage dans l'espèce humaine ? Pour le professeur Kaplan, après Dolly, il faudra, pour être « biologiquement correct », ne plus parler d'« accouchement ». Un terme daté, écrit-il, qui correspondait jadis chez *Homo sapiens sapiens* à *« l'enfantement à la mode animale au terme d'une gestation intra-utérine de neuf mois, acte dangereux pour la mère et pour l'enfant et non remboursé par la Sécurité sociale sauf cas particuliers »*.

L'« accouchement » aura, alors, été supplanté par la PTM (Procréation totalement maîtrisée), terme biologiquement correct désignant *« l'ensemble des procédures contrôlées de procréatique conduisant à l'obtention d'un individu conforme aux nouvelles normes Bio Iso 9001, comportant notamment une reproduction asexuée suivie de gestation* ex-vivo, *seule technique remboursée par la Sécurité sociale si elle fait partie d'un protocole de PTM et si elle est pratiquée par l'une des entreprises privées agrées »* ! Dolly, clonage et modernité aidant, il sera alors désuet de voir dans les comités nationaux d'éthique des *« assemblées de sages chargés de préciser la frontière entre l'acceptable et l'inacceptable en matière de biologie »*. Désormais, la mission de ces assemblées ne sera plus que *« de préciser quand et comment l'on peut céder à la pression sociale »*. Mieux encore, compte tenu de l'évolution rapide des mentalités et des progrès de la science, *« les comités seront consultés de plus en plus souvent et siégeront en permanence (24 heures sur 24) et statueront directement sur le Web . »*

Après Dolly, la Déclaration universelle des droits de l'homme aura été remplacée par la Convention universelle des copyrights de l'homme. On aura alors compris l'essentiel, qu'Adam était le *« premier donneur de noyau diploïde pour clonage »*, qu'Eve avait été *« le premier individu créé par clonage »*, l'opération conduisant chez elle à la perte du chromosome Y, et que Dionysos n'était, quant à lui, que le fruit d'une reproduction sexuée avec gestation extra-utérine (au sein de la cuisse) chez le père (Jupiter).

Dans la petite encyclopédie douce-amère du professeur Kaplan, plus de Darwin, plus de coup de foudre ; mais la libération de la femme grace à la maîtrise absolue de la procréation. Dans ce futur immédiat, le terme « inacceptable » aura une nouvelle définition : *« demain acceptable »*.

Jean-Yves Nau

La déconfiture du Crédit martiniquais

LES AUTORITÉS de tutelle bancaire mettent la dernière main au plan de sauvetage du Crédit martiniquais, en faillite virtuelle. Objectif : trouver une solution avant le premier tour des législatives. La petite banque privée, qui draine 14 % de l'épargne de l'île et finance 20 % de son économie, est détenue à 76 % par des blancs créoles (les békés). Les Mutuelles du Mans (11,5 %), la Chase Manhattan Bank (12 %), les grandes banques métropolitaines et l'Etat devront participer au plan. Le Crédit martiniquais paie l'accumulation de mauvais crédits liés aux effets pervers de la loi Pons et à la dégradation de l'économie antillaise. La facture pourrait atteindre 1,5 milliard de francs pour 2,5 milliards d'encours.

Lire page 16

Le nouveau consensus français sur l'Union

EN ANNONÇANT la dissolution de l'Assemblée nationale, Jacques Chirac a invoqué la nécessité pour la France d'être dans une position de force pour les grandes négociations européennes qui se profilent à l'horizon. Or, après ses entretiens, mardi 20 mai, avec le chancelier allemand Helmut Kohl, le président français va retrouver, vendredi 23 mai, les autres chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze pour un conseil européen extraordinaire aux Pays-Bas sans Assemblée nationale et avec des ministres en sursis. Encore les Néerlandais ont-ils accepté de transférer à Noordwijk le sommet prévu à l'origine à Maastricht, ce qui, à deux jours du premier tour des élections législatives françaises, aurait fait plutôt mauvais effet.

Ce n'est pas le seul paradoxe de la présence – à éclipses – du thème européen dans cette campagne. Le plus important est sans doute qu'entre les grandes formations politiques l'accord est plus profond que les polémiques électorales pourraient le laisser croire. Certes, droite et gauche paraissent divisées sur ce sujet. Les socialistes ont ouvert le dossier en posant des conditions à la monnaie unique, permettant ainsi à Alain Juppé de se draper dans l'orthodoxie maastrichtienne adoptée officiellement par Jacques Chirac, le 26 octobre 1995, au retour d'une visite à Bonn.

Mais les apparences sont trompeuses. Au-delà de la nécessité pour Lionel Jospin de ménager ses alliés à sa gauche et le Parti communiste, les conditions avancées par les socialistes ne vont pas beaucoup plus loin que... les déclarations du candidat Chirac pendant la campagne présidentielle. Dans son seul discours de politique étrangère, le futur président de la République avait promis de relancer l'Europe comme *« un espace d'emploi et de croissance »* dans lequel *« le taux de chômage* [devrait être] *un critère essentiel de la performance économique »*.

On objectera qu'il s'agissait là de propos de campagne électorale sacrifiés sur l'autel de la coopération franco-allemande. Mais ce qui vaut pour les uns vaut pour les autres. Lionel Jospin a, depuis quelque temps déjà, fait discrètement savoir aux dirigeants de Bonn qu'il y avait plus que des nuances entre le programme politique d'un gouvernement et le programme d'un parti.

Daniel Vernet

Lire la suite page 13

Sur la route de Jules Verne



OLIVIER DE KERSAUSON

PARTI le 8 mars du cap Lizard à la barre du trimaran *Sport-Elec* avec six équipiers, Olivier de Kersauson y est revenu lundi 19 mai après une circumnavigation de 71 jours 14 heures 18 minutes 8 secondes qui lui permet de conquérir le Trophée Jules-Verne. Le marin breton, âgé de 52 ans, améliore ainsi de 3 jours 7 heures 59 minutes et 14 secondes le record établi en 1994 avec *Enza* par le Néo-Zélandais Peter Blake.

Lire page 22

ZAÏRE Les troupes de Laurent-Désiré Kabila se sont emparées sans trop de violences de Kinshasa, samedi 17 mai. Le chef de l'Alliance a annoncé qu'il devenait le nouveau chef de la République démocratique du Congo et a annoncé la constitution d'un gouvernement provisoire de salut public et la mise sur pied d'une Assemblée consituante. ● LE MARÉCHAL MOBUTU et sa famille ont quitté leur résidence zaïroise de Gbadolite et cherchent difficilement un lieu d'exil. ● L'AFRIQUE DU SUD a été le premier pays à reconnaître le nouveau régime. Les pays occidentaux demandent, pour leur part, à Laurent-Désiré Kabila de respecter un processus démocratique. ● LES RÉFUGIÉS rwandais de l'est du Zaïre continuent à être l'objet d'exactions de la part des soldats de l'Alliance et des militaires rwandais *(lire aussi le portrait du maréchal Mobutu page 11, et notre éditorial page 13).*

Le jour où Kinshasa est devenue la capitale du nouveau Congo

Les troupes rebelles se sont emparées sans trop de violences de la capitale du « géant de l'Afrique ». Laurent-Désiré Kabila a pris tous les pouvoirs et annoncé qu'il changeait le nom du pays. Les soldats de l'Alliance ont été accueillis avec une joie mêlée d'inquiétude par la population

KINSHASA
de notre envoyé spécial

L'Histoire aime les conquérants. Au terme d'une épopée de sept mois, Laurent-Désiré Kabila, le chef des rebelles de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), s'est rendu maître du Zaïre. Il avait promis de prendre Kinshasa avant le mois de juin. Il a tenu parole. Ses troupes ont investi la capitale sans combattre, samedi 17 mai, au lendemain de la fuite du maréchal Mobutu. Il s'est immédiatement proclamé chef de l'Etat en vertu de la « vacance du pouvoir », a annoncé la formation d'un gouvernement de salut public avant mardi et la création d'une Assemblée constituante dans les deux mois.

L'Alliance ne perd pas de temps. Elle a aussitôt dépêché son secrétaire général, Déogratias Bugera, à Kinshasa. Arrivé dimanche soir à bord d'un avion en provenance de Kigali, la capitale du Rwanda voisin, M. Bugera est accompagné d'une délégation de cadres politiques et de responsables de l'Agence nationale de renseignement (ANR), spécialistes en matière de sécurité, dont quelques Rwandais qui découvrent Kinshasa.

M. Bugera, un Tutsi du Masisi, est également gouverneur et chef militaire du Nord-Kivu. Il dirige l'Alliance démocratique des peuples (ADP), une organisation composée de Tutsis zaïrois, l'un des quatre piliers de l'AFDL. Il doit rassurer les Kinois sur les intentions de Laurent-Désiré Kabila et leur expliquer ce que sera le nouveau gouvernement de salut public.

Kinshasa s'est laissé prendre sans faire d'histoires, comme les autres villes zaïroises, après une longue préparation psychologique. Les Forces armées zaïroises (FAZ) qui combattaient aux côtés des rebelles angolais de Jonas Savimbi sur l'axe Kikwit-Kinshasa ont plié bagage en début de semaine dernière, sur ordre du chef d'état-major, le général Mahele Bokungu Lieko, assassiné dans la nuit de vendredi à samedi par un sergent de la division spéciale présidentielle (DSP) qui l'accusait de trahison. Les troupes de l'Unita sont retournées à leurs maquis.

Les FAZ sont remontées sur Kinshasa, incitant la garnison de Maluku, à une soixantaine de kilomètres à l'est, à s'emparer de camions appartenant à une société d'exploitation forestière pour rentrer en ville. Les camps militaires proches de l'aéroport international de Ndjili se sont vidés sous l'effet de la peur.

RUES DÉSERTES

La population civile des quartiers environnants s'est défoulée en pillant les habitations des officiers et les installations militaires du camp Ceta, censé abriter une unité d'élite. Samedi matin, les rebelles, annoncés depuis si longtemps, se sont enfin montrés. Ils se sont emparés de l'aéroport, avant de poursuivre leur marche vers la ville. Fidèles à leurs habitudes, les Kinois se sont alors mis à piller frénétiquement quelques échoppes du centre-ville et le marché central. Des éléments de la garde civile sont intervenus, tirant d'abord en l'air puis sur les voleurs.

Samedi matin, les rues de la ville étaient quasi désertes : pas une voiture ne circulait. Quelques soldats de la division spéciale présidentielle (DSP) trompaient le temps et la peur en tirant de temps à autre des rafales d'armes automatiques. Des piétons rasaient les murs sur les trottoirs. Les rebelles se sont scindés en plusieurs groupes. L'un, progressant sur la route des poids lourds, s'est dirigé vers la gare centrale, disséminant au passage ses hommes au bord du fleuve où se trouvent de nombreux petits ports privés, quelques entreprises industrielles et des entrepôts. Un deuxième groupe est rentré en ville par l'avenue Kasaï, tandis qu'une autre colonne avait pour objectif la tour de la Voix du Zaïre, siège du ministère de l'information, de la radio et de la télévision.

A la hâte, cinq gendarmes ont abandonné leurs armes, quitté leurs uniformes et enfilé des vêtements civils fatigués, à l'abri d'un petit kiosque, avant de se séparer. Un groupe d'adolescents, torse nu et bandeau blanc sur le front, débouche en courant devant l'hôtel Memling, le quartier général d'un grand nombre de journalistes. Ils arrivent de Limete, le quartier d'Etienne Tshisekedi, le chef de file de l'opposition radicale, en vociférant : *« On est libérés, ça fait trente-deux ans qu'on subit la dictature. Ça suffit comme ça. »* L'endroit est propice. Il en viendra d'autres, attirés par les objectifs des caméras, qui tenteront désespérément de brûler un drapeau zaïrois ou de se faire interviewer.

A 11 h 15, la première colonne de rebelles est apparue sur le boulevard du 30 juin, sous les acclamations de quelques dizaines de personnes. Ils sont harassés, traînent les pieds et portent négligemment leur arme sur l'épaule. Les tenues sont disparates, mais beaucoup portent le treillis vert moucheté de petits traits marrons que portaient les soldats du Front patriotique rwandais (FPR) lorsque celui-ci rentrait au Rwanda depuis l'Ouganda, en 1990 et 1993. Il se dirigent vers l'ouest, les quartiers résidentiels et le camp Colonel-Tshatshi, le bastion de la DSP, qui abrite la résidence du maréchal Mobutu, au Mont-Ngaliema.

Samedi soir, l'essentiel est fait. Les rebelles tiennent l'aéroport international, le Beach Ngobila, le port fluvial d'où partent les navettes pour Brazzaville, le Palais du peuple, siège du Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT), et plusieurs camps militaires dont les *garnisons se sont* rendues. Seul Tshatshi n'a pas renoncé. Les soldats de la DSP sont désemparés. Ils ont été abandonnés par leur hiérarchie et ne savent plus à quel saint se vouer.

Les armureries ont été ouvertes dans l'après-midi. Les hommes sont bien et lourdement armés. A défaut de se battre, ils utilisent leur matériel de guerre pour terroriser la population des quartiers environnants et piller les villas des dignitaires du régime en fuite à l'étranger. La propre résidence du maréchal Mobutu ne sera pas épargnée.

TRACTATIONS

Dimanche matin, les rebelles reprennent leur progression. Arrivés aux portes du camp de la DSP, ils parlementent avec le colonel et le major, les deux seuls officiers supérieurs présents sur les lieux. Ils n'entendent pas déposer les armes et quitter leur uniforme. Les militaires, au nombre d'une centaine, sont formels : *« Nous sommes des soldats du Zaïre, nous voulons intégrer la nouvelle armée nationale »*, expliquent-ils aux rebelles. A 11 heures, le major Samba fait ouvrir les grilles du camp. De longues tractations s'engagent. Quelques coups de feu claquent. Les abords du camp sont farouchement gardés. Les rebelles n'ont rien voulu entendre. Le reliquat de la DSP se rend sans conditions, dépose les armes et abandonne l'uniforme.

De nombreux civils ont consciencieusement visité les maisons des colonels en bordure du camp. Comme des fourmis, ils redescendent vers la ville la tête et les mains lourdement chargées. Ils passent après les militaires et ramassent les restes. Les rebelles ont d'autres chats à fouetter. Ils ne s'occupent pas d'eux. C'est leur chance. Au rond-point de Kitambo, *la foule est compacte.* Un coup de feu claque. L'homme en uniforme s'effondre. Le soldat-pillard de la DSP est mort. Les rebelles ne plaisantent pas avec l'ordre. Un militaire qui pille est tué sur-le-champ, sans autre forme de procès. Celui qui ne rend *pas son arme* dès la première sommation est immédiatement tué.

Le camp Colonel-Kokolo est immense. Le quartier des officiers supérieurs est encore propret. Ils sont tous en civil, assis sur les murets, sous la garde débonnaire d'une poignée de rebelles. Un tas d'armes individuelles encombre la chaussée. L'armée zaïroise n'a donc opposé aucune résistance. Les rebelles contrôlent Kinshasa depuis dimanche soir. Quelques quartiers excentrés sont encore l'objet de pillages, mais pour peu de temps.

La bataille de Kinshasa n'a pas eu lieu. Les scénarios-catastrophes échafaudés par des officiers de la DSP revanchards n'ont même pas été évoqués. La Croix-Rouge zaïroise a ramassé quelque deux cents corps dans la journée de dimanche. Une soixantaine ont été évacués sur les morgues des hôpitaux ; les autres ont été immédiatement enterrés.

Kinshasa n'est *plus la capitale du* Zaïre. Elle n'est pas encore celle de la République démocratique du Congo, le nouveau nom du pays. Les Kinois ont accueilli les hommes de Laurent-Désiré Kabila avec une joie empreinte d'inquiétude, et ils s'apprêtent à changer d'hymne national et de drapeau. Ils aimeraient que l'Alliance n'oublie pas Etienne Tshisekedi, le chef de file de l'opposition radicale, ni la promesse de tenir des bientôt des élections générales pluralistes.

Kinshasa flotte entre deux statuts.

Frédéric Fritscher

Du Congo belge à la République démocratique du Congo... en passant par le Zaïre

De son indépendance, le 30 juin 1960, à l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila, le Zaïre a plusieurs fois changé de nom. Le 30 juin 1960, la Belgique accorde l'indépendance à sa colonie africaine, le Congo belge. Le 15 mai 1961, le Congo belge devient la République fédérale du Congo avec, à sa tête, Joseph Kasavubu. Le 24 novembre 1965, le général Mobutu prend le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat et se proclame président de la République démocratique du Congo. Le 30 juin 1966, la capitale du pays, Léopoldville, devient Kinshasa. Le 27 octobre 1971, la République démocratique du Congo devient la République du Zaïre et le fleuve Congo prend le nom de Zaïre. Le 14 novembre 1992, la Conférence nationale adopte le texte du projet de Constitution qui prévoit notamment la création d'une *République fédérale du Congo. Ce texte devait être soumis à ré*férendum début 1997. Le 17 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila se proclame chef de la République démocratique du Congo. – *(AFP.)*

« L'AFDL assume le pouvoir d'Etat à titre provisoire »

Voici les détails du communiqué par lequel le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), Laurent-Désiré Kabila, a annoncé, samedi 17 mai, sa prise du pouvoir :

– L'AFDL assume le pouvoir d'Etat à titre provisoire, sous la direction de Laurent-Désiré Kabila, qui assume les fonctions de chef de l'Etat.

– L'AFDL nommera dans les soixante-douze heures un gouvernement provisoire de salut public.

– Dans les soixante jours, elle mettra sur pied une Assemblée constituante chargée de rédiger une Constitution provisoire pour la période de transition. L'AFDL suspend *« toutes les mesures pseudo-constitutionnelles existantes »*.

– Le gouvernement de transition respectera les accords internationaux qui servent les intérêts de la nation.

– Le comité exécutif de l'AFDL gérera les affaires courantes. Les hauts fonctionnaires à Kinshasa sont invités à rester à leur poste et à prendre contact avec l'Alliance.

– Toutes les forces zaïroises armées, dont la division présidentielle, devaient avoir remis leurs armes samedi à 11 heures locales (10 heures GMT) aux forces de l'AFDL.

La population de Kinshasa est invitée à s'abstenir de toute violence, tout règlement de comptes devant être sévèrement puni. – *(Reuter.)*

L'errance du maréchal Mobutu et de sa famille

LES INFORMATIONS les plus contradictoires circulaient encore, lundi 19 mai en fin de matinée, sur le lieu où se trouverait l'ancien président Mobutu Sese Seko et sur sa destination finale. L'Agence France- Presse rapportait lundi matin, de source sûre à Lomé, que le maréchal Mobutu, arrivé vingt-quatre heures plus tôt dans la capitale du Togo, en provenance de son fief de Gbadolite, s'y trouvait toujours dimanche soir. Le correspondant de l'AFP sur place a constaté qu'à 23 heures TU l'avion par lequel le maréchal Mobutu, accompagné de membres de sa famille, était arrivé dans la matinée stationnait toujours sur l'aéroport de la capitale togolaise.

Néanmoins, quelques heures plus tôt, la télévision togolaise, citant un communiqué de la présidence, avait annoncé que le maréchal Mobutu avait quitté Lomé après y avoir fait une *« escale technique »*. *« L'avion du président Mobutu est reparti vers sa nouvelle destination, probablement le Maroc »*, indiquait le communiqué. Selon le texte, lu à la télévision, *« le président Mobutu, surpris par des tirs nourris des assaillants, a dû quitter précipitamment Gbadolite à bord d'un avion-cargo »* qui a *« essuyé des coups de feu des soldats rebelles, qui ont tenté de prendre d'assaut l'aéroport de Gbadolite »*.

Des rumeurs selon lesquelles le chef de l'Etat déchu pourrait se rendre au Liechtenstein, ont été démenties samedi par le chef du gouvernement du Liechtenstein, Mario Frick, qui a rappelé que son pays n'était pas une terre d'*« exil classique »*, et qu'*« il n'existe pas de relations privilégiées entre le Liechtenstein et le Zaïre, ni entre le Liechtenstein et M. Mobutu »*.

CONFUSION

D'autres informations, fournies de sources militaire et diplomatique à Rabat, selon lesquelles le maréchal Mobutu et sa famille étaient arrivés dimanche matin au Maroc, ont été démenties par des sources proches des ministères de l'intérieur et des affaires étrangères marocains. Les autorités marocaines, indiquait-on de mêmes sources, sont cependant toujours prêtes à accueillir provisoirement sur leur territoire l'ancien chef de l'Etat zaïrois *« si cela s'avérait nécessaire »*.

L'annonce de l'arrivée de M. Mobutu au Maroc aurait eu pour origine une confusion de la part de contrôleurs aériens civils, qui auraient pris trois avions militaires marocains qui se sont posés sans plan de vol sur la base aérienne de Rabat-Salé pour des appareils du président déchu.

Cent dix membres de la famille du maréchal Mobutu – refusés par le Gabon – se trouvaient dimanche à l'aéroport de Brazzaville, attendant d'être embarqués pour un vol à la destination encore inconnue. Ce groupe avait embarqué sur un avion de la compagnie privée Trans-Air Congo à destination de Libreville, où l'appareil n'a pas reçu l'autorisation de se poser, selon une source policière.

Le gouvernement congolais espère, selon cette source, que les autorités de Yaoundé pourront accueillir ce groupe, car le Cameroun exerce actuellement la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). – *(AFP.)*

Des expéditions africaines de Stanley à la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila

● **1882** : à la suite des expéditions de Stanley, le roi des Belges, Léopold II, fonde l'« Association internationale du Congo ». Il *obtient, en 1885, à la conférence de* Berlin, la reconnaissance d'un « Etat libre du Congo », placé sous sa souveraineté personnelle.

● **1908** : le pays devient colonie de la Belgique sous le nom de « Congo belge ». Capitale en 1923 : *Léopoldville.*

● **1960** : le 30 juin, le pays accède à l'indépendance. Le pouvoir est partagé entre Joseph Kasavubu, qui devient chef de l'Etat, et Patrice Lumumba, partisan d'un Etat unitaire, nommé premier ministre. Le 5 juillet, des désordres éclatent dans le pays, l'armée se mutine et le commandant-en-chef de la Force publique, de nationalité belge, reçoit l'ordre de quitter le pays. Le 16 septembre, intervenant avec les éléments de la Force Publique dans le conflit qui oppose Lumumba à Kasavubu, le colonel Joseph-Désiré Mobutu renverse le gouvernement et porte à la tête de l'Etat un collège de commissaires généraux. En décembre, Patrice Lumumba est *arrêté par les forces du colonel* Mobutu. Moïse Tschombé prend la tête d'une tentative de sécession du Katanga, qui sera brisée.

● **1961** : Lumumba est assassiné. En juin, M. Mobutu libère Moïse Tschombé qui promet de mettre fin à *la sécession katangaise.* En novembre, de nouveaux combats secouent le Katanga et une offensive de Mobutu est repoussée.

● **1962** : en février, le pouvoir est remis aux civils.

● **1965** : le 24 novembre, M. Mobutu prend le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat.

● **1966** : le 6 janvier, Joseph-Désiré Mobutu est proclamé président de la République.

● **1967** : le président instaure un régime à parti unique qui prend le nom de Mouvement populaire de la révolution (MPR).

● **1970** : le 30 octobre, M. Mobutu est élu à la présidence de la République et il sera reconduit *dans ses fonctions tous les sept* ans.

● **1971-1972** : le président lance la campagne de « retour à l'authenticité », qui prône la remise en valeur des traditions « africaines » du pays après la fin du colonialisme. *Le 21 octobre 1971,* la République démocratique du Congo devient ainsi la « République du Zaïre ».

● **1977** : première guerre du Shaba (ex-Katanga). Cette nouvelle tentative de sécession est réprimée avec l'aide du Maroc.

● **1978** : deuxième guerre du Shaba. Des unités parachutistes françaises sont envoyées à Kolwezi.

● **1990** : Mobutu annonce la fin du parti-Etat et autorise le multipartisme

● **1991** : le 7 août s'ouvre à Kinshasa la Conférence nationale chargée d'organiser la transition vers un régime démocratique. Les 23 et 24 septembre, de violentes émeutes ont lieu dans la capitale. Elles font *117* morts. En septembre, Mobutu nomme Etienne Tshisekedi (opposition) au poste de premier ministre, puis le révoque. Après de nouvelles vagues d'émeutes, la France et la Belgique, déplorant l'absence de démocratisation, décident d'interrompre leur coopération civile et militaire. Le 31 octobre, les derniers soldats français quittent Kinshasa.

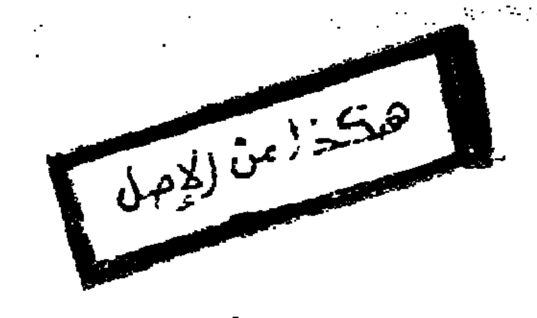
● **1992** : adoption d'un projet de nouvelle constitution. La conférence nationale désigne, le 15 août, Etienne Tshisekedi au poste de premier ministre.

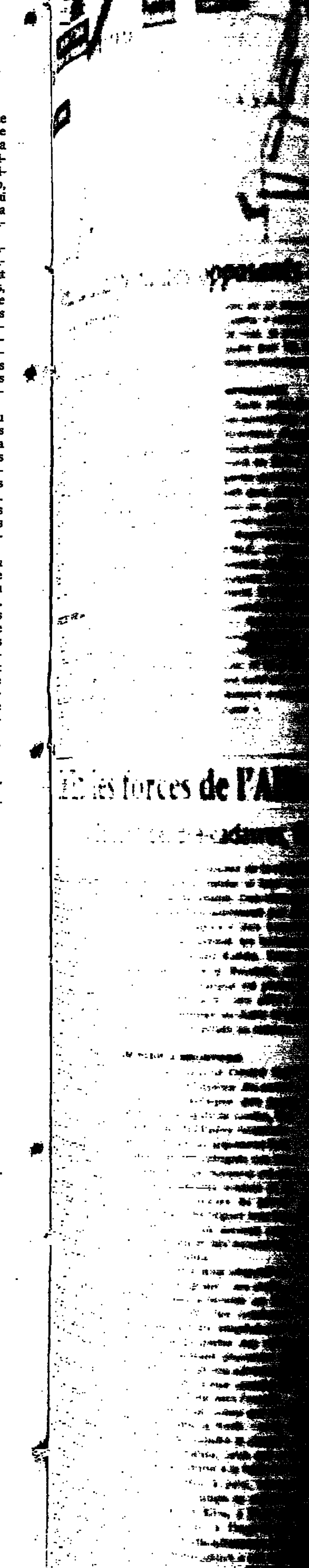
● **1993** : pillage de Kinshasa par les militaires, en raison notamment du non-versement de leurs soldes. Plus de 2 000 résidents étrangers quittent le pays. L'ambassadeur de France est tué d'une balle perdue. Mobutu Sese Seko révoque le premier ministre Etienne Tshisekedi. Du 14 au 18 juillet, plus d'un million de Hutus rwandais se réfugient dans l'est du Zaïre.

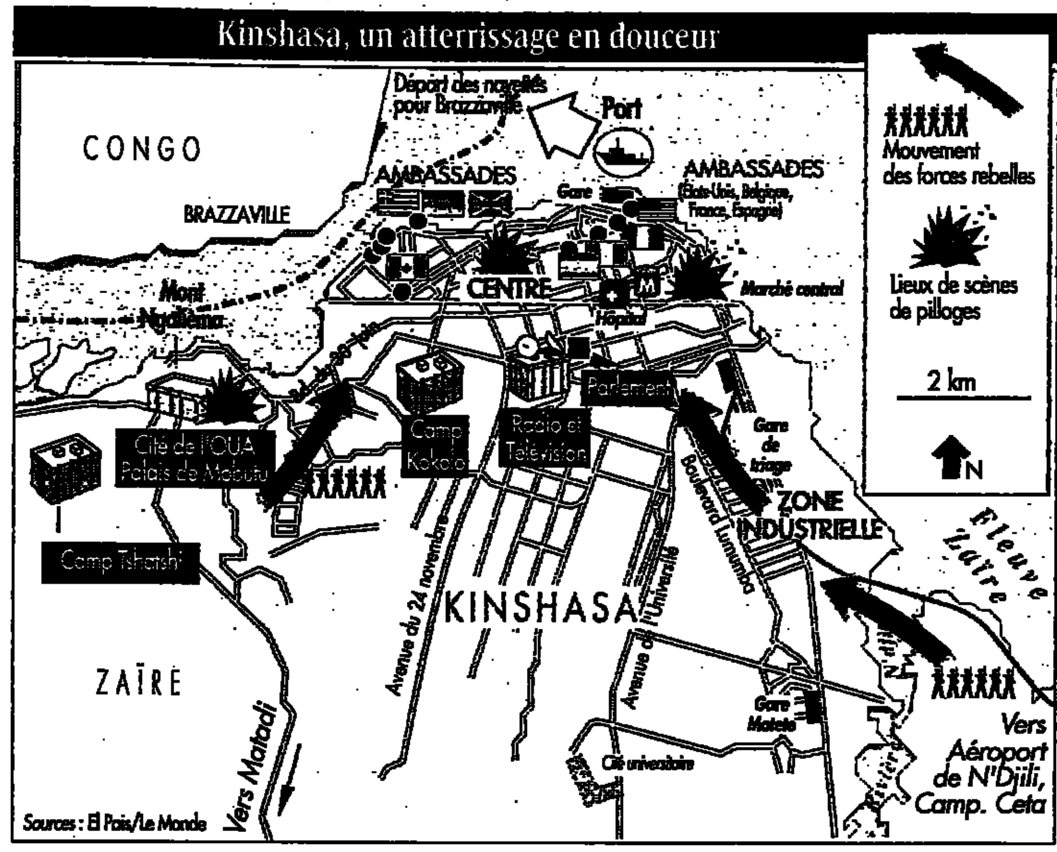
● **1994** : promulgation, en avril, de l'Acte constitutionnel de la transition, qui doit régir le pays.

● **1996** : des élections générales sont prévues et une reprise partielle de la coopération entre Kinshasa et Paris est annoncée. En octobre, après des affrontements entre les Forces armées zaïroises (FAZ) et les Banyamulenges (Tutsis d'origine rwandaise installés au Zaïre) dans l'est du pays, des combats éclatent à Uvira dans le Sud-Kivu (est), point de départ de la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo-Zaïre (AFDL) dirigée par Laurent-Désiré Kabila.
Mobutu Sese Seko, atteint d'un cancer de la prostate, s'installe pour plusieurs mois d'abord en Suisse – où il reçoit des soins – puis, sur la côte d'Azur, dans sa résidence de Roquebrune-Cap Martin.

● **1997** : destitué par le Parlement, le premier ministre Kengo wa Dondo remet sa démission en mars. Il est remplacé par Etienne Tshisekedi le 1er avril. Le 15 mars, les rebelles se rendent maîtres de Kisangani. Les grandes villes tombent les unes après les autres. Laurent-Désiré Kabila exige des négociations directes avec Mobutu. Les deux hommes se rencontrent, le 4 mai, à bord du navire sud-africain l'*Outeniqua* au large du port de Pointe-Noire (Congo), mais leurs entretiens ne donnent aucun résultat. Le 16 mai, M. Mobutu quitte Kinshasa, décide de *« se tenir à l'écart »* de la conduite des affaires du gouvernement et se prépare à l'exil. Le 17 mai, les forces rebelles s'emparent de la capitale et *Laurent-Désiré Kabila* se proclame chef de la « République démocratique du Congo ».







Sources : El Pais/Le Monde

L'Afrique du Sud reconnaît le nouveau régime

Pretoria a voulu être le premier pays à rencontrer Laurent-Désiré Kabila après sa prise du pouvoir

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'Afrique du Sud reconnaît Laurent-Désiré Kabila comme le nouveau chef de l'Etat du Zaïre. C'est ce qu'a affirmé, dimanche 18 mai, le vice-président sud-africain, Thabo Mbeki, à la suite d'un entretien avec l'ex-rebelle dans son quartier général de Lubumbashi.

Après avoir joué jusqu'au dernier moment les médiateurs, l'Afrique du Sud aura attendu moins de deux jours après le départ de M. Mobutu pour apporter son soutien au nouvel homme fort du pays. Initialement, la délégation sud-africaine conduite par M. Mbeki devait se contenter de prolonger les bons offices de Pretoria en vue de favoriser une transition démocratique.

Il semble que l'Afrique du Sud, soucieuse de ses intérêts économiques, ait choisi d'accélérer les choses afin de se positionner comme un partenaire privilégié du « nouveau » Zaïre. Les responsables sud-africains ont tenu à être les premières autorités étrangères à rencontrer M. Kabila après sa prise de pouvoir, et l'Afrique du Sud représente, pour l'instant, le pays le plus important ayant accordé son appui officiel au nouveau maître de Kinshasa.

PROMESSES

En la matière, l'Afrique du Sud a le mérite de la constance. Le président Mandela avait été, en effet, le premier à accorder une reconnaissance internationale à celui qui n'était encore que le chef des rebelles en le recevant, fin février, à Johannesburg. Depuis, de sérieux doutes avaient surgi sur les intentions démocratiques de M. Kabila et les massacres de réfugiés dans l'est du Zaïre ont considérablement terni son image. Prudente, l'Afrique du Sud semblait d'abord vouloir exiger des garanties de la part de l'ex-rebelle pour le reconnaître officiellement. *« Nous souhaitons l'assurance d'un processus démocratique »*, affirmait, dimanche, une source gouvernementale, citée par la presse sud-africaine.

Pretoria a finalement décidé de se contenter des promesses de M. Kabila. Ce dernier, cherchant à rassurer, a annoncé la mise en place d'un gouvernement de « salut national » ouvert à d'autres forces politiques ainsi que l'organisation d'élections d'ici deux ans. Malgré son autoproclamation comme nouveau chef d'Etat du pays, M. Kabila affiche donc la volonté de se conformer au plan de paix élaboré par Pretoria qui prévoyait l'instauration d'une autorité de transition multipartite chargée de préparer la tenue d'un scrutin libre.

Il n'en fallait pas plus, apparemment, pour que l'Afrique du Sud lui accorde sa reconnaissance. *« Le Zaïre a entamé un processus accepté par tout le monde »*, a affirmé M. Mbeki pour justifier la position sud-africaine, soulignant que certains éléments de la transition étaient déjà en place. Résolument optimiste, le vice-président sud-africain s'est dit convaincu que le nouveau gouvernement *« aura une base élargie et qu'il disposera de la stabilité nécessaire pour faire face au défi du changement »*.

LÉGITIMITÉ

Pour M. Kabila, l'appui officiel de Pretoria est un geste symbolique important, susceptible de lui donner une légitimité internationale. Le soutien d'une figure aussi respectée que M. Mandela a incité d'autres pays à reconnaître eux-aussi la « République démocratique du Congo ». L'Afrique du Sud, de son côté, a tout à gagner dans l'établissement de liens privilégiés avec le nouveau pouvoir zaïrois. C'est bien pour cela qu'elle a été aussi prompte à lui accorder son soutien et que, tout au long de ses efforts de médiation, elle a cherché à maintenir un contact amical avec M. Kabila malgré les camouflets que la mauvaise volonté provocatrice de ce dernier lui a infligés.

En dehors de ses intérêts directs au Zaïre, Pretoria n'a jamais caché jouer son rôle de médiateur pour assurer une stabilité régionale considérée comme la condition de son expansion économique. S'exprimant à bord de l'*Outeniqua*, le bâtiment de guerre mis à disposition par l'Afrique du Sud pour accueillir le face-à-face Mobutu-Kabila, le ministre sud-africain de la défense, Joe Modise, résumait, il y a quelques jours, le pragmatisme de son pays : *« Mobiliser ce bateau nous coûte des millions, mais les retombées pour nous seront mille fois plus importantes. »*

Frédéric Chambon

Pour un gouvernement élargi et des élections

Les Occidentaux et l'ONU ont exhorté, dimanche 18 mai, les nouveaux dirigeants du Zaïre à mettre en place un gouvernement élargi et pluraliste, avant la tenue d'élections. *« La France souhaite que des élections aient lieu parce qu'il ne peut pas y avoir de sortie de crise par la force. Il faut que les Zaïrois puissent choisir et que l'on puisse enfin venir au secours de ces dizaines de milliers de réfugiés qui errent sans secours, sans soins »*, a estimé le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette. A Washington, le conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, Samuel Berger, a indiqué que les Etats-Unis avaient demandé *« avec insistance »* à M. Kabila *« qu'il respecte les droits de l'homme et qu'il forme un gouvernement élargi pour établir une démocratie au Zaïre »*. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a fait écho à cet appel, en exhortant M. Kabila à respecter le *« choix et la voix »* du peuple zaïrois.

A Goma, la diaspora des opposants « rentre au pays »

GOMA (Nord-Kivu)
de notre envoyée spéciale

Laurent-Désiré Kabila va-t-il ouvrir le futur gouvernement à l'opposition radicale ? La question intéresse tout particulièrement les hommes de la diaspora qui, ces dernières semaines, on hanté Goma puis Lubumbashi. *« Je rentre au pays »*, déclare l'un de ces revenants souvent forts en subsides et contacts, entre deux rendez-vous avec M. Kabila ou un membre de son entourage.

Les proches du nouveau chef de la République démocratique du Congo sont souvent d'ailleurs issus de cette diaspora. Ainsi, le propre neveu de Pierre Mulele, qui fut le dirigeant malheureux d'une tentative d'insurrection en 1964. Ou encore le général Faustin Munen, ministre de l'information de l'Alliance. Le commissaire général à l'économie et aux finances, lui, est rentré des Etats-Unis en décembre 1996, comme son collègue de la justice, Kongolo Mwenze.

« PORTEURS D'UN MESSAGE »

« Les gens de la diaspora sont porteurs d'un message. C'est une élite dont notre pays a besoin », souligne Gabriel Lukeka, directeur de la radio privée *La Voix du peuple*, réquisitionnée par l'Alliance après la prise de Goma. Si, officiellement, le nouveau « président » ne s'engage pas à intégrer dans la transition qui s'annonce l'opposition radicale, *« en privé, certains ont reçu des assurances. C'est la raison pour laquelle cette opposition ne s'exprime pas en ce moment »*, ajoute Gabriel, persuadé que Goma *« restera le bastion de la révolution »*. Mardi 20 mai, la première réunion parlementaire convoquée par M. Kabila devrait apporter quelques éclaircissements.

OPTIMISME

Sans attendre, le 13 mai à Goma, l'une de ces personnalités de la diaspora, Bin Olela Ramazani, directeur d'une société informatique à Lausanne, nous confirmait déjà son *« optimisme »*. Né dans le nord du Zaïre, près de Kisangani, l'homme, en élégante gandoura, est un lumumbiste de toujours. Il sait que, dans la coalition de l'Alliance, *« qui n'est pas un parti, l'action a précédé l'organisation et la construction des idées »*.

Représentant en Suisse, jusqu'à ce jour, le FNLC, un parti *« qui a fourni 10 000 des 200 000 soldats de l'armée de libération »*, M. Ramazani a su trouver des financements pour soutenir le mouvement. Il admet également que *« nos soldats ont récupéré des stocks destinés aux réfugiés pour se nourrir. Nous ne voulons pas de dérapage politique*, poursuit-il. *Si on instaurait une force unique, on créerait à nouveau une dictature, un système clientéliste et la corruption. Avec la démocratie, ceux qui ont lutté en permanence contre le régime de Mobutu doivent avoir leur place dans la nouvelle donne politique »*.

Danielle Rouard

Dans l'Est, les forces de l'Alliance poursuivent l'« extermination lente » des réfugiés rwandais

« Ce sont des pré-cadavres, ils n'ont même plus la force de manger », rapportent les organisations humanitaires

TANDIS QUE les forces de Laurent-Désiré Kabila menaient leur marche conquérante vers Kinshasa, se produisait au Zaïre, dans une indifférence que n'ont pas réussi à troubler les voix qui s'élevaient pour le dénoncer, l'un des drames les plus inhumains – et peut-être le plus meurtrier – que le monde ait connus depuis le génocide perpétré en 1994 contre les Tutsis au Rwanda. C'est le calvaire des réfugiés dans l'est du Zaïre, Hutus rwandais pour la plupart, chassés des grands camps de l'est du Kivu fin octobre par l'offensive rebelle et qui vivent depuis un exode infernal.

Ce drame se poursuit. Beaucoup de ces réfugiés ont regagné le Rwanda, lors du mouvement massif de retours de la mi-novembre ou après. Mais beaucoup restent. Médecins sans frontières avance le chiffre de 340 000 réfugiés encore au Zaïre, parmi lesquels 190 000 n'ont jamais pu être localisés. Nul ne se risque à évaluer le nombre de ceux qui, ayant été repérés, sont morts faute d'assistance ces six derniers mois ou ont été éliminés. Nul n'est en mesure non plus de dresser un bilan précis de la situation faite à ceux qui, ayant survécu à l'exode, ont eu et ont encore la « chance » d'être rapatriés au Rwanda sous les auspices du HCR.

Les informations qui parviennent depuis des semaines de l'est du Zaïre ne laissent en tout cas plus de doute sur la politique d'extermination menée contre les réfugiés. C'est, selon l'expression du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, une *« extermination lente »*, consistant à pousser cette population épuisée dans une forêt qui lui laisse de moins en moins de chances de survie, et à faire obstruction aux organisations humanitaires qui tentent de lui porter secours. C'est aussi une politique active d'élimination à froid : les rapports qui s'accumulent ne permettent plus de douter de la réalité des massacres, même si leur ampleur reste incertaine. Des témoins font état de l'encadrement par des militaires rwandais des tueries auxquelles se livrent les hommes de Laurent-Désiré Kabila. Tout se passe comme si le Rwanda, estimant que « la barque est pleine », avait décidé, avec ses alliés de l'AFDL, d'éliminer au Zaïre le plus possible de candidats au retour.

UN PÉRIPLE MEURTRIER

Lorsque Laurent-Désiré Kab[illegible] lance son offensive fin octo[illegible] 1996 avec l'attaque des gra[illegible] camps de réfugiés de Goma, Uvi[illegible] Bukavu, les militaires rwandais [illegible] l'assistent ont un argument fort [illegible] population des réfugiés (au mo[illegible] 1,2 million de personnes) est en[illegible]drée par d'anciens soldats et m[illegible]ciens hutus, auteurs du génoc[illegible] de 1994, qui font régner leur loi [illegible] les camps et s'en servent com[illegible] base pour lancer des incursions [illegible]mées au Rwanda.

L'offensive a pour objectif de [illegible]parer le bon grain – les civils, [illegible] seront invités à revenir au Rw[illegible]da – de l'ivraie – les combatta[illegible] hutus qui les en empêchent. [illegible] fait, une large partie des réfugiés resteront pendant plusieurs mois les otages de cet encadrement armé qui se sert d'eux comme bouclier dans sa fuite vers l'ouest.

Les fuyards de Goma qui se sont enfoncés dans la forêt – ceux qui n'ont pas pu prendre le chemin du retour au Rwanda, ceux qui n'ont pas déjà succombé à la faim ou à la maladie –, peu à peu, réapparaissent. Des camps se reforment dans le sud du Kivu, à Shabunda, et dans l'ouest, à Tingi-Tingi, à Amisi, où cet encadrement par les anciens *« génocideurs »* est encore présent. Mais, sur les 80 000 personnes au moins regroupées à Tingi-Tingi à la mi-décembre, 12 000 sont des enfants de moins de cinq ans... Ils devront fuir à nouveau lorsque ces camps sont attaqués à leur tour par l'AFDL fin février.

A chacun de ces épisodes, une partie des réfugiés se perd dans la forêt ; les organisations humanitaires, soumises à l'arbitraire de l'AFDL, ne peuvent leur apporter l'assistance dont ils auraient besoin. On perd la trace des 40 000 réfugiés du camp de Shabunda. La majorité de ceux de Tingi-Tingi et d'Amisi prennent la route d'Ubundu où, fin mars, les miliciens hutus les abandonnent.

7 mois d'errance

HAUT-ZAÏRE
Watsa
Isiro
Bafwasende
Bunia
Zaïre
Kisangani
Gbadolite
Ubundu
Lubutu
Punia
Goma
NORD KIVU
OUGANDA
RWANDA
Bukavu
Kindu
MANIEMA
Uvira
SUD KIVU
BUR.
TANZANIE
KASAÏ ORIENTAL
SHABA (KATANGA)
Kalemie
KINSHASA
Kamina
Atlantique
Nouveau camp de réfugiés

85 000 personnes, des civils contre lesquels aucun prétexte d'ordre militaire ne plus être invoqué, tentent, exténuées, de gagner Kisangani vers le nord ; des camps apparaissent le long de la voie de chemin de fer (Obilo, Biaro, Kasese). Les organisations humanitaires qui, après de multiples difficultés, sont autorisées à y intervenir début avril trouvent une population dans un état catastrophique : *« Ce ne sont plus des malades, ce sont des pré-cadavres. Ils n'ont même pas la force de manger »*, rapporte une équipe de MSF. Des soldats rwandais font partie des escortes qui encadrent les visites des organisations humanitaires. A la mi-avril, l'accès aux camps du sud de Kisangani est de nouveau interdit aux ONG par les hommes de Kabila. Entre le 21 et le 23, les camps sont attaqués. *« Le 23 avril*, raconte Médecins sans frontières dans son dernier rapport, *le HCR et des journalistes, autorisés à retourner au camp de Kasese, l'ont trouvé vide. Tous les réfugiés, y compris les malades et les 9 000 enfants, avaient disparu. La visite a été interrompue lorsque des [coup]s de feu ont retenti – que l'AFDL a attribués à des "combats" – et il n'a pas été possible d'examiner de plus près des charniers supposés. Le 28 avril l'équipe de MSF a été autorisée à retourner aux camps de Kasese et Biaro. Toutes les infrastructures sanitaires avaient disparu, de même que tous les réfugiés qui y étaient soignés. »* 1 250 personnes avaient reçu un début de traitement hospitalier ; 5 000 autres étaient considérées par l'équipe de MSF comme hors d'état de marcher : *« Ces 6 250 réfugiés étaient trop faibles ou trop malades pour fuir et il est peu probable qu'ils aient pu survivre une semaine sans assistance médicale. MSF n'a retrouvé ni leur trace ni leurs cadavres »*, dit le même rapport.

Une partie des 85 000 réfugiés des camps du sud de Kisangani qui se sont volatilisés lors de l'attaque de la fin avril réapparaissent les jours suivants. Le 1er mai, Laurent-Désiré Kabila donne soixante jours au HCR pour rapatrier tous les réfugiés au Rwanda à partir de l'aéroport de Kisangani. Ses hommes commencent à entasser dans des wagons ceux qui se pressent le long de la voie de chemin de fer Ubundu-Kisangani. Le 4 mai, 92 d'entre eux meurent asphyxiés ou écrasés dans ce train. Cet épisode fait grand bruit et le HCR obtient une relative amélioration des conditions du rapatriement.

MASSACRES

Le sort des réfugiés qui errent encore dans des régions conquises depuis plus longtemps, et où ne se livre plus aucun combat, n'est guère plus enviable. Des massacres *« à grande échelle »* ont été rapportés récemment comme ayant toujours cours autour de l'axe Bukavu-Shabunda, par exemple. Des étrangers qui se sont rendus dans la région ont recueilli maintes fois le même écho : les tueries se font sur ordre des militaires rwandais qui encadrent l'AFDL.

Dans cette région aussi, les autorisations d'accès sont chichement accordées par les forces de l'Alliance aux ONG, dont la tâche est d'appeler les réfugiés encore terrés dans la forêt à se regrouper sur la route, d'où on organisera leur rapatriement. Les ONG craignent de servir d'appât : *« Nous obtenons l'autorisation de nous rendre en certains endroits ; puis plus.*

Entre-temps, les militaires [de l'AFDL] *annoncent notre arrivée en appelant les gens à se regrouper et, quand nous y retournons, nous ne les trouvons pas »*, rapporte un travailleur humanitaire. Dans cette région aussi, et dans d'autres, des étrangers ont repéré des carrés de terre fraîchement retournée sinistrement suspects.

Les alertes lancées depuis des mois par les organisations humanitaires n'ont eu que peu d'effet jusqu'à présent. Pendant longtemps, dénoncer les exactions des hommes de l'AFDL et de leurs alliés rwandais, c'était en quelque sorte se rendre suspect de révisionnisme, vouloir faire oublier à la fois les turpitudes de Mobutu et le génocide de 1994 au Rwanda.

Quand la France, en novembre, proposa à l'ONU une intervention internationale à des fins humanitaires, on l'accusa de ne chercher qu'à stopper la rébellion zaïroise et à sauver, une fois encore, du châtiment les miliciens hutus *« génocideurs »*. Quelque intention que l'on prête à la France, le sort des réfugiés aurait mérité un plus ample examen. Mais le projet fut enterré en décembre, sans autre forme de procès, par les Américains, qui firent valoir que la question des réfugiés avait été *grosso modo* réglée avec le retour massif de 500 000 personnes au Rwanda à la mi-novembre. Le HCR se chargeait du problème « résiduel » : poursuivre le rapatriement, dans les conditions que l'on sait et sans aucune garantie à ce jour de la part du régime de Kigali sur le sort de ceux qui rentrent encore, dans un état de plus en plus catastrophique.

Les récits des massacres se faisant néanmoins de plus en plus insistants, l'ONU décida début mai de dépêcher sur place une mission d'enquête. Mais Laurent-Désiré Kabila n'en veut pas. Et l'on peut se demander, devant le peu d'empressement mis par les Américains à la soutenir, s'ils ne préféreraient pas, eux aussi, qu'elle ne voie jamais le jour.

Claire Tréan

Comment Matignon et l'Elysée ont bridé la croissance en augmentant les prélèvements obligatoires

Alain Juppé a attendu la mi-septembre 1996 pour annoncer la baisse de l'impôt sur le revenu

Fallait-il relancer les dépenses ou réduire les déficits ? Pour n'avoir pas su résoudre ce problème, le pouvoir s'est vu acculé à augmenter les impôts et à enrayer une éventuelle reprise de l'économie. Dans des entretiens au *Monde*, Edouard Balladur, ancien premier ministre, souhaite que la France *« aille le plus loin possible »* dans le non-renouvellement des postes de la fonction publique, tandis que Laurent Fabius, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, pense que la maîtrise de la dynamique des dépenses publiques est indispensable et réclame *« une programmation budgétaire sur cinq ans »*.

SILENCE dans les rangs ! Puisque le chef de l'État a pris le risque de la dissolution, l'heure n'est plus, dans la majorité, à s'attarder sur le passé. S'il ne se trouve personne, à droite, pour évoquer les déficits *« calamiteux »* laissés en héritage par les balladuriens, nul ne songe non plus à redire, haut et fort, aujourd'hui, ce que l'on a entendu, *mezzo voce*, hier : au cours des deux années qu'il vient de passer à Matignon, Alain Juppé a joué contre la croissance économique. S'il ne l'a pas cassée, il l'a, en tout cas, fortement bridée...

LES SEPT SUJETS CAPITAUX

Le récit des occasions manquées

FIN

Les souvenirs sont trop récents pour que l'on n'ait pas, ici où là, la tentation, au moins sur le registre de la confidence, de reconstituer la chronique économique des deux années écoulées, jalonnées de « loupés » en cascade, de faux pas, d'occasions ratées. La chronique, en quelque sorte, de la croissance étouffée.

Quand il est nommé premier ministre, le 17 mai 1995, M. Juppé a quelques bonnes raisons de ne pas très bien savoir quel cap suivre. Pour assurer la croissance, faut-il en priorité relancer les dépenses, pour réduire la fameuse fracture sociale, ou bien les comprimer pour réduire les déficits ? Faut-il relever les impôts, pour financer les promesses présidentielles, ou bien faut-il les baisser ?






Sur un petit nuage, M. Chirac semble se convertir et pronostique une « croissance durable »

Lors de sa campagne, Jacques Chirac, puisant son inspiration dans les thèses libérales d'Alain Madelin, et dans celles, républicaines, de Philippe Séguin, a promis une chose et son contraire. C'est donc mission impossible pour le nouveau premier ministre.

Officiellement, certes, rien ne transpire des tiraillements qui se manifestent aussitôt à l'intérieur du gouvernement. Annonçant ses premières mesures pour l'emploi et son « collectif » budgétaire, les 22 et 29 juin, M. Juppé semble même être parvenu à résoudre la quadrature du cercle. Pour financer les allégements de charges en faveur des entreprises, la création du contrat initiative emploi (CIE) ou encore le plan logement, promis lors de la campagne, certains impôts, comme la TVA, l'impôt sur les sociétés (IS), ou l'impôt sur la fortune (ISF), vont être relevés. Mais ce ne sera qu'à *« titre provisoire »*, c'est promis et c'est écrit noir sur blanc dans le projet de loi.

Pour que nul ne puisse douter que ces ponctions inattendues ne vont pas peser sur le pouvoir d'achat des plus modestes, au risque de casser la reprise, le SMIC est revalorisé spectaculairement de 4 % dès le 1er juillet. Au total, la copie du premier ministre apparaît donc équilibrée. D'autant que le déficit budgétaire pour 1995, lui, est stabilisé. Tout juste est-il révisé de 275 milliards de francs à 322 milliards, pour tenir compte des recettes de privatisations que le gouvernement précédent avait affecté, de manière peu orthodoxe, aux dépenses courantes du budget.

Pourtant, dans les coulisses, les choses se passent de manière beaucoup moins consensuelle. *« Ai-je été d'accord avec Alain Juppé ? Oui... Pendant au moins vingt-quatre heures ! »*, confiera plus tard à l'un de ses proches Alain Madelin, l'éphémère ministre des finances. Apprenant que le salaire minimum va être fortement revalorisé, le CNPF, en effet, ne décolère pas. Inquiet de cette fronde, M. Juppé ne trouve pas d'autre solution pour se faire pardonner par les milieux patronaux que de proposer une hausse plus substantielle que prévu des allégements de charges.

Mais, pour parvenir à ce résultat, il faut trouver un financement. Faut-il laisser filer les déficits, au moment même où les balladuriens sont pointés du doigt pour leur gestion *« calamiteuse »*, ou bien majorer encore plus que prévu les impôts ? M. Juppé hésite, consulte, tergiverse...

Finalement, dans le plus grand secret, c'est la première solution qui est retenue : le premier ministre adresse à l'Elysée une première mouture de son collectif budgétaire qui prévoit de laisser filer le déficit jusqu'à 345 milliards de francs, au risque de semer la panique sur les marchés financiers.

M. Madelin, lui, ne veut pas en entendre parler. Le chef de l'Etat non plus. Après quelque temps de réflexion, il demande à Matignon de retravailler son projet. Le premier ministre n'a donc plus qu'une seule solution : relever encore plus les prélèvements. C'est finalement ce qui est annoncé : le taux normal de la TVA, qui devait initialement être porté de 18,6 % à 20 %, est augmenté en dernière minute jusqu'à 20,6 %.

Dès son entrée en fonctions, le premier ministre n'a donc pas à l'esprit une stratégie de ●●●

Edouard Balladur (RPR), ancien premier ministre

« Il y aura de moins en moins de secteurs abrités, prenons-en conscience »

« La priorité de la majorité sortante est la baisse de la dépense publique. Selon vous, quelle doit être l'ampleur des *économies que l'Etat doit engager*, à quel rythme et dans quels secteurs principaux ? Faut-il, selon vous, supprimer davantage que 5 000 postes dans la fonction publique par an, mesure préconisée par le premier ministre?

– La diminution des dépenses publiques est la condition de la baisse des impôts nécessaire pour que notre pays retrouve une croissance durable et crée davantage d'emplois. On peut tabler, pour les cinq ans qui viennent, sur une croissance en valeur de l'ordre de 4 %, ce qui est raisonnable, car cela *correspond à une augmentation* du volume produit de 2 % et des prix de 2 % également. Si l'on souhaite, contrairement à ce qui s'est passé depuis vingt ans, que ce surcroît de croissance bénéficie aux Français et pas à l'Etat, il faut alléger le poids que l'Etat fait peser sur les citoyens.

» L'objectif est de ramener le taux des prélèvements obligatoires, actuellement supérieur à 45 % du PIB, à la moyenne européenne (42,5 %) et de réduire le déficit de quelque 20 milliards de francs par an afin de stabiliser le poids de la dette. C'est un effort *considérable, ne nous le dissimulons* pas. Il doit porter sur toutes les dépenses de fonctionnement. Il doit se traduire par une diminution des dépenses d'intervention et par la plus forte réduction possible des effectifs de la fonction publique. Avec 10 000 postes par an non renouvelés, le gain cumulé serait de l'ordre de 10 milliards. Je *souhaite que l'on aille le plus loin* possible dans cette voie, au-delà si on le peut. Et je souligne que si l'effort de décentralisation avait pour objectif la simplification de nos structures administratives, il en résulterait des économies considérables.

– Le RPR milite depuis longtemps pour les privatisations et, depuis peu, souhaite aller plus loin. Etes-vous partisan d'une redéfinition du périmètre de l'Etat et quelles en seraient les conséquences ?

– Achevons d'abord de privatiser toutes les entreprises concurrentielles mentionnées dans la loi de 1993. Pour le reste, il faut d'urgence adapter toutes nos entreprises à la concurrence qui va se déployer dans tous les secteurs, même les secteurs à monopole : gaz, transports, télécommunications, aéroports. Les entreprises publiques doivent être les plus performantes possibles.

» Je suis convaincu que la réforme de l'Etat est la condition de la réduction de nos dépenses collectives et non l'inverse. Notre pays n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation, du développement du secteur *contractuel, ce qui* doit alléger les missions et les instruments de l'Etat. Il n'a pas tiré non plus toutes les conséquences de la *mondialisation et de la* compétition internationale. Il y aura de moins en moins de secteurs abrités, prenons-en conscience.

– Préconisez-vous des mesures supplémentaires d'économie *pour résorber le déficit de la Sécurité sociale* ?

– En matière de protection sociale, conserver en l'état sans rien changer ne veut pas toujours dire préserver l'essentiel. Le *statu quo*, cela voudrait dire, compte tenu des projections économiques et démographiques, des dépenses d'assurance-maladie qui doubleraient tous les dix ans, des dépenses de retraite qui seraient multipliées par deux d'ici à 2040.

» Qui est prêt à augmenter les cotisations dans de telles proportions ? Qui peut se résigner à ce que la Sécurité sociale absorbe, d'ici deux générations, les deux tiers de la richesse nationale ? Quel serait alors le niveau de chômage ? L'augmentation des dépenses sociales n'est pas nécessairement synonyme d'une réduction des inégalités. C'est souvent l'inverse qui est vrai : nous avons depuis vingt ans alourdi toutes nos charges et tous nos transferts sociaux, et le chômage a été multiplié par cinq, tandis qu'apparaissait la nouvelle pauvreté.

» La vérité est que l'absence de réformes conduirait à un accroissement des inégalités et non à leur réduction. Ne rien faire, c'est voir notre protection sociale s'affaiblir avec le temps. C'est pourquoi je souhaite que, dans le domaine de l'assurance-maladie, une conférence nationale de la santé permette – dans le cadre des ordonnances de 1996 – de définir, par la voie de la négociation et du contrat, des mécanismes de régulation concertée. Ainsi, les médecins comme les patients participeraient à une évolution des dépenses compatible, à la fois, avec celle de la richesse nationale *et avec le maintien d'un taux de* remboursement décent, dont ils seraient conjointement responsables.

– Le programme de baisse d'impôt de la plate-forme RPR-UDF reprend l'objectif voté par le Parlement de 75 milliards de francs en cinq ans, dont 12,5 milliards pour les quatre prochaines années. Ces masses et ce calendrier vous conviennent-ils ?

– Je n'ai jamais caché qu'il me paraissait souhaitable d'aller plus vite. C'est possible, moyennant la suppression des niches fiscales. N'oublions pas une autre priorité : la baisse des charges sur le travail des moins qualifiés. Je souhaite également que les droits de mutation, plus élevés en France que partout ailleurs, soient réduits : 5 % pour les immeubles d'habitation me paraîtrait un taux raisonnable. Enfin, il n'est que temps de mettre un terme à l'alourdissement continu de la taxe professionnelle et de la rendre plus neutre pour les entreprises. Cette réforme serait coûteuse dans un premier temps. Mais il en résulterait plus d'investissement et plus d'emploi. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud

هكذا من الأمل

FRANCE

LE MONDE / MARDI 20 MAI 1997

LÉGISLATIVES A une semaine du premier tour, Philippe Séguin se met en position d'être appelé par le président de la République, en cas de court succès de la droite, à l'hôtel Matignon. ● DANS UN ENTRETIEN publié par l'hebdomadaire *Marianne*, il affirme que le message qui passe dans la campagne *« n'est pas éloigné »* du sien. M. Séguin estime que 1998 doit être *« l'occasion d'une vaste remise à plat »* de la construction européenne. ● LIONEL JOSPIN aborde la cinquième semaine de campagne avec confiance, en ironisant sur la *« peur de perdre »* de la majorité sortante. Le premier secrétaire du Parti socialiste veut dédramatiser l'hypothèse d'une cohabitation, assurant qu'il n'y a pas de désaccord entre lui et le chef de l'Etat sur la politique européenne. ● ROBERT HUE et Jean-Pierre Chevènement estiment, tous deux, être *« en cohérence »* avec le PS sur l'euro.

Philippe Séguin joue une carte personnelle pour aller à Matignon

Le président de l'Assemblée nationale dissoute multiplie les déclarations de bonnes intentions sur l'Europe, tout en prônant la diversité de la majorité future

LE LOCATAIRE de l'hôtel de Lassay n'écarte plus tout à fait l'idée de devoir changer de bail. Après une semaine d'interrogations, celle qui avait suivi l'annonce, le 21 avril, de la dissolution de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin se retrouve, à huit jours du premier tour des élections législatives, en situation de « premier ministrable ». Interrogé, dimanche 18 mai, sur TF 1, sur son éventuelle nomination à l'hôtel Matignon, le maire d'Epinal a rappelé que les électeurs sont *« convoqués pour autre chose qu'élire un premier ministre au suffrage universel »*. Le président de la République, a-t-il expliqué, *« choisira, en fonction du message qu'il aura entendu du pays, en fonction de la majorité et en fonction de ses propres engagements de campagne de 1995, celui qui lui paraîtra le plus apte à exercer ces fonctions »*.

« Nous avons la chance d'envoyer un message au président de la République sur l'Europe que nous voulons. Et il l'écoutera d'autant plus volontiers que c'est cette Europe-là qu'il veut lui-même », a assuré M. Séguin. Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Marianne* (daté du 19 au 25 mai), le président de l'Assemblée nationale dissoute est encore plus explicite : *« Le message qui passe est d'une extrême clarté. J'ai la faiblesse de penser qu'il n'est pas éloigné du mien. »*

Depuis sa première réunion publique, le 29 avril, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), M. Séguin ne cesse de parler de l'Europe. A la différence des autres responsables de la majorité sortante, il considère qu'elle est *« la raison de fond de la dissolution »* et il regrette que l'argument européen, invoqué par le président de la République dans sa déclaration du 21 avril, n'est pas été davantage exploité au cours de la campagne législative de la droite. Le rendez-vous de 1998 doit être *« l'occasion d'une vaste remise à plat »* de la construction européenne, ne cesse de répéter M. Séguin.

« LIBÉRALISME TEMPÉRÉ »

Depuis son discours du 26 janvier 1996 à Aix-la-Chapelle, destiné à rassurer les milieux politiques et économiques européens, notamment allemands, l'ancien pourfendeur du traité de Maastricht a pris acte, très officiellement, de la ratification de celui-ci par le peuple français. Dès lors, il n'est plus question de revenir en arrière, ni même d'organiser une nouvelle consultation populaire avant le passage à la monnaie unique. *« A gauche, certains refusent toujours de reconnaître le vote. Ils demandent un nouveau référendum. Pas moi »*, confirme-t-il dans son entretien à *Marianne*.





En revanche, face à une Europe perçue comme *« une sorte d'internationale du chômage »*, M. Séguin propose de faire sauter le *« carcan »*, qui, jusqu'ici, a piégé *« ce gouvernement comme les précédents »*, et faire de l'emploi *« l'objectif primordial »* de la construction européenne. Dans son dernier discours public, le 13 mai, à Nantes, le président de l'Assemblée nationale dissoute a même précisé que *« les conditions de passage à l'euro devront être essentiellement politiques, et accessoirement économiques ou budgétaires »*.

Alors que la plupart des autres composantes de la droite apparaissent comme tétanisées par l'emploi du mot *« libéralisme »*, M. Séguin prône, d'autre part, à chaque occasion, *« un libéralisme légitimé, tempéré, corrigé »*, qui assure l'égalité des chances et garantit un système de protection sociale aussi équitable que possible. Ce choix du libéralisme, assumé sans complexe, doit toutefois être *« parfois corrigé par le rôle d'impulsion de l'Etat »*.

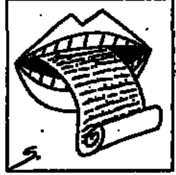
M. Séguin considère donc qu'à la différence d'autres acteurs de la campagne présidentielle de 1995, lui n'a pas varié dans ses convictions. *« Je rassure ceux qui disent des choses désagréables à mon sujet. Pour ce qui me concerne, occuper un poste pour le plaisir de l'occuper et payer le prix d'oublier mes propres idées, ce n'est pas le genre de la maison »*, a-t-il affirmé sur TF 1.

Très réservé, pour le moins, sur la manière dont Alain Juppé conduit la campagne de la majorité sortante, M. Séguin n'épargne pas pour autant cet autre concurrent qu'est le premier secrétaire du Parti socialiste. Il accuse Lionel Jospin d'être de ceux qui ont *« voulu, négocié, signé »* le traité de Maastricht et qui voudraient aujourd'hui le *« renégocier »*. C'est que la marge de manœuvre est étroite : pour que M. Séguin puisse espérer succéder à M. Juppé à la tête du gouvernement, comme l'y encouragent Valéry Giscard d'Estaing ou Charles Pasqua, encore faut-il que la droite l'emporte.

Jean-Louis Saux

« Je m'efforce de donner un sens à la dissolution »

DANS un entretien publié par l'hebdomadaire *Marianne* (daté du 19 au 25 mai), Philippe Séguin critique la campagne conduite par Alain Juppé : *« Le thème des quarante jours pour impulser le nouvel élan n'a pas convaincu. La majorité a besoin des cinq années qui viennent ? se demandent* [les électeurs]. *Ou de quarante jours seulement ? Et que se passe-t-il donc depuis deux ans ? Bref, tout cela a paru un peu compliqué à une opinion un peu désorientée »*. Sans critiquer ouvertement la décision du président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale, il affirme : *« Je m'efforce de donner un sens à la dissolution et de rechercher sa plus grande utilité : préparer le rendez-vous de 1998. C'est pour cette raison que je mène une campagne que certains estiment, à tort, marginale ou décalée. »*



VERBATIM

Interrogé sur les contradictions internes de la majorité présidentielle, M. Séguin estime : *« Un message clair est monté du pays en 1995 et le président a été élu sur une série de principes. Le problème reste de savoir si ce message est toujours celui du pays et si nous avons les moyens d'y répondre. »* Il ajoute que, dans la déclaration de M. Chirac du 21 avril puis dans sa tribune publiée dans quatorze quotidiens régionaux, il n'a *« rien vu qui puisse indiquer que nous plongions désormais dans l'ultralibéralisme »*. Interrogé sur la constitution éventuelle d'un gouvernement républicain d'union dont il pourrait prendre la direction, le maire d'Epinal répond : *« C'est au président de la République de me poser la question, si elle doit m'être posée. »*

Concernant la suite à donner au traité de Maastricht, Philippe Séguin précise : *« Il y a des ouvertures et des interprétations possibles dans ce traité. Il faut les explorer et saisir toutes les opportunités. Ensuite, sans renégocier le traité, on peut le préciser, l'adapter (...). Chacun sait bien qu'il va falloir se retrouver autour de la table pour faire des choix politiques. »*

M. Jospin se place dans la perspective d'une cohabitation non conflictuelle

LIONEL JOSPIN veut aborder avec confiance la cinquième semaine de campagne, avant le premier tour des élections législatives. Samedi 17 mai à Castres, et dimanche 18 à Perigueux et à Tulle, le premier secrétaire du Parti socialiste s'est placé *« dans la perspective d'une victoire possible »*, en insistant sur la *« peur de perdre »* de la majorité sortante. Inaugurant une semaine très médiatique, avec deux grands meetings à Montpellier le 20 mai et à Toulouse le 22, M. Jospin veut continuer sa campagne sur le dyptique dénonciation (du bilan et de « l'absence » de programme de la droite) explication (du programme socialiste), avec, chaque jour au siège du PS, un point de presse thématique. Il veut anssi dédramatiser l'éventualité d'une cohabitation que la majorité sortante présente comme lourde en risques de crises institutionnelle et européenne.

Dimanche, sur France 3, M. Jospin s'est efforcé de déminer le terrain de la cohabitation. Premier angle : la justice. Après avoir mis en cause tout au long de la semaine « l'Etat-RPR » et les affaires, le dirigeant socialiste a affirmé : *« Je ne pense pas, à priori, que sur ces questions de justice, à partir au moins des affirmations de principe des uns et des autres, il devrait y avoir des problèmes de cohabitation. »* Deuxième angle : la politique africaine. Comme il l'avait dit au Zénith, le 15 mai, M. Jospin a vu dans la situation au Zaïre *« l'échec de la politique africaine française »*, mais, a-t-il ajouté, *« je ne suis pas a priori convaincu que sur ces grands éléments d'analyse et sur l'idée qu'on doit permettre aux Africains de règler leurs affaires eux-mêmes, il y ait un désaccord avec le président de la République »*.

Troisième angle : l'Europe. M. Jospin a estimé, le 18 mai, que *« tout le monde est en train de se retrouver sur les conditions que les socialistes proposent pour le passage à la monnaie unique »*. *« Je ne vois pas en quoi un gouvernement économique face à la Banque centrale, un euro qui ne soit pas surévalué par rapport au dollar, (...) le fait que l'on demande que l'Italie et l'Espagne soient dès le début dans la monnaie unique sont des conditions qui poseraient problème à la France »*, a-t-il ajouté, en s'abstenant d'évoquer parmi les points de consensus la condition mise en avant par le PS sur *« un pacte de solidarité et de croissance »*, sur laquelle il s'était appuyé à la veille de la dissolution pour rejeter toute nouvelle *« cure d'austérité »*. M. Jospin a donc assuré que sur l'Europe, il ne devrait pas y avoir de problème : *« Ce n'est pas un domaine dans lequel j'imaginerais, entre nous et le président actuel, une véritable difficulté. »*

Plus globalement, l'ancien candidat à l'élection présidentielle a assuré qu'*« il n'y a pas de domaine réservé »*. *« Dans un certain nombre de rencontres internationales, le président de la République et le premier ministre qu'il choisirait auraient à agir de concert. Cela ne me paraît pas impossible si l'on considère que les questions de politique étrangère, dans la dernière période historique, ont fait l'objet d'un relatif consensus en France »*, a soutenu M. Jospin, s'abstenant de réitérer ses critiques sur la réintégration par la France du commandement militaire de l'OTAN qu'il avait, à plusieurs reprises, vivement critiquée.

Tout en dédramatisant une éventuelle cohabitation, M. Jospin a attaqué la droite. A Castres, devant près de 1 500 personnes, il a appelé à *« sanctionner »* le RPR et l'UDF *« pour leur tromperie, pour leur échec, pour la menace qu'ils représentent pour le futur »*. *« Le problème de ces élections, c'est que le pouvoir en place voudrait en faire une simple opération de reconduction*, a-t-il réaffirmé, à Périgueux, devant un millier de sympathisants. *Si tel était le cas, ce serait donc neuf ans d'une politique inefficace et injuste. » « Une majorité de droite réélue, c'est Juppé, ou Toubon, ou Balladur ou Sarkozy comme premier ministre pour cinq ans ! Le dire, c'est frémir, le dire c'est vouloir les en dédire, le dire c'est aussi vouloir donner la victoire aux forces du changement le 1er juin, et c'est ce que nous allons faire »*, a continué le premier secrétaire du PS, en appelant les électeurs à *« prendre une revanche démocratique »*. M. Jospin, qui s'est aussi rendu à Tulle pour soutenir, lors d'une réunion avec 500 personnes, François Hollande, porte-parole du PS, a invité les candidats et les militants à populariser le programme socialiste, diffusé à 11 millions d'exemplaires. *« Il faut que dans les huit derniers jours*, a-t-il lancé, *vous montriez que nous sommes les seuls en mesure de proposer aux Français une nouvelle politique économique dont la priorité principale sera l'emploi ! »* Il s'est enfin employé à combattre l'idée d'une *« fabrication d'une Assemblée nationale par anticipation »* à travers les simulations des sondages. *« Compte tenu de ce que sont les marges d'erreur (...), la seule chose qui, aujourd'hui, est sûre est qu'il y a un coude à coude, une égalité entre la coalition de droite et la coalition des forces du changement »*, a plaidé M. Jospin qui se déclare toujours prêt à un face-à-face télévisé avec le premier ministre.

Michel Noblecourt

Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement « cohérents » avec le PS sur l'euro

L'HEURE N'EST PLUS à la « pression » ni à la résistance. A une semaine du premier tour des élection législatives, Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement ont tenu à mettre en avant leur *« cohérence »* avec les socialistes, confirmant leur intention de voir leurs formations participer à un gouvernement de gauche en cas de cohabitation.

« Il y a une parfaite cohérence entre Lionel Jospin, Robert Hue et moi » sur l'euro, a indiqué le président du Mouvement des citoyens (MDC), dimanche 18 mai, sur France 2. *« Nous sommes d'accord pour dire qu'un euro aussi fort que le mark, c'est la garantie que le chômage va continuer à augmenter* [et] *que si nous transférons tout le pouvoir monétaire à un aréopage de banquiers indépendants, ce sera la fin d'une certaine démocratie »*, a ajouté M. Chevènement. Comme la veille, sur TF 1, le président du MDC a rendu hommage à *« l'évolution de Lionel Jospin »* sur l'Europe, tenant à l'écart les plus « européens » des socialistes qui s'inquiètent, comme Michel Rocard, d'une future participation communiste ou chevènementiste à un gouvernement de gauche.

Invité de « Sept sur Sept », sur TF 1, M. Hue a lui aussi donné des signes de bonne volonté. *« Cohérence, je suis d'accord »*, a-t-il expliqué, en rappelant que, le 29 avril, dans leur déclaration commune, le PS et le PCF s'étaient engagés ensemble à *« dépasser le traité »*. *« Notre volonté d'unité est plus forte que ce qui peut nous séparer »*, a-t-il ajouté. Il a rappelé, toutefois, qu'un tel gouvernement devrait être *« le reflet de l'ensemble des forces qui composent cette gauche »*, justifiant ainsi l'*« utilité »* du vote comuniste.

Un peu plus tard, sur France 3, Lionel Jospin a indiqué que la présence d'un ministre mis en examen – M. Hue l'est pour *« recel de trafic d'influence »* dans une affaire de financement du PCF – lui paraîtrait *« un très mauvais départ »*. M. Hue s'était pourtant étonné, dans un grand sourire, que la droite agite à nouveau l'*« épouvantail »* communiste – *« Vous voyez les chars soviétiques sur le périphérique ? Vosu me voyez, avec un couteau entre les dents ? »* –, mais il avait tenu à dire qu'en cas de victoire de la gauche *« il faudra que le mouvement social continue d'intervenir pour que les engagements soient bien tenus »*. Il n'a pas précisé s'il s'agissait des trente-cinq heures, de l'augmentation immédiate du Smic ou de la baisse de 2 % de la TVA.

Enfin, MM. Hue et Chevènement se sont aussi retrouvés pour mettre en garde les électeurs de gauche sur l'éventualité d'un gouvernement dirigé par Philippe Séguin. *« Les Français se moquent bien de savoir s'ils auront un premier ministre sec et rigide ou un gros bien enveloppé »*, a indiqué le secrétaire national du PCF, reprenant la formule employée à côté de lui par M. Chevènement, le 15 mai, à Nontron (Dordogne), avant leur meeting commun.

Ariane Chemin

Plusieurs marches européennes contre le chômage convergent à Paris

PARTIES DE TANGER et d'Algésiras, de Brest et de Grenoble, de Marseille et de Toulouse, plusieurs marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions se sont rejointes à Paris, pendant le week-end de la Pentecôte. Accueillis, samedi 17 mai, dans la Maison des ensembles, un squatt associatif en instance d'expulsion situé rue d'Aligre, dans le 12e arrondissement, les marcheurs ont pu échanger leurs impressions de route.

Une trentaine de marcheurs permanents forment le « noyau dur » des différentes marches. A chaque étape, ils sont épaulés par des militants locaux. Au sein de la marche de l'Ouest, quatre jeunes d'Alençon, après avoir suivi le stage des marcheurs d'une semaine en Ile-de-France, sont partis de Brest, pour aller jusqu'à Amsterdam. D'autres ont déjà participé aux marches françaises contre le chômage du printemps 1994. Dimanche, une fête a été organisée, sans interruption, sauf celles provoquées par des ondées intermittentes, avec des concerts, des animations de rues et des forums, dans les anciens ateliers frigorifiques du quai de la Gare. Baptisée *« Les pieds dans la fête »*, cette manifestation avait le soutien de toutes les associations françaises co-organisatrices des marches, avec, au premier chef, les associations de chômeurs : le collectif AC ! Agir ensemble contre le chômage, le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS), proche du Parti communiste, et l'Association de défense et d'entraide aux chômeurs (ADEC), mais aussi les associations de lutte contre l'exclusion (Droit au logement, Droit devant !, Comité des sans-logis), des syndicats (FSU, Groupe des dix, SUD, CGT, CFDT-Tous ensemble...) et enfin le soutien du Mouvement des signataires qui regroupe les collectifs contre la loi Debré.

Tous ensemble, les marcheurs reprendront la route, mercredi 21 mai, de la place de la Bastille, à Paris, en direction de Bruxelles puis d'Amsterdam, où avec les autres marches provenant des quatre coins de l'Europe, l'objectif est de rassembler trente-mille personnes, le 14 juin, afin de faire pression sur la conférence intergouvernementale (CIG) qui doit s'ouvrir le lendemain pour discuter d'une réforme des institutions de l'Union européenne (UE).

« AIGUILLON SOCIAL »

Les revendications des marcheurs sont contenues dans un appel de Florence, lancé en juin 1996 par des militants français, anglais et italiens. Partant du constat que, dans l'UE, il y a *« vingt millions de chômeurs officiellement recensés »* et *« cinquante millions d'habitants qui vivent dans une situation de pauvreté »*, l'appel demande qu'*« une politique radicale et résolue de lutte contre le chômage s'impose »*, afin que *« chômeurs, précaires et démunis »* puissent *« vivre dignement »*. Les auteurs du manifeste réclament *« une Europe du plein emploi où quiconque qui le désire doit pouvoir travailler pour un revenu décent »* et *« une autre répartition des richesses »*.

A terme, les organisations de chômeurs, pour la plupart affiliées au réseau européen des chômeurs (REC), ont l'ambition d'être reconnues comme des interlocuteurs par les instances européennes. Tombés, malgré eux, en pleine campagne électorale, les marcheurs espèrent jouer le rôle d'*« aiguillon social »* et *« porter la parole des chômeurs dans le débat européen »*.

Alain Beuve-Méry

Comment Matignon et l'Elysée ont bridé la croissance en augmentant les prélèvements obligatoires

Alain Juppé a attendu la mi-septembre 1996 pour annoncer la baisse de l'impôt sur le revenu

Fallait-il relancer les dépenses ou réduire *les déficits ? Pour n'avoir pas su résoudre* ce problème, le pouvoir s'est vu acculé à augmenter les impôts et à enrayer une *éventuelle reprise de l'économie. Dans des* entretiens au *Monde*, Edouard Balladur, ancien premier ministre, souhaite que la France *« aille le plus loin possible »* dans le non-renouvellement des postes de la fonction publique, tandis que Laurent Fabius, *président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale*, pense que la maîtrise de la dynamique des dépenses publiques est indispensable et réclame *« une programmation budgétaire sur cinq ans »*.

SILENCE dans les rangs! Puisque le chef de l'Etat a pris le risque de la dissolution, l'heure n'est plus, dans la majorité, à s'attarder sur le passé. S'il ne se trouve personne, à droite, pour évoquer les déficits *« calamiteux »* laissés en héritage par les balladuriens, nul ne songe non plus à redire, haut et fort, aujourd'hui, ce

LES SEPT SUJETS CAPITAUX

Le récit des occasions manquées

FIN

que l'on a entendu, *mezzo voce*, hier: au cours des deux années qu'il vient de passer à Matignon, Alain Juppé a joué contre la croissance économique. S'il ne l'a pas cassée, il l'a, en tout cas, fortement bridée...

Les souvenirs sont trop récents pour que l'on n'ait pas, ici où là, la tentation, au moins sur le registre de la confidence, de reconstituer la chronique économique des deux années écoulées, jalonnées de « loupés » en cascade, de faux pas, d'occasions ratées. La chronique, en quelque sorte, de la croissance étouffée.

Quand il est nommé premier ministre, le 17 mai 1995, M. Juppé a quelques bonnes raisons de ne pas très bien savoir quel cap suivre. Pour assurer la croissance, faut-il en priorité relancer les dépenses, pour réduire la fameuse fracture sociale, ou bien les comprimer pour réduire les déficits? Faut-il relever les impôts, pour financer les promesses présidentielles, ou bien faut-il les baisser?

JACQUES ET MARIANNE FONT LEUR COMPTES















SERGUEÏ 97.

Sur un petit nuage, M. Chirac semble se convertir et pronostique une « croissance durable »

Lors de sa campagne, Jacques Chirac, puisant son inspiration dans les thèses libérales d'Alain Madelin, et dans celles, républicaines, de Philippe Séguin, a promis une chose et son contraire. C'est donc mission impossible pour le nouveau premier ministre.

Officiellement, certes, rien ne transpire des tiraillements qui se manifestent aussitôt à l'intérieur du gouvernement. Annonçant ses premières mesures pour l'emploi et son « collectif » budgétaire, les *22 et 29 juin, M. Juppé semble* même être parvenu à résoudre la quadrature du cercle. Pour financer les allégements de charges en faveur des entreprises, la création du contrat initiative emploi (CIE) ou encore le plan logement, promis lors de la campagne, certains impôts, comme la TVA, l'impôt sur les sociétés (IS), ou l'impôt sur la fortune (ISF), vont être relevés. Mais ce ne sera qu'à *« titre provisoire »*, c'est promis et c'est écrit noir sur blanc dans le projet de loi.

Pour que nul ne puisse douter que ces ponctions inattendues ne vont pas peser sur le pouvoir d'achat des plus modestes, au risque de casser la reprise, le SMIC est revalorisé spectaculairement de 4 % dès le 1er juillet. Au total, la copie du premier ministre apparaît donc équilibrée. D'autant que le déficit budgétaire pour 1995, lui, est stabilisé. Tout juste est-il révisé de 275 milliards de francs à 322 milliards, pour tenir compte des recettes de privatisations que le gouvernement précédent avait affecté, de manière peu orthodoxe, aux dépenses courantes du budget.

Pourtant, dans les coulisses, les choses se passent de manière beaucoup moins consensuelle. *« Ai-je été d'accord avec Alain Juppé? Oui... Pendant au moins vingt-quatre heures ! »*, confiera plus tard à l'un de ses proches Alain Madelin, l'éphémère ministre des finances. Apprenant que le salaire minimum va être fortement revalorisé, le CNPF, en effet, ne décolère pas. Inquiet de cette fronde, M. Juppé ne trouve pas d'autre solution pour se faire pardonner par les milieux patronaux que de proposer une hausse plus substantielle que prévu des allégements de charges.

Mais, pour parvenir à ce résultat, il faut trouver un financement. Faut-il laisser filer les déficits, au moment même où les balladuriens sont pointés du doigt pour leur gestion *« calamiteuse »*, ou bien majorer encore plus que prévu les impôts? M. Juppé hésite, consulte, tergiverse...

Finalement, dans le plus grand secret, c'est la première solution qui est retenue: le premier ministre adresse à l'Elysée une première mouture de son collectif budgétaire qui prévoit de laisser filer le déficit jusqu'à 345 milliards de francs, au risque de semer la panique sur les marchés financiers.

M. Madelin, lui, ne veut pas en entendre parler. Le chef de l'Etat non plus. Après quelque temps de réflexion, il demande à Matignon de retravailler son projet. Le premier ministre n'a donc plus qu'une seule solution: relever encore plus les prélèvements. C'est finalement ce qui est annoncé: le taux normal de la TVA, qui devait initialement être porté de 18,6 % à 20 %, est augmenté en dernière minute jusqu'à 20,6 %.

Dès son entrée en fonctions, le premier ministre n'a donc pas à l'esprit une stratégie de ●●●

Edouard Balladur (RPR), ancien premier ministre

« Il y aura de moins en moins de secteurs abrités, prenons-en conscience »

« La priorité de la majorité sortante est la baisse de la dépense publique. Selon vous, quelle doit être l'ampleur des économies que l'Etat doit engager, à quel rythme et dans quels *secteurs principaux? Faut-il*, selon vous, supprimer davantage que 5 000 postes dans la fonction publique par an, mesure *préconisée par le premier ministre?*

– La diminution des dépenses publiques est la condition de la baisse des impôts nécessaire pour que notre pays retrouve une croissance durable et crée davantage d'emplois. On peut tabler, pour les cinq ans qui viennent, sur une croissance en valeur de l'ordre de 4 %, ce qui est raisonnable, car cela correspond à une augmentation du volume produit de 2 % et des prix de 2 % également. Si l'on souhaite, contrairement à ce qui s'est passé depuis vingt ans, que ce surcroît de croissance bénéficie aux Français et pas à *l'Etat*, il faut alléger le poids que l'Etat fait peser sur les citoyens.

» L'objectif est de ramener le *taux des prélèvements obligatoires*, actuellement supérieur à 45 % du PIB, à la moyenne européenne (42,5 %) et de réduire le déficit de quelque 20 milliards de francs par an afin de stabiliser le poids de la dette. C'est un effort considérable, ne nous le dissimulons pas. Il doit porter sur toutes les dépenses de fonctionnement. Il doit se traduire par une diminution des dépenses d'intervention et par la plus forte réduction possible des effectifs de la fonction publique. Avec 10 000 postes par an non renouvelés, le gain cumulé serait de l'ordre de 10 milliards. Je souhaite que l'on aille le plus loin possible dans cette voie, au-delà si *on le peut. Et je souligne que si* l'effort de décentralisation avait pour objectif la simplification de nos structures administratives, il en résulterait des économies considérables.

– Le RPR milite depuis longtemps pour les privatisations et, depuis peu, souhaite aller plus loin. Etes-vous partisan d'une redéfinition du périmètre de l'Etat et quelles en seraient les conséquences?

– Achevons d'abord de privatiser toutes les entreprises concurrentielles mentionnées dans la loi de 1993. Pour le reste, il faut d'urgence adapter toutes nos entreprises à la concurrence qui va se déployer dans tous les secteurs, même les secteurs à monopole: *gaz*, transports, télécommunications, aéroports. Les entreprises publiques doivent être les plus performantes possibles.

» *Je suis convaincu* que la réforme de l'Etat est la condition de la réduction de nos dépenses collectives et non l'inverse. Notre pays n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation, du développement du secteur contractuel, ce qui doit alléger les missions et les instruments de l'Etat. Il n'a pas tiré non plus toutes les conséquences de la mondialisation et de la compétition internationale. Il y aura de moins en moins de secteurs abrités, prenons-en conscience.

– *Préconisez-vous* des mesures supplémentaires d'économie pour résorber le déficit de la Sécurité sociale?

– En *matière de protection sociale*, conserver en l'état sans rien changer ne veut pas toujours dire préserver l'essentiel. Le *statu quo*, cela voudrait dire, compte tenu des projections économiques et démographiques, des dépenses d'assurance-maladie qui doubleraient tous les dix ans, des dépenses de retraite qui seraient multipliées par deux d'ici à 2040.

» Qui est prêt à augmenter les cotisations dans de telles proportions? Qui peut se résigner à ce que la Sécurité sociale absorbe, d'ici deux générations, les deux tiers de la richesse nationale? Quel serait alors le niveau de chômage? L'augmentation des dépenses sociales n'est pas nécessairement synonyme d'une réduction des inégalités. *C'est souvent l'inverse* qui est vrai: nous avons depuis vingt ans alourdi toutes nos charges et tous nos transferts sociaux, et le chômage a *été multiplié par cinq*, tandis qu'apparaissait la nouvelle pauvreté.

» La vérité est que l'absence de réformes conduirait à un accroissement des inégalités et non à leur réduction. Ne rien faire, c'est voir notre protection sociale s'affaiblir avec le temps. C'est pourquoi je souhaite que, dans le domaine de l'assurance-maladie, une conférence nationale de la santé permette – dans le cadre des ordonnances de 1996 – de définir, par la voie de la négociation et du contrat, des mécanismes de régulation concertée. Ainsi, les médecins comme les patients participeraient à une évolution des *dépenses compatible, à la fois*, avec celle de la richesse nationale et avec le maintien d'un taux de remboursement décent, dont ils seraient conjointement responsables.

– Le programme de baisse d'impôt de la plate-forme RPR-UDF reprend l'objectif voté par le Parlement de 75 milliards de francs en cinq ans, dont 12,5 milliards pour les quatre prochaines années. Ces masses et ce calendrier vous conviennent-ils?

– Je n'ai jamais caché qu'il me paraissait souhaitable d'aller plus vite. C'est possible, moyennant la suppression des niches fiscales. N'oublions pas une autre priorité: la baisse des charges sur le travail des moins qualifiés. Je souhaite également que les droits de mutation, plus élevés en France que partout ailleurs, soient réduits: 5 % pour les immeubles d'habitation me paraîtrait un taux raisonnable. Enfin, il n'est que temps de mettre un terme à l'alourdissement continu de la taxe professionnelle et de la rendre plus neutre pour les entreprises. Cette réforme serait coûteuse dans un premier temps. Mais il en résulterait plus d'investissement et plus d'emploi. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud

هكذا من الإصل

●●● croissance bien arrêtée. Tiraillé entre des contraintes contradictoires, prisonnier des promesses hétéroclites du candidat Chirac, il navigue à vue. Et, puisque le cap économique le plus facile à fixer, c'est celui de la hausse des impôts : cap donc sur les impôts nouveaux ! Même si Jacques Chirac avait mille fois répété que *« trop d'impôt tue l'impôt »*, le gouvernement, une fois qu'il a mis le doigt dans l'engrenage fiscal, ne sait plus l'en retirer.

Après la hausse de la TVA, de l'IS, de l'ISF, de la fiscalité pétrolière, décidée au printemps, le gouvernement annonce, dès l'automne suivant, qu'il va alourdir la taxation des plus-values mobilières et celles sur les cessions de sicav monétaires, ou encore supprimer la réduction d'impôt à l'entrée sur les nouveaux contrats d'assurance-vie. Et ce n'est pas fini ! Même si, le 26 octobre 1995, le chef de l'Etat annonce que sa priorité est la lutte contre les déficits, cette fringale de prélèvements nouveaux se poursuit avec l'annonce, en novembre, de la création imminente du remboursement de la dette sociale (RDS), destiné à financer les déficits cumulés de la Sécurité sociale, et d'une majoration des cotisations maladie des retraités, en 1996, puis de nouveau en 1997.

A trois reprises, donc, en juin, septembre et novembre 1995, le premier ministre joue du bâton fiscal comme jamais aucun de ses prédécesseurs n'a osé le faire avant lui. Au total, en année pleine, ce sont 122 milliards de francs de prélèvements nouveaux qui vont entrer en vigueur (80 milliards de francs, déduction faite des allégements de charges) pour l'année 1996. La hausse est si spectaculaire que les prélèvements obligatoires vont faire un bond historique, passant de 44,1 % de la richesse nationale en 1994 à 44,5 % en 1996 puis 45,7 % en 1996, soit très au-delà du précédent record de 44,6 %, établi en 1984 par les socialistes.

A l'automne 1995, le chef de l'Etat et le premier ministre ne se doutent-ils pas que l'usage immodéré de l'impôt risque de casser la confiance et de freiner la croissance ? Ils n'en montrent évidemment rien. Pourtant, très vite, le « cadrage » de la politique économique provoque de sérieux débats dans les premiers cercles du pouvoir. Le prétexte en est la prime Balladur en faveur de l'automobile – la *« balladurette »* – qui arrive à échéance. Faut-il prévoir une mesure de relance générale pour soutenir une consommation qui menace de battre de l'aile ? Ou faut-il juste prendre une mesure de reconduction ciblée sur l'automobile ?

Jean Arthuis, qui a pris la succession de M. Madelin à la tête de Bercy, se bat résolument contre cette dernière solution. Multipliant les mises en garde, il prévient qu'une nouvelle prime, à l'identique, risque d'avoir l'effet d'un neuroleptique : l'accoutumance est tellement forte que la dépression est assurée le jour où l'on s'en sépare. Là encore, le premier ministre hésite. Finalement, il cède aux instances de Jacques Calvet, président de Peugeot-Citroën, qui a un contact régulier avec M. Chirac. Ainsi la « juppette » voit-elle le jour. Avec le résultat que l'on pressentait par avance : un an plus tard, quand elle est suspendue, le marché automobile pique du nez, et M. Juppé admet, en privé, que sa décision était une erreur.

Au début de 1996, le gouvernement se veut toujours rassurant. Même s'il est contraint de revoir précipitamment à la baisse sa prévision de croissance pour l'année qui commence, la ramenant de 2,8 % à 1,3 %, il assure que la conjoncture reste bien orientée. Comme sur un petit nuage, M. Chirac, lui, semble se convertir à la théorie des cycles longs de l'économiste Nicolaï Kondratiev, et pronostique, le 22 février, sur France 2, une *« croissance qui reprendra et qui sera durable, en tout cas pour un cycle de 20 ou 30 ans »*.

Pourtant, dans le pays, au lendemain du mouvement de grèves, l'humeur n'est pas aussi badine. Les balladuriens dénoncent l'entrée en vigueur du RDS – c'est une *« erreur »*, proteste Nicolas Sarkozy, ancien ministre du budget – et réclament une politique de baisse d'impôt. Les socialistes, eux, préconisent une politique de relance, plus favorable au pouvoir d'achat.

Au sommet du pouvoir, on sent bien qu'il faut de nouveau agir pour relancer une croissance qui apparaît anémiée. Mais que faire ? Budgétairement, il n'y a pas de marge... Il ne reste donc qu'une seule solution : annoncer des mesures de soutien à l'économie qui ne pèsent quasiment pas sur les finances publiques. Un mini-plan de soutien, d'abord à vocation psychologique ! Si l'idée n'est pas absurde, sa réalisation tourne pourtant au fiasco. Annoncé le 30 janvier 1996, le plan contient d'abord une mesure pour favoriser l'amortissement des entreprises. Prévue pour une durée seulement d'une année, elle n'aura quasiment aucun effet.

Plus grave, les patrons, amis du chef de l'Etat, récidivent en intervenant auprès de l'Elysée. Préparée par l'incontournable Ambroise Roux et son Association française des entreprises privées (AFEP), relayée par M. Calvet, une autre proposition est avancée : autoriser une réduction d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour les crédits à la consommation.

Immédiatement, les observateurs relèvent que la mesure est absurde. S'il s'agit de soutenir la consommation populaire, à quoi bon prendre une disposition dont, par définition, ne pourront pas profiter les ménages les plus modestes ! Bercy est violemment contre, tout comme la plupart des banquiers consultés. A Matignon, M. Juppé n'y est pas favorable. Mais l'ordre vient de l'Elysée, en l'occurrence de Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de la présidence : la mesure devra figurer dans le plan de relance.

Comme dans le cas de la « juppette », le fiasco est donc prévu d'avance : la fameuse réduction d'impôt est quasi sans effet. Tirée à près de 5 millions d'exemplaires par le ministère des finances, qui a finalement dû s'incliner, une « plaquette » de présentation de la mesure est boudée par la quasi-totalité des établissements de crédit et devra être écoulée dans les collectivités locales, qui n'en ont pas franchement l'usage.

Commencé à l'automne précédent, le débat sur la relance prend donc d'autant plus d'ampleur en ce début d'année 1996 que le gouvernement ne trouve pas le bon moyen pour réactiver l'économie. Le pouvoir se braque tandis qu'un nombre croissant de parlementaires de la majorité tendent à penser que M. Juppé a commis une erreur majeure de diagnostic, en durcissant à l'extrême la politique fiscale. Au moment même où la conjoncture patine, le premier ministre confirme à l'envi que l'heure n'est pas encore venue de baisser les impôts.

Estimant qu'il n'est pas possible de poursuivre à la fois la baisse des déficits et la baisse des impôts, M. Juppé annonce très vite que la seule réforme fiscale envisagée pour 1996 sera celle qui découle du plan de redressement de la Sécurité sociale. Dans une note confidentielle, en date du 19 février 1996, le service de la législation fiscale de Bercy prend acte de cette orientation : *« La réduction du déficit budgétaire qui doit se poursuivre en 1997 interdit de procéder à des allégements d'impôts importants »*, observe-t-elle.

Mais, les mois passant, cette politique fiscale restrictive, renforcée par des politiques budgétaire et monétaire qui le sont tout autant, est de plus en plus difficile à justifier devant l'opinion. D'autant que l'économie est toujours au ralenti. Finalement, le chef de l'Etat cède et décide un nouveau et brutal tête-à-queue dans la conduite de la politique fiscale. Dans un point de vue publié par *Le Monde*, le 7 mai, il donne consigne au gouvernement de *« baisser les impôts dès 1997 »*.

Pourquoi ce nouveau grand virage ? Et pourquoi le gouvernement envisage-t-il soudainement une baisse de l'impôt sur le revenu, qu'il écartait auparavant avec véhémence ? En termes d'équité fiscale, c'est évidemment discutable. C'est en tout cas ce que le Parti socialiste ne cesse de répéter à l'époque, observant qu'il serait plus juste de baisser la TVA, qui a été récemment augmentée et qui frappe davantage, relativement, les faibles revenus que les revenus élevés. Le gouvernement n'entend pas cette critique et s'engage dans une querelle byzantine. Baisser, oui, mais comment ?

M. Arthuis rappelle que la majorité a toujours plaidé pour une réforme globale des prélèvements obligatoires et pas seulement pour une baisse de l'impôt sur le revenu. Son plaidoyer est vite écarté par M. Juppé. Pour contrer la campagne des balladuriens en faveur des baisses d'impôt, Matignon préfère de son côté une baisse sensible et rapide, ciblée sur l'impôt sur le revenu. Cette fois, c'est Bercy qui rechigne : les marges budgétaires ne le permettent pas. On en vient donc assez vite à l'idée que le seul moyen de frapper les imaginations est d'annoncer une baisse échelonnée sur plusieurs années.

Le consensus sera de courte durée car une autre question surgit aussitôt. Jusqu'où faut-il baisser le taux supérieur ? Faut-il le réduire de 56,8 % à 40 %, comme le recommande M. Arthuis ? M. Juppé n'y est pas hostile, mais craint d'être critiqué pour ce cadeau aux contribuables aisés. Une nouvelle fois, il hésite. Faut-il 45 % ou 40 % ? Finalement, c'est l'Elysée qui tranche : pour limiter les vagues, ce sera 47 %.

On connaît la suite : quand M. Juppé annonce enfin, à la mi-septembre 1996, que le gouvernement va baisser l'impôt sur le revenu de 25 milliards de francs en 1997, un dernier « couac » vient brouiller la bonne nouvelle. Au même moment, les contribuables apprennent que les impôts locaux ont augementé en 1996 d'un montant sensiblement équivalent. Une méchante coïncidence, mais qui agit comme un révélateur : au cours de ces deux années, la stratégie de croissance du gouvernement a été pour le moins hésitante.

Laurent Mauduit

La seule réforme fiscale envisagée pour 1996 sera celle qui découle du plan de redressement de la Sécurité sociale. Dans une note confidentielle du 19 février 1996, Bercy prend acte de l'orientation du premier ministre : « La réduction du déficit budgétaire qui doit se poursuivre en 1997 interdit de procéder à des allégements d'impôts importants... »

Les programmes

● **La plate-forme du PS** préconise de *« stabiliser les prélèvements obligatoires »* dans un premier temps, puis de *« les diminuer »*. Elle affiche une autre priorité : rendre les prélèvements *« plus justes »*. Le PS suggère donc d'alléger *« la TVA sur les produits de première nécessité »* (actuellement assujettis au taux de 5,5 %), ainsi que la taxe d'habitation pour les contribuables modestes. Pour les hauts revenus, une hausse du barème de l'impôt sur la fortune (ISF) est envisagée. La montée en puissance de la CSG, se substituant progressivement aux cotisations maladie, devrait par ailleurs porter le taux de prélèvement libératoire aux alentours de 25 %. En revanche, le texte socialiste ne mentionne plus certaines propositions débattues au sein du PS, comme le durcissement de la fiscalité sur l'assurance-vie et les stock-options ou le relèvement de l'impôt sur les sociétés.

● **La plate-forme RPR-UDF** préconise de *« poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu »*. Après la diminution de 25 milliards de francs intervenue en 1997, la proposition est donc de respecter le calendrier voté par le Parlement, prévoyant des baisses annuelles de 12,5 milliards de francs au cours des quatre prochaines années. La plate-forme préconise également *« d'engager la réforme de la taxe professionnelle »* et de *« réduire les droits de mutation sur les résidences principales »*. M. Juppé s'est en outre prononcé pour une nouvelle réforme de la fiscalité sur les transmissions d'entreprises.

Laurent Fabius (PS), ancien premier ministre

« Choisir entre le tout-financier et l'humanisme actif »

« Le PS veut stabiliser la dépense publique. Mais la discipline budgétaire de Maastricht n'obligera-t-elle pas à la baisser ?

– Maastricht ou pas, ce n'est pas en augmentant perpétuellement la dépense publique que l'on résoudra les problèmes du pays. D'autant que les déficits que nous pourrions trouver au lendemain du 1er juin seront plus importants que ne le dit l'actuel gouvernement. Pas question donc de les creuser, mais au contraire de les résorber. Il nous faudra maîtriser la dynamique des dépenses publiques tout en infléchissant leur contenu : je souhaite une programmation budgétaire sur cinq ans, un contrat budgétaire de législature. Le problème est celui d'une croissance insuffisante qui, depuis quatre ans, a été entravée par un accroissement massif de la fiscalité. Que la production, sous l'effet d'un soutien raisonnable de la demande, progresse d'un seul point, et ce sont 80 milliards de francs de richesses nouvelles qui sont créés, plusieurs dizaines de milliards de recettes fiscales et de cotisations sociales qui viendront soulager les comptes de la nation, diminuer ses déficits et alléger sa dette. C'est la politique active que nous voulons mener.

– Allez-vous revenir sur la baisse de l'impôt sur le revenu ? Comment prendre en compte la situation des classes moyennes que vous jugez trop pénalisées par l'impôt ?

– Il y a eu, au profit de certains, une baisse faible de l'impôt sur le revenu. Mais cette diminution a été plus que compensée par l'augmentation des autres impôts, taxes et cotisations. Hausse de la TVA, de la TIPP et de la CSG, création du RDS : 150 milliards de francs supplémentaires ont été prélevés chaque année dans la poche des contribuables. Record absolu. Les classes moyennes ont été les grandes victimes de ces quatre ans. Une fiscalité aussi lourde et injuste devait en théorie augmenter les recettes de l'Etat. En freinant l'activité et la consommation, elle les a au contraire taries. Elle devait combler les déficits : elle les a accrus. Au bout du compte, ni la justice sociale ni l'efficacité économique ne sont au rendez-vous. La leçon est claire.

» Nous voulons, nous, stabiliser et même inverser cette tendance. Le temps où on assimilait PS et hausse des impôts est définitivement révolu. Des mesures devront être prises rapidement, notamment baisser la TVA, ce qui, en termes de pouvoir d'achat, profitera non seulement à l'ensemble des classes moyennes mais aussi aux plus pauvres. Le basculement des cotisations maladie vers une CSG étendue à tous les revenus, donc à ceux du capital, permettra également de diminuer la pression sur les salariés et les retraités qui ont été mis à forte contribution. Quant à l'IRPP, si les finances du pays le permettent, il faudra l'alléger.

– Quel rôle jouera la conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail ? Est-ce le retour d'une politique des revenus ?

– Elle aura un premier mérite : réinstaller le dialogue entre les partenaires sociaux. La conférence définira en particulier, souplement et en tenant compte des spécificités des entreprises, les modalités d'une réduction organisée du temps de travail capable de se substituer au partage *« sauvage »* qui existe actuellement entre 20 millions de femmes et d'hommes qui, dans notre pays, ont un emploi et 5 millions qui n'en ont pas. Certaines entreprises nous montrent le chemin. Il consiste, sur trois ans, à diriger les gains que peuvent susciter croissance et productivité pour partie vers une réduction du temps de travail, pour partie vers l'embauche et pour partie vers une progression du pouvoir d'achat, au lieu de tout concentrer sur le pouvoir d'achat. Cette dynamique peut créer des emplois sans baisser les salaires.

– Comment pourrez-vous tenir votre engagement de créer 700 000 emplois pour les jeunes si la croissance n'est pas au rendez-vous ?

– L'objectif ne pourra évidemment pas être atteint du jour au lendemain. Il s'appuie d'abord sur la croissance. Je note que, sur ce point, notre proposition est voisine du dispositif de création de 300 000 emplois de qualité de vie que propose Tony Blair, la nouvelle coqueluche, paraît-il, de la droite française. C'est une politique nouvelle qui ne nécessitera pas d'impôts nouveaux. Des crédits existent, pour le moment gaspillés, comme les 19 milliards du contrat initiative-emploi (CIE). Des moyens sont sous-utilisés, comme l'accord ARPE (allocation de remplacement pour l'emploi), c'est-à-dire la possibilité de partir à la retraite avant 60 ans pour tous les salariés qui, ayant déjà cotisé au moins 40 annuités, peuvent devenir les tuteurs de ceux qui les remplaceront. Cette seule mesure pourrait libérer près de 200 000 émplois pour des jeunes.

» Rien de tout cela n'est utopique. Les besoins à satisfaire sont immenses et tout doit être mobilisé dans la guerre contre le chômage. Pourtant, on rencontre du scepticisme. Ce n'est pas seulement un effet de la caricature qui est parfois faite de notre programme. C'est que, dès qu'une proposition est formulée, elle devient, en tant que telle, suspecte. Là est l'effet le plus destructeur de la méfiance générale envers le politique. Ne baissons pas les bras pour autant. Et martelons notre approche : il va se produire dans les années qui viennent de grandes mutations, dans tous les domaines. Les affronte-t-on avec pour seule exigence la logique financière, la dernière ligne du compte de résultat ? Ou bien prend-on en compte aussi, et même d'abord, la personne humaine ? Le tout-financier d'un côté, l'humanisme actif de l'autre : voilà finalement le choix. »

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Eric Raoult a obtenu le soutien des « francs-tireurs » du RPR

MM. Séguin, Pasqua et Balladur au secours du ministre délégué

Ministre délégué à la ville et à l'intégration, Eric Raoult a obtenu le concours de Charles Pasqua, son ancien mentor politique, de Philippe Séguin, et même d'Edouard Balladur, qu'il avait combattu en 1995, pour faire face à la pression du Front national dans sa difficile circonscription de Seine-Saint-Denis.

UNE CAMPAGNE COURTE impose de ne pas se perdre en calculs compliqués. Cela tombe bien : ce n'est pas vraiment le genre d'Eric Raoult. Candidat dans la douzième circonscription de Seine-Saint-Denis, le ministre délégué à la ville et à l'intégration n'a pas lésiné sur les moyens, partant du principe que la présence de personnalités nationales à ses côtés n'a pas de prix.

En une semaine, Philippe Séguin, Charles Pasqua – et même Edouard Balladur, qu'il avait combattu sans relâche lors de la campagne présidentielle – sont venus le soutenir. Trois francs-tireurs qui ne tirent pas toujours dans le même sens ? Qu'importe ! A chacun sa place... et son rôle dans la difficile campagne que mène M. Raoult. « Populo » à souhait, le président de l'Assemblée nationale dissoute se coule aisément dans le paysage de la Seine-Saint-Denis. Quant à l'ancien ministre de l'intérieur, il est toujours le bienvenu, surtout lorsqu'on est qualifié de « *ministre des Arabes* » par un Front national particulièrement menaçant. Restait le plus difficile : enterrer la hache de guerre avec les balladuriens. L'ancien premier ministre a accepté de jouer le jeu.

« REDRESSEUR DE SONDAGES »

« Philippe » est venu le premier, le 11 mai, dans une circonscription qui avait voté majoritairement « non » à Maastricht en 1992. « *Il y a des hommes politiques qui sont des redresseurs de torts. Séguin est un redresseur de sondages !* », lance M. Raoult devant des militants chauffés à blancs, entassés dans une petite salle de l'école Jean-Jaurès de Livry-Gargan.

Reviennent en mémoire ces réunions autour de quelques collègues étiquettés « séguinistes » et ces séances de nuit lorsque, vice-président de l'Assemblée, aussi costaud et, pour tout dire, assez proche de M. Séguin, il assurait au « perchoir » la doublure du député des Vosges.

M. Raoult se laisse aller : « *J'espère que nous serons le plus nombreux possible* [lors de la rentrée parlementaire] *à venir applaudir Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale... ou pourquoi pas premier ministre !* » « *Nous avons plus que jamais besoin d'Eric Raoult* », lance à son tour M. Séguin, qui évoque « *une expérience incomparable et un sens du terrain qui n'appartiennent qu'à lui* ». Les militants repartent, la fête est finie. Restent les journalistes, devant lesquels M. Raoult se sent obligé de souligner qu'il « *n'a pas honte* » du premier ministre : « *On peut aussi bien être ami avec Juppé que copain avec Séguin.* » Trop peu, trop tard. Dans la soirée, le ministre, rappelé à l'ordre par Matignon, est obligé de saluer, dans un communiqué, « *le courage et la force de persuasion du premier ministre* », qui, assure-t-il, « *emporte la conviction des Français* ».

Le 13 mai, M. Pasqua vient jouer la carte de la sécurité à Clichy-sous-Bois. M. Raoult a chauffé la salle à l'intention de son « *cher Charles* ». « *Tu es ici chez toi !* », lance l'ancien délégué national du RPR à la jeunesse, qui tenta de jouer les bons offices lors du mouvement étudiant de décembre 1986. Robert Pandraud, ancien ministre délégué chargé de la sécurité auprès de M. Pasqua et candidat dans la huitième circonscription de Seine-Saint-Denis, se charge de rappeler cette époque où, baptisés « *Starsky et Hutch* » par M. Raoult, ils travaillaient « *la main dans la main* », alors que « *les immigrés de toutes origines prenaient la France pour un sanctuaire* ». M. Pasqua salue son ancien collègue, avant de jouer les pères de famille à l'égard de M. Raoult, ce « *jeune militant* [qu'il a vu] *se transformer jusqu'à devenir un excellent parlementaire et un bon ministre* ».

Avec M. Balladur, samedi 17 mai, M. Raoult partage également des souvenirs. Non pas tant de compagnonnage politique que de guerre ouverte... Lors de la campagne présidentielle, le fidèle chiraquien n'y était pas allé de main morte. Dans un entretien au *Monde* du 2 décembre 1994, il déclarait ainsi, entre autres amabilités, que « *soutenir Edouard Balladur à l'élection présidentielle, ce serait tirer un trait sur le RPR avant même que l'élection n'ait eu lieu* ». S'il a accepté une réunion publique au centre culturel du Raincy, ville dont M. Raoult est maire, M. Balladur a pris soin de la faire précéder par une visite à quelques commerçants... de la onzième circonscription, où se présente Jacques Oudot, maire (RPR) de Sevran.

Le ministre délégué à l'intégration a sagement attendu son heure. Celle-ci a fini par arriver lorsque M. Balladur, qui s'exprimait devant plusieurs centaines de militants sagement assis et particulièrement silencieux, a évoqué « *l'un de ceux qui a fait preuve de la plus grande ouverture d'esprit, du plus grand courage et du plus grand dynamisme dans la difficile mission qui est la sienne* ». Si l'ancien premier ministre a manifestement « *montré qu'il savait faire le pardon de l'offense* », selon l'expression de M. Raoult, ce ne fut pas sans mal. Celui que les électeurs de droite placent en tête des « premiers ministrables » a présenté M. Raoult comme « *l'un de nos jeunes parlementaires* », avant de tenter de retomber sur ses pieds : « *Enfin, il n'est plus parlementaire, il est ministre, mais, apparemment, il aspire à le redevenir, parlementaire. Et peut-être ministre, qui sait ? Je n'ai pas dit qu'il ne souhaitait pas le redevenir...* »

Après MM. Séguin, Pasqua et Balladur, M. Raoult assure qu'il recevrait bien volontiers le premier ministre, « *s'il a le temps, entre les deux tours* ». En campagne, tous les soutiens sont bons à prendre.

Jean-Baptiste de Montvalon

L'étrange campagne de la droite à Montreuil

Dans un département où la pression du Front national est forte, certains candidats de la majorité n'hésitent pas à employer des arguments propres à l'extrême droite pour s'attirer quelques voix. Dans la septième circonscription de Seine-Saint-Denis, Max Guyon (UDF-AD), conseiller municipal (d'opposition) de Montreuil-sous-Bois, candidat de la majorité, a distribué un tract réclamant la présence d'« *instructeurs de l'armée dans les lycées à problèmes* » et l'utilisation de « *militaires pour la surveillance* ». Le même tract exige « *la castration définitive, chirurgicale* » des agresseurs d'enfants et la création de « *brigades civiles pour le contrôle de la population délinquante* ». Le suppléant RPR de M. Guyon, Jean-Marie Bernard, qualifie ces propos, diffusés à son insu, d'« *inouïs et scandaleux* ». Il a annoncé, le 16 mai, qu'il se « *retire moralement de cette campagne* », avec le soutien du RPR et du Parti radical, principale composante de l'UDF à Montreuil.

La droite est de nouveau divisée pour la succession de Jean Royer

Codirecteur de la campagne RPR-UDF, le léotardien Renaud Donnedieu de Vabres affronte à Tours une « royériste » dissidente

TOURS
de notre envoyée spéciale

Il ne faut pas se tromper d'étage, au 17 de la rue Nationale. Si c'est pour Gilbert, « parapsychologue, voyant-médium », c'est au premier. Si, en revanche, on cherche « RDV », soit Renaud Donnedieu de Vabres, candidat RPR-UDF dans la première circonscription d'Indre-et-Loire, il faut grimper au deuxième. Cela amuse bien l'équipe de campagne, cet étrange voisinage : un « marabout africain », spécialisé dans le retour d'affection, voilà peut-être un présage quand, dans le brouillard d'une campagne indécise, tout fait signe.

Il en sourit volontiers, « RDV », tout en assurant qu'il n'ira pas consulter son voisin du dessous pour qu'il lui prédise l'avenir. Il rit souvent, d'ailleurs, avec ses yeux verts et sa bouille de jeune homme sage. De même qu'il affirme n'avoir pas planté d'aiguilles maléfiques dans la figurine de cire de Michèle Beuzelin, candidate dissidente, exclue du RPR et qui vient d'être hospitalisée pour une malencontreuse occlusion intestinale au matin même de sa première grande réunion publique. Avec la délicatesse qu'il manifeste en toute circonstance, M. Donnedieu de Vabres lui a fait porter un bouquet de fleurs. Pourtant, cette dissidence fait désordre dans la circonscription où le codirecteur de campagne de la coalition RPR-UDF a choisi de se présenter.

Rien n'a pu faire changer d'avis la vice-présidente du conseil général, ancienne adjointe au maire du temps de Jean Royer. Pas plus les pressions de Paris (ni son exclusion, bien qu'elle ait affirmé s'être mise d'elle-même en congé de parti, ni celle de son suppléant UDF) que les risques de cette division à Tours, miraculeusement conquise par le PS aux élections municipales de 1995 du fait de la « chicaya » entre trois listes de droite. M. Royer fut donc battu : maire de Tours depuis 1959, député constamment réélu depuis 1958, ministre et fort malchanceux candidat à l'élection présidentielle de 1974, le « roi Jean » s'est douloureureusement laissé convaincre qu'à soixante-seize ans le temps est enfin venu de prendre une retraite méritée.

Il a beau déployer un indéniable talent et drainer vers Tours le beau monde dont regorge son carnet d'adresses (Jean-Louis Debré, Jean-Pierre Raffarin, François Léotard, son « patron » depuis dix ans, le général Philippe Morillon ou Edouard Balladur), M. Donnedieu de Vabres, énarque parachuté, est quasiment inconnu à Tours, bien qu'il soit élu depuis onze ans au conseil régional, dont il est vice-président, et qu'il habite (quand il n'est pas à Paris) une charmante maison de campagne, où il a choisi de « *planter ses racines* ».

Ils sont rares ceux, parmi les Tourangeaux, qui se rappellent le jeune stagiaire de l'ENA revenu en 1981 comme sous-préfet. « *Ah ! c'est vous, Donnedieu de Vabres ?*, s'étonne ainsi un homme à qui il tend une invitation pour une réunion publique. *Je croyais qu'ils étaient deux, Donnedieu et Vabres...* » Un mois de campagne pour se faire connaître, c'est peu, d'autant que le candidat n'est pas du genre « pied dans la porte ». C'est presque timidement que lui, l'homme d'appareil (il est l'artisan de la rénovation de l'UDF) et de cabinet (il fut le directeur de celui de M. Léotard au ministère de la défense), s'adresse à ceux qu'il veut séduire. « *C'est vrai*, concède-t-il, *je pourrais être plus débridé, mais on n'est pas dans une période flamboyante, et ce n'est pas le moment de brusquer les gens.* »

> « On n'a plus le droit de se planter : on a cinq ans devant nous. Si l'on n'arrive pas à faire bouger les choses, on n'aura plus d'alibi »

Il a pris en pleine figure la mine dégoûtée des passants qui perçoivent les politiques « *comme des vautours* ». Quand, à ses belles paroles sur le retour de la croissance, on répond : « *Je gagne 2 000 francs par mois, qu'est-ce que vous pouvez faire pour moi ?* », il ressent violemment à la fois la détresse et la mise en cause. « *Les gens me disent que c'est notre dernière chance. On n'a plus le droit de se planter : on a cinq ans devant nous. Si l'on n'arrive pas à faire bouger les choses, à réconcilier les gens avec la politique, on n'aura plus d'alibi* », prévient-il. Jeune homme bien né de quarante-trois ans, issu d'une célèbre famille de juristes, fils d'un conseiller d'Etat négociateur du traité de Rome, petit-fils d'un juge au tribunal de Nuremberg et neveu d'un secrétaire général du gouvernement sous de Gaulle et Pompidou, « Renaud » (tout le monde l'appelle ainsi, et il s'accommode volontiers de cette familiarité) a beaucoup à perdre s'il venait à échouer dans sa tentative. Lui qui paraissait jusque-là comblé de rester dans le sillage de M. Léotard, aux heures fastes comme dans les moments de tempête, a choisi de sortir de l'ombre. Il y met en jeu sa crédibilité, mais aussi celle de celui qu'il a choisi de servir.

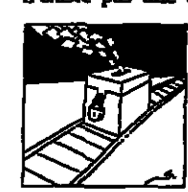
Ainsi va-t-il prêchant, malgré le scepticisme, en faveur de « *la voie libérale, la seule que l'on n'ait pas vraiment essayée* ». Il y croit, à l'évidence. Même si ses mots, parfois, sonnent creux devant ceux qui lui parlent chômage, retraites squelettiques ou insécurité. « *Même si vous n'êtes pas d'accord avec moi, engagez-vous, discutez !*, lance-t-il. *L'important, c'est de croire à quelque chose. Si vous ne votez pas, si vous ne prenez pas la parole, d'autres le feront à votre place.* » Et ces autres, qu'il se refuse à nommer, ce Front national qui pesa plus de 11 % dans la circonscription aux législatives de 1993, restent sa plus grave préoccupation : « *Le feu couve. Je n'exclus pas un coup de tonnerre, au soir du premier tour...* »

Blessé par les trahisons, agacé par ceux qui le poussaient dehors, M. Royer a choisi, entre les deux candidats de droite, de ne pas dire officiellement pour qui penche son cœur, mais – cela n'a pu échapper à personne – son épouse était assise au premier rang du meeting de M. Léotard, venu soutenir M. Donnedieu de Vabres. Et maintenant, au détour d'une cité vallonnée où il passe, son petit cartable à la main, le désormais retraité dit en confidence, de sa fameuse voix cassée, au jeune homme pressé qui a fait demi-tour pour venir lui présenter ses respects : « *Dites-leur que vous n'êtes pas le "parachuté". Vous êtes le parachutiste : vous sautez, vous occupez le terrain et vous le gardez !* » Comme aime à le dire M. Léotard, le message a été reçu « cinq sur cinq ».

Agathe Logeart

Cinq cent soixante-dix-sept sièges, cinq cent soixante-dix-sept campagnes

C'EST UNE SORTE de proverbe électoral inventé au « QG » de campagne parisien de l'avenue George-V par des experts UDF : il n'existe pas une campagne nationale, mais cinq cent soixante-dix-sept campagnes locales. Il paraît qu'au ras des circonscriptions, on se passionne pour autre chose que le style « échevelé » du libéralisme d'Alain Madelin ou le « flou » du programme socialiste.



RÉCIT

Locale ou nationale : comment faire sa campagne ? Dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône, rendue célèbre par l'élection partielle, au mois d'octobre 1996, que le communiste Roger Meï a remportée, un débat a éclaté entre le député sortant et son challenger socialiste, Gérard Bismuth. Quelle part donner au travail de terrain ? Quelle part aux enjeux nationaux ? M. Bismuth a adressé une lettre ouverte au maire de Gardanne, où il lui reproche de ne mener campagne que sur le plan local. Dans son poulet, M. Bismuth reproche à son concurrent « *de masquer* [son] *appartenance au mouvement de la gauche et même à* [son] *propre parti, le Parti communiste* ». « *Il m'apparaît dangereux*, continue-t-il, *que seul le candidat du Parti socialiste engage le fer sur le terrain des valeurs pour marquer sa différence dans le débat national.* » En clair, la lutte contre le Front national, qui, même battu en octobre, représentait près de la moitié des électeurs, paraît au candidat socialiste devoir être menée autrement que sur les thèmes de la proximité.

SOLIDARITÉS ANTI-EDF

Local ou national ? L'extrême droite mise elle aussi sur son début d'ancrage. Le journal du candidat Mégret, dans la circonscription de Vitrolles, met en valeur le travail des élus de terrain. « *A Marignane, les impôts baissent* (...), *le prix de l'eau lui aussi va baisser de 10 %* », explique Daniel Simonpieri, suppléant de M. Mégret et maire de Marignane. Plutôt que de brandir la bannière de l'antifascisme, Henri d'Attilio (PS), député sortant, se bat presque exclusivement sur les combats qu'il a menés pour l'amélioration de la vie quotidienne de ses mandants. « *Henri d'Attilio*, lit-on dans son principal prospectus de campagne, *n'a eu de cesse de mener un combat intensif pour la réhabilitation totale de l'étang de Berre en étang marin : pour l'arrêt des rejets d'eau douce et de limons, pour la réouverture du tunnel du Rove, pour l'obtention de crédits nécessaires à la mise aux normes des stations d'épuration.* »

A Marseille, dans la cinquième circonscription des Bouches-du-Rhône, René Olmetta, adversaire socialiste du député sortant Renaud Muselier (RPR), offrait, le 15 mai, une coupe à des postiers qui organisaient leur concours annuel de boules. Il les a soutenus, il y a quelques années, lorsqu'ils faisaient grève afin que le nombre des préposés ne diminue pas. Ils ont obtenu gain de cause et, depuis, l'invitent chaque année à leur concours.

A quelques heures de route plus à l'est, le maire de Nice, Jacques Peyrat, aurait préféré que le débat ne dépasse pas les limites de la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes, où il tente de décrocher un mandat de député. M. Peyrat a été élu maire en 1995, sans étiquette, après avoir quitté le Front national. Sa campagne s'inscrivait alors dans une démarche, très « médeciniste », de dédain affiché vis-à-vis des états-majors des partis politiques. Pour les législatives, sa nouvelle appartenance au RPR et sa double investiture RPR-UDF le placent en porte-à-faux et déconcerte les électeurs. On s'interroge sur la perméabilité entre l'extrême droite et la droite traditionnelle dans le Sud-Est. Les dirigeants lepénistes dénoncent sa « *trahison* ».

Dans les départements voisins du Var et des Alpes-de-Haute-Provence, c'est le contraire. On ne s'échauffe pas pour des histoires d'étiquettes. Ce qui compte, c'est l'« autoroute électrique ». L'ensemble des élus concernés sont mobilisés contre ce projet de ligne à haute tension d'EDF à travers le parc naturel régional du Verdon. Au-delà des clivages traditionnels, on voit apparaître des solidarités anti-EDF. Ecoutons Charles-Antoine Mordelet, maire (RPR) d'Aiguines, dans le Var, et fer de lance de la contestation, expliquer pourquoi il s'est opposé au boycottage de l'organisation administrative des élections : « *C'était dangereux pour la démocratie et ça aurait pu mettre en difficulté un gars comme Maurice Janetti*, dit-il. *Même s'il est député socialiste dans la sixième circonscription du Var, il a fait du bon boulot pour le Verdon depuis vingt ans.* »

AMBITIONS OLYMPIQUES

Vous avez dit autoroute électrique ? Dans l'est du pays, c'est une « autoroute liquide » qui hante les esprits. Dans le Doubs, dans le Jura, dans le Haut-Rhin ou dans le Territoire-de-Belfort, le canal à grand gabarit Rhin-Rhône s'invite dans tous les débats électoraux. A l'approche des échéances, la quasi-totalité des députés sortants des circonscriptions concernées par le tracé sont passés dans le camp des opposants *(lire aussi page 30)*. Plus personne ne veut de ce projet « *pharaonique* ». Seul Gilbert Barbier, député (UDF) sortant du Jura, maire de Dole, rame à contre-courant. « *S'il n'en reste qu'un*, dit-il, *je serai celui-là. Je ne vais pas prêcher la voie d'eau à Paris et dire "non" au grand canal sur ma circonscription* », explique M. Barbier aux électeurs des villages du Bas-Jura touchés par le tracé.

Autre histoire d'eau, en Bretagne cette fois. L'enjeu est apparemment mince – environ 50 francs –, mais il a déclenché manifestations et débats publics houleux. L'affaire tombe mal pour le maire de Lannion, Alain Gouriou (PS), candidat de cette circonscription des Côtes-d'Armor. Dans ce département, le Collectif eau pure incite les consommateurs à ne pas acquitter leur redevance pollution, pour protester contre la mauvaise qualité de l'eau. Mal en a pris aux Lannionais qui ont répondu à cet appel. Début avril, ils constatent que leurs comptes bancaires ont été bloqués à la demande de la régie municipale et 1 000 francs de frais divers leur sont réclamés. Depuis, M. Gouriou tente de faire machine arrière, et une des consommatrices a, à son tour, assigné la mairie pour cette « *procédure disproportionnée* ». A une semaine du premier tour, le maire reconnaît qu'il se serait « *bien passé* » de ce nouvel épisode de la bataille de l'eau en Bretagne.

Dans les Hautes-Pyrénées, il y a deux clans : ceux qui, avec le maire Philippe Douste-Blazy (UDF-FD), pensent que Lourdes doit se porter candidate aux Jeux olympiques d'hiver de... 2006 ou 2010. Et ceux qui pensent que non, comme Jean Glavany. « *C'est une chance économique* », dit le maire de Lourdes. « *C'est un lapin sorti du chapeau !* », rétorque le député sortant socialiste. « *Pourquoi les Pyrénées devraient-elles échouer là où les Alpes ont réussi ?* », demande M. Douste-Blazy, qui a rallié à cette noble ambition Isabelle Mir, la dernière championne de ski des Pyrénées, et le Bagnérais Frank Adisson, médaillé olympique d'Atlanta en kayak.

Juste à côté, dans le Gers, les arbres donnent bien du souci. La campagne législative a relancé un débat départemental endémique : faut-il ou non abattre les troncs qui, au bord des routes, transforment de nombreuses sorties de route en accidents mortels ? « *Un arbre se replante, pas une vie* », proclame l'association SOS-Routes. Ce lobby a obtenu que *La Dépêche du Midi* demande à chaque candidat sa position. Dieu merci, le consensus est intact sur la question du rugby : tous les candidats s'accordent pour refuser la création, à Auch, d'un club départemental de rugby, susceptible de monter en Groupe A. « *Un club départemental, c'est la mort du rugby de village, la fin de l'animation des dimanches.* » On revient ici aux fondamentaux de la mêlée électorale et aux premiers commandements du candidat rural en campagne dans le Gers : « *Le rugby de clocher tu honoreras, même si, tous les dimanches, une claque tu prendras.* »

Récit du service France avec nos correspondants

هكذا من الإصل

Arlette Laguiller qualifie de « sœurs jumelles » les politiques de droite et de gauche

La traditionnelle fête de la Pentecôte de Lutte ouvrière a attiré plus de 20 000 visiteurs

S'exprimant, dimanche 18 mai, à l'occasion de la 26e Fête de Lutte ouvrière, organisée dans le parc du Château de Presles (Val-d'Oise), Arlette Laguiller, porte-parole du mouvement d'extrême gauche, a renvoyé dos à dos les politiques de droite et de gauche, *« semblables comme deux sœurs jumelles »*. Elle a réitéré son appel pour la création d'un parti défendant les intérêts des chômeurs et des travailleurs.

PONTOISE
de notre correspondante

Crise économique et Front national : en choisissant ces deux thèmes comme axes principaux à son traditionnel discours de Pentecôte, Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, n'a fait que rappeler le programme qu'elle entend défendre en compagnie de 320 autres candidats aux élections législatives du 25 mai. Arlette Laguiller intervenait, dimanche 18 mai, dans le cadre de la vingt-sixième fête de son mouvement, qui se tenait, comme chaque année, dans le parc du château de Presles (Val-d'Oise), dont Lutte ouvrière est propriétaire depuis 1979.

Fustigeant aussi bien la droite que la gauche socialiste – aux politiques *« semblables comme deux sœurs jumelles »* et responsables, selon elle, de la crise et du chômage –, Mme Laguiller considère que *« voter PS, c'est voter contre Juppé mais pas contre le programme de Juppé »*. Elle a affirmé que les dégrèvements fiscaux et autres exonérations de charges sociales censées favoriser l'emploi provoquaient en fait l'effet inverse. *« Si l'argent de l'Etat n'était pas si généreusement distribué au patronat, l'Etat ne serait pas obligé de sacrifier les services publics [...]. L'Etat aurait au contraire les moyens de créer avec l'argent ainsi économisé des centaines de milliers d'emplois »*. Expliquant que *« les crises sont inévitables dans l'économie de marché, système économique stupide, irrationnel sur lequel personne n'a de prise, pas même ceux qui en sont les principaux profiteurs »*, elle s'est exclamée : *« Nous, les travailleurs, nous ne sommes pour rien dans la crise de leur économie. »*

SILENCE SUR LA DISSIDENCE

Quant à l'évolution du Front national, Mme Laguiller a montré du doigt les responsables : *« Ces partis de la droite parlementaire qui ont fourni au Front national l'essentiel de ses cadres et de ses dirigeants et qui, à travers les lois Pasqua ou la loi Debré, spéculent sur les mêmes préjugés xénophobes. »* La solution ? *« Nous ne disons pas qu'il suffit de voter pour les candidats de Lutte ouvrière pour faire barrage au Front national, mais nous disons qu'il est important que dans ces élections, face à l'extrême droite, apparaisse une extrême gauche capable, elle aussi, de peser sur la vie politique. »*

Mme Laguiller a ensuite énuméré les priorités de son programme : interdire aux entreprises tout licenciement, supprimer toutes les aides à l'emploi *« offertes au patronat »*, donner à la population un droit de contrôle sur les entreprises et assurer la transparence de leur comptabilité en supprimant le secret bancaire et commercial. Une fois de plus, Mme Laguiller en a appelé à la création d'un parti *« qui représente les intérêts fondamentaux des travailleurs et des chômeurs »*. *« Mais*, a-t-elle ajouté, *cette dissolution de l'Assemblée nationale est arrivée trop vite pour qu'on soit présent partout lors des élections. »* Elle espère toutefois dépasser les 5,3 % qu'elle avait recueillis lors de l'élection présidentielle de 1995. Aux dernières municipales, elle avait obtenu quelque 15 % des voix aux Lilas (Seine-Saint-Denis), où elle est conseillère municipale et candidate de Lutte ouvrière le 25 mai.

En revanche, pas un mot dans son discours sur les vingt membres dissidents du mouvement qui se présentent sous l'étiquette Voix des travailleurs. Interrogée à ce sujet, elle a expliqué qu'il ne s'agissait pour elle que d'une *« crise de croissance »* née au lendemain de présidentielle : *« Notre bon score a créé une nouvelle situation et favorisé l'apparition de minorités qui ne souhaitent plus appliquer la discipline politique de Lutte ouvrière. »* Un des motifs de la dissidence – son absence lors de la manifestation contre la loi Debré du 22 février – a été à peine effleuré. Il n'est pas question pour le mouvement trotskyste de participer à *« des manifestations symboliques destinées surtout à fournir un alibi aux grands partis responsables de la situation »*.

En marge de la campagne électorale, la fête a remporté un franc succès avec plus de 20 000 visiteurs qui se sont promenés pendant trois jours entre stands politiques, buvettes et concerts donnés, entre autres, par Nicolas Peyrac, Dee Dee Bridegwater et Didier Lockwood.

Frédérique Lombard

La gauche « réelle » en panne de manifestants

À PEINE plus de mille personnes, essentiellement des militants associatifs, ont manifesté, samedi 17 mai, de la gare de l'Est à la place du Châtelet, répondant à l'appel du manifeste « Nous sommes la gauche », lancé par Act Up-Paris et repris par une quarantaine d'associations, parmi lesquelles le Collectif des sans-papiers de Saint-Bernard, le Syndicat de la magistrature, le Groupe d'information et de soutien aux immigrés (Gisti), le Mouvement français du planning familial, les Marie pas claire... (*Le Monde* du 7 mai). Parmi les rangs clairsemés, seuls quelques-uns des habitués du pavé parisien comme l'architecte Roland Castro et une délégation des Verts ont fait une courte apparition.

Scandant tout au long du parcours *« Nous sommes la gauche, la gauche réelle »* ou *« Jospin, moins de paroles, des actes ! »*, ces militants ont défilé pour *« exiger »* des partis de gauche la prise en compte des problèmes des exclus. *« La gauche doit revenir à une tradition de pillage chez ceux qui travaillent au plus près de la réalité. Nous avons la prétention d'être les coproducteurs des politiques publiques »*, déclare Stany Grelet, d'Act Up. Il est difficile, quand même, de se vouloir *« le grain de sable de la campagne »* pendant un week-end de Pentecôte, observe un jeune homme, qui ajoute, en constatant la maigreur du cortège : *« C'est à pleurer, on croirait qu'on enterre la gauche ! »* Depuis qu'elle a rendu sa carte à la CFDT, Anna, la cinquantaine avancée, ne milite plus nulle part, mais descend encore régulièrement dans la rue. Elle était déjà là pendant les grèves de décembre 1995, contre les lois Debré en février, et aujourd'hui elle est venue réclamer *« un peu plus d'humain »* dans une société où *« de nouvelles couches de la population basculent dans la précarité »*. Claire enseigne le français dans un lycée technique de Beauvais. Depuis décembre 1995, elle est de toutes les manifestations, animée par un sentiment de *« ras-le-bol »* et le désir, *« utopique »*, de *« s'arrêter, tout remettre à plat et tout repenser »*.

Cette manifestation ouvre deux jours de forum public. Les dirigeants des quatre principaux partis de gauche sont *« convoqués »* pour se prononcer sur *« les non-dits de leurs programmes »*, lundi 19 mai. Satisfaits de la venue d'Alain Lipietz (Verts), de Jean-Yves Autexier (Mouvement des citoyens) et de Pierre Blotin (Parti communiste), jugés représentatifs au sein de leur parti, les responsables du mouvement qualifient de *« mauvaise blague »* le choix du Parti socialiste, qui a prévu d'envoyer son *« éternel alibi associatif »*, Harlem Désir.

S. H.

DAL occupe un immeuble du Crédit lyonnais

À L'APPROCHE du premier tour des élections législatives, l'association Droit au logement (DAL) multiplie les opérations de réquisition spectaculaires pour faire entendre la voix des mal-logés de la capitale. Après l'occupation, le 1er mai, d'un immeuble de la rue du Bac, dans le 7e arrondissement, environ 250 personnes, parmi lesquelles Mgr Jacques Gaillot, le professeur Léon Schwartzenberg, l'actrice Marina Vlady et une soixantaine de « marcheurs européens contre le chômage », ont occupé, dimanche 18 mai, pendant quatre heures, un immeuble de bureau de la place Iéna, dans le 16e arrondissement.

Malgré la présence des forces de l'ordre, qui ont tenté d'en interdire l'accès en chargeant violemment le premier cordon de manifestants, quatre-vingts familles ont pu pénétrer dans l'immeuble. Ancien siège du Comptoir français de l'Afrique orientale, ces locaux de 15 000 mètres carrés, inoccupés depuis 1991, appartiennent au Crédit lyonnais. C'est un lieu symbolique pour le DAL, qui avait déployé deux immenses banderoles sur la façade : *« 100 milliards pour le Crédit lyonnais. Rien pour les sans-logis ! »* et *« Justice dans les attributions HLM ! »*.

Selon un scénario désormais rodé, des matelas et des couvertures avaient été rapidement introduits dans les lieux, et des drapeaux frappés du signe de DAL juchés au sommet de l'immeuble et sur les balcons. Les responsables de l'association ont tenté en vain d'établir le contact avec le Crédit lyonnais et la préfecture pour obtenir des relogements. Vers 19 heures, la police a fait évacuer l'immeuble.

Le Comité des sans-logis a, de son côté, occupé, dimanche matin, un petit hôtel particulier, vide, situé au 6 de la rue Léonard-de-Vinci (16e arrondissement) afin d'y loger une vingtaine de jeunes dépourvus de ressources. Les occupants ont été évacués en début d'après-midi par la police.

Christine Garin

Deux candidats RPR sont élus députés de la Polynésie

LE PREMIER TOUR des élections législatives, qui s'est déroulé dimanche 18 mai en Polynésie, une semaine avant celui de la métropole en raison de l'étendue de ce territoire, a vu la victoire de Michel Buillard (RPR), maire de Papeete, dans la première circonscription, et d'Emile Vernaudon (app. RPR), maire de Mahina, dans la seconde. Les députés sortants, qui ne se représentaient pas, étaient respectivement Jean Juventin (République et liberté) et Gaston Flosse (RPR). Dans la première circonscription, Oscar Temaru, président du Front de libération polynésien (indépendantiste) et maire de Faaa, améliore de plus de 14 points son score du premier tour de 1993.

[1re (Polynésie-Ouest) : I., 72 406 ; V., 46 363 ; A., 35,96 % ; E., 45 667 ; Michel Buillard, RPR, 23 557 (51,58 %) ELU.

Oscar Temaru, ind., 19 009 (41,62 %) ; Francis Stein, div.d., 1 857 (4,06 %) ; Jacky Bryant, écol., 853 (1,86 %) ; Eugène Pambrun, FN, 391 (0,85 %).

2e (Polynésie-Est) : I., 63 033 ; V., 34 795 ; A., 44,79 % ; E., 34 209 ; Emile Vernaudon, app. RPR, 20 154 (58,91 %) ELU.

James Salmon, ind., 8 088 (23,64 %) ; Boris Léontieff, div. d., 5 573 (16,29 %) ; Nathalie Moua, FN, 394 (1,15 %).]

Des intellectuels soutiennent et interpellent l'opposition

REGROUPÉS AU SEIN DES « ATELIERS DE MAI », plus de 200 intellectuels, artistes et universitaires appellent à voter pour les candidats de gauche aux élections législatives. *« Le choix est clair entre un libéralisme sauvage et la solidarité »*, écrivent les signataires, parmi lesquels des personnalités du spectacle – Bernard Giraudeau, Jean Benguigui, Yves Robert, Sapho – des écrivains et des universitaires, dont Jean Lacouture, Edmonde Charles-Roux, Régine Deforges, ou encore Pierre Arpaillange, ancien garde des sceaux, et Marie-Claire Mendès France.

Un autre appel, signé, notamment, par Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP, des refondateurs communistes, des universitaires, des écrivains et des sans-papiers, demande à la gauche de se mettre *« en phase »* avec les aspirations exprimées par les grèves de décembre 1995, les pétitions contre les lois Debré, ou les manifestations contre la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde.

DÉPÊCHES

■ **CAMPAGNE : Edouard Balladur et Michel Rocard** ont dressé un premier bilan de campagne, dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* du 18 mai. Pour M. Balladur (RPR), *« les Français savent parfaitement ce qu'ils veulent »* et souhaitent que *« l'on aille plus vite dans la voie des réformes »*. *« Aujourd'hui, on en vient à l'idée que j'ai toujours défendue* [...] *: le libéralisme partagé »*, a-t-il observé, en affirmant que le programme socialiste *« ne résiste pas à l'examen »*. M. Rocard, sénateur (PS) des Yvelines, a constaté pour sa part qu'*« une coalition tout entière pouvait se déconsidérer, et ça, c'est quand même une surprise »*. En cas de victoire de la gauche, il juge *« hautement improbable »* d'être appelé à Matignon. *« C'est automatiquement Lionel Jospin qui est le premier consulté par le président de la République et qui est institutionnellement le premier candidat à cette fonction. Après, il se débrouille. »*

■ **FRONT NATIONAL : Bruno Gollnisch, secrétaire général du Front national**, a affirmé, dimanche 18 mai, sur France 3, que *« jamais Jean-Marie Le Pen n'a dit qu'il allait appeler à voter socialiste »*. *« Ce n'est pas parce que le gouvernement actuel, MM. Chirac et Juppé, font autant de socialisme, aussi mal, voire dans certains domaines plus mal que les socialistes, que nous, qui combattons le socialisme, allons appeler à voter socialiste »*, a ajouté M. Gollnisch. Lundi 12 mai, M. Le Pen avait marqué sa préférence pour Assemblée nationale de gauche qui, selon lui, ralentirait le processus européen.

■ **EURO : Charles Pasqua a estimé** que *« la monnaie unique n'a de sens que si elle est vraiment unique »*, car, *« à quatre ou à treize, ça n'a plus grand sens, surtout si, entre-temps, les pays qui n'entrent pas dans le système en profitent pour continuer leur action de dévaluation compétitive »*. L'ancien ministre de l'intérieur, qui s'exprimait, samedi 17 mai, lors d'une réunion de soutien aux candidats de la majorité présidentielle UDF-RPR à Lille, a insisté sur la nécessité de faire participer la Grande-Bretagne et les pays de l'Europe du Sud.

■ **RADIO-TÉLÉVISION : les formations politiques programmées lundi 19 mai**, dans le cadre de la campagne officielle à la radio et à la télévision, devaient être le Parti des travailleurs (PT), Solidarité écologie gauche alternative (SEGA), le PS, l'UDF, le RPR, le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), le Mouvement pour la France (MPF) et le FN. Mardi, sont programmés la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le PCF, le PS, les Verts, le Mouvement des réformateurs (MDR), l'UDF, le RPR et le Parti humaniste.

■ **SOLUTRÉ : Danielle Mitterrand a pique-niqué**, dimanche 18 mai, au pied de Solutré, en mémoire de l'ancien président de la République qui escaladait le célèbre rocher chaque année depuis la Libération. Mme Mitterrand était accompagnée d'amis de la région grenobloise et de quelques habitués de ce « pèlerinage », parmi lequels Jack Lang, Georges Kiejman, Roger Hanin, ou encore Pascal Sevran.

CARNET

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 16 mai est publié :

● **RFO** : un rapport au premier ministre et un décret portant approbation du cahier des missions et des charges de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer.

Au *Journal officiel* du samedi 17 mai sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'échange de lettres entre les gouvernements de la République française et du Royaume-Uni étendant aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales françaises l'application de la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, signée à Londres les 10 et 29 mars 1993 ;

Un décret portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au service militaire des doubles nationaux signée à Berne le 16 novembre 1995.

● **Fonctionnaires** : un décret fixant les dispositions communes applicables aux agents stagiaires de la fonction publique hospitalière.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Aubagne. Paris.

André et Mireille CLÉRICI,
Ghislaine KALMAN
et Jacques GÉRARD,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Benoît,

le 14 mai 1997,
chez leurs enfants,

David et Alice.

27, rue du Rhin,
75019.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Décès

– Nantes.

Pierre-Yves Narvor
et Alain Supiot

ont la tristesse de faire part de la mort de

Yves ÉON,
dit Armand,

le 16 mai 1997.

Inhumation le mardi 20 mai, à 16 heures, au cimetière de La Bouteillerie (petite entrée).

« Le choix libre que l'homme fait de soi-même s'identifie absolument avec ce qu'on appelle sa propre destinée. »

J.-P. Sartre.

Anniversaires de décès

– Que ceux qui ont connu et aimé le

docteur Léopold GLUCK

aient une pensée affectueuse pour lui en ce premier anniversaire de sa mort, survenue le 19 mai 1996.

Communications diverses

– Lundi 19 mai 1997, à 20 h 30, table ronde : « Les grandes familles spirituelles face au réveil des vieux démons », avec S.E. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, révérend-père Jean Dujardin, grand rabbin René Samuel Sirat.

PAF - Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9e, métro Cadet. Tél. : 01-49-95-95-92.

– Jeudi 12 juin, à 20 h 30.
Cercle amical - Centre V. Medem
L. Bertrand-Dorléac, H. Feliciano, J.M. Felzenszwalbe et D. Schulman.
« La spoliation des œuvres d'art pendant la seconde guerre mondiale ».
52, rue René-Boulanger, Paris-10e.

RELIGIONS Les rassemblements à caractère religieux ont été nombreux, du 17 au 19 mai, au cours du long week-end de la Pentecôte. ● *LA PASTORALE des migrants*, un organisme de l'Eglise catholique, avait convié à Lourdes près d'un millier de jeunes croyants – 40 nationalités d'origine étaient *représentées – pour dénoncer les* obstacles à l'intégration des jeunes issus de l'immigration. ● LES PRÊTRES OUVRIERS sont encore quelques centaines en France. Ils *ont réaffirmé leur double fidélité à* l'Eglise et à la gauche. ● À TROIS MOIS de l'ouverture des Journées mondiales de la jeunesse *(JMJ)*, que le pape conclura du 21 au 24 août à Paris, d'autres rencontres préparatoires ont eu lieu dans les diocèses de France, alors que les catholiques *traditionalistes faisaient dans la* division leur pèlerinage annuel, entre Paris et Chartres.

Des croyants plaident pour l'intégration des jeunes immigrés

A trois mois des Journées mondiales de la jeunesse, que conclura le pape, la Pastorale des migrants a réuni à Lourdes, pendant le week-end de la Pentecôte, près d'un millier de chrétiens et de musulmans pour affirmer l'urgence d'une solidarité interculturelle et religieuse

LOURDES
de notre envoyé spécial

« J'ai 21 ans. Je suis française. Je parle parfaitement le français. Je suis secrétaire trilingue. J'ai le cheveu châtain clair, les yeux bleus. Mais je m'appelle Fatima et je ne trouve pas d'emploi ! » Si ce cas n'est pas unique, ils sont rares les espaces où, au-delà des origines nationales ou ethniques, des différences culturelles ou religieuses, des jeunes issus de l'immigration et des Français « de souche » – les *« Gaulois »* – peuvent dire ce qu'ils ont sur le cœur et débattre de leur intégration.

A la pointe des luttes en faveur des immigrés sans papiers, la Pastorale des migrants, organisme qui dépend de la hiérarchie catholique, a réuni près d'un millier de jeunes adultes, du 17 au 19 mai à Lourdes (Hautes-Pyrénées), sur le thème : « Tous différents, tous ensemble ».

Français pour la grande majorité, ces jeunes sont aussi, par leurs racines, africains ou polonais, vietnamiens ou portugais, cap-verdiens et haïtiens. Au total, plus de quarante pays sont représentés. Ils débattent, chantent, prient et font la fête ensemble. Certains sont musulmans et d'autres bouddhistes. Bref, une jeunesse arc-en-ciel qui veut affirmer à la fois sa différence et son désir d'intégration en France. *« On a des choses à dire, mais on a peur de les dire »* : à Lourdes, la parole se libère. Assez pour mesurer l'étendue du fossé qui sépare ce que vit et dit cette jeunesse et le débat politique français.

Né au Maroc, Hamid est docteur en littérature maghrébine. Les lois Pasqua ne lui ont pas permis d'obtenir le poste de maître-assistant à Paris qu'il convoitait. Aussi consacre-t-il son temps à l'association Migrations-développement qui, par des chantiers dans le sud marocain, favorise le retour de travailleurs immigrés et la convivialité entre la population locale musulmane et les jeunes Français.

PASSÉ À EXORCISER

« C'est un mensonge de dire qu'on intègre mieux les immigrés en chassant les clandestins, accuse-t-il. *Chaque jour apporte la preuve du contraire. On fait monter dans les charters des parents d'enfants français. Si la France parle tant d'immigration, c'est parce qu'à la différence des Etats-Unis après la guerre du Vietnam elle n'arrive pas à exorciser son passé. »*

C'est un rassemblement de croyants, non un meeting politique. Pourtant, chacun exprime son ras-le-bol devant les amalgames fallacieux et ravageurs qui veulent qu'*« un immigré est forcément un sans-papiers, un Africain à casquette fatalement un délinquant et un musulman un poseur de bombes »*.

Ils supportent mal les tracasseries administratives, le racisme au quotidien, le chômage, les discriminations dans le logement et l'emploi *« à égalité de diplôme avec les Gaulois »*. Leur demande-t-on de s'intégrer ? Ils répondent qu'ils sont français. A l'Audimat de l'impopularité, les *« frigidaires »* de Jean-Louis Debré (dans lesquels viendraient se rassasier les immigrés) font jeu égal avec la formule assassine de Jean-Marie Le Pen : *« La France, on l'aime ou on la quitte. »* C'est le type même de faux débat dont ces jeunes veulent sortir et la démonstration inverse qu'ils ont voulu faire : affirmer que la citoyenneté française n'est pas incompatible avec le désir de redécouvrir des racines et de défendre une culture d'origine.

Ils sont blacks ou blancs, mais ils ne rejettent pas la France. *« Ce sont des réalités que le débat sur l'intégration fait semblant d'ignorer. Les hommes politiques préfèrent coller aux peurs et aux fantasmes de l'opinion »*, observe Jose Da Silva.

La majorité de ces jeunes adultes ont déjà changé de pays, de langue, de culture et de mode de vie. Ils demandent donc à la *société française* de faire le même effort et de *« changer de regard »* sur eux. Dans son message final, le rassemblement de Lourdes exprime cette impatience de jeunes issus de l'immigration à mieux se connaître et vivre ensemble dans les quartiers, les associations, les espaces scolaires ou professionnels, les activités sportives, etc.

BIBLE ET CORAN

« La société interculturelle de demain se construit dans ce type de rencontre, affirme Jean-François Berjonneau, secrétaire du comité épiscopal des migrations. *Face aux replis communautaires, il faut créer de nouveaux lieux de convivialité. »*

Un avis plébiscité. *« La solution aux problèmes de l'immigration ne passe pas par Paris,* ajoute Hamid, *mais par des rencontres multi-ethniques et une meilleure compréhension entre l'islam et le christianisme. »*

Depuis la guerre du Golfe, cette dimension interreligieuse est même pour eux un passage obligé. *« Je lui parle du Coran, il me parle de la Bible »*, disent-ils. A Lourdes, ils ont lu l'Evangile de la Pentecôte en sept langues, dont le tamoul, le vietnamien et des langues africaines.

Surtout, ils ne veulent plus subir les conséquences d'une image négative de l'islam due à l'ignorance ou à la caricature des médias. Pas plus qu'ils n'entendent laisser à *« quelques vieilles barbes extrémistes »* la représentation de la communauté musulmane. *« Nous ne nous reconnaissons pas dans cet islam de la violence »*, assure Fwad, représentant le Collectif des jeunes musulmans de France. Ils ne comprennent pas les obstacles dressés à la construction de mosquées et n'imaginent pas d'autre islam qu'*« à la française »*. S'ils sont d'accord avec une laïcité conçue comme l'égalité dans l'expression religieuse, ces jeunes jugent *« suicidaire »* une société qui voudrait gommer toute trace de spiritualité.

Ce débat de Lourdes fut une première. Il a servi de banc d'essai, à trois mois des Journées mondiales de la jeunesse que le pape viendra clôre à Paris du 21 au 24 août. Ce sont alors au moins trois cent mille jeunes que l'Eglise recevra en France, 140 pays déjà sont inscrits et il ne fait guère de doute que le dépassement des clivages communautaires fera partie des axes forts de ces Journées.

Henri Tincq

Pèlerinages croisés de catholiques traditionalistes

Les catholiques traditionalistes, ralliés à Rome ou fidèles à Mgr Marcel Lefebvre, excommunié en 1988 et décédé en 1991, se sont croisés pendant le week-end de la Pentecôte, du samedi 17 au lundi 19 mai, sur la route de Paris à Chartres. De la cathédrale de Chartres au Sacré-Cœur de Montmartre, le « pèlerinage de la tradition » a conduit quelques milliers de catholiques lefebvristes, qui ont confirmé leur rupture avec Rome.

***Ceux qui ont gardé leur fidélité au pape et à l'épiscopat français ont* conclu leur pèlerinage à Chartres, lundi de Pentecôte. Ils étaient 7 000 et ils ont été accueillis, pour une messe en latin (selon l'ancien rite de saint Pie V), par Mgr Jacques Perrier, évêque de Chartres, Mgr Mario Tagliaferri, nonce apostolique en France et le cardinal Angelo Felici, président à la Curie romaine de la commission *Ecclesia dei*, précisément chargée de « réintégrer » les sympathisants de Mgr Lefebvre.**

Les prêtres-ouvriers réaffirment leur fidélité à l'Eglise et à la gauche

PRÈS de 400 prêtres-ouvriers se sont réunis du 17 au 19 mai à La Pommeraye (Maine-et-Loire) pour affirmer leur place originale dans l'Eglise et dans le monde du travail. Ils ne sont plus en France que 540, contre 130 en Italie, 90 en Espagne, etc. Mais, indique le message final de leur rencontre nationale, l'intuition qui a présidé à la naissance des prêtres-ouvriers après-guerre reste *« neuve »*.

Quatre évêques ont participé à leurs travaux : Mgr Georges Gilson, évêque de la Mission de France, Mgr Pierre Joatton, évêque de Saint-Etienne, Mgr Marcel Perrier, évêque auxiliaire de Chambéry et Mgr Jacques Gaillot.

Après la naissance de la Mission de Paris en 1944, des prêtres avaient pris le chemin de l'usine, en accord avec leur évêque ou supérieur religieux. Mais en 1954, le Vatican condamne l'expérience et il s'en suit une douloureuse polémique entre Rome et les milieux catholiques les plus attachés à l'évangélisation des milieux populaires.

MÉFIANCE DE LA HIÉRARCHIE

Les liens alors entretenus entre les prêtres-ouvriers, les partis et syndicats de gauche contribuent à cette méfiance de la hiérarchie. Il faudra attendre le concile Vatican II (1962-1965) pour que le ministère de prêtre-ouvrier soit à nouveau reconnu.

Ils sont près de 1 000 en 1966 en France. Depuis, leur nombre a sensiblement chuté. Ils ont vieilli (une cinquantaine seulement ont moins de 55 ans). Les non-actifs sont désormais plus nombreux que les actifs. Ceux qui sont encore au travail sont agents de service ou de maintenance, ouvriers en bâtiment, infirmiers ou aide-soignants. Une trentaine sont membres du Parti communiste, six au PS, mais la plupart sont syndiqués à la CFDT ou à la CGT. On compte enfin une soixantaine de diacres-ouvriers.

Plus qu'une survivance du passé, *« le ministère de prêtre-ouvrier a de l'avenir »*, affirme le message final de cette rencontre de Pentecôte. Face à la *« politique de l'argent-roi »*, au *« désengagement de l'Etat »* dans l'économie, à la *« précarisation »* des jeunes et des immigrés, ils entendent servir comme prêtres *« au sein d'une population qui souvent n'attend rien de l'Eglise »*. Parce que *« le racisme et l'Evangile sont incompatibles »*, ils condamnent aussi *« fermement »* le Front national.

Les prêtres-ouvriers ne sont plus les enfants terribles du catholicisme. Ils entendent même renforcer leur solidarité avec une Eglise dont ils dénoncent les conservatismes, mais qui est *« devenue minoritaire, affrontée à la diversité des croyances et des pratiques, à l'ignorance et à l'indifférence religieuse du grand nombre »*.

H. T.

Réunie en congrès, la FCPE fête son 50e anniversaire

OUVRANT, samedi 17 mai à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le 51e congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), Georges Dupon-Lahitte, son président, a invité les gouvernants à *« refaire de l'éducation la première priorité de la nation »*. Le projet d'action de la fédération pour les dix prochaines années a été contesté, même si son adoption semblait ne pas faire de doute. Préparé depuis deux ans, ce projet préconise notamment la création d'un passeport pour l'éducation permanente.

DÉPÊCHES

■ ***JUSTICE* : le *procureur de la République* a requis** devant le tribunal correctionnel de Grenoble au moins 80 heures de travail d'intérêt général (TIG) et une amende contre deux jeunes gens accusés d'avoir plaqué une tarte à la crème sur le visage de Jacques Delors à Grenoble, le 29 avril. Le jugement sera rendu 30 mai.

■ **Des poursuites disciplinaires** *ont été réclamées par le parquet de* Strasbourg contre le directeur de la sécurité publique du Bas-Rhin, Jean-Luc Faivre, à la suite d'incidents survenus dans cette ville le 29 mars, en marge de la manifestation contre le Front national. Au cours du procès des 35 casseurs interpellés, un procureur adjoint avait déploré que la police strasbourgeoise n'ait pas mis en œuvre tous les moyens pour *« interpeller et identifier les vrais auteurs »* des troubles. M. Faivre a été convoqué, le 15 avril, par le procureur général de Colmar, Olivier Dropet.

■ **Bernard Defrance, professeur de philosophie au lycée Coubertin de Meaux** (Seine-et-Marne), reconnu coupable d'*« exhibition sexuelle »* vendredi 16 mai par le tribunal correctionnel de Meaux, a été condamné à 2 000 francs d'amende avec sursis. L'enseignant s'était livré devant ses élèves à un *« jeu philosophique »* au cours duquel il s'était entièrement dévêtu.

■ **Un policier municipal de Castelmaurou (Haute-Garonne) a été mis en examen** pour *« attouchements sexuels sur mineur par personne ayant autorité »* et écroué, jeudi 15 mai, à Toulouse. Agé de cinquante-deux ans, il est soupçonné d'avoir abusé d'un adolescent dans le cadre d'activités sportives.

Avocats et magistrats de l'Essonne dénoncent les effets de la loi Debré

« LE 9 MAI, ils étaient dix-huit dans une cage prévue pour cinq avec deux matelas. » Me Bourdais, ancien bâtonnier de l'Essonne, ne parle pas d'un zoo, mais des conséquences de la loi Debré sur les conditions de rétention administrative des étrangers sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière.

L'ordre des avocats de l'Essonne, les représentants des syndicats de la magistrature, de l'Union des jeunes avocats de l'Essonne et du Syndicat des avocats de France ont décidé de lancer un cri d'alarme pour mettre fin à cette situation : *« Avant la loi Debré, les préfets pouvaient maintenir les étrangers en situation irrégulière en rétention vingt-quatre heures maximum avant de les présenter à un juge. Depuis son application, début mai, le maximum est passé à quarante-huit heures, alors que les étrangers n'ont que vingt-quatre heures pour faire un recours. »*

En Essonne, le centre de rétention se trouve à la brigade territoriale de gendarmerie de Fleury-Mérogis, à deux pas de la prison. *« De permanence pénale, je défendais treize étrangers le 9 mai,* explique Me Bourdais, *les déclarations qu'ils ont faites au juge en présence des gendarmes qui les accompagnaient sont concordantes. En quarante-huit heures, on leur a distribué quatre sandwiches au fromage ! Ils étaient réduits à uriner dans des bouteilles en plastique. Pour les emmener aux sanitaires, les gendarmes doivent évacuer les personnes en garde à vue. »*

Un régime bien plus rigoureux que celui des détenus de la prison voisine et qu'avocats et magistrats estiment *« indigne pour les personnes retenues, les gendarmes et la société toute entière »*.

Vendredi 16 mai, le procureur de la République, Laurent Davenas, a envoyé un rapport à la Chancellerie après avoir demandé des éléments au commandant de la compagnie départementale de gendarmerie, le lieutenant-colonel Gérard Browne. Celui-ci reconnaît qu'il existe des difficultés. *« Mais,* assure-t-il, *il y a eu une prise de conscience et plusieurs projets existent en attendant la construction d'un centre de détention à Palaiseau prévu pour l'an 2000 »*.

COMPROMIS PROVISOIRE

Installation d'« Algecos », location de chambres d'hôtel : autant de solutions, estimées à près de 700 000 francs par an, que ni le ministère de l'intérieur ni le ministère de la justice ne semblent décidés à prendre sur leur budget. En attendant, affirme la préfecture, les retenus sont répartis depuis le 9 mai dans les locaux d'autres brigades de gendarmerie. Un compromis provisoire réalisé au prix de nombreuses heures supplémentaires pour les gendarmes, et de parcours de parfois plus de 120 km pour les étrangers.

« Est-on encore dans un Etat de droit ? », s'interroge Jean-Pierre Boucher, le président du Syndicat de la magistrature. Le bâtonnier Franck Natali constate, plus sobrement : *« La loi Debré prévoit "la fermeté à l'encontre de l'immigration clandestine et le respect des droits individuels"... Nous ne demandons que son application. »*

Sylvia Maric

Réactions mitigées après la circulaire sur la maltraitance

LA CIRCULAIRE du ministère de l'éducation nationale consacrée à *« l'organisation du dispositif de prévention des mauvais traitements à l'égard des élèves »* (*Le Monde* du 15 mai) qui doit être très prochainement envoyée à tout l'encadrement du système éducatif – des recteurs aux chefs d'établissement – a suscité des réactions mitigées dans les rangs des syndicats d'enseignants et des fédérations de parents d'élèves.

Les révélations d'affaires de pédophilie au sein de l'éducation nationale leur font craindre une *« psychose »* anti-enseignants.

« Il ne suffit pas – comme ce fut le cas pour la violence – de s'occuper d'un problème lorsqu'il est médiatisé, puis de le laisser tomber dans l'oubli. Aucune circulaire, aucune table ronde éventuelle ne servira à rien si ce dispositif n'est pas mis en œuvre de façon permanente », s'inquiète Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN).

« L'essentiel est de dépasser l'actualité pour aboutir à une véritable politique de prévention, de dépistage, et de lutte contre toutes les formes de maltraitance », a indiqué ce syndicat, qui réclame avec insistance une formation des personnels de l'éducation nationale dans ce domaine.

PRISE DE CONSCIENCE

« L'affaire de Cosne-sur-Loire [Nièvre] *prouve que le système ne fonctionne pas bien »*, considère M. Baro, pour qui il convient de *« s'interroger sur la mission d'éducateur de l'enseignant. Des liens doivent être développés entre l'école et les institutions sociales, la police et la justice. La majorité des professeurs sont convaincus de leur rôle social. Encore faut-il leur donner les moyens de l'assumer »*, ajoute-t-il.

Du côté des parents d'élèves, Jean-Pierre Bocquet, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) s'est félicité de la *« prise de conscience »* de la gravité du problème au sein de l'éducation nationale. Mais, faisant référence aux procédures de signalement contenues dans la circulaire, il a lancé une mise en garde contre *« des décisions hâtives qu'on pourrait prendre à l'égard d'enseignants. Nous ne devons pas oublier que la présomption d'innocence existe. Gardons-nous des accusations qu'on n'a pas vérifiées. Il y a des gamins pervers qui peuvent voir là l'occasion rêvée de se venger, de régler leurs comptes avec un enseignant, et il ne sera pas facile de prouver le contraire »*.

« LA SOUFFRANCE NE MENT PAS »

Bernard Lempert, psychothérapeute et auteur d'un ouvrage intitulé *Les Violences à l'école*, a au contraire temporisé à propos des *« exagérations et mensonges des enfants »*. Intervenant, jeudi 15 mai, au colloque consacré à « la santé à l'école », organisé par le syndicat national des infirmières et conseillères de santé (Snics), il a expliqué que *« la souffrance peut parfois s'exprimer de manière malhabile, mais elle ne ment pas. L'affabulation est souvent une construction fantasmatique sur une souffrance que l'on ne peut pas dire »*.

Lors de ce colloque, où bon nombre d'infirmières ont regretté leur manque de formation pour détecter la maltraitance, Bernard Lempert a estimé que l'institution scolaire doit repenser *« sa mission d'accueil social »* et en finir avec *« l'archaïsme de la culpabilité collective. Il ne faut plus que le code de l'honneur, au sens mafieux du terme, l'emporte »*.

Sandrine Blanchard

La mise en garde d'Elio Di Rupo

Le vice-premier ministre belge Elio Di Rupo était l'invité, dimanche 18 mai, de l'émission *« Le rendez-vous des politiques »*, sur France-Culture, animée par Thomas Ferenczi, du *Monde*. M. Di Rupo a été victime, au mois de novembre 1996, d'une campagne de *rumeurs malveillantes*, relayées par une partie de la presse, lui imputant des pratiques homosexuelles pédophiles.

Il* a mis en garde contre des « appels à la vigilance » vis-à-vis des supposés pédophiles qui ne seraient pas accompagnés d'un minimum de garde-fous : *« On doit éviter les dérives, éviter la psychose, forcer tous ceux qui accusent d'apporter la preuve de leurs accusations. On doit, bien sûr, protéger la vie privée des enfants, mais aussi ceux qui pourraient être l'objet d'accusations. Nous vivons dans une société où l'accusation est facile. Elle est gratuite et elle n'est pas réprimée. Cela peut produire des dégâts considérables. »

La fin…
du m…
En trente-…
soutenu par…
de cruauté…
pour modeler…
De plus en pl…
du Zaïre a…
des rebelles…
M

HORIZONS

PORTRAIT



PASCAL MAITRE/COSMOS

La fin du maréchal-prédateur

En trente-deux ans de pouvoir absolu, soutenu par les Occidentaux, Mobutu Sese Seko avait usé de cruauté, de corruption et parfois de séduction pour modeler son pays à la dimension de ses caprices. De plus en plus coupé du peuple, le « maréchal-président » du Zaïre a dû fuir avant l'arrivée à Kinshasa des rebelles de Laurent-Désiré Kabila

Ni sa toque de léopard ni sa canne sculptée à double tête d'oiseau n'auront soustrait Mobutu à son destin. Le cliché pris le 5 mai à bord du navire sud-africain *Outeniqua*, ancré au large de Pointe-Noire (Congo), ne montrait pas seulement un homme malade et résigné, au côté d'un Laurent-Désiré Kabila rayonnant, l'un et l'autre séparés par un Nelson Mandela plus crispé que jamais, contraint de concilier la peste et le choléra.

Mobutu était tout à la fois là et déjà absent, comme étranger à sa propre fin, maréchal dans son labyrinthe. Sans doute ressassait-il cet incroyable épilogue : trente-deux ans de pouvoir absolu, de cruauté, de corruption et de séduction pour modeler un Zaïre docile à la dimension de ses caprices. Et soudain, le coup fatal porté par celui qu'il n'attendait pas : un chef rebelle dénué d'envergure, enrichi dans le trafic du diamant, poussé par les dirigeants de l'Ouganda et du Rwanda – le « couple » Museveni-Kagamé – afin de jeter à bas le mobutisme et sa haine des Tutsis.

Le dictateur zaïrois ne pouvait considérer Kabila comme un danger. *« Sinon, il l'aurait éliminé depuis longtemps*, assure Jean-Baptiste Placca, fondateur du nouvel hebdomadaire *L'Autre Afrique. Mobutu s'est débarrassé d'opposants autrement plus dangereux, même à des milliers de kilomètres du Zaïre. »*

Au temps de sa splendeur, lorsque rien ne lui arrivait qu'il n'eût d'abord choisi, l'homme à la toque de léopard s'exprimait ainsi : *« On ne dira jamais de moi : voici l'ex-président du Zaïre mais : ci-gît le président du Zaïre. »* Comme, avant lui, le shah d'Iran, il aura perdu jusqu'à la perception de son pays et de son peuple, chaque jour plus retranché, confiné dans le luxe aveugle de ses palais, de ses résidences à l'étranger, de son bateau fantôme, le *Kamanyola*, qui arpentait le fleuve pour échapper aux hommes et aux cris des femmes en colère. Le dernier carré des fidèles lui aura susurré les mots qui apaisent et qui trompent : miroir, mon beau miroir...

Au milieu des siens, Mobutu demeurait le plus grand, le Guide incontesté, le Timonier, celui qui, au début de chaque bulletin des informations télévisées, apparaissait au milieu des nuages comme une figure céleste. A-t-il su que la population avait rebaptisé « Dernier soupir présidentiel » la fameuse division spéciale présidentielle (DSP), naguère redoutée pour ses exactions, avec ses 15 000 hommes de l'ethnie ngbandi – l'ethnie de Mobutu ? A force d'entendre son nom acclamé, a-t-il oublié que le moindre vivat était payé en espèces sonnantes et trébuchantes aux « animateurs » de foules chargés, par ses proches, de lui complaire ? Atteint par la maladie, Mobutu s'est glissé dans les limbes de l'isolement. Le mensonge et la douleur – ses armes favorites, avec l'argent, à l'époque de sa gloire – auront eu raison de sa lucidité.

Contrairement à sa fière prédiction, le maréchal offre aujourd'hui le visage d'un président déchu. Rien de commun entre le passager malgré lui de l'*Outeniqua* et les photos du jeune sergent assoiffé de pouvoir du début des années 60, avec ses lunettes cerclées de métal et sa raie nettement marquée sur le côté pour singer le roi des Belges, Baudoin Ier.

Sa chute est à la mesure de son cynisme brutal. A la veille de l'indépendance du Congo belge, Mobutu suit des cours de journalisme à l'Institut de presse de Bruxelles. Il a déjà signé des articles dans l'*Avenir*, le journal le plus colonialiste de Léopoldville. Cela ne l'empêchera pas d'entrer dans l'intimité de Patrice Lumumba et de son Mouvement national congolais (MNC) implanté en Belgique.

Le futur chantre de l'« authenticité » africaine n'en pratique pas moins le double jeu : il travaille comme indicateur pour les services de la Sûreté belge, la renseignant *« sur les actions et les propos des jeunes Congolais qui commencent à affluer dans les universités »*, écrit Jules Chomé dans son fameux livre l'*Ascension de Mobutu*, paru en 1974 dans la « Petite Collection Maspero ». Mouchard et homme de confiance de Lumumba, Mobutu rompt avec l'image de l'obscur secrétaire-comptable-dactylo diplômé de l'Ecole centrale de Luluabourg (l'actuelle Kananga).

Au lendemain de l'indépendance, il est au service de Patrice Lumumba, devenu premier ministre du président Kasavubu. Mais les Américains redoutent les liens de Lumumba avec le communisme international. Qu'à cela ne tienne : soutenu par la CIA, Mobutu renverse le gouvernement. Il ordonne la capture de Lumumba en fuite pour Stanleyville (aujourd'hui Kisangani). C'est même grâce à l'hélicoptère personnel de l'ambassadeur des Etats-Unis à Léopoldville (Kinshasa) que le père de la révolution congolaise sera retrouvé et arrêté.

MOBUTU, lui, devient l'allié de l'Occident au cœur de cette Afrique convoitée par les « rouges ». En 1963, l'état-major américain lui décerne, sur ordre de Kennedy, la plaque de commandeur de la Légion du mérite. La citation est éloquente : *« En nettoyant son pays des éléments étrangers communistes, il a prouvé qu'il était le gardien de la liberté et un ami des nations libres du monde. »*

Dans son ouvrage *CIA, inside story*, le spécialiste américain de la Maison Blanche pour les années 1948-1961, Andrew Tully, précise : *« On peut écrire, sans peur de se tromper, que Mobutu fut "découvert" par la CIA »*. Son rôle dans l'élimination de Patrice Lumumba ne l'empêcha pas, en 1966, de le proclamer héros national, tout en consacrant la villa d'Elisabethville (aujourd'hui Lubumbashi), où il fut torturé, lieu de pèlerinage national.

Double jeu, mensonge et violence, habileté : la dictature pouvait s'établir sur des bases solides. Après Lumumba, ce fut au tour du chef de la sécession katangaise, Moïse Tschombé, de disparaître dans une prison algérienne, au terme d'un enlèvement organisé par la CIA. Officiellement, Mobutu n'y est pour rien. A la Pentecôte 1966, il n'hésitera pas à faire pendre quatre anciens ministres soupçonnés de comploter contre le régime. Il se débarrassera aussi de Pierre Mulele, un ancien compagnon de Lumumba réfugié à Brazzaville, en lui faisant miroiter une réconciliation. Une réception officielle fut donnée en son honneur : le soir même, il était torturé par les militaires. Un officier proche de Mobutu, Justin-Marie Bomboko, racontera cet épisode insoutenable : *« Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites pour les jeter à terre. On lui a arraché les organes génitaux. Toujours vivant, on lui a amputé les bras, puis les jambes. Les restes humains ont été noués dans un sac et immergés dans le fleuve. »*

> « Sur la douzaine de compagnons de la révolution qui soutinrent Mobutu lors de sa prise de pouvoir en 1965 (...), les survivants se comptent sur les doigts d'une seule main. » Le poison et les accidents d'hélicoptère n'y sont pas étrangers...

Combien de personnes, en trente-deux ans de dictature, ont subi ce déchaînement de violence poussé parfois jusqu'au rituel raffiné de l'empoisonnement ? *« Mobutu n'hésite pas à battre sa ou ses femmes, à gifler ses collaborateurs, à ordonner la disparition de ses adversaires*, écrit la journaliste du *Soir* Colette Braeckman, dans son ouvrage *Le Dinosaure* (Fayard). *Lorsqu'il est en colère, il martèle le sol de sa canne de chef, il cogne, il crie. Parfois, des ministres quittent la présidence le visage tuméfié »*. Et de rapporter cette scène étrange d'un déjeuner officiel à Kinshasa réunissant, en 1988, le premier ministre belge, M. Martens, et son homologue zaïrois d'alors, M. Bagui, accompagné du ministre des affaires étrangères, Nguz'a Karl I Bond, *« considéré comme l'ami des Belges »*.

Colette Braeckman raconte : *« En ces temps de crise entre Bruxelles et Kinshasa, une telle réputation était plutôt un fardeau. Alors que le premier ministre belge ne cessait de répéter sa joie de se retrouver en pays ami, ses voisins de table faisaient plutôt grise mine. Ils picoraient, non dans les plats abondants, mais dans des boîtes en plastique qu'ils avaient apportées avec eux.* « Je pratique un régime sévère », *déclarait l'un, tandis que l'autre invoquait son foie défaillant. En réalité, les deux hommes craignaient bel et bien d'être empoisonnés ! »*

Les assiettes enduites de cyanure ou de venin de serpent sont un classique du mobutisme. Parmi les victimes supposées, le général Mulamba, dont la popularité gênait le maréchal, ou encore Mgr Malula, qui lui tenait tête avec trop d'aplomb et de conscience. *« Les observateurs font remarquer que, sur la douzaine de Compagnons de la révolution qui soutinrent Mobutu lors de sa prise de pouvoir en 1965 (...), les survivants se comptent sur les doigts d'une seule main »*, écrit encore Colette Braeckman. Le poison et les accidents d'hélicoptère n'y sont pas étrangers.

A la mort violente de ses adversaires, le dictateur zaïrois a parfois préféré les longues peines de prison, la relégation, la terreur par la torture, les chocs électriques, les simulacres d'exécution. L'intimidation.

Mais l'autre versant de son emprise sur le peuple reste sans conteste sa capacité de corrompre. A commencer par les chefs de l'opposition qu'une villa, une Mercedes, une situation de rente – ou tout cela à la fois – pouvaient rallier à la cause du chef suprême. Aux témoins des massacres d'étudiants à Lubumbashi en 1990, le maréchal a offert de l'argent. Aux fonctionnaires mécontents, aux militaires du « premier cercle » (la sécurité rapprochée), aux journalistes conciliants, il n'a cessé de fournir des mallettes remplies de billets de banque imprimés à tire-larigot.

Piètre gestionnaire de son pays, Mobutu n'a pas mieux géré sa fortune. Au point d'être aujourd'hui bien moins riche que dans les années 80, lorsque son magot, fruit direct de la prédation des richesses minières et de l'aide internationale, culminait à quelque 4 milliards de dollars (environ 24 milliards de francs). Mais cette pyramide de la corruption, aux bases très larges, a permis la longévité de son règne. Le maréchal a initié à grande échelle ce que le directeur du CERI (Centre d'étude des relations internationales), Jean-François Bayart, appelle *« la politique du ventre »* : chacun, là où il se trouve dans l'échelle sociale, profite de sa situation pour *« manger »*.

Ainsi, les militaires, voyant leur solde confisquée par les officiers, se payent « sur le terrain », en multipliant les barrages routiers pour rançonner les automobilistes. D'après Colette Braeckman, *« il n'est pas exagéré de dire que plusieurs millions de Zaïrois, cinq au minimum, ont, à un moment ou à un autre, bénéficié de la redistribution. C'est aussi la raison pour laquelle le mobutisme sera difficile à extirper »*.

Mais la poule aux œufs d'or a fini par étouffer. Américains et Sud-Africains lorgnent sur les richesses du Shaba (Katanga) et du Kasaï, un trésor de cuivre, d'or et de diamants. En déstabilisant l'immense Zaïre, l'Ouganda et le Rwanda espèrent prendre leur part de ce butin. Et voici comment Laurent-Désiré Kabila, riche trafiquant, s'est trouvé investi VRP d'un avenir sans Mobutu. Kabila, le seul auquel le dictateur, enfermé dans son labyrinthe, n'avait pas pensé. Le seul qu'il n'avait pas songé à acheter...

Eric Fottorino

Cannes, ou la mise à l'épreuve du regard

L'AFFAIRE était entendue. De l'ouverture sous le signe du grand spectacle ludique et un brin enfantin (*Le Cinquième Elément* de Luc Besson) aux célébrations du cinquantenaire, cette édition du Festival de Cannes serait placée sous le signe de la distraction et de la commémoration. L'une et l'autre ont eut droit de cité, et c'est tant mieux. Mais des films (heureusement) et des gouvernements (maheureusement) se sont chargés de faire de ce Festival une manifestation marquée par des enjeux autrement graves.

Très présent sur les écrans, ce monde qui va mal s'est aussi rappelé au souvenir des festivaliers quand les autorités de Téhéran tentèrent, jusqu'au dernier moment, d'empêcher la venue de leur plus grand cinéaste, Abbas Kiarostami, dont *Le Goût de la cerise* a été programmé *in extremis*, avant de remporter la Palme d'or. Ou quand le gouvernement de Pékin parvint à empêcher au dernier moment la présence de Zhang Yimou et de son film, *Keep Cool*, pour « punir » le Festival d'avoir invité un autre réalisateur, Zhang Yuan, qui refuse le système des studios d'Etat.

De ce monde et des possibilités de le regarder et de le raconter – pour le comprendre, et peut-être le changer –, le programme cannois a témoigné avec obstination. Au point que certains spectateurs se sont plaints d'un déficit de romanesque, d'un manque de « belles histoires » racontées pour le plaisir. Le plaisir est pourtant bien au rendez-vous du *Destin* de l'Egyptien Youssef Chahine. Ce film n'en est pas moins une attaque frontale contre l'intégrisme, que prend également à parti *My Son the Fanatic* du Britannique Udayan Prasad.

LE CONSTAT DE LA FAILLITE SOCIALE

Parmi les autres enjeux contemporains, deux films (*Le Cercle parfait* du Bosniaque Ademir Kenovic et *Welcome to Sarajevo* de l'Anglais Michael Winterbottom) sont revenus sur la récente tragédie des Balkans, tandis que les drames passés et présents de l'Algérie sont évoqués par *De l'autre côté de la mer* de Dominique Cabrera. Michael Haneke avec *Funny Games*, Wim Wenders avec *The End of Violence* et Mathieu Kassovitz avec *Assassin(s)* interrogent le fonctionnement des images et la représentation de la violence, tandis que la dissolution du lien collectif est mise en question par le Canadien Atom Egoyan (*De beaux lendemains*) comme par le Burkinabé Idrissa Ouedraogo (*Kini et Adams*).

Et le constat d'une faillite sociale généralisée nourrit nombre de films français, du *Marius et Jeannette* de Robert Guediguian au *Western* de Manuel Poirier en passant par *Ma 6. T va cracker* de Jean-François Richet ou *La Vie de Jésus* de Bruno Dumont. Ainsi, même à l'occasion de sa plus grande fête annuelle toute rutilante de cérémonies, de frivolités et de commerce, toute scintillante de vedettes, le cinéma s'avère, de gré ou de force, en phase avec les enjeux contemporains. Si le Festival aura, cette année, particulièrement bien rempli son rôle, ce n'est pas en présentant la collection de printemps des « grands sujets ». Cannes n'est pas un étalage où les films s'alignent en rang d'oignons, mais un creuset où se focalise l'attention aux films, et où le rapprochement des oeuvres suscite des effets de montage souvent féconds.

Ce phénomène permet de s'opposer, mieux qu'ailleurs, à l'increvable ânerie du « cinéma reflet de la réalité», pour réaffirmer que tout film est une mise en scène, et que toute mise en scène est une proposition – pertinente ou non – d'approche de la réalité (et qui, à ce titre, a des comptes à lui rendre). D'où l'importance de l'oeuvre majeure de Jean-Luc Godard *Histoire(s) du cinéma*, dont Cannes a montré deux épisodes : son auteur y construit, à l'échelle du siècle, cette mise en résonance dans laquelle vibrent toutes les tragédies modernes de l'humanité.

Les deux films qui ont suscité cette année la polémique sans laquelle le Festival de Cannes ne serait pas tout à fait lui-même, *Funny Games* de Michael Haneke et *Assassin(s)* de Mathieu Kassovitz, rappellent que cette prise de parti du cinéma est toujours loin d'aller de soi. Ne vit-on pas des festivaliers prendre pour un « plaidoyer en faveur du meurtre » des films qui ont, au contraire, le courage de s'interroger sur les conditions de sa représentation... Alors que ces mêmes spectateurs gobent sans broncher des crimes en série, pourvu qu'ils soient transformés en spectacle, c'est-à-dire non problématisés ? Comme si le malaise, réel, que suscitent ces films n'était pas la plus nécessaire réaction face à de tels actes.

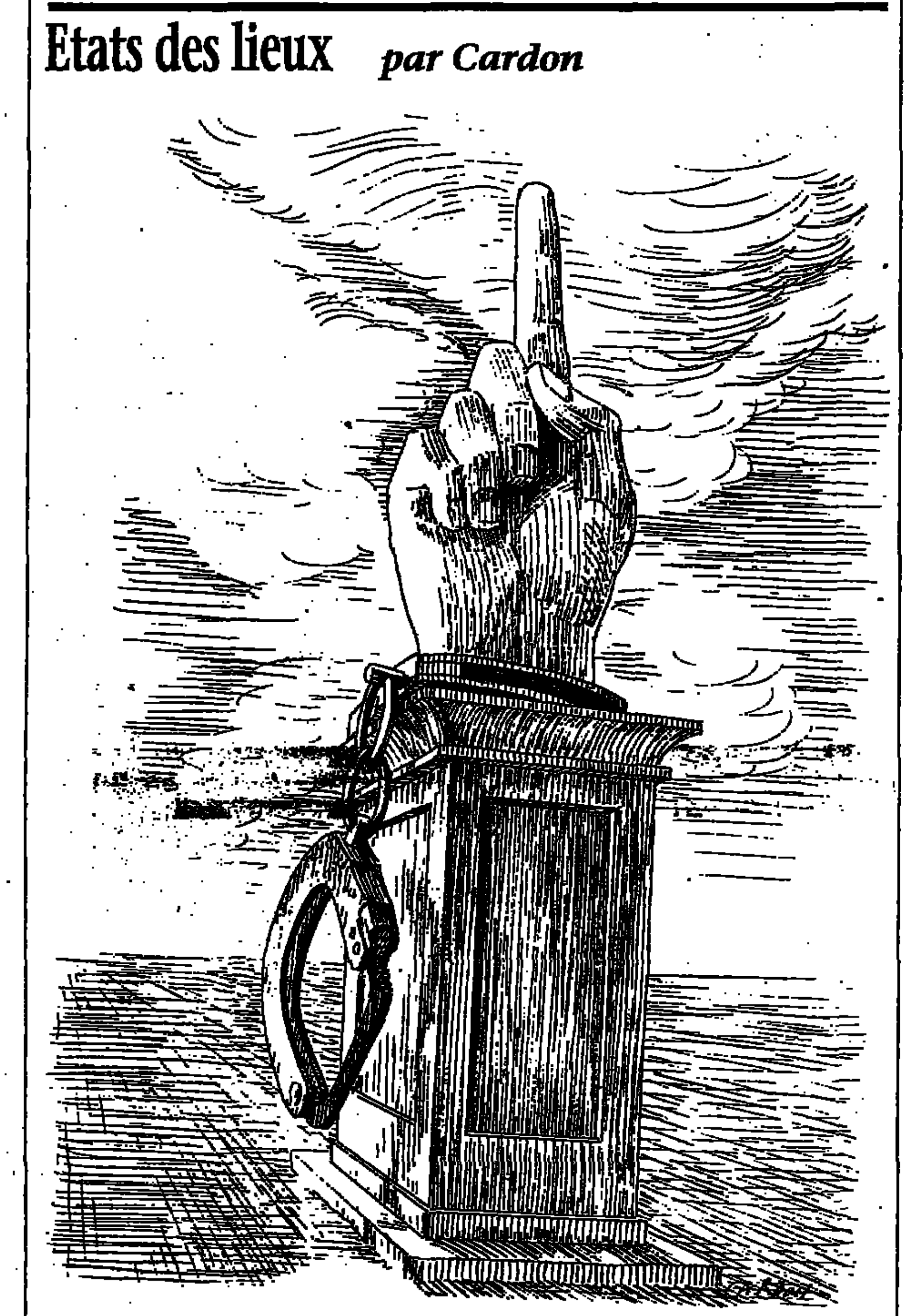
ENGAGEMENT CITOYEN

La question ne vaut pas, évidemment, que pour les seules situations sanglantes : la manière de montrer une histoire d'amour, un corps au travail ou un paysage recèle les mêmes interrogations. Du moins, le sérieux des thèmes abordés par nombre de films montrés cette année aura-t-il permis de mieux mettre en évidence la véritable nature des questions que pose le cinéma. Tout cela a nécessairement peu de rapport avec l'opinion d'un réalisateur sur son sujet. L'engagement citoyen des réalisateurs qui se sont mobilisés pour la cause des sans-papiers traduit leur position individuelle, mais ne préjuge en rien de leur capacité à la traduire dans leurs films – d'où, parfois, un certain décalage entre cette action militante et le Festival, non parce que celui-ci devrait échapper à l'arène publique, mais parce qu'il est une manifestation vouée à la présentation d'oeuvres, non de pétitions (de principe).

Les sélections cannoises de 1997 ont rappelé combien le cinéma reste un indispensable et fécond regard sur le monde. Mais aussi que ce regard n'est ni celui du journaliste ni celui de l'historien, et moins encore celui du politique. Les films incarnent le regard que peuvent et doivent porter des artistes n'ayant pas renoncé à se confronter avec l'« ici et maintenant » dans lequel ils vivent. Et ne cessent pas de vivre, même dans l'artificielle « bulle » festivalière.

Jean-Michel Frodon

Etats des lieux *par Cardon*



Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

De Mobutu à Kabila

COMME un fruit mûr, pourri, trop longtemps exposé à l'humidité équatoriale du grand fleuve, le régime de M. Mobutu est tombé, en quelques mois. Sans combattre, sans un soldat, sans un civil pour le défendre. Piteux, pitoyable, pathétique, le Guide, le citoyen-président, le *« léopard »*, a fui. Tel un Farouk, un Mohamad Reza Pahlavi, le voilà parti comme un voleur, qu'il fut, dans une de ses retraites de millionnaire, aussi rutilante que son règne aura été minable.

Les historiens les plus tolérants diront qu'il a su, dans les années 60, unifier un pays immense, aux multiples ethnies, laissé dans un piètre état par le colonisateur belge. Pour le reste, M. Mobutu fut à la tête d'une nation de 46 millions d'habitants une caricature de dictateur-pillard. Il laisse un pays formidablement riche dans une pauvreté tout aussi formidable. Il a détourné à son profit, et à celui de sa bande, des milliards de dollars, aussitôt investis à l'étranger, en palaces (une dizaine) et anonymes comptes bancaires.

Ce pillage organisé fut accompli avec la cynique complicité – au moins tacite – des Occidentaux : Américains, Belges, Français ont fermé les yeux. Avec raison, le *New York Times* suggère que les mêmes devraient aujourd'hui se faire un devoir de geler ou saisir les biens, si mal acquis, de M. Mobutu se trouvant sur leur territoire.

La chute du *« léopard »* ne fut pas le fait d'une rébellion populaire. Les Zaïrois ne sont pas descendus dans la rue pour abattre le mobutisme. Il est tombé sous les coups d'une guérilla zaïroise venue de l'est du pays et massivement appuyée par des forces étrangères, en l'espèce celles du Rwanda.

Laurent-Désiré Kabila ne l'emporte que grâce à une intervention extérieure, qui fut, il est vrai, acclamée par les Zaïrois à chaque étape de sa marche victorieuse. M. Kabila a l'incontestable légitimité d'un des rares hommes politiques du pays qui ne pactisèrent jamais avec le mobutisme. Mais il n'arrive à Kinshasa que par la grâce de combattants tutsis (zaïrois et rwandais) qui ne représentent qu'une seule des multiples ethnies de la région.

Pour avoir tout toléré de M. Mobutu, les Occidentaux, notamment les Etats-Unis et la France, sont assez mal placés pour exiger de M. Kabila qu'il fournisse d'immédiates garanties de gouvernement démocratique. Mais s'il n'élargit pas sa base de gouvernement, s'il ne s'appuie pas sur l'opposition active à Kinshasa, M. Kabila risque le chaos.

L'aide que les Occidentaux peuvent lui apporter devra dépendre d'une condition non négociable : l'arrêt des massacres des Hutus rwandais réfugiés dans l'est du pays. M. Kabila arrive au pouvoir avec ce lourd bagage aussi qui, s'il n'est pas mis fin au martyre des réfugiés, fera apparaître son régime comme une autre tyrannie.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

Le nouveau consensus français sur l'Union

Suite de la première page

Jacques Delors, qui entretient ses bonnes relations traditionnelles avec le chancelier Kohl, est, pour les socialistes, un excellent témoin de moralité.

Du côté de la majorité sortante, les trublions du RPR sont, eux aussi, peu ou prou rentrés dans le rang. Philippe Séguin n'avait pas attendu la dissolution de l'Assemblée nationale pour se signaler aux Allemands comme un interlocuteur acceptable. Dans deux discours prononcés l'année dernière, l'un à Aix-la-Chapelle, l'autre à Francfort, il s'était montré très *« européen »*, prenant acte de l'existence du traité de Maastricht, même s'il n'en donne pas exactement la même interprétation que MM. Waigel et Tietmeyer.

Les campagnes électorales sont rarement favorables à l'apparition d'un consensus entre ceux qui veulent garder le pouvoir et ceux qui aspirent à le conquérir. Alain Juppé a même donné l'impression d'avoir commis un faux pas en se déclarant une fois d'accord avec les conditions posées par Lionel Jospin à la monnaie unique, que ce soit la participation de l'Italie, la création d'un gouvernement économique ou l'Europe sociale. Il n'en reste pas moins que se dégage une sorte de fonds commun français sur l'Union économique et monétaire.

Ce fonds commun repose sur trois éléments. D'une part, la critique de l'*« obsession monétaire »*, qui a elle-même trois conséquences : 1. il faut profiter des marges d'interprétation laissées par le traité pour l'appréciation des critères ; 2. l'Italie devrait pouvoir ainsi faire partie du premier groupe de la monnaie unique ; 3. l'emploi ne doit pas être sacrifié au dogmatisme des critères.

La deuxième composante du fonds commun est justement la primauté du politique sur le monétaire. Cette primauté pourrait se manifester par la mise en place d'un « gouvernement économique » aux compétences plus larges que le Pacte de stabilité (« et de croissance », a fait ajouter Jacques Chirac) proposé par l'Allemagne.

Ce « gouvernement économique » devrait être chargé de développer des politiques économiques convergentes dans les pays participant à l'UEM avec des objectifs communs qui ne soient pas seulement monétaires ou financiers. Entre l'Allemagne et la France, la situation s'est inversée par rapport à la phase préparatoire du traité de Maastricht. La première mettait alors l'accent plus sur l'union politique avec renforcement des institutions que sur l'UEM.

QUI DÉCIDERA ?

La troisième composante, enfin, concerne la valeur extérieure de l'euro. Edouard Balladur a été l'un des premiers dirigeants français à poser la question de l'instance chargée de déterminer cette valeur et du niveau de cette dernière par rapport au dollar et au yen.

Pour les Français, les gouvernements doivent participer, avec la Banque centrale européenne, à la détermination du niveau de l'euro afin que la monnaie européenne ne soit pas surévaluée au détriment des exportations. Pour les Allemands, il faut au contraire laisser aux marchés, à la limite à la Banque centrale européenne, le soin de fixer le taux de change de l'euro sans intervention du politique.

Appuyé sur ces convergences implicites entre la droite et la gauche, Jacques Chirac pourra-t-il faire prévaloir les conceptions françaises dans les prochaines négociations européennes alors que, jusqu'à maintenant, les Allemands avaient donné le ton ? L'occasion semble d'autant plus favorable que la position de l'Allemagne est affaiblie par ses propres difficultés à respecter les critères de Maastricht et à apparaître comme le maître d'école de l'Europe après en avoir été le meilleur élève.

L'ironie de la dissolution de l'Assemblée nationale, décidée – officiellement – pour provoquer un grand débat sur l'euro, est que, quels que soient les vainqueurs du scrutin des 25 mai et 1er juin, la politique de la France en ce domaine devrait être à peu près identique.

Daniel Vernet

PRÉCISION

TERMINALE

L'étude sur les connaissances et les représentations de la population chez les lycéens de terminale (*Le Monde* du 13 mai) a été réalisée par Brigitte Baccaïni, de l'INED, et Léon Gani, de l'université Paris-V.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La partition de l'Inde

L'AVENIR de l'Inde va se décider dans les semaines qui viennent, et il semble qu'elle doive être partagée en deux Etats distincts, l'un, l'Indoustan, de majorité hindoue, et l'autre, le Pakistan, composé essentiellement du Bengale dans le nord-est et du Pendjab dans le nord-ouest, de majorité musulmane.

Selon les renseignements reçus à Londres, le plan britannique de Constitution fédérale a en effet été définitivement repoussé par les chefs politiques indiens et le parti du Congrès, tout en continuant de réclamer, en principe, une Inde unitaire, paraît s'être résigné au partage qu'exigeait la Ligue musulmane. Il se pourrait même que les Anglais remettent le pouvoir aux Indiens avant la date limite de juin 1948.

Cela ne veut pas dire que toutes les difficultés sont levées, bien au contraire ; dans le Bengale comme dans le Pendjab existent en effet des minorités non musulmanes – notamment les Hindous du Bengale et les Sikhs du Pendjab – qui font valoir leurs droits ; ainsi le problème minoritaire, réglé en principe sur le plan général, se trouve-t-il posé de nouveau dans le domaine plus limité du Pakistan.

Au Bengale, Calcutta est revendiquée par les musulmans ; les Hindous font remarquer que ceux-ci ne comptent que pour 24 % dans la ville, mais les musulmans prétendent que sa prospérité dépend largement de l'industrie du jute, laquelle reçoit ses matières premières de régions musulmanes. En réalité, on comprend l'intérêt que les musulmans auraient à rattacher Calcutta au Pakistan, étant donnée l'importance du port.

Jean Lequiller
(20 mai 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Pour un régime présidentiel à la française

par Nicolas Tenzer

DES constitutionnalistes et des politistes éminents ont récemment appelé à une réforme majeure des institutions (*Le Monde* du 7 mai). L'ensemble de leurs propositions constitue le socle indispensable d'une démocratisation de notre vie publique, et je ne puis que les approuver sans réserves. Il est sans doute nécessaire d'aller plus loin et de créer les conditions d'un équilibre plus stable entre le pouvoir exécutif et le *pouvoir législatif*. Cette nouvelle donne a un nom : un régime présidentiel à la française.

Chacun a pu relever que la dissolution de l'Assemblée nationale, prérogative du président, était un test de légitimité plus fondamental que n'importe quel référendum. Il est cependant des prérogatives qui traduisent la faiblesse et peuvent amener l'impuissance. Que les législatives soient favorables à la majorité, et le président se sentira certes conforté. Mais pour combien de temps, si trop d'attentes sont déçues ? Qu'il les perde, et la cohabitation risquera de faire de la présidence la source d'un brouillage supplémentaire, dans l'opinion, de la responsabilité politique effective. Que la victoire soit *courte ou ambiguë, et l'atonie présente*, résultat d'une faible croyance du peuple en la légitimité des institutions, continuera. On aura eu une dissolution pour rien.

A moins d'une réforme constitutionnelle d'envergure. Il a été dit que *la coïncidence entre les* échéances de la prochaine présidentielle et les législatives serait l'occasion d'établir le quinquennat et de constitutionnaliser la simultanéité des deux consultations. Mais celle-ci supposerait, sauf à imaginer des solutions biscornues, une suppression du droit de dissolution. Autrement dit, l'instauration d'un régime présidentiel. Sous la forme générique, il s'agit d'un régime où le président gouverne lui-même directement sans pour autant risquer d'être renversé comme un vulgaire gouvernement, et où le Parlement légifère sans pouvoir être dissous. Chacun sait qu'une telle configuration peut être, comme on le voit aux Etats-Unis, à l'origine de nombreux blocages et de compromis médiocres.

En France, ils risqueraient de discréditer *encore plus le fonctionnement* des institutions. Il faut donc envisager une voie de sortie : le maintien du droit de dissolution présidentiel en cas de désaccord insurmontable entre le président et l'Assemblée. Mais l'exercice de ce droit devrait s'accompagner d'une remise en cause de son propre mandat, *autrement dit d'une démission du président*. Cette procédure ne serait clairement utilisée par le président que dans des circonstances qu'il estimerait particulièrement graves.

Cette voie se justifie d'autant plus qu'elle est la seule susceptible de répondre à nos maux politiques. Certains ont été maintes fois soulignés. D'autres travers sont moins mentionnés : propension du président, lorsque la situation politique, économique et sociale paraît compliquée, à se réfugier dans l'usage du symbole plutôt qu'à affronter l'action, éloignement sans un *nécessaire* profit par rapport aux contraintes du gouvernement et tentation de se laisser aller à des incantations vaines qui inquiètent plus qu'elles ne rassurent.

Le président donne le *la* du discours public. Peut-il s'en satisfaire lorsqu'il paraît incapable de régler directement, par lui-même, les problèmes de la France ? Qu'il détienne des pouvoirs propres dans le « *domaine réservé* » de la défense et de la politique étrangère ne suffit pas à en faire l'homme d'action qu'attendent les Français : un *responsable effectif, pour le meilleur* et pour le pire.

Il faut rompre avec le mythe d'un président qui incarnerait la France. Mélange de symbole et d'action, il intervient trop pour conserver intacte sa valeur symbolique, et, ne

Il faut envisager le maintien du droit de dissolution présidentiel en cas de désaccord insurmontable entre le président et l'Assemblée. Mais l'exercice de ce droit devrait s'accompagner d'une démission du président

gouvernant pas, il a le verbe trop pesant pour l'action qu'il enclenche. *Comme par mimétisme, la* France vit dans un système politique marqué à tous les niveaux par une dissimulation de la responsabilité et une tendance à la reporter au sommet qui ne peut l'assumer.

Un régime présidentiel pourrait rendre le pouvoir plus fort et plus visible, mais un pouvoir n'est fort dans une démocratie que s'il y en a plusieurs. En France, *la faiblesse du* contre-pouvoir parlementaire ne *nous prémunit pas* contre celle de l'exécutif. Un contre-pouvoir fort peut et doit aller de pair avec un exécutif unique et de plein exercice.

Un régime parlementaire classique, où le président ne serait qu'un symbole, aurait la vertu d'une certaine clarté. Il s'est révélé toutefois éloigné de notre « génie politique », comme en témoignent *les malheurs de la IIIe, puis de la* IVe République. Il ne s'agirait pas non plus de copier le système américain, dont la faiblesse étatique ne saurait être la nôtre : il n'y aurait pas d'élections à mi-parcours et serait instituée une possibilité de dissolution-démission en cas de blocage. Il faut donc inscrire le régime présidentiel dans notre tradition. La Ve République nous en a offert la meilleure synthèse lorsqu'elle fut adoptée. Il faut désormais la perfectionner.

Notre peuple souhaite accorder un poids important au souverain, mais cela ne rend que plus nécessaire un contre-pouvoir parlementaire, qui doit être *suffisamment* puissant pour contrebalancer ce *que le poids de* l'exécutif peut avoir d'insupportable. Il doit être aussi suffisamment responsable pour ne pas laisser prise aux jeux partisans médiocres. Dans un régime présidentiel, nos passions politiques parviendraient à s'incarner dans des institutions actives.

L'irresponsabilité et l'affaiblissement d'institutions qui jouent incomplètement leur rôle créent un énervement de l'esprit public, une inefficacité de l'action quotidienne et une démoralisation de l'administration. En *créant des institutions* contrôlées et équilibrées, on leur redonnerait légitimité, et donc puissance. Il s'agit de créer de nouvelles relations entre un exécutif de plein exercice et une Assemblée nationale ayant les attributs *complets* d'un Parlement. Chacun serait chez lui, responsable devant le peuple et contraint à l'action. La confusion serait levée.

Nicolas Tenzer *est président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (Cerap), directeur de la revue « Le Banquet ».*

La gauche au pied du mur

par Guy Hermier

GAUCHE et droite sont *au coude à coude*, disent les sondages. Tant mieux. Il est donc possible de repousser la perspective de cinq années de politique ultralibérale. *Il est possible de faire* refluer le lepénisme explicite ou rampant. Voilà donc la gauche – toute la gauche – désormais placée au pied du mur : il lui faut rassembler pour gagner les élections ; puis il lui faut réussir une nouvelle *expérience au pouvoir. Elle doit*, pour cela, construire une dynamique neuve.

Communistes et socialistes ont signé une déclaration commune. C'est un acte de bon sens. Sans doute eût-il été préférable d'engager plus tôt le processus de discussion et de ne pas en rester à de simples accords bilatéraux. Un engagement plus net sur les objectifs et les méthodes – et pourquoi pas *sur un authentique contrat* de gouvernement – aurait évité le flou du projet, les polémiques de dernière heure, et donné plus de tonus à la mobilisation des forces de gauche et écologistes. On ne fera pas, pourtant, la fine bouche.

Quelques jours sont disponibles pour convaincre, lancer et stimuler l'intervention de tous. Il faut, bien sûr, éclairer les Français sur les rudes perspectives d'une droite confortée et l'absolue nécessité de retourner contre elle le mauvais coup qu'elle tente. Il faut, du même pas, mettre en garde contre la menace du Front national et appeler à ce que la récente contre-offensive de Strasbourg trouve partout la plus forte expression électorale.

Il faut surtout donner du souffle au désir de renouveau. Mais, à l'image de la campagne électorale, la politique est malade ; elle est victime des désillusions et des défiances, des angoisses et des espoirs trahis. La *gauche doit donc se tourner* résolument vers la société et affirmer sans ambiguïté qu'elle entend répondre à ses attentes, gouverner autrement et bâtir de nouveaux rapports avec le mouvement social.

Beaucoup reste à faire pour convaincre que les orientations suivies en cas de victoire de la gauche tireront bien les leçons des années 80, trancheront franchement avec les politiques menées depuis quinze ans. Le moteur d'une politique de gauche ne peut pas être l'alignement sur les normes du marché, de la finance ou du « franc fort ».

D'autres choix s'imposent en matière d'emploi, de solidarités nouvelles, de développement durable, de maîtrise sociale et démocratique *de la construction européenne. L'efficacité* moderne suppose aussi, et peut-être surtout, de conjuguer le mieux-vivre et la responsabilité accrue, l'autonomie de chaque individu. Notre pays pourrait avoir à coeur de proposer ainsi, en France *comme en Europe, un nouveau modèle* de développement, soucieux des personnes, de leur dignité et de leur liberté.

S'engager dans cette voie bouscule *des cultures politiques* anciennes, celle du réalisme mal compris comme celle des ruptures conduites par les sommets de l'Etat. Raison de plus pour que toute la gauche – je dis bien toute la gauche – et les écologistes prennent dès maintenant la décision de se rencontrer dans les meilleurs délais pour discuter, travailler au grand jour, avec l'objectif – en bannissant les tendances à l'hégémonie ou à la *surenchère – d'être prêts à gouverner* ensemble demain. Une telle décision serait un important facteur de succès.

La gauche ne pourra produire d'autres choix que si elle invente de nouvelles façons de gouverner. Changer les orientations de la politique gouvernementale est indispensable, bien sûr. Mais nous savons désormais qu'aucun changement substantiel n'est possible si l'Etat agit à l'ancienne. Changer les dirigeants sans changer les manières de décider, de réaliser et de contrôler conduit à l'impasse.

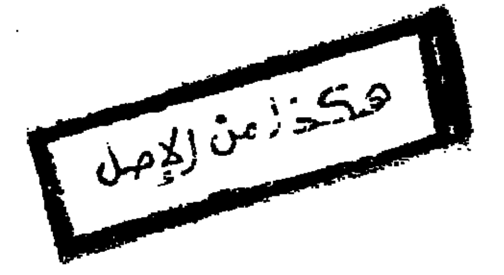
Une politique de gauche n'est envisageable que si elle se nourrit en permanence de l'invention et de *l'implication directe de la « société* civile ». Va-t-on se contenter de demander aux citoyens de soutenir les partis et les responsables politiques ? Ce n'est pas ainsi qu'on fera du neuf. Il est essentiel que la gauche dise nettement qu'elle veut *rompre avec ces pratiques et traduire* sans attendre en actes ses déclarations d'intention sur l'intervention citoyenne. Redonner sens à la politique est une condition première pour mobiliser les énergies populaires.

Cette exigence est dans l'air du temps. Voilà des mois que le mouvement social conteste, agit, propose, essaie d'inventer un nouvel avenir. La diversité des thèmes et des *acteurs mobilisés*, leur convergence sont l'indice d'une attente de plus en plus forte de transformation profonde. Ces mouvements ont montré un autre profil de société possible. Ils ont donné un visage neuf à la gauche. Les formations politiques de cette gauche sauront-elles se saisir de cette chance ? Sauront-elles éviter une coupure entre mouvement social et gauche politique qui anémie la gauche et parcellise le mouvement ? Les conditions seront-elles créées pour porter l'exigence de dignité et de radicalité du mouvement social – le « *tous ensemble* » – jusqu'au gouvernement ? *Pour* y parvenir à terme, la gauche doit nourrir son action des idées, des propositions, des valeurs portées par le mouvement social, s'ouvrir à l'ensemble de ses acteurs. Elle pourrait prendre, dès aujourd'hui, l'engagement solennel d'en rechercher les voies inédites.

Le pays attend de la gauche ces signes forts.

Guy Hermier *est député (PCF) des Bouches-du-Rhône, porte-parole de Futurs - Refondateurs communistes.*





Le naturel et l'étranger, un exemple de dérive

par Fethi Benslama

QUELLES sont les conditions de possibilité d'une culture du fascisme ? Poser cette question nous amène à dépasser les formules polémiques, qui peuvent faire oublier qu'il n'est pas donné à un chef et à son mouvement de créer le fascisme et d'avoir prise sur les esprits, si une culture imprégnée par les idées fascistes ne favorise pas l'émergence d'un tel mouvement et l'installation de son chef dans les consciences.

Je souhaite soulever un cas dont l'exemplarité réside dans le fait qu'il provient d'une institution importante du savoir en langue française, qui a l'ambition d'offrir un état des lieux de l'ensemble des connaissances. Elle est disponible dans des milliers de foyers, consultable dans les bibliothèques.

Il s'agit de l'*Encyclopaedia universalis*, édition 1995, dans son article « Migrants ». L'auteur, Alain Girard, professeur émérite de l'université René-Descartes (Paris-V) et conseiller scientifique de l'Institut national d'études démographiques (INED), développe une longue analyse historique et économique de l'immigration en Europe depuis deux siècles. L'étude est instructive, documentée, appuyée sur des faits.

Jusqu'à la dernière partite intitulée « Les problèmes en cause », l'article relève du discours universitaire d'expertise, où aucune marque d'hostilité vis-à-vis des migrants ne transparaît. Commence alors, par petites touches, un propos qui, tout en affectant la neutralité, va placer *« nationaux »* et *« migrants »* dans un rapport d'adversité, voire d'affrontement, dont la responsabilité est implicitement attribuée à ces derniers. Et l'auteur de s'étonner que les incidents ne soient pas plus nombreux entre les uns et les autres, pour en venir à ceci : *« C'est un abus de langage, sinon une forme de perversion, de parler à chaque instant de* « racisme » *ou de* « xénophobie », *comme le font certains groupements ; c'est provoquer des sentiments hostiles, et il est à craindre que cela ne serve pas la cause des immigrés. Par sa manière d'être et de se sentir la plus profonde, un étranger est différent. Cet « autre » frappe d'abord par son altérité, sinon son étrangeté, et il est naturel de manifester de la réserve à son endroit. »* Il poursuit : *« Ce qu'on appelle "xénophobie" ou "racisme" est une manifestation pathologique d'un sentiment normal. Il est naturel, il est normal, il faut le répéter, c'est un réflexe de santé, qu'un groupe ou qu'un peuple, comme un individu, ne se laisse pas pénétrer par l'extérieur sans contrôle. Il y va de son identité, de son sentiment d'appartenance à un destin et d'attachement à des valeurs intériorisées et communes à tous. Plus marquées sont les différences objectives et plus accusées sont les réticences. Que ce soit un bien ou un mal est une fausse question. C'est un fait, et probablement la condition d'une entente harmonieuse, et le gage d'un enrichissement pour l'avenir. »*

Voilà donc un propos savant, humaniste, tempéré, qui court comme une belle route dans un paysage éclairé, puis vers la fin du parcours, subitement, dans un tournant, le précipice ; tout d'un coup, nous tombons dans le gouffre qui plonge vers le tourbillon du fascisme, vers son vertige de crainte et de rejet. Brusquement, le discours sur le migrant fait resurgir le déni de la fonction culturelle de la nation ou du peuple, pour lui substituer l'idée d'un corps social calqué sur le corps propre d'un individu qui serait menacé dans son unité, dans sa propriété, dans son intériorité par l'étranger. Cette substitution d'un *corps commun* organique à l'idée d'une vérité historique partagée ensemble permet de justifier le racisme et la xénophobie comme *défense naturelle* de ce corps, puisque le pathologique n'est que la réaction normale d'un corps infesté par l'extérieur.

Pénétration : on reconnaît là l'un des vocables premiers du fascisme, par lequel il convoque l'angoisse d'intrusion dans ses connotations vitales et sexuelles violentes. Il met en scène ainsi le corps *comme-un* du groupe qui serait livré, ou risquerait de l'être, à l'abus de l'étranger harcelant et pervers. *Le propre* (entendu au double sens de l'immaculé et de l'exclusif) qui constitue le noyau intime du « nous » serait menacé par la jouissance de l'autre, jouissance illimitée qui l'infeste, jusqu'à la dépropriation de son identité, le vol de sa propriété. Les exemples abondent dans le discours nazi sur la sexualité des juifs, sur leur incrustation dans le corps allemand ; ils sont au centre même de son idéologie purificatrice. Plus récemment, les ultra-nationalistes serbes ont développé la même thématique.

Un propos savant, humaniste, tempéré, qui court comme une belle route dans un paysage éclairé, puis vers la fin du parcours, subitement, le précipice ; nous tombons dans le gouffre qui plonge vers le tourbillon du fascisme, vers son vertige de crainte et de rejet

Les propos du professeur émérite sont d'autant plus redoutables qu'ils ne font pas système. Ce n'est pas le discours fasciste ou raciste dans son entièreté, dans sa brutalité massive et cinglée – on peut même y trouver ici et là quelques bons sentiments exprimés –, mais un fragment de son code, une séquence discrète et enrobée.

Dans le langage du fascisme, les mots ne cessent de se prendre au corps de jouissance de l'autre, et donc de s'en prendre à son propre corps. Nous devons être attentifs à ce moment où cette expérience archaïque du corps bascule de l'imaginaire dans le réel, et du réel dans l'imaginaire au cœur de l'espace politique. Il faut bien, en effet, ce double mouvement pour brouiller les limites et laisser les hommes dans le désarroi, déliés des principes de civilité qu'ils ont patiemment instaurés.

Le cas du professeur émérite semble nous indiquer que le fascisme, aujourd'hui, n'est plus un bloc, une entité bien identifiable, incarnée en un système, en un discours, en une organisation que l'on peut cerner. Ce n'est pas seulement un chef et son parti ou un front de faisceaux convergents qui le portent. Il revêt plutôt des formes fragmentaires et diffuses dans l'ensemble de la société. Sans doute l'effondrement du mur entre les grandes formations idéologiques est-il à l'origine de cette fragmentation, de cette dissémination ; de sorte que nul n'est plus abrité dans une conception du monde, à l'abri de cette défiguration de l'autre qui le fait surgir comme un corps grouillant, jouissif, secrètement répandu partout. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une certaine continuité dans les idées, dans les emblèmes, dans les peurs et les hantises.

La tâche de combattre le fascisme n'en est que plus difficile et nécessitera sans doute un travail radical d'analyse et de lutte au long cours. Elle nous oblige à réfléchir sur les éléments structurels du fascisme qui ne se limitent pas à un chef, à un parti, à un groupe ou à un Etat. Bien que certains pays semblent constituer des maillons fragilisés historiquement.

En France et en Europe, c'est à travers la figure du migrant que le fascisme a réussi, sur une période de vingt ans, à faire passer les fragments de son programme et à infiltrer la culture. Le migrant, après la femme, l'enfant, le fou, le handicapé, restait en effet l'homme le plus faible, le moins protégé du système politique, celui qui se prêtait le mieux à la hantise naturaliste, lui qui n'est pas « naturalisé », c'est-à-dire qui n'est pas couvert par la naissance étatique, la *natio* du national, et que l'on veut garder dans la nudité de son statut d'*instrument vivant* (l'esclave, selon Aristote), jetable après usage.

Vingt ans séparent l'article du professeur Alain Girard, que nous avons cité, et une première version parue dans l'*Encyclopaedia universalis*, édition de 1976. Nous constatons d'abord que le passage en question n'existait pas dans l'ancienne version du même article. Nous découvrons aussi qu'il y avait un souci humaniste quant au sort des migrants et à leurs souffrances, qui va disparaître par la suite. Même si une certaine inquiétude sur la vie ensemble des nationaux et des migrants perçait à l'époque, la confiance que *« les expériences interpersonnelles »* surmonteraient l'hostilité était clairement exprimée.

Toutes les préoccupations qui témoignaient d'une identification aux migrants seront supprimées de l'édition de 1995 ; comme si, entre-temps, ce que l'auteur a appelé le *« nous global »* collectif avait envahi la conscience individuelle et accru les incitations à la désidentification entre migrants et nationaux, au point de laisser émerger cette voix justifiant les réactions de défense naturelles du corps commun.

Une fois la haine installée, on peut se donner ensuite le beau rôle d'en appeler à la conciliation et à la tolérance. Les propos tenus récemment par le ministre de l'intérieur sont un exemple de ce mécanisme pervers : *« Est-ce que vous acceptez que des étrangers viennent chez vous, s'installent chez vous et ouvrent votre Frigidaire, se servent ? Non, bien naturellement ! »*, et *Le Monde* (30 avril) de noter que le ministre compare *« la France que nous aimons »* à *« notre maison »*.

On peut concevoir qu'un pays veuille limiter le séjour des étrangers, mais ce discours dit autre chose : le mépris, l'indignité de l'étranger, et illustre tout ce que nous décrivions plus haut de la diffusion des représentations corporelles archaïques de l'autre, menaçant chacun dans l'intimité de sa propre demeure. Le fait qu'il soit tenu par un haut responsable de l'Etat lui donne une portée et une gravité particulières. Sa violence vulgaire abat d'un coup plusieurs cibles : l'étranger criminalisé, la fonction politique dégradée et, à l'extérieur, l'image d'une France appelée à défendre ses réfrigérateurs. Aucun rappel à l'ordre n'est venu des instances gouvernementales. Il semble plus commode de condamner le FN ou l'homme de la rue que des autorités qui se permettent la xénophobie, et l'autorisent du même coup.

Fethi Benslama *est psychanalyste, directeur de la revue « Intersignes ».*

AU COURRIER DU « MONDE »

Ecoutes téléphoniques

J'ai beaucoup apprécié vos éditoriaux « Cabinet noir » et « Les misérables » (*Le Monde* du 4 avril et daté 27-28 avril) sur les écoutes téléphoniques de l'Elysée. C'est vrai qu'on espérait toujours, presque contre l'évidence, que le président, que par deux fois on avait contribué à élire, ne serait pas allé jusque-là. Il aurait été agréable de croire que des collaborateurs trop zélés, tel l'ours de la fable, avaient « anticipé » les désirs du maître. Nous qui nous félicitions qu'accède à la magistrature suprême un homme politique qui, dès 1958, avait dénoncé le caractère quasi monarchique de la nouvelle Constitution, nous nous sentons floués, trahis.

Certes, nous nous réveillons bien tard ! Les années de la grande vague rose sont passées très vite, la Constitution n'a pas été amendée quand c'était possible, cela était quelque peu inquiétant...

Je ne me reproche pas d'avoir voté pour Mitterrand au deuxième tour du scrutin de 1988 : son adversaire espérait emporter l'adhésion populaire par le massacre d'Ouvéa et le rapatriement de je ne sais plus lequel des faux époux Turenge. Mais qu'un homme utilise son pouvoir quasi absolu pour des manœuvres abjectes, en tenant les discours les plus nobles sur les libertés et l'humanisme, je trouve cela exécrable, et je me félicite de trouver, en particulier dans ces deux éditoriaux, une condamnation aussi claire, aussi vigoureuse, aussi solennelle.

René Bourchanin,
Eybens (Isère)

Les vertus du changement

La campagne électorale suit son cours monotone avec, pour leitmotiv, les vertus salvatrices du « changement ». L'extrême gauche, la gauche et la droite nous promettent des lendemains qui chantent à condition que nous leur donnions carte blanche pour réformer, changer, bouleverser nos institutions, nos certitudes, nos attachements, notre entendement... et j'en passe ! Une des formations politiques propose même de changer notre avenir, ce qui ne manque pas d'audace : il n'est pas facile de changer ce qui n'existe pas encore (...). L'ennui, c'est qu'on vous propose le changement sans jamais préciser en quoi il va consister. (...) Et personne ne songe que le « changement » présenté comme le vecteur du progrès et la promesse de lendemains qui chantent est une idée bien commode pour laver des incompétences passées.

Pierre Nautré,
Cenon (Vienne)

FINANCE Le gouvernement tente de mettre au point un plan de sauvetage du Crédit martiniquais, une petite banque qui compte 2,5 milliards d'encours et... près de 1,5 milliard de pertes. Elle draine 14 % de l'épargne locale et finance plus de 20 % de son économie. ● DES ERREURS de gestion ont accumulé de mauvaises créances et des opérations malheureuses. ● LES FAMILLES BÉKÉS (blancs créoles) possèdent 76 % du capital aux côtés des Mutuelles du Mans et de la Chase Manhattan Bank, mais rechignent à renflouer la banque au-delà de 60 millions de francs. ● LA COMMISSION BANCAIRE espère obtenir 200 millions de la Chase. Au-delà, il faudra recomposer les fonds propres conformément au ratio Cooke. Les banques métropolitaines sont appelées en renfort au nom de la solidarité de place. ● L'ETAT sera forcé d'intervenir s'il veut éviter un conflit social.

Le gouvernement met la dernière main au plan de sauvetage du Crédit martiniquais

La banque, qui finance 20 % de l'économie de l'île, a accumulé les mauvaises créances. Les propriétaires créoles affirment ne pas avoir les moyens de la renflouer. A quelques jours des élections, les autorités appellent les banques métropolitaines en renfort

LE WEEK-END de Pentecôte n'a pas été chômé pour tout le monde. A quelques jours du premier tour des législatives, la mobilisation est à son comble pour tenter de trouver une solution pour renflouer le Crédit martiniquais, une banque très importante des Antilles comptant 2,5 milliards de francs d'encours et... près de 1,5 milliard de pertes. Socialement explosif et politiquement ultra-sensible. D'où l'effervescence dans les cabinets ministériels – à Matignon comme à Bercy, en passant par les DOM – à la Banque de France et à la Commission bancaire.

Le Crédit martiniquais (CM) a beau être privé, il ne ressemble à aucune autre banque. Imbriqué au tissu économique antillais, il draine 14 % de l'épargne locale et finance plus de 20 % de son économie. Créée en 1922 par quelques grandes familles békés – ces blancs créoles, riches propriétaires terriens (80 % des terres agricoles leur appartiennent) qui dominent l'industrie martiniquaise et verrouillent depuis deux siècles l'économie de l'île – la banque leur appartient toujours à 76 %.

A leurs côtés figurent deux autres actionnaires : les Mutuelles du Mans (11,5 %) et la Chase Manhattan Bank (12 %). Les Mutuelles se sont rapprochées du CM en 1990 pour distribuer des produits d'assurance-vie. Mais déçues par les résultats, elles ont quitté le conseil.

Entrée en 1987 au capital du CM, la Chase a non seulement un siège d'administrateur mais l'une de ses anciennes collaboratrices, Brigitte Mockli, est depuis 1993 directeur général de la banque.

Les actionnaires se rejettent mutuellement la responsabilité de la situation de la banque. Elles tentent ainsi d'échapper à l'obligation de renflouement que veulent leur imposer les autorités bancaires.

L'histoire du naufrage du Crédit martiniquais réunit des ingrédients désormais trop connus sur fond de retournement de conjoncture : des erreurs de gestion manifestes, un portefeuille de crédits de mauvaise qualité, une course à l'immobilier notamment favorisée par la loi Pons, et des actionnaires békés plus prompts à emprunter à leur propre banque qu'à y déposer des fonds. Selon un proche du dossier, les dépôts békés s'élèveraient à quelques dizaines de millions de francs alors que leurs emprunts avoisineraient le milliard.

La banque n'est certes pas la seule à avoir des problèmes dans l'île. La BNP, la Société générale et le Crédit agricole ont payé un lourd tribut à la dégradation de l'économie antillaise. La grève dans les banques qui a paralysé la Martinique pendant près de deux mois au début 1995 n'a rien arrangé. Adossées à des groupes solides, elles ont pu y faire face et ont mis en place une politique drastique de sélection des risques. Dans le même temps, le CM collectionnait les mauvaises créances. Lorsque, à la fin 1996, une mission de la Commission bancaire enquête sur place, elle identifie quelque 900 millions de créances douteuses. L'ardoise, avec les coûts de portage et les coûts de recouvrement, pourrait atteindre 1,5 milliard de francs.

Une situation que contestent les familles békées, qui s'appuient sur les conclusions d'un audit commandé au cabinet Arthur Andersen. Pour Patrice Fabre, directeur général de la société du même nom, s'il y a eu des erreurs de gestion, la banque n'a surtout souffert du retournement de conjoncture. « *Les opérations réalisées entre les békés et la banque ont toutes été bénéficiaires* », affirme-t-il de Fort-de-France. La seule opération malheureuse a été celle de Jet Sea, société spécialisée dans la défiscalisation de yachts et cliente du CM à qui elle a coûté 30 millions de francs. « *Par solidarité, les familles feront tout ce qu'il faut pour sauver la banque* », a déclaré Patrice Fabre au *Monde*.

Patrice Fabre, comme ses pairs, n'est pas naïf. Il sait que la Métropole ne laissera pas tomber la banque. Les familles békées ont toujours été proches du RPR. Marcel Fabre, producteur de bananes et champion de la défiscalisation immobilière est un intime de Bernard Pons. Yves Hayot, gros planteur, et son frère Bernard, spécialisé dans la grande distribution, ne cachent pas leurs amitiés balladuriennes.

L'Etat ne bougera pas si les grandes banques métropolitaines membres de l'AFB (Association française des banques) ne participent pas à ce sauvetage. Et les banques elles-mêmes ne sont prêtes à verser leur obole que si les actionnaires y mettent du leur. Equation délicate que la Commission bancaire, sous haute surveillance du pouvoir politique, tente de résoudre. Il est entendu que les actionnaires perdront leur mise de fonds (la banque a 240 millions de francs de fonds propres), mais la Commission veut les convaincre d'aller au-delà.

Problème, Cofidom est insolvable. Six émissaires des Békés sont venus à Paris, vendredi 16 mai, pour proposer solidairement de réinjecter 60 millions de francs dans cette structure. Effort jugé insuffisant.

> La BNP, la Société générale et le Crédit agricole ont aussi payé un lourd tribut à la dégradation de l'économie antillaise

Les Mutuelles du Mans, qui se considèrent comme un « sleeping-partner », ont fait savoir qu'elles ne « *participeraient pas au renflouement de la banque* ». L'assureur y laissera déjà des plumes : ses 11,5 % au capital ainsi que l'abandon de créances (titres subordonnés remboursables) pour un montant nettement supérieur à sa participation. Quant à la Chase, seul établissement de crédit actionnaire, elle se tait. La banque américaine est courtoisement invitée par la Commission bancaire à mettre en place une ligne de refinancement de l'ordre de 200 millions de francs.

A supposer que ces apports comblent le passif, il faudra ensuite reconstituer les fonds propres de la banque pour lui permettre d'atteindre le ratio réglementaire de 8 % qu'elle ne respecte plus depuis 1995. L'idée des autorités de tutelle est de faire jouer la « solidarité de place » en mettant à contribution les banques AFB, les grands réseaux mutualistes et les caisses d'épargne.

Résumons : les Békés acceptent de participer à ce plan de sauvetage mais disent ne pas avoir les moyens de payer plus de 60 millions. En période électorale, les pouvoirs publics hésitent à leur forcer la main. Les Mutuelles du Mans ne se sentent pas responsables. La Chase plaide qu'elle ne détient que 12 %. Les banques métropolitaines traînent les pieds.

Reste l'Etat. D'une manière ou d'une autre, il devra intervenir par la Caisse des dépôts, la Caisse française de développement, ou, pourquoi pas, via les crédits du ministère de l'Outre-mer. Ce n'est que lorsque le plan de sauvetage sera bouclé – d'ici quelques jours – que l'actuelle équipe de direction sera écartée, un administrateur nommé et un repreneur recherché. Bercy croit qu'il en existe.

En attendant, la consigne est stricte : ne rien faire qui puisse entamer la confiance des Martiniquais dans la banque. La crainte d'une fermeture provoquerait une explosion sociale majeure. Impensable à quelques jours des élections.

Babette Stern

Une faillite virtuelle

● **Fondé en 1922**, le Crédit martiniquais a un capital de 178 735 000 francs. Il possède quatorze agences à la Martinique, trois à la Guadeloupe et deux en Guyane, et emploie 380 salariés.

● **560 actionnaires békés**, regroupés au sein d'une structure appelée Cofidom, détiennent 76 % de son capital. Et si une poignée de familles, les Hayot, une des plus grosses fortunes de France (8 %), les Fabre Domergue (6 %), les Huygues Despointes, les Aubéry ou les Pompignan dominent l'actionnariat, le dixième actionnaire détient moins de 2 % du capital de la banque. Le reste du capital est détenu à 11,5 % par les Mutuelles du Mans et à 12 % par la Chase Manhattan Bank.

● **Les pertes consolidées**, de 7,8 millions de francs en 1994, se sont aggravées à 17,768 millions en 1995. Depuis cette date, la banque ne respecte plus le ratio Cooke de solvabilité.

DÉPÊCHES

■ ***TOTAL : la compagnie française*** a affirmé, dimanche 18 mai, n'avoir « *signé aucun contrat* » avec l'Iran, après que le ministre iranien des affaires étrangères a déclaré qu'un contrat de 3,5 milliards de dollars a été conclu entre Total et la Compagnie nationale du pétrole iranien pour l'exploitation d'un gisement dans le golfe Persique.

■ **LONRHO : le conglomérat britannique** a confirmé, lundi 19 mai, discuter d'une fusion avec le groupe minier sud-africain Johannesburg Consolidated Industries. L'information a été donnée par la presse britannique.

■ **CIR : le holding de participation du groupe De Benedetti** a annoncé, samedi 17 mai, une offre publique d'achat sur 100 % des actions de la société Sasib (signalisation ferroviaire), qu'il contrôle à 54,4 %.

■ **NEC : le groupe japonais** a déclaré, lundi 19 mai, tabler pour 1997-1998 sur une hausse de 18 % de ses ventes de semi-conducteurs à 62,4 milliards de francs, après un recul de 6 % en 1996-1997.

■ **BRITISH AIRWAYS : la compagnie aérienne britannique** a annoncé, lundi 19 mai, une hausse de 9,4 %, à 5,9 milliards de francs, du bénéfice imposable et de 7,7 % du chiffre d'affaires, à 77,7 milliards de francs, pour l'exercice 1996-1997.

A la SNCF, le trafic redevient normal sauf dans le Sud-Ouest

LENTEMENT mais sûrement, la grève des contrôleurs de la SNCF prend fin. Selon la direction, les contrôleurs avaient repris le travail lundi 19 mai, dans la matinée, dans quinze établissements commerciaux sur vingt-quatre. Dès samedi, les salariés de Paris Nord, Paris Est, Paris Saint-Lazare, Rouen, Metz, Nancy, Limoges, Le Mans et Rennes avaient voté la fin de la grève. Dimanche, ils ont été imités par Paris Montparnasse, Austerlitz, Tours, Nantes, Amiens, Dijon et Marseille. A Strasbourg, 50 % des contrôleurs, selon la direction, avaient repris le travail, alors que la grève devait durer jusqu'au mardi 20 mai. Des reprises individuelles étaient également perceptibles dans les gares de Lille, Lyon et Reims. En revanche, les établissements de Bordeaux, Toulouse, Paris Sud-Est, Chambéry et Clermont-Ferrand poursuivaient la grève lundi matin. Dans la région de Montpellier, la situation était plus confuse car le travail avait repris à Nîmes, mais pas à Béziers ni Narbonne.

Selon la direction, « *le programme de circulation sera normal ou proche de la normale sur l'ensemble des axes* », lundi 19 mai.

Pour sa part, la CGT, premier syndicat chez les contrôleurs, estime que la direction « *serait bien inspirée de déclencher de réelles négociations salariales pour l'ensemble des cheminots* ». Pour la CGT, « *les mesures financières immédiates destinées aux contrôleurs sont certes nouvelles comparées à la situation d'avant-conflit, mais toujours en dessous des mesures nécessaires à la pleine reconnaissance de la spécificité de roulant* ». Implicitement, la CGT laisse entrevoir une nouvelle revendication à venir : la retraite non plus à 55 ans mais à 50 ans pour les contrôleurs, comme les conducteurs de trains.

De son côté, la CFDT appelle indirectement à la reprise du travail en indiquant que sa position « *est diamétralement à l'opposé de ceux qui tentent de faire croire que l'action engagée ne porte aujourd'hui aucun résultat* ».

Frédéric Lemaître

« Quelle sera notre place à l'avenir ? »

STRASBOURG
de notre correspondant régional

Dimanche matin, 18 mai, Jean Souttre est venu de Colmar, où il habite, pour participer au piquet de grève organisé en gare de Strasbourg par les contrôleurs grévistes de la SNCF. Le secrétaire du collectif des agents commerciaux des trains d'Alsace s'empresse d'expliquer qu'il parle par habitude de « *piquet de grève* », mais qu'en réalité il s'agit d'« *assurer une présence amicale et de discuter de l'évolution du dossier* ». « *Il n'est pas question d'empêcher ceux qui veulent travailler de le faire* », affirme le cheminot, adhérent de la CGT depuis 1973, depuis qu'il est entré aux chemins de fer.

PORTRAIT

> A Colmar, Jean Souttre milite dans les rangs de la CGT depuis près de vingt-cinq ans

Ce grand gaillard de quarante-six ans, originaire des Ardennes, qui a demandé sa mutation en Alsace parce que sa femme et lui vouent une véritable passion à cette région, s'exprime avec d'autant plus de calme et de sérénité que la poursuite de la grève jusqu'à mardi a été votée à une large majorité. « *Depuis la grande grève de 1995, on croule sous les tables rondes sans que soit réglée la question de fond, à savoir notre place à l'avenir dans le transport ferroviaire.* » Et le cégétiste de donner l'exemple de la liaison qui doit bientôt desservir l'agglomération bâloise à partir de Mulhouse, destinée à améliorer le transport des travailleurs frontaliers. « *Il n'est prévu aucun contrôleur dans ces trains. Ils ne veulent pas comprendre que nous sommes indispensables pour la sécurité dans les trains ; alors notre dernier recours, c'est la grève* », admet-il sans état d'âme.

Jean Souttre ne se fait pas pour autant beaucoup d'illusions : « *La tendance est à la reprise du travail.* » La lassitude et une perte de salaire de 400 francs par jour sont des facteurs de démobilisation. « *La fin du mois sera difficile*, précise-t-il. *Si jamais la majorité de mes collègues devait décider la fin du mouvement, je n'aurais aucun regret, parce que je ne suis pas un irréductible.* » Quant à l'impopularité du mouvement, il assure que ce n'est pas là un réel problème : « *Nous avons expliqué notre position aux gens et, dans l'ensemble, ça s'est bien passé.* »

« *Je peux affirmer que le mouvement n'a pas été déclenché parce qu'il y avait des élections* », assure-t-il. S'il admet que la droite peut « *gêner* » la gauche dans cette affaire, il semble dire que ce n'est pas vraiment son problème. « *Je ne suis membre ni du PC ni du PS, je suis un syndicaliste qui a pour seule ambition de défendre le service public et la justice sociale* », ajoute-t-il, voulant marquer la frontière avec les responsables politiques.

Marcel Scotto

Air France est confrontée à la première grève des pilotes depuis 1993

LES SYNDICATS de pilotes d'Air France et d'Air France Europe (ex-Air Inter) ont appelé cette profession à cesser le travail quatre jours : du mardi 20 au vendredi 23 mai. La direction compte néanmoins assurer une très grande partie de son programme. A Air France Europe, le mouvement de grève lancé par trois syndicats (SPAF, SNPNAC, USPNT) dure depuis trois semaines. Pourtant, 90 % des vols de la compagnie sont assurés par des équipages non grévistes. Les syndicats protestent contre les conditions d'intégration des pilotes de l'ex-Air Inter au sein d'Air France.

Mais la direction du groupe est surtout préoccupée par la situation à Air France. Pour la première fois depuis 1993 (*Le Monde* daté 18 et 19 mai), le tout-puissant Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), dirigé depuis fin avril par une équipe très combative, a appelé les pilotes à cesser le travail. Sera-t-il suivi ? Selon la direction, de nombreux pilotes ont peu apprécié d'être mis devant le fait accompli par les dirigeants syndicaux. La direction du SNPL affirme, quant à elle, qu'elle était mandatée pour prendre une telle initiative.

Le différend entre la direction et les pilotes d'Air France porte sur les rémunérations des 450 pilotes que l'entreprise compte embaucher d'ici 1999. Jusqu'ici, un pilote débutant – mais la compagnie n'a pas recruté depuis presque dix ans – gagnait 330 000 francs brut par an. Pour réaliser des économies, la direction entend offrir des salaires d'embauche de 220 000 francs, augmentés de 25 000 francs par an pendant dix ans. La réunion du conseil d'administration, qui devait entériner cette décision fin mai, a été repoussé à fin juin. La direction estime donc qu'à objectif constant, les modalités de réduction de la masse salariale restent négociables.

F. Le

★ Pour tout renseignement sur les vols, téléphoner au 0802 802 802

هكذا من الإمل

Le Monde
ECONOMIE
ENJEUX ET STRATÉGIES



MARDI 20 MAI 1997

L'Etat ou le marché : un faux débat ?

Une droite libérale, une gauche keynésienne. Pour les besoins de la campagne, les deux grandes coalitions en compétition aiment à dramatiser leurs différences, voire à les exacerber. La gauche accuse d'ailleurs volontiers la droite d'*« ultra-libéralisme »*, la droite dénonçant, elle, le *« dirigisme »* de la gauche. L'examen des programmes – ou de ce qui en tient lieu – montre pourtant que, sur le plan économique en tout cas, la distinction entre les deux coalitions est plus floue. En France, comme partout dans le monde industrialisé, l'opposition entre conservateurs et progressistes, entre libéraux et sociaux-démocrates, entre partisans du « tout-marché » et militants du « tout-Etat », devient en réalité de plus en plus difficile à saisir.

Si l'on s'en tient à l'apparence, tout est simple. « Moins d'Etat, moins d'impôts, libérer l'initiative » : les mots-clés du programme de la droite renvoient avec force à une philosophie libérale, celle des économistes classiques que furent Adam Smith (la « main invisible » et bienfaisante du marché), David Ricardo (le libre-échange) et autre Milton Friedman (le monétarisme). La relance de la croissance passe, pour la coalition UDF-RPR, par une offre redynamisée par le désengagement de l'Etat. Dans tous les domaines, le marché doit être, a priori, préféré à l'Etat. C'est le cas notamment pour le marché du travail : la baisse du coût du travail doit y être accompagnée d'un allègement des rigidités.

En face, la gauche préconise une stimulation de la croissance grâce à « une relance de la demande », impulsée par la puissance publique. C'est l'élément central de la stratégie économique affichée par la coalition PC-PS, qui s'exprime dans le projet de création de 350 000 emplois publics et parapublics. Plus généralement, la gauche plaide pour un rôle actif de l'Etat, des entreprises nationalisées et des services publics. Ils doivent intervenir pour corriger les échecs du marché. *« Lorsque le capitalisme ne permet pas le développement, il faut que l'Etat s'y substitue »*, dit Dominique Strauss-Kahn, l'un des principaux responsables économiques du PS, évoquant la politique industrielle. La filiation keynésienne est indéniable.

▼Confusion
Une gauche qui n'est plus vraiment keynésienne une droite qui n'est pas vraiment libérale : le constat n'est pas propre à la France

Destinés à être appliqués ou non – c'est là une autre question –, les programmes révèlent une réalité plus complexe. Celui de la droite n'est pas réellement libéral, celui de la gauche n'est pas vraiment keynésien. La droite d'abord. Il y a certes, en France, des économistes, des groupes de pression et des responsables politiques qui militent ouvertement en faveur d'une option libérale. Ce sont, par exemple, les universitaires Pascal Salin, Jacques Garello ou Henri Lepage. C'est le patronat, avec l'animateur de sa commission économique, Denis Kessler, vice-président du CNPF. Ce sont, dans la classe politique, les Alain Madelin, Raymond Barre et, plus récemment, Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy.

Si l'influence de ces libéraux tend à croître au sein de la droite, elle n'a cependant que faiblement pesé sur le programme affiché. C'est qu'en matière économique il n'y a pas, en France, de véritable tradition libérale. Depuis Louis XIV, l'économie française s'est toujours appuyée sur l'Etat pour se développer. C'est ce qu'a démontré, par exemple, Elie Cohen, directeur de recherches au CNRS, dans ses travaux sur le « colbertisme industriel ».

Ni le général de Gaulle, ni Valéry Giscard d'Estaing, ni jusqu'à présent Jacques Chirac n'ont en définitive mené de véritables politiques libérales. A l'instar sans doute de leurs électeurs, ils ont toujours exprimé une certaine méfiance à l'égard du marché, une préférence pour la loi contre le contrat. Le général fut le promoteur d'une politique industrielle particulièrement active. Ses successeurs ont contribué à un alourdissement considérable du rôle de l'Etat dans l'économie, ce dont témoigne notamment la progression spectaculaire du poids des prélèvements obligatoires entre 1974 et 1981, puis entre 1992 et 1997.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 18

▼CHRONIQUE

par Eric Le Boucher

Thomson dans le désordre

La privatisation de Thomson soulève à nouveau des inquiétudes. Lors de la première tentative, on avait reproché au gouvernement de choisir dans l'opacité (la méthode d'une vente de gré à gré), de changer d'objectif (il avait accepté de séparer Thomson-CSF et Thomson Multimédia, alors que le cahier des charges stipulait une cession en bloc) et de laisser ouvertes des interrogations industrielles et technologiques fortes (l'avenir des composants de SGS-Thomson et des téléviseurs de Thomson Multimédia entre les mains du coréen Daewoo). La commission de privatisation a rejeté la procédure en décembre.

Le déroulement de la deuxième tentative, limitée cette fois à la filiale d'électronique de défense Thomson-CSF, n'est guère plus satisfaisant. Les deux candidats, le groupe Lagardère et Alcatel Alsthom, ont recu l'ordre de ne pas rendre publique leur offre. Comme il leur faut quand même s'expliquer, ne serait-ce que parce qu'ils doivent des comptes à leurs actionnaires, ils transgressent en partie l'interdiction et la presse n'obtient, *bis repetita*, que des informations tronquées. Les contribuables, propriétaires de 58 % des actions de Thomson-CSF via l'Etat, et les investisseurs privés, propriétaires du reste via la Bourse, méritent plus de transparence.

MOYEN-ORIENT
AMÉRIQUE DU NORD
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE
28 %
autres 4 %
FRANCE

Les ventes du groupe par zones géographiques

Quel est au juste l'objectif du gouvernement ? Outre qu'il n'a toujours pas bien expliqué pourquoi il entend privatiser l'industrie de défense, alors qu'il veut conserver la majorité du capital de France Télécom, secteur pourtant plus concurrentiel, on peut déplorer un nouveau changement du cahier des charges. Le président de la République a dit qu'il fallait regrouper les forces françaises avant d'engager une restructuration européenne. Alcatel s'en tient à cette déclaration, sans doute naïvement, puisque le groupe Lagardère n'a pas reçu de veto à la signature immédiate d'une alliance dans les missiles et les satellites avec l'allemand Dasa. Que vaut donc la parole de M. Chirac ?

En vérité, Jean-Luc Lagardère a raison une deuxième fois. Lors de la première procédure, le gouvernement faisait une bêtise de privatiser les armes et les téléviseurs en bloc. Choisissant Matra comme repreneur, il s'était rendu à cette évidence. Dans cette deuxième tentative, il est évident qu'on ne peut songer à une restructuration française sans l'inscrire immédiatement dans une perspective européenne. Il est évident aussi que l'industrie civile, notamment aéronautique, est impliquée et que le dossier de la restructuration d'Airbus (dont l'importance économique est supérieure à celle des industries de défense) ne peut être traité à part.

D'abord parce ce n'est qu'à cette échelle continentale que s'obtiendra la taille critique face aux Américains. Même si faire l'Europe des armes nécessite des compromis et des abandons vis-à-vis de partenaires européens qui sont aussi des concurrents.

La vraie difficulté n'est pas, par exemple, de *« céder les satellites aux Allemands »*, (comme le reproche Alcatel à Matra), mais de savoir qui doit le décider : les firmes ou l'Etat ? Si le gouvernement Juppé répond *« les firmes »*, il devait privatiser Thomson-CSF par vente en Bourse (OPV). Mais le choix réitéré d'une privatisation de gré à gré pour CSF signifie que l'Etat entend garder une maîtrise de la restructuration européenne. Dans cette logique, il aurait dû mettre un feu orange sinon rouge devant l'alliance Matra-Dasa. Il est temps de cesser de balancer entre libéralisme et dirigisme.

En matière de défense, le choix n'est pas simple, à la décharge du gouvernement. La restructuration des industries militaires européennes doit être parallèle à l'européanisation de la défense elle-même. Le processus est à peine entamé, il est lent, et, entre-temps, les industriels dépendent encore des choix de normes ou de matériel de leur client national principal. Les clients étrangers en Asie ou au Moyen-Orient exigent, en outre, des protocoles d'assistance signés avec les Etats et non pas avec les firmes. Enfin, l'européanisation passe par l'OTAN, une organisation dominée par les Américains.

La privatisation de Thomson-CSF devait être l'occasion de débattre de ce nécessaire, mais fort risqué, abandon de l'horizon national. Il y a là de quoi dépasser les discours vagues dont les hommes politiques se délectent sur l'opposition entre l'Etat et le marché...

Les industriels français font face à des concurrents-partenaires britanniques et allemands dont les idées sont moins confuses. En simplifiant, les Anglais acceptent de se concentrer sur le militaire, les Allemands sur le civil. Sur les deux tableaux, les Français sont en désordre.

Hoang-Ngoc Liêm, signataire de l'« Appel pour sortir de la pensée unique »

« Les politiques économiques libérales étranglent la croissance »

Plus de 300 économistes ont signé à ce jour l'« Appel des économistes pour sortir de la pensée unique », un manifeste dirigé contre la politique du franc fort, d'austérité salariale et de rigueur budgétaire. Maître de conférences à l'université Paris-I, Hoang-Ngoc Liêm est l'un des principaux artisans de l'« autre politique » préconisée par l'Appel.

– Vous faites partie d'une nouvelle génération d'économistes. Est-ce cela qui vous donne la liberté de redécouvrir des solutions qui semblaient devenues inopérantes ?

– Dans les années 80 s'est installé parmi les économistes le discours selon lequel il n'y avait qu'une science économique possible – la théorie néoclassique – et qu'une politique macroéconomique possible : réduire les déficits, c'est-à-dire le poids de l'Etat dans l'économie, et abolir les rigidités du marché du travail, réputées responsables de la montée du chômage. Le débat a été si longtemps fermé que notre génération a une véritable soif de politique au sens large.

– Le constat ne date pas de 1995. Il existait déjà dès le tournant de 1983. Est-ce que votre réflexion remonte jusque-là ?

– *Certains peuvent justifier le* tournant de 1983 par le contexte : il y avait des problèmes d'offre et des contraintes extérieures qui rendaient difficiles des politiques de relance en solitaire. Au milieu de la décennie 90, nous ne sommes plus dans la même crise. En France et en Europe, on a affaire à un problème de demande et de répartition des revenus.

– En quoi la France est-elle plus malade que les autres ?

– L'ensemble des pays européens souffrent d'une coordination des politiques économiques d'inspiration libérale qui étrangle *la croissance. Les taux d'intérêt* ont baissé, mais insuffisamment, et le fait que le frein soit maintenu sur les salaires et les dépenses publiques crée un problème de croissance qui réduit les rentrées fiscales et creuse des déficits. La coordination de cette rigueur à l'échelle européenne amplifie l'effet décélérateur.

– Au regard de cette situation, quel jugement portez-vous sur ce qui est avancé dans cette campagne, à gauche et à droite ?

– Le programme de la droite est cohérent d'un point de vue libéral. *Je ne le qualifierais pas* d'ultralibéral mais de libéral social, parce qu'il tient compte de la préférence de l'opinion pour un certain niveau de dépenses sociales et des principes tels que le salaire minimum. Mais cette politique ne me paraît pas appropriée pour lutter contre le chômage et l'exclusion. Le problème provient de *l'insuffisance de demande. Quant* au PS, j'ai l'impression qu'il s'est enfin rendu compte qu'on avait changé de crise.

– Que pensez-vous du projet de créer 700 000 emplois pour les jeunes ?

– *Sur les 350 000* emplois du privé, j'ai une petite réserve parce que le mécanisme qui va inciter les entreprises à embaucher des jeunes, c'est une prime à l'embauche ou une exonération des charges sociales de type contrat initiative-emploi (CIE). C'est un mécanisme extrêmement coûteux qui a un effet faible sur l'emploi. Quant aux 350 000 *emplois* prévus dans le public, le problème est que ce sont des contrats courts sur cinq ans. Que se passera-t-il à la fin de cette période ?

– Quelles sont les autres mesures qu'il faudrait prendre ?

– *La première concerne le* temps de travail. Refuser de l'abaisser revient à renoncer à un modèle de plein emploi. Pourquoi ? Parce qu'avec le progrès technique, il faut toujours moins d'individus pour produire autant de marchandises. Donc, si on maintient la norme à 39 heures, on va vers une réduction impli*cite du temps de travail sous* forme de temps partiel et d'exclusion de certains vis-à-vis de l'emploi.

La proposition de 35 heures sans perte de salaire est bonne. Beaucoup d'économistes s'accordent à dire qu'une mesure de réduction du temps de travail est efficace si elle est d'une amplitude importante. Le partage des revenus, que l'on sait être actuellement très favorable au profit, permet une telle mesure sur le plan macroéconomique. Pour les entreprises à qui cela poserait des problèmes, on peut envisager des aides sur le court terme. Cela coûterait moins cher que les mesures intégralement centrées sur la réduction du coût du travail menées sans succès depuis le début des années 90.

– Que préconisez-vous pour relancer la demande ?

– L'augmentation des salaires, si l'on veut relancer une consom*mation en panne, est plus efficace* qu'une réforme fiscale. Favoriser les hauts et les moyens revenus n'aboutit qu'à renforcer leur épargne. Alors qu'une relance salariale a un effet immédiat sur la consommation, sachant que les bas salaires ont une propension à épargner faible. En réduisant le temps de travail sans perte de salaire, on augmente automatique*ment le salaire horaire. Je suis* aussi partisan d'un coup de pouce au SMIC et du rétablissement des *mécanismes d'indexation* sur les prix. On pourrait commencer par le secteur public. Le deuxième axe d'une relance de la demande repose sur l'effet traditionnel d'entraînement que constitue un programme de grands travaux, qui permettrait notamment de faire face aux *besoins de réurba*nisation des banlieues, de reconstitution du tissu social.

– En pleine période de convergence en vue de la monnaie unique, comment envisager un tel programme ?

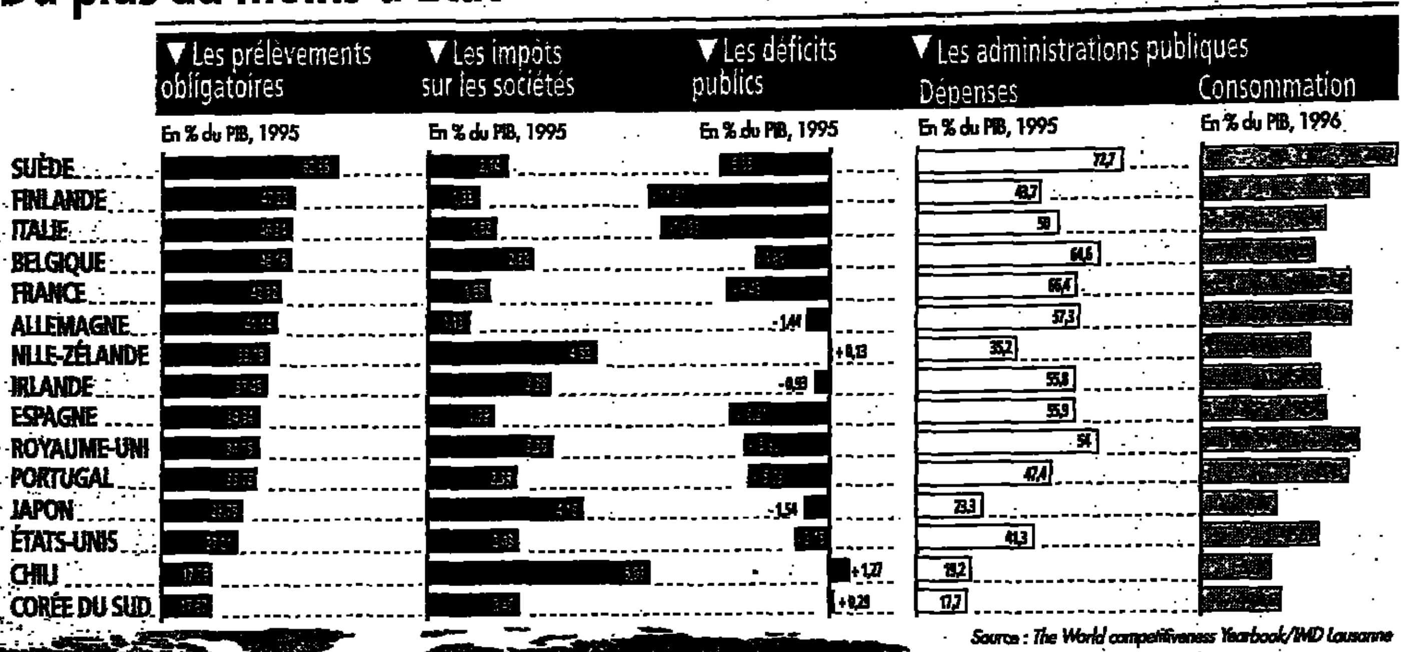
– Cette politique nous paraît, c'est vrai, incompatible avec le respect des critères du pacte de stabilité. Mais la monnaie unique n'est pas une fin en soi. Le problème est : est-ce qu'on tire les leçons de la construction européenne qui s'est faite ces dix dernières années ? Si elle doit nous mener à l'impasse parce qu'elle entraîne la poursuite de l'exclusion et du chômage, est-ce qu'il ne faut pas la repenser ?

Propos recueillis par Sophie Gherardi et Serge Marti

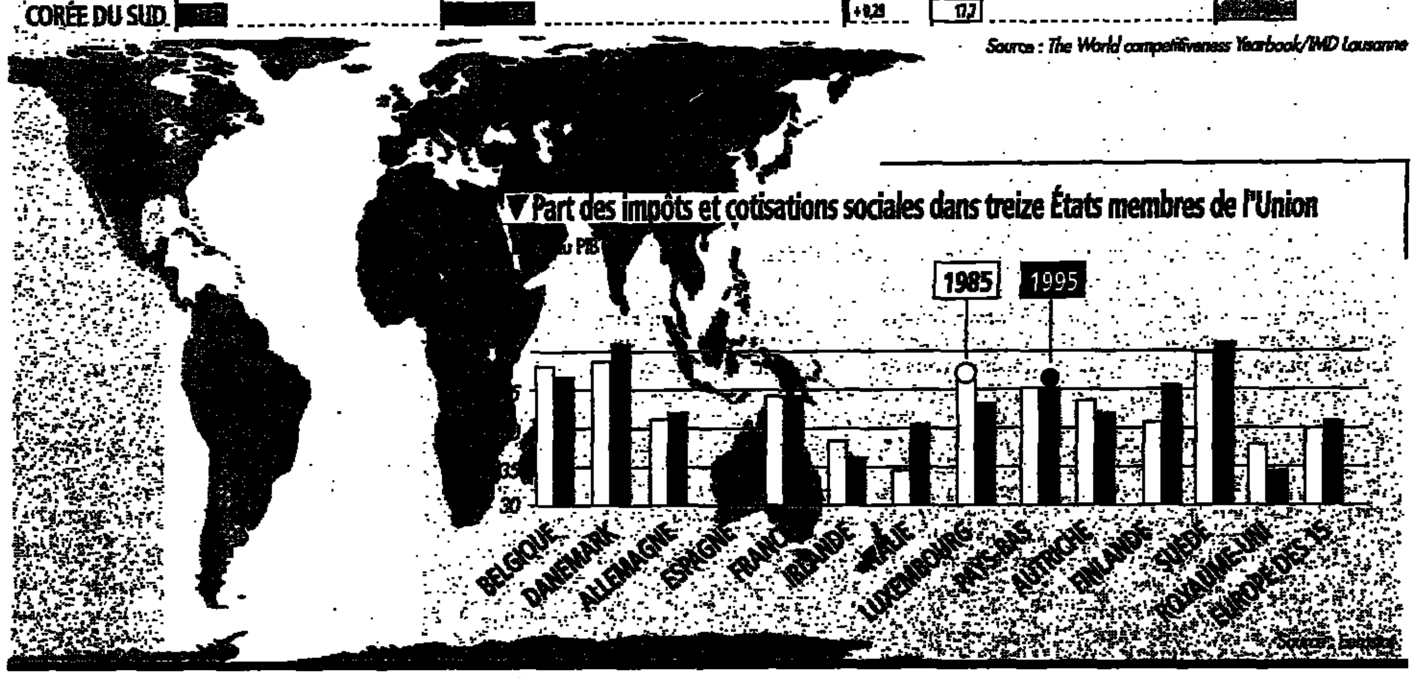
Bibliographie

● **La Pensée économique depuis Keynes**, de Michel Beaud et Gilles Dostaler (Seuil, 1996, 448 p., 58 F).
● **Ce monde qui nous attend. Les peurs françaises et l'économie**, d'Erik Izraelewicz (Grasset, 1997, 240 p., 125 F).

Du plus au moins d'Etat



Source : The World competitiveness Yearbook/IMD Lausanne



L'Etat ou le marché : un faux débat ?

Suite de la page 17

La plate-forme UDF-RPR s'inscrit, à cet égard, dans la continuité. Il y est certes question d'une réduction des impôts, des charges et des dépenses publiques. L'objectif y est, en particulier, de *« stabiliser la dépense publique afin qu'elle n'augmente pas plus vite que les prix »*. La poursuite des privatisations y est confirmée. Le poids de l'Etat devrait s'en trouver réduit. Mais le rythme de ce désengagement y est en définitive assez lent. A l'issue d'une législature, la France resterait, si ce programme était appliqué, le pays du G7 où les prélèvements obligatoires resteraient les plus lourds.

Toutes les propositions d'une rupture plus radicale en direction du libéralisme ont été rejetées par ceux qui dirigent vraiment et le pays, et la coalition en campagne. Pas question de remettre en cause le SMIC (le salaire minimum), ce que demandent pourtant René Monory et ses amis. Pas question d'accélérer sensiblement le rythme des diminutions d'impôts ni celui des réductions d'effectifs dans la fonction publique, malgré la pression des balladuriens. Sur les 60 000 fonctionnaires partant chaque année à la retraite, 5 000 ne seront pas remplacés – Nicolas Sarkozy proposait 10 000 à 15 000, Raymond Barre parlant de 20 000. Pas question d'envisager un taux unique pour l'impôt sur le revenu. Pas question non plus de privatiser, même partiellement, la Sécurité sociale, comme le souhaiterait l'assureur Claude Bébéar, voire au moins de la décentraliser, comme le suggère Alain Madelin.

Qualifier la plate-forme UDF-RPR d'« ultra-libérale » est donc pour le moins excessif. Au cours des deux premières années du septennat, Jacques Chirac et Alain Juppé ont d'ailleurs commis de sérieuses entorses à la doctrine libérale : par exemple, en procédant à l'été 1995 à un relèvement des impôts d'une ampleur historique (80 milliards de francs en année pleine rien que sur les ménages). Ou en lançant la guerre contre le chômage... par une mobilisation générale des préfets. On voit mal ce qui pourrait modifier leur comportement à cet égard.

En retenant comme priorité de *campagne le double objectif « initiative et solidarité »*, le président de la République indiquait clairement les limites de son « libéralisme ». Comme l'expliquait, sur France 2 le 12 mai, Philippe Séguin, la droite plaide, dans son programme, en faveur d'un *« libéralisme tempéré par l'existence d'une protection sociale de qualité, et qui soit corrigé le cas échéant par des interventions de l'Etat »*. Certains, à gauche, pourraient aisément prendre à leur compte cette ambition.

La gauche, justement. Son programme n'est pas non plus réellement keynésien, *ni profondément* étatique. Il y a certes, en son sein, des experts qui plaident fermement en faveur d'une véritable relance à l'ancienne et d'une extension de l'Etat, comme par exemple Hoang-Ngoc Liêm, animateur de l'« Appel des économistes pour sortir de la pensée unique ». Mais l'interventionnisme sans complexe de ce jeune professeur ne reflète pas le programme de la coalition PC-PS tel qu'il a été présenté. La relance envisagée par la gauche ne passe pas par « plus d'Etat », mais par « un autre Etat », par « un Etat plus juste et plus efficace », selon l'expression des dirigeants socialistes. Lionel Jospin a encore réaffirmé, mercredi 14 mai, que son projet ne prévoyait aucune augmentation des dépenses publiques, aucune aggravation du déficit, ni même aucun alourdissement des prélèvements obligatoires. *« Nous proposons, sans augmenter les dépenses publiques, de créer 700 000 emplois pour les jeunes »*, écrivent les deux partis de gauche.

Qu'elle soit capable ou non de tenir cet engagement est un autre problème : il est significatif que la gauche envisage pour financer ces emplois – directement dans le public et indirectement, par des inci*tations, dans le secteur privé – de* procéder, pour l'essentiel, à un redéploiement des aides à l'emploi. Il en va de même sur le front fiscal. Autrefois, la gauche n'hésitait pas à avouer qu'un relèvement général de la charge fiscale et sociale pourrait être nécessaire pour financer ses ambitions.

RAPPROCHEMENT DES POSITIONS

Aujourd'hui, le PS s'engage à réformer la fiscalité – avec un alourdissement de l'impôt sur la fortune et des taxes sur l'épargne, et un allégement de celles sur la consommation – mais promet de *« stabiliser, avant de les baisser »* les prélèvements obligatoires. La gauche va même jusqu'à reconnaître les bienfaits d'une politique de baisse du coût du travail comme instrument de lutte contre le chômage : elle annonce qu'elle ne reviendra pas sur les exonérations de charges sur les bas salaires à laquelle la droite procède depuis plusieurs années. Et si son discours sur les privatisations est ambigu, nul ne doute qu'une fois au pouvoir elle ouvrira rapidement le capital de France Télécom d'abord, celui d'Air France et de Thomson un peu plus tard.

Une droite qui n'est pas vraiment libérale, une gauche qui n'est plus vraiment keynésienne. Le constat n'est ni nouveau ni propre à la France. Au cours des vingt dernières années, le politicien le plus keynésien dans le monde a sans doute été... l'« ultra-libéral » Ronald Reagan. Tout en déréglementant à tout-va, l'ex-président américain a procédé au début des années 80 et avec succès à une relance dans le plus pur style keynésien : il a baissé les impôts mais n'a pas touché, dans une première phase, aux dépenses publiques. Le gonflement du déficit a contribué au vif rebond de l'activité. A l'inverse, *le plus grand « libéral »* a peut-être été... le socialiste François Mitterrand. Après deux ans (1981-1983) d'hésitation, celui-ci a engagé une profonde libéralisation de l'économie française, avec la libération des marchés financiers, des changes et des prix.

En fait, comme le soulignait l'historien et sociologue mexicain Pablo Gonzalez Casanova lors d'un colloque, les 24 et 25 avril à Paris, consacré à *« un monde à construire »*, on assisterait, aujourd'hui un peu partout sur la planète, à *« un rapprochement des positions »* : les conservateurs se font les défenseurs de l'Etat-providence, les socialistes deviennent les porteurs de politiques « néo-libérales ». La vague ultra-libérale des années 80 reflue. Lorsqu'ils sont au pouvoir, comme en Allemagne ou en Espagne, les partis *conservateurs sont* à la recherche d'un autre Etat, plutôt que d'un moins d'Etat.

La gauche, quant à elle, partout ou presque *« vire à droite »*, selon l'expression de *The Economist*. Dans son numéro daté du 10 mai, le magazine britannique montre comment, dans tous les pays européens, à l'Est comme à l'Ouest, les partis de gauche en viennent à reconnaître les vertus de l'économie de marché. Les ex-communistes en Pologne, un syndicaliste ouvrier aux Pays-Bas ou les socialistes portugais : tous convergent. *« Le fait qu'en Italie des anciens communistes souhaitent plus de privatisations et une stricte rigueur budgétaire est très significatif »*, explique le journal anglais, éternel militant de la cause « libérale ». Ce rapprochement a trouvé dans Tony Blair et dans l'évolution du travaillisme britannique son expression la plus forte. Ne parle-t-on pas d'un « travaillisme libéral », voire d'un « centrisme radical » ?

NOUVELLES RÉALITÉS

Cette confusion générale, ressentie aujourd'hui d'une manière quasi exemplaire par les électeurs français, peut être lue – c'est l'interprétation du Mexicain Gonzalez Casanova – comme *« la conséquence de l'échec de tous les projets de transformation économique et social de ce siècle : le libéralisme, la social-démocratie, le communisme et le nationalisme révolutionnaire »*. Elle est peut-être aussi le reflet d'une difficulté des mouvements politiques traditionnels à appréhender les transformations en cours *dans* l'économie *et dans* la société.

Plus de marché ou plus d'Etat ? Tel était, depuis le début du siècle, la question autour de laquelle s'était organisée la division du monde politique un peu partout. *Les réalités nouvelles, comme les* nouvelles théories de la croissance, amènent à se demander si la question est toujours pertinente. Du côté des réalités, le progrès technologique et l'accélération du rythme du changement, l'ouverture des frontières et l'exacerbation des concurrences comme le vieillissement des populations conduisent à un monde plus incertain et surtout plus instable.

La croissance nécessite dans ces conditions à la fois davantage de mobilité et davantage de sécurité, c'est-à-dire simultanément plus de liberté et plus de protection, bref, plus de marché et plus d'Etat. C'est aussi la piste vers laquelle conduisent les nouvelles théories de la croissance. Dans un livre publié par l'Institut de l'entreprise (*Concurrence internationale, croissance et emploi*, L'Harmattan), Gilles Saint-Paul, directeur de recherche au Delta, en résume les conclusions de la manière suivante : *« Ces théories, par la place qu'elles accordent aux déficiences des marchés, offrent parfois des fondements de principe à l'intervention publique,... les effets potentiels d'une telle intervention sont quantitativement importants. »* Le rôle de l'Etat y est *« de fournir un niveau adéquat d'infrastructures publiques et d'éducation, et garantir la stabilité politique et les droits de propriété. C'est en somme,* ajoute-t-il, *ce que prescrivait Adam Smith il y a deux cents ans dans le livre V de sa* Richesse des nations *»*.

Smith contre Keynes, le marché contre l'Etat ? La grande confusion du débat économique dans la campagne électorale est sans doute liée à ce qu'il continue à s'organiser autour de cette interrogation, alors que la réalité comme la théorie devraient conduire à une autre question : comment concilier davantage de marché et davantage d'Etat ? Cette problématique nouvelle, déjà prise en compte, d'une certaine manière, par des dirigeants politiques comme Bill Clinton (« réinventer l'Etat ») aux Etats-Unis et par Tony Blair au Royaume-Uni, tarde à se faire jour en France.

Erik Izraelewicz

Les jusqu'aux-boutistes néo-zélandais

▼ En treize ans, la Nouvelle-Zélande est passée du tout-Etat au tout-marché. Une réussite

AUCKLAND
de notre correspondante

La Nouvelle-Zélande, petit pays de 3 millions et demi d'habitants et de 47 millions de moutons, est devenu un laboratoire du capitalisme depuis la révolution économique, douloureuse mais efficace, entreprise par la droite du Parti travailliste (Labour Party) à partir de 1984. *« Ce qui fascine dans notre expérience, c'est que nous avons osé aller jusqu'au bout de notre logique, sans faire des compromis qui auraient limité l'impact de nos réformes »*, résume Roger Douglas, ministre des finances de 1984 à 1988 et père des réformes surnommées les « Rogernomics ».

La conversion économique a été spectaculaire : *« J'ai connu pendant toute ma jeunesse le lait à 4 cents la pinte, le prix était fixé par le gouvernement »*, raconte un Aucklandais, né dans les prospères années d'après guerre. Il se souvient des mille et une régulations, parfois aberrantes, qui existaient. Les magasins étaient strictement fermés le samedi et le dimanche. Toute démarche sortant un peu de l'ordinaire, comme s'abonner à une revue étrangère ou vouloir acheter du vrai café, devait être justifiée par des amas de paperasserie, autorisations officielles et licences diverses. Les restaurants étaient rares.

Les Néo-Zélandais vivaient sous la protection constante d'un Etat-providence qui les suivait *« du berceau au tombeau »*. L'éducation comme la plupart des soins étaient gratuits ou largement subventionnés. Un trait qui a totalement disparu de la société néo-zélandaise de 1997, ouverte et archi-compétitive où triomphe désormais l'individualisme.

Illustration de cette nouvelle mentalité : selon un sondage, seuls 11 % des moins de 35 ans estiment normal que les chômeurs bénéficient d'une allocation. A entendre les lois fondamentales du libéralisme, répétées et appliquées depuis treize ans maintenant (par deux gouvernements travaillistes suivis de trois gouvernements conservateurs), la leçon a été bien retenue par la génération des années 80, laquelle, après avoir subi le coût des réformes, auquel se sont ajouté le krach boursier de 1987 et la crise du début des années 90, souhaite aujourd'hui goûter les fruits de cette révolution.

Il suffit de se promener dans les quelques rues bordées de cafés de style londonien ou milanais, dans certains quartiers d'Auckland ou de Wellington, pour sentir que le pays a surmonté sa petite taille démographique et son isolement. Les magasins ont le droit d'ouvrir vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, sauf pour trois jours particuliers du calendrier. Et encore, on peut obtenir des dérogations. La Nouvelle-Zélande, qui fut longtemps « la ferme de l'Angleterre », semble être devenue le « supermarché du Pacifique sud ». Le secteur agricole auquel les subventions (qui procuraient aux agriculteurs un tiers de leurs revenus) furent coupées du jour au lendemain n'occupe plus que 8 % de l'économie après en avoir été le moteur. Depuis 1990, le tourisme est devenu le plus important secteur, l'ensemble des services fournissant 68 % du PIB.

Comment, sans atout particulier, hormis son agriculture, la Nouvelle-Zélande est-elle passée d'un extrême, le tout-Etat, à l'autre, le tout-marché ?

Avec un Etat au bord de la faillite, la Nouvelle-Zélande n'avait, dit-on aujourd'hui, guère d'autre choix que les réformes : abolir un grand nombre de subventions ; libérer l'économie au gré de quelques lois essentielles (tel l'*Employment Contract Act* qui élimine de fait les syndicats de toute négociation salariale) tout en maintenant une stricte ligne monétariste (le *Reserve Bank Act* impose à la banque centrale de maintenir l'inflation à un certain taux, aujourd'hui entre 0 et 3 %) ; imposer la transparence aux comptes nationaux (*Fiscal Responsability Act*) gérés comme les comptes d'une entreprise ; enfin s'ouvrir au monde, pour recevoir des capitaux étrangers et profiter de la course au développement des pays asiatiques. *« Leur droit du travail tient en quelques pages, contre 10 000 dans la législation française. Leur fiscalité aussi est d'une simplicité déconcertante. 3 % de charges patronales contre plus de 50 % en France »*, s'émerveillait Claude Bébéar, PDG d'Axa-UAP au terme d'une visite du CNPF en Nouvelle-Zélande, fin février.

PRIVATISATIONS

La valse des privatisations fut rapidement lancée, amenant avec elle son lot de restructurations douloureuses. Toutes les privatisations n'ont pas convaincu. Telecom New Zealand, par exemple, alimente régulièrement la polémique : Malgré des profits record (2,8 milliards de francs en 1996), redistribués aux actionnaires majoritairement américains, le coût des communications téléphoniques reste beaucoup plus élevé que dans tout autre pays développé. Mais les lignes sont de bien meilleure qualité qu'autrefois. Il ne reste plus qu'à privatiser les postes, déjà largement restructurées, le secteur de l'énergie, les aéroports, ainsi qu'éventuellement l'eau ou les transports publics, au niveau des communes. La première « privatisation » des services d'eaux vient d'ailleurs d'avoir lieu dans la banlieue d'Auckland et le contrat de cinquante ans a été gagné par la Générale des eaux.

Dans les secteurs plus délicats à privatiser, tels que l'éducation et la santé, le gouvernement a cherché des moyens pour rendre plus responsables les diverses institutions, désormais considérées comme des « fournisseurs » de services pour la collectivité. Un hôpital reçoit ainsi un budget pour traiter un certain nombre de malades et doit s'y tenir. Les écoles sont incitées financièrement à payer leurs professeurs directement à la place du ministère de l'éducation, tandis que se développent l'éducation et la santé « privées ».

Néanmoins, dans le domaine social au sens large, les réformistes pensent avoir encore beaucoup à faire. Il reste des poches de pauvreté, en particulier chez les groupes défavorisés qui dépendent des allocations, de génération en génération. Car pour le reste, comme le constatent régulièrement avec une chaude admiration la plupart des institutions internationales, la situation économique de la Nouvelle-Zélande est extrêmement saine. Le chômage qui touche 6,4 % de la population active est orienté à la baisse.

Et même si le « miracle » fut souvent exagéré puisque les périodes de croissance « exceptionnelle », de 6,2 % en 1994 par exemple, ont à peine permis de récupérer le retard des années de récession qui précédèrent, force est de constater que le budget de l'Etat est excédentaire depuis trois ans. La dette publique devrait être inférieure à 30 % du PIB cette année et tomber en dessous de 20 % d'ici deux ans. Le niveau de vie (20 000 dollars américains par habitant) a considérablement augmenté. Les écarts de revenus se sont certes creusés, mais restent faibles par rapport aux écarts américains.

Les Néo-Zélandais trouvent finalement normal de devoir payer pour tout ce qui autrefois était gratuit parce que public. Personne n'a l'air de souhaiter un retour de l'Etat dans le monde des affaires. Quant à la protection de l'individu, les Néo-Zélandais vont voter par référendum en septembre prochain pour ou contre la cotisation obligatoire aux caisses de retraites... privées. Paradoxalement, en pleine euphorie libérale, le Parti travailliste, dans l'opposition depuis 1990, serait redevenu, dans la foulée de la victoire britannique, le parti favori des Néo-Zélandais. Mais que veut dire « travaillisme » en Nouvelle-Zélande ?

Florence de Changy

PENSÉE ÉCONOMIQUE

Questions-réponses

1 Qu'est-ce que le libéralisme ?

Au départ, c'est une doctrine politique fondée sur la défense des libertés fondamentales qui s'est développée au cours du XIXe siècle. Libéral a longtemps voulu dire *« de gauche »* en France, et c'est toujours le sens principal que revêt ce terme aujourd'hui aux Etats-Unis.

Mais dès l'origine, à côté des libertés individuelles, le libéralisme a défendu les libertés économiques. Ainsi la Loi Le Chapelier de 1791 bannissait à la fois les corporations de l'Ancien Régime et les regroupements de travailleurs, c'est-à-dire les syndicats. Au cours du premier siècle de la révolution industrielle, le libéralisme tend à justifier la boutade affirmant qu'il défend surtout *« des renards libres dans des poulaillers libres »*.

Peu à peu se sont développées, à la gauche du libéralisme, les doctrines socialiste et communiste, insistant sur la défense des droits sociaux, puis la pratique gouvernementale social-démocrate, donnant une large place à la puissance publique, mais dans le contexte d'une économie de marché. En France, la tradition libérale s'est fondue avec une conception historique de l'Etat central fort et interventionniste. Mais depuis les années 80, qui ont amené dans le monde entier une délégitimation du rôle de l'Etat dans l'économie, le terme de « libéralisme » tend à devenir synonyme de déréglementation, de privatisation et de baisse des impôts. Pour le plus grand bien de l'économie, selon la droite, au détriment du service public et de la cohésion sociale, selon la gauche.

2 Qu'est-ce que le keynésianisme ?

Le mot est formé sur le patronyme de l'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946). Ce haut fonctionnaire et professeur d'économie à Cambridge a radicalement transformé la pensée économique avec son ouvrage de 1936 la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.*

Le monde est alors plongé dans la grande crise déflationniste des années 30, avec ses millions de chômeurs abandonnés à leur sort. On constate à l'époque que plus les salaires s'ajustent à la baisse, plus le chômage augmente. Partant du problème du chômage, Keynes souligne qu'il peut exister un équilibre de sous-emploi (jugé impossible par les économistes classiques). Il décrit les effets cumulatifs d'une baisse relative des dépenses de consommation, d'une baisse de rentabilité du capital et de taux d'intérêt trop élevés entraînant la baisse des investissements.

Considéré comme l'un des pères de la macro-économie et voyant dans l'atonie de l'activité et le sous-emploi le résultat d'une insuffisance de la demande globale, Keynes préconise une intervention des pouvoirs publics pour soutenir celle-ci. A la fin de la deuxième guerre mondiale, Keynes représente la Grande-Bretagne à la conférence de Bretton Woods, d'où sortiront les institutions monétaires de l'après-guerre (FMI, Banque mondiale), mais aussi un système monétaire différent de celui qu'il préconisait.

Sans grand souci d'exactitude, on a pris l'habitude de qualifier de keynésiennes les politiques menées pendant les « trente glorieuses », avec le développement de l'Etat-providence en matière sociale et de l'interventionnisme public dans l'économie. Plus schématiquement encore, le terme de *« keynésianisme »* a fini par être assimilé au dirigisme ou même à la gauche en général. L'aristocratique John Maynard Keynes aurait été surpris.

Le libéralisme pratique et postmoderniste de Tony Blair

▼ Le New Labour se préoccupe moins de remettre en cause des politiques thatchériennes que d'en corriger les échecs et les insuffisances

S'il fallait résumer d'une formule la doctrine du New Labour, arrivé au pouvoir en Grande-Bretagne le 1er mai, on pourrait opter pour celle d'« économie politique postmoderniste ». L'équipe de Tony Blair, le nouveau premier ministre, s'intéresse peu aux approches technocratiques ou professorales, et exclut les interprétations dogmatiques. Gouverner l'économie est un art politique pratique. Par exemple, Tony Blair et Gordon Brown, son chancelier de l'Echiquier, sont convaincus que les gouvernants doivent apprendre à travailler avec les marchés financiers en évitant les conflits frontaux.

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, des premières actions du gouvernement Blair (hausse des taux d'intérêt, réforme du statut de la Banque d'Angleterre). Gordon Brown, connaissant l'aversion des opérateurs pour les incertitudes, a agi vite, par surprise et avec précision. Par un engagement irréversible sur le statut de la banque centrale et par un signal crédible de sa volonté de contenir l'inflation, il a répondu par avance aux éventuelles craintes des marchés, qui n'ont pas oublié la gestion antérieure des travaillistes.

Cette approche reflète une donnée essentielle du « blairisme » : afficher sans honte la nature foncièrement pragmatique de l'action. Tony Blair et ses proches ont regardé de près différentes expériences gouvernementales pour en tirer des leçons. La présidence Clinton a été examinée en détail ; le Labour a également été sensible aux réformes de l'Etat-Providence menées à bien par les gouvernements travaillistes australiens et néo-zélandais ; de plus, les travaillistes modernisateurs ne font pas mystère de leur intérêt pour la « révolution thatchérienne ».

La façon dont Mme Thatcher a imposé pas à pas – et non annoncé à l'avance – des réformes qui, en s'additionnant, ont fait une révolution, plaît aux stratèges du New Labour. A l'avenir, leur « centrisme radical » pourra surprendre par des politiques novatrices, singulièrement dans le domaine de l'aide sociale. Quant au style de décision, on sait déjà que la politique sera conduite avec énergie par le premier ministre et par son cercle de fidèles.

Pour Tony Blair et ses amis, le keynésianisme est défunt. D'ailleurs, c'était un premier ministre travailliste, James Callaghan, qui avait établi l'acte de décès public devant le Congrès du Labour, en 1976. En 1984, lors d'une conférence mémorable, le chancelier conservateur Nigel Lawson codifiait le nouveau cadre de l'action économique. Une décennie plus tard, lors d'une autre conférence, Tony Blair reconnaissait dans ce même paradigme le socle de l'économie politique du New Labour. De fait, le vocable de socialisme n'apparaît dans aucun des programmes électoraux.

Grosso modo, le consensus britannique s'articule autour de trois représentations de l'économie. En premier lieu, la macro-économie doit se satisfaire d'un petit nombre de domaines : la maîtrise de la monnaie et des prix, la conduite des politiques fiscales et budgétaires. Et les gouvernements doivent confier la responsabilité du pilotage de la monnaie à des autorités indépendantes, moins susceptibles de manipuler les taux d'intérêt et d'inflation au gré des courbes de popularité et des échéances électorales. La seconde image forte du credo est celle de jeux stratégiques. Là où la macro-économie orthodoxe décrit des relations plus ou moins linéaires et mécaniques entre différents agrégats, le nouveau paradigme voit des agents. Ces derniers sont des acteurs mobiles, malins, calculant, anticipant, réagissant et, souvent, chahutant les décisions gouvernementales macro-économiques. Les jeux stratégiques se stabilisent lorsque les Etats, au moyen d'engagements transparents, solides et durables, produisent – par exemple en matière d'inflation – des sentiments de certitude et de stabilité. Ces conditions génératrices de confiance et de crédibilité sont aussi requises par la mondialisation des marchés, qui exclut le contrôle efficace des gouvernements nationaux.

La dernière représentation du credo britannique corrige une défaillance étonnante de la théorie keynésienne. John Maynard Keynes avait oublié de penser l'art pratique de l'intervention publique. Sachant le poids réel des lobbies, des bureaucraties et des clientèles électorales, le consensus britannique – et singulièrement les intimes du 11, Downing Street – préfèrent à la fiction de l'Etat impartial le tableau réaliste de la foire d'empoigne où tout un chacun semble en quête d'avantages et de rentes.

MORALISME

Mais surtout, les nouveaux travaillistes sont ouverts aux ressources de l'analyse micro-économique contemporaine (théorie des contrats, économie de l'information, néo-institutionnalisme, etc.). Il s'agit de mettre à jour les conditions favorables au développement du risque entrepreneurial et au bon fonctionnement des marchés. L'action publique ne s'évapore pas, mais l'Etat n'apparaît plus comme un substitut naturel du marché. Il joue le rôle d'arbitre et de partenaire des acteurs privés pour produire en commun de l'action collective.

Deux mots-clés de la doctrine du New Labour sont l'apprentissage et la régulation. Le « blairisme » se préoccupe moins de remettre en cause des politiques thatchériennes que d'en corriger les échecs et les insuffisances. C'est notamment vrai en ce qui concerne la régulation des services publics privatisés : les tories, lors des cessions d'actifs, avaient créé dans l'urgence des autorités indépendantes de régulation, mal ficelées et dont les activités de surveillance ont souvent laissé à désirer. En réaction, le gouvernement Blair envisage d'introduire des modes de régulation à l'américaine, favorisant et veillant à la concurrence, mais qui tiendraient compte de critères nouveaux, comme par exemple le bien-être écologique des générations futures.

Quelques pincées de moralisme sont l'une des réponses idéologiques du New Labour au postmodernisme inauguré par l'ère Thatcher. En effet les Britanniques, mises à part quelques minorités à droite et à gauche, considèrent comme tout à fait légitimes les ressorts de l'individualisme, la recherche du profit et la dynamique des marchés. Pour eux, la globalisation des technologies et des économies s'impose comme une réalité. Le New Labour apporte à ces représentations quelques correctifs. Les citoyens possèdent des droits mais aussi, répète Tony Blair, des obligations, comme celle de la solidarité.

Ce diagnostic engage le New Labour dans une bataille des idées aux facettes multiples. Les problèmes collectifs subissent une transformation en accord avec l'esprit du temps individualiste, même si les convictions personnelles de Tony Blair sont empreintes de communautarisme chrétien. L'éducation est la priorité du programme travailliste, mais le faire-valoir électoral souligne que l'objectif de la formation est de développer les atouts concurrentiels des individus sur les marchés du travail. Une autre stratégie reprend ou amplifie des valeurs populaires et communes aux tories et aux travaillistes : la sécurité, l'effort, la discipline, etc.

En contrepoint à cet « autoritarisme social », les nouveaux travaillistes entendent battre les thatchériens sur le terrain des libertés. Mais le libéralisme de Tony Blair est un libéralisme politique fondamentaliste, rejeté paradoxalement par les conservateurs mais proche des idéaux des Pères fondateurs de la démocratie en Amérique ! Transparence des activités gouvernementales et administratives (*Freedom of Information Bill)* ; extension des recours judiciaires vis-à-vis des pouvoirs, reconnaissance formelle des libertés civiles (*Bill of Rights*) ; démocratisation des pouvoirs locaux et régionaux (avec la promesse d'Assemblées élues en Ecosse et au pays de Galles).

Des circonstances propices, comme l'usure du pouvoir conservateur, ont permis la victoire électorale des travaillistes. Mais l'intelligence du New Labour, et en première ligne de Tony Blair et de son équipe, ne serait-elle pas d'avoir pris au sérieux la belle expression « économie politique » et de ne pas en disjoindre les termes ? Le postmodernisme raisonnable n'ignore pas l'esprit des Lumières.

Jean-Gustave Padioleau

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

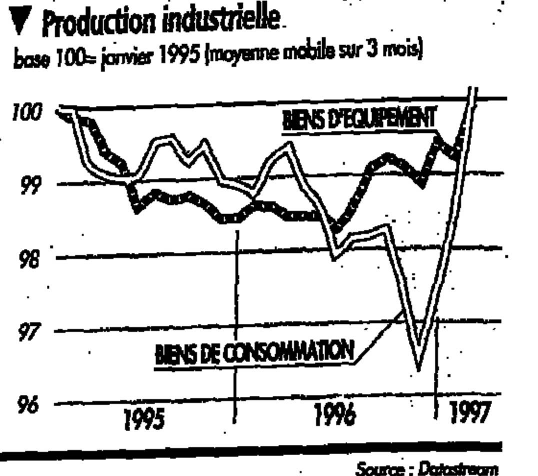
	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	mars	mars	mars	fév.	janv.	mars	janv.
Dernier mois connu	+0,9	−1,6	0	+3,7	−1,7	−0,1	+1,5
Cumul sur 12 mois	+6,6	+8,1	+4,7	+4,7	−2,6	+1,4	+3,5
Taux de chômage (en %)	avr.	mars	avr.	mars	janv.	mars	avr.
Dernier mois connu	4,9	3,2	11,2	12,8	12,4	6,1	9,6
Un an avant	5,5	3,2	10,2	12,3	12,2	7,8	9,5
Indice des prix (en %)	mars	mars	avr.	avr.	avr.	mars	mars
Dernier mois connu	+0,1	+0,1	0	0	+0,1	+0,3	+0,2
Sur 12 mois	+2,7	+0,5	+1,4	+0,9	+1,7	+2,7	+2
Solde commercial (en milliards)	fév.	mars	fév.	fév.	fév.	fév.	fév.
Dernier mois connu (monnaies nationales)	−16,9	+448,2	+10	+11,4	+5200,5	−0,8	+2,2
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	−175,1	+6478,7	+99,9	+104,1	+68207,1	−10,9	+34,1
Cumul sur 12 mois (en dollars)	−175,1	+57,7	+65,2	+20	+44,1	−17,1	+25
Croissance du PIB (en %)	1er tr. 97						
4e trimestre 1996 (rythme annuel)	+5,6	+3,9	+0,3	+0,7	−0,9	+4,7	+2,9
Sur 12 mois	+4,0	+3,1	+2,2	+2	+0,1	+2,6	+2,3
Solde des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	−2,1	+1,4	−0,7	+1,3	+3,5	−0,1	0
Déficit public en % du PIB							
1997 (prévisions OCDE)	−1,8	−2,6	−3,4	−3,2	−3,7	−3,7	−1,5
1996 (estimations OCDE)	−1,6	−4,1	−4,1	−4,1	−6,7	−4,8	−2,7
Dette publique en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	55,1	124,4	56,1	100,5

UNE REPRISE MODESTE, MAIS AUX FONDEMENTS SOLIDES

A partir du printemps 1996, les industriels français sont redevenus plus optimistes sur leurs perspectives personnelles de production, puis sur les perspectives générales. Mais la progression effective de la production industrielle s'est révélée décevante.

L'année 1997 apparaît plus prometteuse, comme l'a suggéré le rebond sensible (+3,7 %) de l'activité manufacturière en février. Mais l'optimisme à moyen terme repose aussi, et surtout, sur l'évolution sectorielle de l'activité en fin de période. La production a été soutenue par le redressement de la demande finale (biens de consommation et biens d'équipement), ce qui laisse augurer d'une augmentation de la demande de biens intermédiaires au cours des prochains mois, puisque le comportement de stockage est resté extrêmement prudent jusqu'à présent. La reprise a d'abord été modeste. De ce fait, elle a déçu. Mais en contrepartie, ses fondements sont solides, contrairement à ceux de certaines reprises techniques du passé.

En collaboration avec le groupe Crédit national-BFCE.



Source : Datastream

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC horaire (en francs)	Population active	Nombre de chômeurs
7 675	37,91	25 590 000	3 087 500

Mauvaise configuration économique pour un scrutin anticipé

▼ France
Les électeurs sont sensibles à la situation de l'emploi et à l'évolution de leur niveau de vie

L'incidence de la conjoncture économique sur les résultats des élections nationales a souvent été évoquée, particulièrement aux Etats-Unis. En 1992, l'économie a joué contre George Bush : l'amélioration qui se dessinait à la fin de son mandat a été ressentie un peu trop tard pour qu'il puisse en profiter. En 1996, la santé éclatante de l'économie américaine n'a pas peu contribué à la réélection du président Clinton.

Bien sûr, de nombreuses autres données interviennent : facteurs personnels, situation sociale, jugement sur la politique menée dans d'autres domaines, usure du pouvoir, contenu des programmes. Le chancelier Kohl a été réélu à plusieurs reprises dans des conjonctures différentes, et la baisse du chômage n'a pas empêché la déroute récente des conservateurs britanniques.

L'influence des conditions économiques sur l'orientation des votes, si elle n'est pas toujours décisive, n'en est pas moins réelle et a été mise en évidence par toutes les études réalisées, tant en France qu'à l'étranger, depuis vingt ans. Les électeurs ont tendance à voter contre le gouvernement sortant lorsque l'évolution est mauvaise ; ils sont enclins à reconduire la majorité (ou le président) dans le cas contraire. Ce comportement est même plus net dans un pays comme la France où l'on surestime généralement la capacité des gouvernants à résoudre rapidement les problèmes économiques et où on les tient pour largement responsables de la situation.

Les mêmes études ont également fait ressortir l'importance des variables. Sans surprise, les électeurs sont surtout sensibles à la situation de l'emploi, à l'évolution de leur niveau de vie, au rythme de l'inflation (du moins jusqu'au milieu des années 80). Mais d'autres variables jouent un rôle, comme le solde des administrations publiques ou les prélèvements obligatoires.

La compilation de ces données révèle que l'électeur est en fait peu apte à apprécier la « performance » d'un gouvernement ; il distingue mal, voire pas du tout, ce qui est directement imputable à l'équipe en place de l'effet des politiques passées ou de la conjoncture internationale. Il a tendance à juger la situation économique dans l'absolu. Il y a donc, dans la formation de l'opinion, des éléments indépendants de l'action des gouvernants, qui peuvent influer en positif ou en négatif.

Un autre enseignement est que l'électeur a la mémoire relativement longue : son jugement ne se fonde pas seulement sur l'évolution des derniers mois, mais aussi sur ce qui s'est passé il y a un ou deux ans, voire davantage. A la veille des élections législatives françaises, il nous a paru intéressant de revenir sur les scrutins passés pour examiner quelles étaient alors les conditions économiques et dans quel sens elles ont influencé le vote des électeurs.

Le tableau ci-contre rappelle les évolutions de trois variables objectives : le taux de chômage, le pouvoir d'achat du revenu disponible (après impôts) et le taux des prélèvements obligatoires. N'a été retenue que la dernière donnée connue au moment de l'élection (donnée mensuelle pour le chômage, annuelle pour les deux autres indicateurs), accompagnée des variations sur un an et sur deux ans.

Précisons, en outre, que ces trois variables ne sont pas indépendantes – le revenu dépend par exemple de l'emploi et des prélèvements – et qu'elles ont été complétées par une variable « subjective », l'indice de confiance des consommateurs, qui synthétise les opinions des ménages sur leur situation financière, leur niveau de vie, la situation de l'emploi. Cet indicateur est traditionnellement bien corrélé avec la cote de popularité du premier ministre.

L'élection présidentielle de 1981 est intervenue dans un contexte difficile : sur le plan international, une récession consécutive au deuxième choc pétrolier avait touché la France dès le printemps 1980, entraînant une forte augmentation du chômage. Sur le plan intérieur, le pouvoir d'achat était stagnant, en raison de l'accélération de l'inflation et surtout de la hausse des prélèvements obligatoires.

Les législatives de 1986 inaugurent un début d'amélioration après une période très difficile, marquée d'abord par le « plan de rigueur » de mars 1983, puis par les restructurations industrielles de 1984. En cette veille d'élection, le pouvoir d'achat a diminué deux années de suite, en 1983 et en 1984, et le chômage a beaucoup augmenté. Mais à partir du printemps 1985, la situation commence à s'améliorer : stabilisation du chômage, très net ralentissement de l'inflation, reprise du pouvoir d'achat. Un redressement qui se révèle trop tardif (ou les élections trop précoces) pour le gouvernement Fabius. La majorité sortante est battue, après avoir toutefois remonté une partie de son handicap au cours des derniers mois.

L'élection présidentielle de 1988 intervient après deux années de cohabitation. La croissance est repartie, mais on n'en prendra conscience qu'avec retard. Le chômage a diminué, mais le pouvoir d'achat est demeuré médiocre et les prélèvements ont augmenté. Dans cette situation contrastée, le président Mitterrand est facilement réélu. Quelle aura été l'influence des conditions économiques sur le scrutin ? Il semble que les facteurs personnels ont joué le rôle le plus important dans cette élection.

Le contexte des législatives de 1993 est le pire qu'on puisse imaginer pour un gouvernement : après déjà deux années de croissance lente, la France, comme toute l'Europe continentale, vient d'entrer dans une profonde récession à la rentrée 1992. La production a chuté brutalement dans les six mois précédant les élections, et 170 000 chômeurs de plus pointent à l'ANPE. Bien sûr, l'usure du pouvoir socialiste a joué son rôle, mais il ne fait pas de doute que les conditions économiques ont contribué à aggraver la défaite des sortants. En 1995, comme en 1988, l'élection présidentielle vient au terme d'une période de cohabitation. Les résultats économiques récents – reprise de la croissance (2,6 % en 1994) et baisse sensible du chômage – sont perçus favorablement par les ménages et portés au crédit du gouvernement (et plus généralement de la majorité RPR-UDF).

Comment la situation se présente-t-elle en 1997 ? A priori pas très bien. La configuration actuelle présente des caractéristiques qui ont pénalisé les sortants dans le passé : stagnation du pouvoir d'achat, augmentation du chômage (+0,5 point en un an, soit +145 000, +1,2 point sur deux ans, soit +318 000) et surtout augmentation considérable des prélèvements obligatoires (+1,2 point en 1996, +1,6 point en deux ans). En cohérence avec ces évolutions, l'indicateur résumé des opinions des ménages (« indice de confiance »), malgré un léger redressement depuis six mois, reste très bas : il se situe au même niveau qu'à la veille des élections de 1993. En somme, les variables qui comptent pour une élection ne sont pas bien orientées.

Sur la base des seules données économiques, la décision d'anticiper les élections apparaît paradoxale. Elle place vraisemblablement le gouvernement en position plus défavorable qu'il ne l'aurait été dans un an. En effet, la plupart des prévisionnistes sont plus optimistes pour la seconde moitié de 1997, tant pour la croissance que pour l'emploi. De deux choses l'une : ou bien le président ne croit pas à cette amélioration prochaine, ou, plus probablement, les raisons politiques ont dominé toute considération économique dans la décison de dissoudre l'Assemblée.

François Monier
Économiste

▼ Date des élections	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Taux de chômage						
Niveau du dernier mois connu avant l'élection	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Variation sur les douze derniers mois (1)	+0,9	−0,1	−0,6	+1,0	−0,8	+0,5
Variation sur les vingt-quatre derniers mois	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Variation du chômage en milliers sur douze mois		−25	−155	+250	−192	+145
Pouvoir d'achat du revenu disponible						
Variation l'année précédant l'élection	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Variation sur les deux dernières années	1,0	1,0	2,7	4,0	1,4	2,9
Taux des prélèvements obligatoires						
Niveau l'année précédant les élections	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Variation sur un an	0,2	−0,1	+0,5	−0,2	+0,2	+1,2
Variation sur deux ans	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Indice de confiance des consommateurs	n.d.	−15	−17	−32	−21	−32

(1) Un point de chômage représente environ 250 000 chômeurs.

Sources : taux de chômage au sens du BIT, source Insee ; pouvoir d'achat et prélèvements obligatoires, comptes de la nation (1996) ; indice de confiance, Insee.

UN CHIFFRE
3 à 10
milliards de livres

LE COÛT DU PROGRAMME BRITANNIQUE D'AIDE À L'EMPLOI DES JEUNES

Le programme britannique d'aide à l'emploi des jeunes est l'un des principaux projets du gouvernement travailliste de Tony Blair qui doit permettre l'embauche de 250 000 jeunes chômeurs. Il doit être financé par une taxe sur les bénéfices exceptionnels des services publics privatisés. Cette taxe, vigoureusement contestée, jeudi 15 mai, par British Telecom et BAA, la société gestionnaire des aéroports britanniques, doit s'appliquer en principe aux anciens services publics ayant bénéficié de conditions jugées trop favorables depuis leur privatisation (monopole par exemple) ou qui ont été cédées à un prix trop faible.

Le gouvernement n'a pas encore précisé quelles entreprises devront payer cette taxe ni le mode de calcul qui sera utilisé. Les milieux financiers estiment que le produit de la taxe peut varier de 3 à 10 milliards de livres (entre 28 et 94 milliards de francs).

Le développement anarchique de l'automobile en Côte-d'Ivoire

▼ Afrique de l'Ouest
Le parc s'enrichit surtout de véhicules d'occasion. Les marques françaises sont en recul

ABIDJAN
de notre correspondant

Un break Peugeot bondé de voyageurs, de volailles et de ballots de marchandises, qui se traîne sur une mauvaise piste. Cet archétype du voyage automobile en Afrique subsaharienne reste vrai dans bien des pays, particulièrement dans le Sahel. Mais on voit aussi des cars à air conditionné sillonner les routes de Côte d'Ivoire, des 4x4 flambant neufs sur les avenues de Dakar, des semi-remorques turbo transporter des équipements industriels des ports du golfe de Guinée aux capitales de l'intérieur des terres.

La reprise du marché du neuf, l'explosion de celui de l'occasion, la croissance des échanges régionaux forcent l'Afrique à faire l'apprentissage accéléré de la civilisation automobile. Mais le coût de cette transition est lourd : la faiblesse de l'Etat de droit permet tous les manquements aux règles de sécurité, de respect de l'environnement. Et, dans bien des pays, le développement des infrastructures ne suit pas celui du parc.

En 1996, les importations d'automobiles en Côte d'Ivoire ont augmenté de 180 %. Cette explosion, dans un pays dont la monnaie – le franc CFA – a été dévaluée de 50 % en janvier 1994, peut paraître suprenante. Le marché du neuf n'a crû que de 2,1%, selon l'hebdomadaire *Marchés tropicaux*. Les marques françaises, au premier rang desquelles Peugeot, voient leur part de marché reculer face à l'offensive japonaise et sud-coréenne. Hyundai, Isuzu ou Daewoo s'implantent sur tous les segments, du minibus au 4x4.

Il faudra encore quelques années de croissance forte pour que la voiture neuve redevienne une perspective réaliste pour un cadre supérieur ivoirien ou sénégalais. Pour l'instant, la croissance du parc (qui a atteint 205 000 véhicules en avril 1997) peut être attribuée presque exclusivement au développement du marché de l'occasion.

Après d'autres pays du golfe de Guinée, le Bénin ou le Togo, la Côte d'Ivoire a assoupli sa réglementation en matière d'importation de véhicules d'occasion. Auparavant soumise à une autorisation préalable et frappée de droits de douane d'environ 100 %, l'entrée de véhicules usagés est désormais conditionnée à un simple contrôle technique à l'arrivée et les droits ont été ramenés à 41,2 %. Comme l'explique un responsable du ministère des transports, cette libéralisation était une réponse à la dévaluation. « *Le plus petit modèle neuf, une Renault 4, coûte 9 millions de francs CFA* [90 000 francs], *c'est inabordable pour l'immense majorité des Ivoiriens. Alors qu'avec les occasions on peut trouver une voiture pour 1,5 million.* »

Appliquées dès 1996 aux voitures particulières, ces mesures viennent d'être étendues aux utilitaires. En théorie, le contrôle technique est rigoureux. Mais de l'aveu même du ministère des transports, il existe déjà des filières de faux certificats de contrôle technique. D'autres combines ont cours, comme la location de pneumatiques neufs le temps du contrôle.

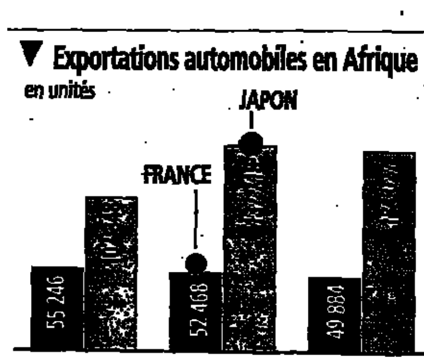
On peut sourire de ce folklore, mais il a un coût. Les véhicules d'occasion – qui viennent souvent du Benelux ou d'Allemagne – auraient été retirés de la circulation si ils étaient restés en Europe. Ce sont les usagers qui font les frais de ce trafic lucratif pour les exportateurs. Comme l'explique l'un des principaux importateurs de pièces détachées en Côte d'Ivoire : « *Même si ces véhicules, et particulièrement ceux de transport en commun, sont vieux, ils ont des moteurs très puissants, capables d'aller très vite, trop vite pour les routes africaines. En plus, le moteur a une espérance de vie supérieure à celle des freins ou des pneumatiques, que les transporteurs rechignent à remplacer par des pièces d'origine, en raison du coût.* » Chaque semaine, on apprend qu'un minibus ou un car a quitté la route à plus de 100 km/h, tuant quantités de passagers.

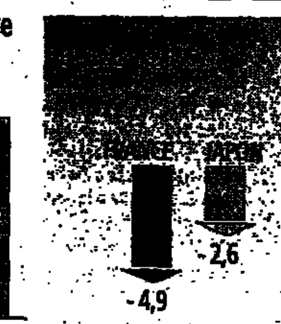
Et pourtant, les transporteurs viennent de se mettre en grève pour protester contre le projet d'imposer des limiteurs de vitesse sur les cars interurbains. « *Ils se livrent à une guerre des tarifs qui les ruine*, explique un fonctionnaire. *Pour aller d'Abidjan à Korogho, 800 kilomètres, il n'en coûte que 4000 francs CFA. Pour la rentabilité, la seule variable est la vitesse qui permet d'augmenter le nombre des rotations.* »

Dans le domaine du transport des marchandises, c'est la surcharge qui est le plus souvent en cause. Le poids à l'essieu dépasse les limites réglementaires, ce qui provoque une dégradation accélérée des 5 000 kilomètres de routes bitumées dont s'enorgueillit à la Côte d'Ivoire. Enfin, dans les grands centres urbains, la pollution automobile – accentuée par les conditions climatiques – atteint des niveaux inquiétants pour la santé des populations.

Dans le domaine de l'automobile comme dans d'autres, la capacité des pays africains à absorber le choc de la modernité dépendra en grande partie des Etats. Si ceux-ci prennent enfin les moyens de faire appliquer les réglementations en matière de sécurité ou d'environnement, l'économie africaine profitera de ce moyen privilégié de désenclavement.

Thomas Sotinel





Source : CCFA et JAMA

LIVRES

Les bons outils de la redistribution

par Martine Laronche

L'ÉCONOMIE DES INÉGALITÉS
de Thomas Piketty
La Découverte, « Repères », 128 p., 49 F.

Comment corriger les inégalités ? La question n'en finit pas d'alimenter le débat politique. Elle est au cœur de la campagne électorale. Son corollaire, la redistribution, a défini traditionnellement une ligne de fracture entre la droite et la gauche. Le Parti socialiste prône une redistribution du pouvoir d'achat en faveur des salariés au travers d'une nouvelle « cotisation sociale généralisée » sur tous les revenus. La droite promet une cure d'amaigrissement de l'Etat et moins d'impôts. L'une comme l'autre prétendent lutter contre la fracture sociale. Le livre de Thomas Piketty, économiste, directeur de recherches au CNRS et chercheur au Cepremap (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification), arrive à point pour éclairer le débat.

Depuis la révolution industrielle, la question de l'inégalité sociale et de la redistribution est d'abord posée en termes d'opposition entre capital et travail. Surprise : depuis 1920, la répartition de la valeur ajoutée n'a guère variée dans la plupart des pays industrialisés, avec un tiers pour le capital et deux tiers pour le travail. L'auteur en déduit que les cotisations patronales n'ont pas été vraiment payées par les patrons, mais répercutées sur les prix ou sur les salaires. Les systèmes modernes de protection sociale, qui ont été fondés sur l'idée d'un partage des dépenses sociales entre capitalistes et travailleurs, n'auraient donc effectué *« aucune redistribution du capital vers le travail »*.

Dans la période récente, la part du capital dans la valeur ajoutée a augmenté substantiellement en France où elle est passée d'environ 28 % en 1981 à 39,7 % en 1995. En revanche, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la part des profits est restée stable depuis une quinzaine d'années. Comment interpréter ces évolutions ? Dans le débat actuel, la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, en France, est souvent perçue comme une des causes des problèmes économiques. Thomas Piketty y voit pour sa part un symptôme. Les Etats-Unis ont créé plus de 25 % d'emplois entre 1983 et 1996, ce qui a contribué à augmenter leur masse salariale alors que celle-ci stagnait dans les pays où l'emploi stagnait aussi...

Comment obtenir une répartition plus juste de la richesse ? L'économiste du Cepremap estime que seule la taxation des revenus du capital permet une véritable redistribution. Une solution qui présente des limites dans la mesure où elle risque de pousser l'épargne et l'investissement vers des Etats plus accommodants. Le manque de coordination fiscale entre les différents pays membres de l'Union explique en grande partie pourquoi l'imposition des revenus du capital y a été sensiblement allégée pendant les années 80 et 90. *« Seul le fédéralisme fiscal, c'est-à-dire la taxation du capital au niveau géographique et politique le plus large possible, permettrait de mettre en place la redistribution capital/travail optimale du point de vue de la justice sociale »*, estime l'auteur.

Mais le vrai enjeu des inégalités aujourd'hui ne serait plus tant entre les profits et les salaires qu'au sein même des revenus du travail. Les écarts de revenus se sont aggravés depuis les années 70, principalement dans les pays anglo-saxons. *« (...) Il ne s'agit plus de savoir s'il faut abolir la propriété privée du capital, taxer les profits ou redistribuer le patrimoine. Les outils adaptés à l'inégalité des revenus du travail ont d'autres noms : taxations des hauts salaires et transferts fiscaux pour les bas salaires, politique d'éducation et de formation, salaire minimal, lutte contre la discrimination de la part des employeurs, grilles de salaires, rôle des syndicats, etc. »*

Quels sont les outils les plus efficaces pour redistribuer les salaires ? Thomas Piketty considère la fiscalité – taxation des salaires élevés au profit des bas salaires – comme nettement supérieure à la redistribution directe – salaire minimal élevé et salaire maximal faible. Cette formule a l'avantage de séparer le prix payé par les entreprises du prix payé par les salariés. Car les chefs d'entreprise utilisent moins de travail faiblement qualifié (relativement au travail qualifié) quand son coût augmente. Quelle est l'ampleur de la redistribution entre les salaires les plus faibles et les plus élevés dans les pays occidentaux ? Nulle, estime l'auteur à partir d'une analyse des taux moyens et des taux marginaux effectifs d'imposition ; *« Les pays où les inégalités de revenus sont faibles sont les pays où l'inégalité des salaires est faible, et inversement (...) »* L'argent prélevé sert à financer les dépenses traditionnelles (équipement, justice, défense...) et surtout les transferts en direction des chômeurs, les dépenses d'éducation, les retraites et les dépenses de santé.

A travers l'histoire, les grandes redistributions fiscales sont rares et prennent généralement la forme de dépenses sociales. En France, si l'assurance-maladie apparaît comme un outil efficace de réduction des inégalités, il n'en va pas de même pour les retraites. On pourrait penser que le système est neutre : chacun cotise proportionnellement à son revenu et touche ensuite une retraite, elle-même proportionnelle. *« En réalité l'inégalité fondamentale face à la retraite est l'inégalité des espérances de vie »*, rappelle Thomas Piketty. Les ouvriers dont l'espérance de vie est plus faible financent, en quelque sorte, la retraite des cadres supérieurs...

PARUTIONS

● **LA PENSÉE ÉCONOMIQUE MODERNE, de Brian Snowdon, Howard Vane et Peter Wynarczyk.** Principalement destiné aux étudiants, l'ouvrage présente les grands courants de pensée qui ont jalonné l'histoire économique, de Keynes à nos jours. Chaque chapitre est illustré par d'intéressants entretiens avec des économistes de renom (Robert Barro, James Tobin, Robert Lucas, Edmond Malinvaud, Milton Friedman, etc.). Les différentes écoles de pensée économique sont jugées à l'aune de leur capacité à expliquer la situation et à en déduire des recommandations. Dominant jusqu'aux années 70, le système keynésien a buté sur le phénomène de la stagflation et a cédé la place à une multitude d'écoles concurrentes. Des nouveaux classiques aux nouveaux keynésiens, les économistes ont aujourd'hui plus de sujets de désaccord que de points de convergence. Cette richesse du débat est un bon signe : *« Nous vivons des temps intellectuellement prospères pour la macro-économie »*, se félicitent les auteurs (Ediscience international, 497 p., 125 F).

● **MONDIOSCOPIE, BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU MONDE 1973-1996, d'Alain Gélédan.** Au moment où l'Europe s'interroge sur les bienfaits de la mondialisation, ce livre revisite, année après année, le dernier quart de siècle. S'appuyant sur la documentation du journal *Le Monde*, Alain Gélédan, professeur de sciences économiques, propose une lecture de l'économie mondiale par grandes périodes : chocs et crises (1973-1980), nouvelle donne (1981-1985), euphorie financière (1986-1989), ruptures politiques (1990-1993), reprises et déceptions (1994-1996). Une somme utile (*Le Monde* Editions-Marabout, 440 p., 98 F).

Le Hamster et le Prisonnier, paraboles pour une économie mondiale

par Isabelle Grunberg

Les habitués des salles de sport connaissent bien cet instrument qui permet de courir sur une surface roulante, tout en faisant du sur-place. Aux Etats-Unis, il a inspiré une analogie parlante : la *treadmill economy*, soit l'envers du décor de la croissance américaine (5,6 % en 1997 avec un chômage à 4,9 %). Le *treadmill* est une économie où l'on doit constamment travailler plus pour maintenir son niveau de vie. Cette détérioration qualitative du travail aux Etats-Unis, ou en Grande-Bretagne, a pour équivalent un nombre élevé de chômeurs dans les pays où le marché du travail est plus encadré. Pour sortir du chômage, les Européens doivent-ils instaurer ce que l'on pourrait appeler une « économie du hamster » ? Et si le dilemme entre le chômage européen et la dégradation des conditions de travail à l'américaine n'était pas une fatalité ? La question mérite d'autant plus d'être posée que cette double dégradation – quantitative en Europe, qualitative aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne – a une cause commune : la baisse de la demande mondiale de travailleurs à prix constants. D'où provient cette baisse ? De l'automatisation des processus de production, qui diminuerait le besoin de main-d'œuvre, ou de l'entrée sur le marché de la main-d'œuvre à bas prix des pays en développement. En réalité, aucune des ces explications ne semble satisfaisante. L'automatisation des processus de production devrait augmenter la productivité, donc les revenus, donc la demande effective et stimuler le développement de nouvelles activités, lesquelles créeraient de nouveaux emplois, productifs et bien rémunérés.

Idem pour la mondialisation : l'augmentation des revenus des travailleurs des nouveaux pays industriels devrait stimuler la demande de biens et de services, provoquant une demande renouvelée de travailleurs, au Nord comme au Sud, pour fournir ces biens et ces services. Les produits bon marché du Sud devraient augmenter le pouvoir d'achat réel des travailleurs du Nord, et aboutir aux mêmes effets. Pourquoi ce mécanisme a-t-il déraillé ?

Si l'on examine plus en détail le scénario positif qu'offre la théorie, on s'aperçoit qu'il repose presque entièrement sur des variables macroéconomiques. Les effets « destructeurs » de la concurrence, étrangère ou technologique, doivent en principe être compensés par des effets dynamiques d'augmentation de la demande et de croissance des revenus. Les secteurs en déclin doivent être relayés par l'émergence de nouvelles activités, de nouveaux marchés.

Une augmentation nette du chômage pourrait indiquer que ces effets dynamiques tardent à se faire sentir. Et, de fait, les marchés européens sont anémiques après des années d'austérité. Aux Etats-Unis, la confiance des consommateurs est sapée par l'insécurité de l'emploi. Les pays du Sud-Est asiatique, considérés comme les « sauveurs » de la croissance mondiale, produisent plus de biens qu'ils n'en peuvent absorber. Face à des marchés extérieurs en contraction, ils connaissent l'un après l'autre une chute de leur balance commerciale, à laquelle ils répondent par une cure d'austérité, réduisant encore la demande effective adressée aux autres parties du monde. L'austérité est donc un boomerang qui, dans les économies ouvertes des années 1990, rebondit aux quatre coins du monde. Et pourtant, c'est l'instrument rêvé, à court terme, pour redresser sa balance commerciale et gagner des parts de marché, car qui dit faible demande interne, dit prix modérés, donc compétitifs sur le marché mondial. Pourquoi cette politique ne semble-t-elle pas avoir porté ses fruits ?

Les ennuis commencent lorsque cette bonne recette est adoptée par tous les pays du monde, de l'Europe de l'Ouest aux pays anciennement communistes, en passant par les pays en développement soumis depuis les années 80 aux politiques d'ajustement structurel. Les autorités restreignent délibérément leur demande interne et tablent sur la demande externe pour maintenir leur croissance ou sortir de la crise comme en Allemagne et en France. Mais si tous compriment leur demande interne tout en comptant sur les marchés des autres, qui va absorber le surplus d'exportations ? Cette saturation progressive du marché mondial se manifeste actuellement par une chute des prix des principaux produits industriels.

Si tous les pays compriment leur demande interne, qui va absorber le surplus d'exportations ?

Face à une demande nationale et mondiale en perte de vitesse, les bénéfices des entreprises réalisés par la compression des coûts du travail ne seront pas investis dans la production de biens et de services supplémentaires. Pire, l'investissement sera « défensif » ; il consistera à racheter des rivaux, à consolider ses opérations, à réduire ses coûts de production, par exemple par les licenciements ou le recours à la sous-traitance.

L'attitude des Etats face aux contraintes de la compétitivité externe rappelle le dilemme bien connu du prisonnier. Deux complices d'un cambriolage sont incarcérés séparément, avant d'avoir pu bâtir leur système de défense. Interrogé, chacun d'eux pourrait nier, et ils auraient alors des chances d'être relâchés, faute de preuves. Mais nier alors que l'autre a avoué peut coûter très cher, car on n'aura pas coopéré à l'enquête. Le manque de communication aboutira donc à des accusations mutuelles, cette stratégie étant seule en mesure de minimiser les risques de chacun dans un contexte d'incertitude sur le comportement de l'autre.

Dans le cas des Etats, le manque de coopération aboutit à un résultat minimal pour les parties en présence. Pour sortir du chômage ou de la dégradation des conditions de travail, les Etats devraient reconnaître leur interdépendance et se garantir mutuellement un taux de croissance minimal de leur demande interne. Ils le font déjà au plan de l'ouverture commerciale. Le « dilemme du protectionnisme » est en tous points comparable au « dilemme de l'austérité » : c'est une stratégie gagnante, sauf si tous les autres deviennent protectionnistes. La reconnaissance de cette nécessaire coordination des politiques commerciales a donné lieu à un considérable appareil institutionnel, et à d'énormes dépenses d'énergie politique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour ce qui est de la coordination des politiques macroéconomiques, au contraire, il faut habituellement se contenter d'une allusion au détour d'un communiqué du G7.

Que conclure de cette analyse ? Que l'économie du *treadmill* et le chômage en Europe posent le problème de la disjonction entre une économie mondiale et des gouvernements qui agissent isolément. Le « dilemme de l'austérité » surgit de cette distortion entre un secteur privé mondial et un secteur public fractionné entre Etats et sans cohérence. Si l'on souhaite conserver les bénéfices de l'ouverture économique, il faut donc intensifier la coordination des politiques économiques, et plus particulièrement des politiques de croissance.

Le principal argument que l'on oppose à la coordination des politiques macroéconomiques est sa difficulté de mise en place, le manque de volonté politique. Mais les négociations et traités en vue de la libéralisation des échanges commerciaux devraient inciter à l'optimisme. D'autre part, la politique sociale, le plein-emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, ne doivent plus être envisagés comme relevant exclusivement de l'action nationale. Pour être efficace, cette politique doit s'exercer en priorité sur la scène externe. La politique extérieure entrerait alors dans sa « troisième » phase : après l'écroulement de la menace stratégique à l'Est, l'action externe des Etats s'est tournée vers la « guerre commerciale », la quête de parts du marché mondial. La sécurité, envisagée dans une dimension militaire, a pris une dimension économique.

Mais, à cette guerre économique, il pourrait bien y avoir plus de perdants que de gagnants, si la taille du marché mondial ne s'agrandit pas. Et surtout, les menaces viennent de plus en plus de l'intérieur même de la société, du sécessionnisme, du fondamentalisme, de l'extrémisme. Gagner des parts de marché ne suffit pas à répondre aux besoins sociaux qui s'expriment dans ces turbulences. Pour les sociétés menacées de dislocation par le chômage ou l'accroissement des inégalités, il faut une diplomatie qui s'adapte intelligemment à la mondialisation de l'économie, une diplomatie qui place l'être humain et l'équilibre des sociétés au centre de l'action internationale.

Isabelle Grunberg est économiste principal au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Davantage d'Europe dans nos législations

par Nicolas Cuzacq

« Il faut que l'action politique monte en puissance pendant les cinq années qui viennent », a affirmé le président de la République, le 21 avril dernier, lors de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale. Pourtant, certains Français, amers devant l'incapacité des partis traditionnels à éradiquer le chômage et les inégalités, cèdent au découragement, voire à l'extrémisme. Pourquoi voter pour des hommes politiques qui semblent assujettis à la dictature de l'économie ? A terme, l'esprit civique, le lien social et l'ordre public semblent menacés. Comment éviter ce scénario catastrophe ?

Commençons par en analyser les causes. Dans les années 80, la grande majorité des Etats a accepté le principe de la libre circulation des capitaux. La concurrence entre les offreurs de capitaux devait engendrer une baisse des taux d'intérêt ; finalement, la concurrence entre les demandeurs de capitaux a non seulement augmenté les taux d'intérêt, mais également limité la souveraineté des Etats. En France notamment, les détenteurs d'un capital substantiel, en menaçant de transférer leur épargne à l'étranger, ont obtenu des avantages fiscaux exorbitants. Les recettes fiscales provenant de l'imposition des capitaux mobiliers sont passées de 3,2 % des recettes totales en 1984 à 1,4 % en 1993 ! Plus généralement, le rapport La Martinière rappelle que *« les revenus de la propriété ont été caractérisés par une croissance forte, passant de moins de 10 % du revenu brut des ménages en 1980 à 13 % en 1993. Or les mesures prises en faveur de l'épargne ont ramené la taxation effective totale du patrimoine financier de 19,6 % en 1986 à 11,6 % en 1993 »*.

Il suffit de rappeler que 10 % des ménages détiennent 50 % du patrimoine pour comprendre que cette évolution a profité à une oligarchie financière. Le poids de la solidarité a surtout pesé sur la classe moyenne. Certains, au nom de la lourde imposition, dénigrent les dépenses publiques. C'est oublier que le taux de prélèvements obligatoires de la France n'est pas excessif au regard des revenus de transfert et des services publics proposés ; le vrai problème est la répartition inéquitable des charges publiques, engendrée par la libre circulation des capitaux. Celle-ci permet aussi aux entreprises de rogner les acquis sociaux en menaçant de délocaliser leur production. Enfin, elle engendre à terme une paupérisation relative des Etats, privés de certaines recettes fiscales.

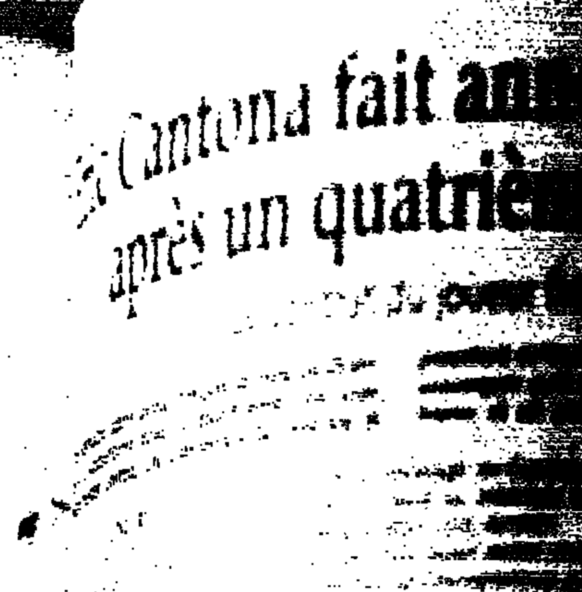
Le dumping fiscal et social pour attirer les capitaux doit être éradiqué

Le rapport Ruding l'a démontré en matière d'impôt sur les sociétés : de 1985 à 1991, le taux moyen de cet impôt a baissé de sept points, passant de 46,9 % à 40,1 % en Europe. Il apparaît donc très clairement que la concurrence entre les systèmes sociaux et fiscaux aboutit à une harmonisation par le bas. Avoir accepté la libre circulation des capitaux sans une harmonisation, au moins minimum, des législations fiscales et sociales, notamment en Europe, constitue un contresens historique et la cause de nombreux maux de notre société. On peut même se demander si cette évolution n'a pas été orchestrée par l'oligarchie financière qui, à travers les siècles, a toujours cherché à s'exonérer de son devoir de solidarité à l'égard des plus démunis. Ce jeu non coopératif entre Etats aboutit à une véritable aberration : une paupérisation relative de l'administration publique et de nombreux citoyens, dans une société globalement plus riche. Comment y remédier ? A l'échelle européenne, les solutions existent, mais elles nécessitent du temps, une coopération entre Etats membres et un protectionnisme relatif et intelligent à l'égard du reste du monde, notamment des Etats-Unis. En harmonisant, au moins partiellement, les législations fiscales et sociales européennes, on obtiendrait de nouvelles marges de manœuvre.

On pourrait, par exemple, augmenter l'imposition des revenus de l'épargne ou des bénéfices des sociétés, mais également instaurer une taxe sur les flux de capitaux comme l'a préconisé le prix Nobel d'économie Tobin. La réponse est donc principalement politique. Bien sûr, cela nécessite que les décisions fiscales et sociales soient prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité au conseil des ministres européens. C'est la seule solution pour éviter le comportement parasitaire de certains Etats, comme la Grande-Bretagne, qui profite des opportunités de l'Union européenne sans participer à l'effort d'harmonisation.

Malheureusement certains Etats, comme le démontrent les débats sur la conférence intergouvernementale (CIG), voient dans ce passage à la majorité une atteinte supplémentaire à leur souveraineté. C'est au contraire le seul moyen de la recouvrer. Est-il logique qu'un Etat comme le Luxembourg bloque de nombreuses décisions fiscales ? Avant de s'élargir, l'Union européenne doit impérativement régler ce problème de l'abus de minorité. La maison Europe est aujourd'hui bancale car elle est privée de pilier fiscal, social, voire politique. Il faut européaniser nos législations à l'heure où les économies sont depuis longtemps internationalisées. Créer l'euro est nécessaire, mais insuffisant. En plus du dumping monétaire (dévaluations compétitives), il faut également éradiquer le dumping fiscal et social (réduction des impôts et de la protection sociale pour attirer les capitaux). L'Europe pourrait ainsi présenter un modèle fondé sur une cohésion sociale retrouvée, des infrastructures de qualité, une main-d'œuvre qualifiée.

Nicolas Cuzacq est professeur agrégé à l'IUT de Paris-XII.



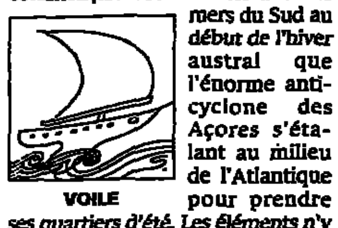
SPORTS **Olivier de Kersauson a amélioré, *lundi 19 mai*, le record du tour du monde à la voile sans escale en équipage en rejoignant le cap Lizard, au large d'Ouessant, après 71 jours 14 heures 18 min et 8 s de *navigation pour s'approprier le Trophée Jules-Verne à sa quatrième tentative.* ● LE RECORD précédent appartenait au Néo-Zélandais Peter Blake (74 jours 22 heures 17 min 22 s), *qu'il avait établi en 1994.* ● POUR FAIRE MIEUX, le marin breton a pris tous les risques : traversée tardive de l'Atlantique sud au milieu des icebergs, remontée à risques de l'Atlantique nord en frôlant l'anticyclone des Açores. Cette performance est due aussi au routeur américain Bob Rice. ● PERSONNALITÉ souvent contestée, l'« Amiral » Olivier de Kersauson poursuit également une carrière d'amuseur *public* qui lui a valu de sérieux déboires à l'époque de l'émission de télévision *Osons*.**

Olivier de Kersauson établit un nouveau record du Tour du monde à la voile

Après quatre tentatives avortées, le marin breton, âgé de 52 ans, s'empare du Trophée Jules-Verne. Il est allé relativement moins vite que Peter Blake, mais il a pris une route plus courte dans les mers du Sud

BREST
de notre envoyé spécial

Rien n'aurait pu l'arrêter. Pas plus les glaces d'une banquise qui commençait à se refermer dans les mers du Sud au *début de l'hiver* austral que l'énorme anticyclone des Açores s'étalant au milieu de l'Atlantique pour prendre *ses quartiers d'été. Les éléments* n'y pouvaient rien. Olivier de Kersauson voulait tant cet insaisissable Trophée Jules-Verne portant record *du Tour du monde à la voile* en équipage sans escale qu'il a fini par se l'approprier. Et ils étaient plusieurs milliers à avoir fait le déplacement *de Brest, lundi 19* mai – *jour* férié oblige –, pour accueillir l'« Amiral », enfin à quai.



VOILE

Pourtant, il y a une semaine à peine, pendant trois jours, le maître de *Sport-Elec* semblait ne plus y croire. Plus un message vers la France n'était lancé des antennes radio du trimaran géant. En fait, le seul lien entre la mer et la terre était réservé aux informations venues de l'Etat du Maine. Aux Etats-Unis, Bob Rice, un des meilleurs météorologues du monde, celui qui avait conduit Peter Blake vers le record en 1994, cherchait une issue pour le bateau englué dans les calmes. Tout semblait perdu le 13 mai, lorsqu'une carte montrait *Sport-Elec* planté dans l'oeil de l'anticyclone des Açores, à l'endroit exact où les vents faibles s'annulent entre eux.

Dans la nuit du 14, presque par miracle, *Sport-Elec* retrouvait de la vitesse et filait vers le nord-est, sur une route directe vers Brest. Le record *restait possible. Avec ses nouvelles* voiles de petit temps, le grand bateau s'était appuyé sur une faible brise, suffisante pour recréer son propre vent apparent, capable de le faire filer à plus de 15 noeuds jusqu'à Ouessant. Une fois de plus, Olivier de Kersauson méritait ses galons de grand marin, gagnés aux côtés d'Eric Tabarly. Pour la troisième fois en deux mois, il avait réussi à *se jouer* des pièges de la mer. Pas plus les orages tropicaux le long des côtes du Brésil que la « *kalmasse* » du pot-au-noir n'avaient *sérieusement* entamé le capital conquis de haute lutte dans le Sud.

C'est dans ces mers glacées, qui *avaient vu les naufrages de trois solitaires* du dernier Vendée Globe, qu'Olivier de Kersauson et ses six équipiers ont construit leur succès. *Et pourtant, eux aussi ont parlé de* l'enfer. C'était le 7 avril : *« Nous venons d'y mettre les pieds sans se plaindre ou crier au secours. C'est la misère. »* Malgré le froid et les tempêtes, *Sport-Elec* continue sur sa lancée, celle qui vient de lui permettre de battre le record entre l'équateur et Le Cap, et de refaire ainsi une partie des quatre jours de retard sur *Enza* accumulés entre le départ et le passage de l'équateur dans la descente de l'Atlantique.

Dans *« l'océan fort, brutal et grandiose »*, *Sport-Elec* plonge vers le Sud, là où personne ne peut venir à son secours. *Le trimaran descend* de plus en plus bas dans les 60es parallèles, où la route est plus courte. Et, le 12 avril, Olivier de Kersauson lâche un communiqué de victoire : *« Avons enfin dépassé* Enza ! » Mais la course virtuelle avec le catamaran néo-zélandais ne peut pas faire oublier le danger. C'est un véritable slalom au milieu des icebergs : *« Un homme à la barre, un autre sur le flotteur au vent avec le système de vision nocturne, un autre au radar. »*

PRENDRE TOUS LES RISQUES

Au 47e jour de mer, dont la moitié dans les mers du Sud, Olivier de Kersauson passe pour la cinquième fois de sa vie le cap Horn. *Sport-Elec* possède une journée et neuf heures d'avance sur *Enza*, deux jours au passage des îles Falkland. Reste à remonter l'Atlantique, *là où Peter Blake avait bâti* son record, avec une moyenne régulière de plus de 300 milles par jour. Pour l'équipage de *Sport-Elec*, il n'y a d'autres solutions en cette saison que de prendre tous les risques, c'est-à-dire toujours les routes les plus courtes, sous peine de perdre son avance dans les conditions anticycloniques qui s'installent sur l'Océan.

Olivier de Kersauson n'a donc eu d'yeux pendant plus de 70 jours que sur le tableau de marche d'*Enza*. En 1994, le catamaran consuit par le Néo-Zélandais Peter Blake associé au Britannique Robin Knox-Johnston avait privé le Français du Trophée Jules-Verne, créé pour célébrer le record des tours du monde en moins de 80 jours, et détenu pour la première fois en 1993 par Bruno Peyron. Parti en même temps du large d'Ouessant, avec seulement quatre équipiers, et arrivé moins de trois jours après *Enza*, Olivier de Kersauson n'avait jamais oublié ces 77 jours à la poursuite du catamaran néo-zélandais mené par huit marins.

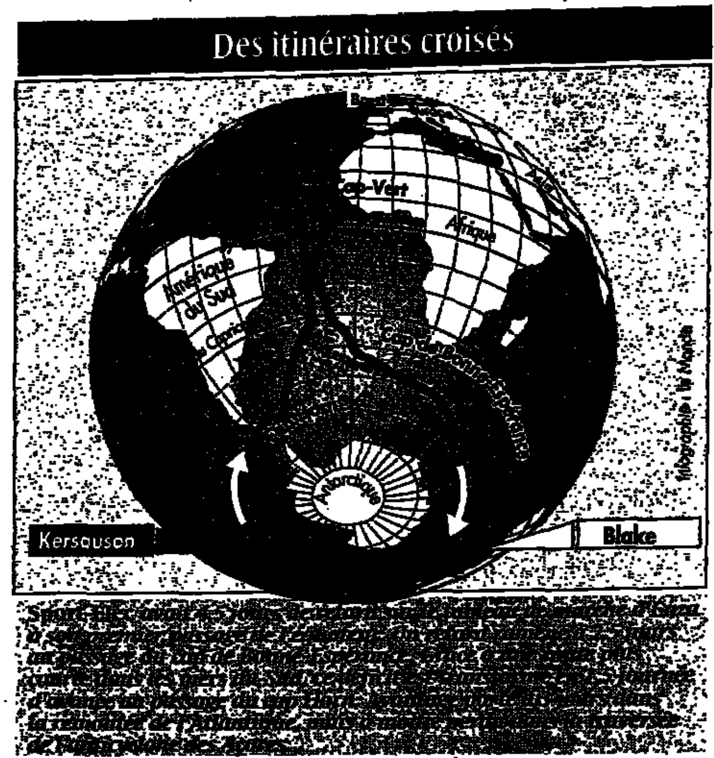
Le record établi lundi 19 mai (71 jours 14 heures 18 minutes et 08 secondes) était sans doute au bout de la tentative de la dernière chance pour l'« Amiral ». Trop longtemps resté à terre, le Brestois n'aurait pas pu continuer à entretenir son trimaran, un des trois grands multicoques des années 80 *toujours armés. Et puis*, le vieux marin de cinquante-deux ans avait déjà perdu beaucoup de sa crédibilité dans quatre tentatives avortées et une partie de son *aura* après son échec derrière *Enza*. En 1993, c'est un bloc de glace qui l'avait obligé à faire demi-tour au large du Cap. En 1994, *c'était* la défaite au goût amer derrière le grand Peter Blake. En janvier 1995, la tentative n'avait duré que 32 heures. Faux départ un mois plus tard, à cause d'une rencontre inopinée avec un tronc d'arbre, et demi-tour après l'équateur quelques semaines plus tard.

Le 31 décembre 1996, *Sport-Elec* avait fêté la nuit de la Saint-Sylvestre au large de Brest. Mais le trimaran avait fait à nouveau demi-tour au large de l'Afrique du Sud après 17 jours de mer et déjà 1 200 milles de retard sur le tableau de marche d'*Enza*. On croyait l'« Amiral » condamné aux bouffonneries médiatiques. Et quand il était reparti le 8 mars, tout le monde a subodoré l'ultime coup de pub : *« Trop tard, trop risqué ! »*. Jusqu'à cette folle traversée de l'Indien et du Pacifique. Plus personne *ne sourit aujourd'hui*. Olivier de Kersauson a retrouvé sa place parmi les grands marins.

Christophe de Chenay

Une « moyenne » moins élevée

Vainqueur du Trophée Jules-Verne, Olivier de Kersauson n'a pas été plus rapide que Peter Blake. *Sport-Elec* a en effet réalisé une moyenne inférieure de deux dixièmes de noeud environ à celle du Néo-Zélandais qui, en 1994, avait bouclé le tour du monde sur *Enza* à la cadence de 14,68 noeuds. En revanche, grâce au travail effectué par son routeur américain Bob Rice – celui-là même qui avait routé *Enza* –, et aux conditions météo rencontrées sur son chemin, *Sport-Elec* a parcouru environ 1 400 milles de moins que son prédécesseur au palmarès du Trophée.



Six équipiers pour un exploit

En 1994, le Néo-Zélandais Peter Blake avait établi son record avec huit hommes à bord de son *Enza*. Son poursuivant, Olivier de Kersauson, n'en avait embarqué que cinq. Cette fois, il a vu plus grand : ils étaient sept à se battre contre les éléments et à les vaincre.

● **Michel Bothuon**, chargé des voiles, trente-huit ans, ancien de la Route du Rhum, de la Course de l'Europe, de la Transat AG2R, de la Solitaire du Figaro, aux côtés de Kersauson depuis 1994.

● ***Thomas Coville**, chargé de la* sécurité, vingt-huit ans, Coupe de l'America, Admiral's Cup, Tour de France à la voile, ancien équipier de Laurent Bourgnon et Bruno Peyron.

● **Didier Gainette**, chargé des voiles, quarante ans, ancien équipier de Philippe Poupon, Olivier Moussy et Alain Gabbay.

● **Hervé Jan**, chargé du gréement, quarante-deux ans, plusieurs participations à la Whitbread, Solitaire du Figaro, équipier d'Olivier de Kersauson sur la Course de l'Europe.

● **Marc Le Fur**, chargé de l'intendance, vingt-six ans.

● **Yves Pouillaude**, chargé de l'électronique, *quarante-deux ans*, officier de la marine marchande, préparateur de *Poulain*, la première version du trimaran actuel d'Olivier de Kersauson.

Amiral pour le pire comme pour le meilleur

ON AVAIT donc cru bien à tort qu'Olivier de Kersauson hésitait entre une lucrative carrière d'amuseur et son destin de marin. Ces quatre longues années, d'attente, de départ avortés en quête d'un Graal de plus en plus inaccessible, semblaient avoir laissé l'aristocrate en rade, à cinquante-deux ans. Echoué dans des studios de radio, sur des plateaux de télévision, il ne semblait certes pas dupe de ce rôle ambigu de « macho-facho-tigolo ».

Provocateur professionnel pour la galerie, le vrai-faux Celte, né dans la Sarthe le 20 juillet 1944, restait pourtant lui-même. On n'a pas été huit ans, de 1967 à 1975, second d'Eric Tabarly pour s'asseoir sur d'aussi glorieux souvenirs de navigation : cette victoire au Fastnet à la barbe des Anglais et ces régates de légende aux côtés d'« ET » dans Sydney-Hobart et San-Francisco-Honolulu. Et puis ce record en solitaire en 1989 : plus de 125 jours sur un trimaran de 23 mètres pour un tour du monde de légende.

Alors Olivier de Kersauson joue le jeu d'un rôle qui lui permet d'entretenir son bateau et toute une équipe à terre. Il prend cependant parfois le temps de se justifier : *« Etre amuseur sert aussi à quelque chose dans un monde où tant de gens triment en s'ennuyant. »* Depuis presque vingt ans que Jacques Martin lui a permis de monnayer sa « libre-parole », il est devenu un fidèle des *Grosses têtes*. *« C'est un phénomène,* dit de lui Philippe Bouvard. *Il retranscrit dans le délire du discours l'écriture automatique des surréalistes. »*

Philippe Bouvard est fier de ce surnom de *« l'Amiral »* qu'il a si bien collé à la peau du Brestois : *« Olivier de Kersauson n'est pas le même homme quand il parle de la mer. Il est dans un état second quand il évoque ses traversées. Il parle de la peur qui va jusqu'à la prière. Il ne se sent pas bien sur la terre ferme, dans notre époque en général. Il aimerait pouvoir refuser toutes les règles de la société moderne. Il est resté aristocrate et ne fait certaines choses que contraint et forcé. Il estime que la société doit le faire vivre indépendamment de ce qu'il peut lui apporter. »*

SOUTIEN LOGISTIQUE

Mais un jour la *« grossièreté de bon aloi »* que revendique l'amuseur a trouvé ses limites. Pour l'émission *Osons* de Patrick Sébastien, il est allé demander à Jean-Marie Le Pen de réagir sur un pastiche à tonalité raciste d'une chanson de Patrick Bruel. Sa complaisance devant le chef du Front national a fait tache dans un milieu qui n'aime guère les manières indépendantes et la grande gueule du Brestois. C'est du port d'attache d'Olivier de Kersauson que vient une manière de pardon. La ville apporte depuis plusieurs années un soutien logistique à ses tentatives de record et le grand trimaran a trouvé refuge dans le port du Moulin-Blanc.

Pierre Maille, maire de Brest, reconnaît que le plus célèbre marin de sa ville *« n'est sans doute pas à compter parmi les partisans du PS »*. Mais l'édile socialiste ajoute : *« Je n'approuve pas tout ce qu'il dit et ce qu'il fait, mais il a toujours parlé de Brest de façon très positive. Ses activités médiatiques peuvent l'amener à forcer le trait. »* Olivier de Kersauson peut regagner son port d'attache tranquille. Le record de *Sport-Elec* le fait entrer dans la légende. On ne parlera plus de « l'Amiral » comme d'un marin d'eau douce. C'est promis.

C. de C.

« On a su prendre des risques intelligents »

SES PREMIERS MOTS de vainqueur, Olivier de Kersauson les a mesurés. *« On ne peut pas dire que le record nous a été apporté sur un plateau*, a-t-il déclaré au micro de France-Info peu après avoir franchi la ligne du cap Lizard. *On a su prendre des risques intelligents à chaque fois. Quand il y a eu des moments difficiles, on a jamais reculé. »* Tout était dit, ou presque. Le temps de revenir sur les conditions de l'arrivée – *« C'était pénible à cause de la « kalmasse ». C'était dangereux au ras des cailloux. Vous savez, je suis un peu sonné après un voyage de soixante et onze jours »* – et l'« Amiral » pouvait se consacrer aux derniers milles le ramenant à son port d'attache.

Là-bas, à Moulin-Blanc, au fond de la rade de Brest, son *Sport-Elec* allait retrouver son anneau après 71 jours 14 h 18 min 8 s d'une aventure franchement folle. Ces milles ultimes, Kersauson et les siens devaient les parcourir escortés d'une flottille de plusieurs dizaines d'embarcations sorties à sa rencontre peu avant le lever du jour malgré une forte pluie orageuse. Mais il en faut plus pour décourager les Bretons, surtout quand il s'agit de fêter le retour d'un fils. Si l'anticyclone des Açores n'a pas réussi à ralentir *Sport-Elec* pour de bon, l'absence totale de vent à quelques encablures de la ligne a planté le bateau, lui faisant perdre, sans doute, une bonne heure. Mais qu'importe quand on possède plus de trois jours d'avance sur le précédent record ! De toute façon, sur les quais, où plusieurs milliers de personnes étaient attendus, c'était déjà la joie et la reconnaissance de l'exploit.

« C'est la victoire de l'endurance et de la passion, a déclaré Laurent Esquier, l'un des hommes de base de l'équipe de Kersauson, resté à terre. *Il a poussé les limites techniques, humaines et stratégiques. »* L'« Amiral », lui, restait aussi serein que sur le plateau des *Grosses têtes*. *« Je ne pourrai pas me détendre avant d'être à quai,* commentait-il. *On verra cet après-midi. »*

« Sport-Elec », trimaran à géométrie variable

SPORT-ÉLEC est un trimaran de 27 mètres de long et de 17 mètres de large. Il a été dessiné par les architectes Marc Van Péthegem et Vincent Lauriot-Prévost, également auteurs de *Pierre-Ier*, avec lequel Florence Arthaud a gagné la Route du Rhum en 1990, ou du *Primagaz* de Laurent Bourgnon, vainqueur de la même Transat quatre ans plus tard. En douze ans, le trimaran d'Olivier de Kersauson a subi de nombreuses transformations et a parcouru plus de 150 000 milles.

Il avait été mis à l'eau sous le nom de *Poulain* en 1985. Il mesurait alors 23 mètres de long et 17 mètres de large. Rebaptisé *Un autre regard* en 1988, il est alors doté d'un mât en carbone de 24 mètres au lieu de 30, et il améliore le record du tour du monde en solitaire.

Il subit une nouvelle métamorphose en 1993 sous le nom de *Charal*. La coque centrale est rallongée de quatre mètres, les flotteurs, en carbone, sont redessinés, et les bras de liaison, en carbone également, renforcés, donnant plus de puissance au voilier. Un nouveau mat-aile de 32 mètres de hauteur et d'une surface de 21 m² permet de porter la surface de voilure au près à 340 m². Le déplacement est alors de 15,5 tonnes. Un morceau de glace flottant entre deux eaux manqua de l'envoyer par le fond. Ramené au port, rebaptisé (pour la quatrième fois) *Lyonnaise-des-Eaux-Dumez*, le trimaran a son mât allégé de 400 kilos et déplace 14 tonnes mais, avec un équipage de seulement cinq hommes, il ne peut pas empêcher Peter Blake et ses huit coéquipiers de s'emparer du Trophée Jules-Verne.

Nouvelle cure d'amaigrissement en 1995 : le trimaran est allégé de 800 kilos et son plan de pont rationalisé pour repartir (en vain) à la conquête du Trophée Jules-Verne. Ultime métamorphose en 1997 : *Sport-Elec* reçoit un jeu de voiles supplémentaire. Sa surface de voilure au près est de 340 m2, il porte un génois de 110 m2, une grand-voile de 230 m² et un gennaker de 280 m2. Le trimaran peut ainsi améliorer ses performances dans le petit temps. Grâce à ses voiles nouvelles, il a échappé à l'anticyclone des Açores.

Aujourd'hui, Marc Van Pethegem et Vincent Lauriot-Prévost estiment que ses multiples transformations leur ont fourni de précieuses informations pour l'étude d'un grand trimaran capable de gagner la course de l'an 2000, The Race, lancée par Bruno Peyron, premier détenteur, en 1993, du Trophée Jules-Verne.

Trois hommes pour un trophée

L'idée du Trophée Jules-Verne a été lancée à la fin des années 80 par Titouan Lamazou, Jean-François Coste et Florence Arthaud. Pour eux, faire le tour du monde en quatre-vingts jours, sur le modèle de Philéas Fogg, le héros de Jules Verne, ne s'annonce pas comme une partie de plaisir. Et pourtant, en 1993, Bruno Peyron boucla la chose en à peine plus de 79 jours avant que le Néo-Zélandais Peter Blake et Olivier de Kersauson ne fassent encore mieux.

● **20 avril 1993 :** Bruno Peyron et quatre équipiers effacent le record imaginé par Jules Verne pour Phileas Fogg, en 79 j 6 h 15 min 56 s sur le catamaran *Commodore-Explorer*.

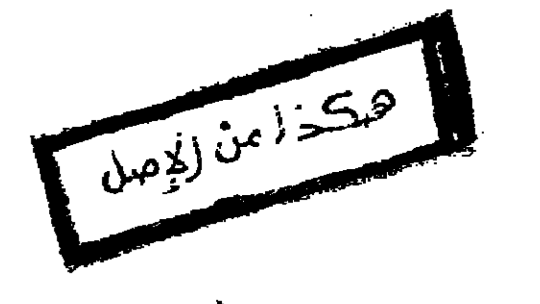
● **1er avril 1994 :** Le Néo-Zélandais Peter Blake et le Britannique Robin Knox-Johnston et cinq équipiers portent le record à 74 j 22 h 17 min 22 s sur le catamaran *Enza-New-Zealand*.

● **3 avril 1994 :** Olivier de Kersauson, accompagné de cinq équipiers, franchit la ligne sur le trimaran *Lyonnaise-des-Eaux-Dumez* après 77 j 5 h 3 min 7 s de navigation autour du monde.

● **19 mai 1997 :** Olivier de Kersauson et ses six hommes d'équipage battent le record d'*Enza-New-Zealand* sur leur trimaran *Sport-Elec* après 71 j 14 h 18 min 8 s de mer.

Un palmarès discret

● Second de Tabarly de 1967 à 1975
Victoire sur le Fasnet, le Tour du Gotland, Plymouth-La Rochelle, Sydney-Hobart, San-Francisco-Honolulu.
● Skipper depuis 1975
2e de la course des Clippers 1975-1976
2e de l'Open UAP (1987)
1er des Grands Prix de Brest et de La Rochelle (1987)
En 1988, Olivier de Kersauson a établi le record du tour du monde en solitaire, en 129 jours.



Eric Cantona fait annoncer qu'il prend sa retraite après un quatrième titre avec Manchester

Le contrat du joueur français court encore pendant un an

Une semaine après avoir conquis le titre de champion d'Angleterre pour la quatrième fois avec Manchester United, Eric Cantona a fait lire par le président et l'entraîneur du club un communiqué annonçant qu'il mettait fin à sa carrière. Agé de trente et un ans, Cantona, qui est encore sous contrat pour un an avec Manchester, n'a pas été à son meilleur niveau cette saison et n'avait pas de perspectives de transfert très intéressantes.

LONDRES
de notre correspondant

L'annonce de la retraite anticipée – à trente et un ans – d'Eric Cantona a frappé de stupeur les amateurs de football britanniques. La nouvelle a été rendue publique dimanche 18 mai à 16 heures par le président, Martin Edwards, et l'entraîneur de Manchester United, Alex Ferguson, qui ont lu un communiqué du joueur, actuellement en vacances. *« J'ai été footballeur professionnel pendant treize ans, et c'est une longue période. J'avais toujours prévu de prendre ma retraite quand j'étais au sommet, et, à Manchester, j'ai atteint le pinacle de ma carrière.*

FOOTBALL

» Au cours des quatre dernières années et demie, j'ai joué mon meilleur football et j'ai eu des moments fantastiques. J'ai eu des relations merveilleuses avec mon manager, mon entraîneur, le personnel, les joueurs, sans oublier les fans. Je souhaite à Manchester United encore plus de succès dans le futur. »

Tel est le message de Cantona, qui avait annoncé sa décision à Alex Ferguson mercredi dernier.

« Avec Eric, nous avons remporté quatre fois le championnat et deux fois la Coupe, a déclaré le président du club, Martin Edwards. *Ce n'est pas une coïncidence si nous avons remporté le championnat pour la première fois depuis vingt-six ans peu après son arrivée. Ensuite, nous avons fait deux doublés. Cela a véritablement été une époque magique. » « C'est un jour triste pour United. Eric a été un joueur fantastique »*, a ajouté Alex Ferguson. Seule consolation : que le *« roi Eric »* ait décidé de ranger ses crampons – du moins officiellement – plutôt que d'aller jouer dans un autre club anglais.

Les relations entre le joueur français surdoué mais un peu fou – il a été sanctionné pour violences ou mauvaise conduite huit fois depuis 1987, dont une suspension de huit mois en 1995 pour avoir agressé un spectateur qui l'avait insulté – et les Britanniques ont été incroyables.

Il doit beaucoup à Alex Ferguson, qui n'a jamais cessé de croire en lui, même quand il était suspendu et qu'il était l'objet des critiques les plus vives des médias, et a su canaliser son trop-plein d'énergie. C'est ainsi qu'il est devenu capitaine d'United et a contribué à former de jeunes joueurs.

Avec le public, il s'est agi de relations d'amour et de haine envers un joueur génial un jour et voyou le lendemain. Mais ses coups de patte sur le terrain d'Old Trafford, ses buts opportunistes – comme le dernier, qui a donné le championnat à son club – lui ont valu un véritable culte, dont on ne peut imaginer l'ampleur de l'autre côté de la Manche. Pas de matches d'United sans que l'on scande des *« Oh! Oh! Ah! Ah! Cantona ! »*, que l'on arbore des maillots rouges frappés du « 7 » magique ou que l'on agite des drapeaux français ornés du portrait du héros.

UNE ÉNIGME

On a entendu des *« Marseillaise »* dont les seules paroles étaient le nom du joueur. On lui a consacré une fresque dans laquelle il apparaît comme une sorte de Christ du football.

Lors de la visite de Jacques Chirac, il y a un an, Mme Speaker (la présidente de la Chambre des communes) avait crûment dit au président français qu'un de ses compatriotes était autrement plus populaire que lui auprès des Britanniques, Eric Cantona. Et c'est un peu parce que leur joueur idole n'avait pas été sélectionné dans l'équipe de France lors de l'Euro 96 – un véritable crime de lèse-majesté – que les spectateurs de Manchester avaient sifflé les joueurs d'Aimé Jacquet.

Il est révélateur que tous les journaux de lundi aient annoncé le départ de Cantona à la « une », y compris le *Financial Times*. Pour les Anglais, Cantona aura toujours été une énigme. Ils l'ont admiré, idolâtré, mais ne l'ont jamais vraiment compris. Son départ imprévu ajoute au mystère et le fait entrer dans la légende. En 1995, après une expulsion qui aurait dû ruiner sa carrière, il avait fait une de ses déclarations dont le sens nous échappe, parlant de mouettes suivant les chalutiers parce qu'ils rejetaient des sardines. Certains journaux avaient alors loué les services de psychanalystes pour comprendre ce que le *« King »* avait bien voulu dire...

Patrice de Beer

L'OM parie sur Rolland Courbis pour retrouver l'Europe

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Du passé faisons table rase. Pendant que se déroule le procès du « grand OM » des années Tapie, Robert Louis-Dreyfus, en charge du club marseillais depuis décembre dernier, refuse de regarder en arrière. *« Le passé ne m'intéresse pas. D'ailleurs, je ne me suis pas tenu au courant de ce qui s'est dit au tribunal depuis le début du procès. Bernard Tapie, je ne l'ai rencontré que deux fois dans ma vie. Moi, je travaille pour bâtir l'avenir de ce club. »*

Le patron d'Adidas, qui a eu l'occasion depuis sa prise de fonctions à la tête de l'OM de découvrir certaines réalités parfois déroutantes existant autour du club phocéen (*Le Monde du 26 mars*), trouve peu à peu ses marques. Samedi 17 mai, avant le coup d'envoi du match OM-PSG, on a pu le voir dans les virages du Stade-Vélodrome, discutant avec les supporteurs marseillais. Après une période de froid et d'incompréhension, les relations entre Robert Louis-Dreyfus et les fans de l'OM semblent au beau fixe. L'annonce de la baisse substantielle du prix des abonnements pour la saison prochaine y est sans doute pour quelque chose... La saison se termine. L'OM, qui évoluait en deuxième division la saison passée, va terminer à la dixième ou onzième place du classement. Aux yeux du public mais également de certains dirigeants en conflit avec l'entraîneur Gérard Gili depuis de longs mois, ce n'est pas une performance assez glorieuse.

PARI DÉLICAT

Conscient des limites de l'effectif mis à sa disposition, Gérard Gili a fait du bon travail. Mais le club marseillais ne peut se permettre une deuxième saison « profil bas ». C'est la raison pour laquelle Robert Louis-Dreyfus, suivant en cela les conseils d'un triumvirat composé du directeur général Jean-Michel Roussier, du trésorier Pierre Dubiton et du directeur sportif Marcel Dib, a décidé de se séparer de son entraîneur et d'investir une somme avoisinant les cent millions de francs, sur le marché des transferts. L'objectif avoué a le mérite de la clarté : *« La saison prochaine, l'OM vise l'Europe. Si le club n'est pas européen, j'estimerai avoir échoué. »*, déclarait Robert Louis-Dreyfus après la victoire sur le PSG.

Pour réussir ce pari délicat, le patron de l'OM a annoncé après le match contre le PSG l'arrivée de Rolland Courbis. Une annonce attendue depuis quelques semaines, mais dont l'officialisation a déclenché une vague de commentaires optimistes concernant l'avenir du club marseillais.

Car, au-delà de ses énormes qualités de meneur d'hommes, l'actuel entraîneur des Girondins de Bordeaux est l'un des rares techniciens capables, sur son seul nom, de pouvoir convaincre un joueur de le rejoindre. *« Courbis sent le football comme personne. Il sait ce qu'est la pression, ce qu'elle signifie à Marseille, sa ville natale. Il vient de réussir une grande saison à Bordeaux, et je pense que de grands joueurs vont venir chez nous grâce à lui. »*, expliquait le patron d'Adidas avant de préciser : *« Nous aimerions signer un très grand joueur. Roberto Baggio a le profil. En revanche, pas question de Cantona, qui a brillé en Angleterre parce que le marquage est inexistant par rapport aux autres championnats européens. Et je ne veux pas non plus de Dugarry. »*

Prudent et lucide, Rolland Courbis a insisté pour ne s'engager qu'un an avec le club marseillais. Son contrat ne sera renouvelé que si la qualification européenne est atteinte. Personnage haut en couleur, souvent controversé pour ses relations douteuses, condamné par la justice pour faux en écriture, abus de confiance et recel dans l'affaire des comptes du Sporting Club de Toulon, Courbis ne laisse personne indifférent.

Il y a quelques semaines, son éventuelle venue à l'OM avait été envisagée avec une certaine méfiance par Renaud Muselier, proche collaborateur de Jean-Claude Gaudin et personnalité « montante » de la scène politique locale, qui s'en était confié à l'hebdomadaire *France Football* : *« Nous n'avons pas redressé le club pour le confier à quelqu'un qui est épinglé sur un problème judiciaire, même si c'est un grand professionnel du football. Ce n'est pas idéal, quand on souhaite redresser l'image du club. »* Les réticences de Muselier n'ont pas pesé lourd dans la balance. Avec une équipe qu'il espère haut de gamme et un Stade-Vélodrome bientôt rénové de fond en comble, le public marseillais se reprend à rêver. Pendant ce temps, le procès des années Tapie continue...

Alain Constant

RÉSULTATS

BASKET-BALL

NBA
Phase finale
● Conférence Est

Miami - New-York	101-90

(remporte la série 4 à 3).
● Conférence Ouest

Houston-Seattle	96-91

Houston se qualifie 4 victoires à 3.

CYCLISME

Tour d'Italie
● Première étape : 128 km.
1. M. Cipollini (Ita., Saeco) ; 2. N. Minali (Ita.) à 4 s ; 3. E. Leoni (Ita.), à 8 s ; 4. G. Magnusson (Suè.), à 8 s ; 5. F. Baldato (Ita.), à 10 s.
● Deuxième étape : Mestre-Cervia (211 km).
1. M. Cipollini (Ita., Saeco) ; 2. J. Svorada (Tch.) m.t. ; 3. E. Leoni (Ita.) m.t. ; 4. M. Tonti (Ita.) m.t. ; 5. G. Balducci (Ita.) m.t.
Classement général : 1. M. Cipollini (Ita., Saeco) ; 2. E. Leoni (Ita.) à 16 s ; 3. J. Svorada (Tch.) à 18 s.

FOOTBALL

Championnat de France D2
Quarante et unième journée

Toulouse-Martigues	1-2
Châteauroux-Lorient	4-0
Red Star-Niort	3-1
Troyes-Laval	2-0
Charleville-Beauvais	2-2
Mulhouse-Perpignan	6-1
Louhans-Cuiseaux - Sochaux	2-0
Valence - Saint-Etienne	3-1
Amiens-Toulon	1-0
Le Mans-Epinal	5-1

Exempt : Gueugnon.
Classement : 1. Châteauroux, 75 pts ; 2. Toulouse, 72 ; 3. Niort, 65 ; 4. Martigues, 64 ; 5. Gueugnon, 64 ; 6. Le Mans, 61 ; 7. Beauvais, 60 ; 8. Lorient, 58 ; 9. Sochaux, 57 ; 10. Valence, 57 ; 11. Laval, 55 ; 12. Mulhouse, 54 ; 13. Red Star, 53 ; 14. Amiens, 52 ; 15. Toulon, 51 ; 16. Perpignan, 50 ; 17. Saint-Etienne, 50 ; 18. Louhans-Cuiseaux, 48 ; 19. Troyes, 47 ; 20. Charleville, 46 ; 21. Epinal, 28.
Le club de Saint-Brieuc, en liquidation judiciaire, est exclu depuis le 24 mars.

Championnat d'Allemagne
Trente-deuxième journée

Rostock-Bayern Munich	0-3
Düsseldorf-Karlsruhe	0-3
Leverkusen - St-Pauli	3-0
Mönchengladbach-Bochum	6-2
Dortmund-Werder Brême	2-1
1860 Munich-Schalke 04	2-1
Stuttgart-Duisbourg	0-2
Hambourg-FC Cologne	0-4
Fribourg-Bielefeld	2-1

Classement : 1. FC Bayern Munich, 67 pts ; 2. Bayer 04 Leverkusen, 66 ; 3. Borussia Dortmund, 60 ; 4. VfB Stuttgart, 58 ; 5. VfL Bochum, 50 ; 6. TSV 1860 Munich, 49 ; 7. Karlsruhe SC, 45 ; 8. Borussia Mönchengladbach, 42 ; 9. Werder Brême, 42 ; 10. FC Cologne, 41 ; 11. Arminia Bielefeld, 40 ; 12. Schalke 04, 40 ; 13. MSV Duisbourg, 39 ; 14. FC Hansa Rostock, 37 ; 15. Hambourg SV, 37 ; 16. Fortuna Düsseldorf, 32 ; 17. FC St-Pauli Hambourg, 27 ; 18. SC Fribourg, 25.

Coupe d'Angleterre
Finale

Chelsea-Middlesbrough	2-0

Championnat d'Espagne
Trente-huitième journée

Bétis Séville-Séville FC	3-3
Real Madrid-Valladolid	1-0
Sociedad-Atletico Madrid	1-1
Extremadura-Bilbao	1-2
Alicante-Valence	0-2
Espanyol Barcelone-Tenerife	1-0
Oviedo-Compostelle	2-2
Santander-Saragosse	1-2
Rayo Vallecano-Logrones	1-0
La Corogne-Gijon	0-0
Celta Vigo-FC Barcelone (lundi)	

Classement : 1. Real Madrid, 86 pts ; 2. FC Barcelone, 78 ; 3. Deportivo La Corogne, 74 ; 4. Bétis Séville, 73 ; 5. Atlético Madrid, 67 ; 6. Valladolid, 58 ; 7. Athletic Bilbao, 55 ; 8. Real Sociedad, 54 ; 9. Valence, 52 ; 10. Tenerife, 51 ; 11. Racing Santander, 47 ; 12. Saragosse, 46 ; 13. Compostelle, 48 ; 14. Espanyol Barcelone, 45 ; 15. Celta Vigo, 43 ; 16. Oviedo, 43 ; 17. Rayo Vallecano, 42 ; 18. Sporting Gijon, 40 ; 19. Extremadura, 40 ; 20. Hercules Alicante, 35 ; 21. Séville FC, 34 ; 22. Logrones, 31.

Championnat d'Italie
Trente-deuxième journée

Juventus Turin-Parme	1-1
AS Rome-Inter Milan	1-1
Gênes-Udinese	4-0
Bologne-Vicence	0-0
Milan AC-Lazio Rome	2-2
Naples-Florentina	2-2
Plaisance-Cagliari	1-1
Reggiana-Pérouse	1-4
Vérone-Bergame	1-1

Classement : 1. Juventus Turin, 63 pts ; 2. Parme, 57 ; 3. Inter Milan, 55 ; 4. Lazio Rome, 51 ; 5. Sampdoria Gênes, 49 ; 6. Udinese et Bologne, 48 ; 8. Vicence, 44 ; 9. Milan AC, 43 ; 10. Fiorentina et AS Rome, 41 ; 12. Atalanta Bergame, 40 ; 13. Naples, 38 ; 14. Plaisance, Cagliari et Pérouse, 34 ; 17. Vérone, 27 ; 18. Reggiana, 19.

Mondial-98
Zone Europe
● Groupe 4

Estonie-Lettonie	1-3

Classement : 1. Ecosse, 14 pts ; 2. Autriche, 10 ; 3. Suède, 9 ; 4. Lettonie, 7 ; 5. Bélarus, 4 ; 6. Estonie, 4.

MOTOCYCLISME

Grand Prix d'Italie
● 125 cm³ : 1. V. Rossi (Ita., *Aprilia*) 40 min 40 s 09 ; 2. J. Martinez (Esp., *Aprilia*) 40 min 43 s 40 ; 3. G. McCoy (Aus., *Aprilia*) 40 min 43 s 40 ; 4. N. Ueda (Jap., *Honda*) 40 min 43 s 47 ; 5. T. Manaka (Jap., *Honda*) 40 min 43 s 48.
Classement du championnat du monde : 1. V. Rossi (Ita.), 75 pts ; 2. N. Ueda (Jap.), 74 ; 3. K. Sakata (Jap.), 59.
● 250 cm³ : 1. M. Biaggi (Ita., *Honda*) 40 min 47 s 548 ; 2. M. Lucchi (Ita., *Aprilia*) 40 min 47 s 598 ; 3. L. Capirossi (Ita., *Aprilia*) 40 min 47 s 616 ; 4. R. Waldmann (All., *Honda*) 40 min 51 s 722 ; 5. O. Jacque (Fra., *Honda*) 41 min 6 s 733.
Classement du championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita.), 75 pts ; 2. R. Waldmann (All.), 62 ; 3. T. Harada (Jap.), 56 ; 4. O. Jacque (Fra.), 38.
● 500 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., *Honda*) 44 min 6 s 442 ; 2. L. Cadalora (Ita., *Yamaha*) 44 min 16 s 488 ; 3. N. Aoki (Jap., *Honda*) 44 min 23 s 791 ; 4. A. Criville (Esp., *Honda*) 44 min 25 s 587 ; 5. D. Beattie (Aus., *Suzuki*) 44 min 27 s 531.
Classement du championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 95 pts ; 2. A. Criville (Esp.), 78 ; 3. N. Aoki (Jap.), 54.

RUGBY

Championnat de France
Quarts de finale

Bourgoin-Pau	24-18
Montferrand-Dax	22-18
Agen - Bègles-Bordeaux	22-18
Toulouse-Colomiers	21-12

TENNIS

Tournoi féminin de Berlin
Demi-finales : M. Joe Fernandez (EU, nº 10) b. J. Novotna (Tch., nº 2) 6-3, 6-1 ; M. Pierce (Fra., nº 12) b. A. Coetzer (AfS, nº 7) 6-4, 6-4.
Finale : M. Joe Fernandez (EU, nº 10 b. M. Pierce (Fra., nº 12) 6-4, 6-2.

Tournoi féminin de Cardiff
Finale : V. Ruano (Esp.) b. A. Dechaume-Balleret (Fra.) 6-1, 3-6, 6-2.

Tournoi masculin de Rome
Demi-finales : A. Corretja (Esp., nº 10) b. G. Ivanisevic (Cro., nº 6) 7-6 (7/5), 7-6 (7/4) ; M. Rios (Chil., nº 7) b. A. Berasategui (Esp.) 6-3, 3-6, 6-1.
Finale : A. Corretja (Esp., nº 10) b. M. Rios (Chil., nº 7) 7-5, 7-5, 6-3.

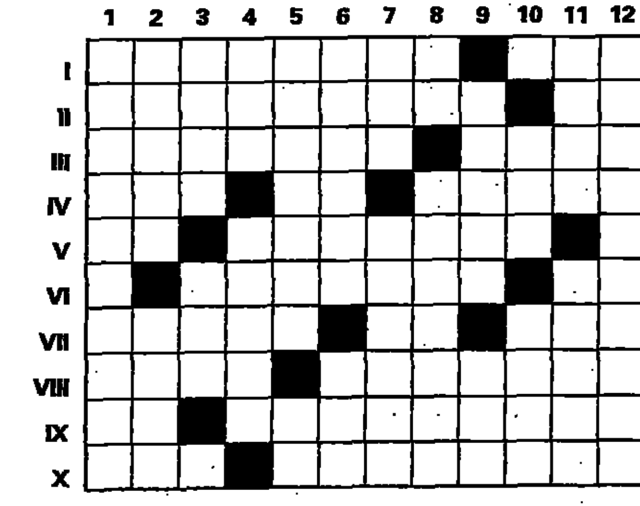
GOLF

Open d'Angleterre
Le Suédois P. Johansson a gagné l'Open d'Angleterre disputé sur le parcours d'Hanbury Manor (par 72) avec une carte de 269 (70-68-64-67). Il devance son compatriote D. Edlund (271) et l'Américain J. Towsend (272).

■ **LOTO : résultats des tirages n 40 du samedi 17 mai.**
Premier tirage : 11, 17, 22, 42, 45, 49, numéro complémentaire 41 : rapports pour 6 bons numéros : 8 179 665 F ; rapports pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 79 495 F ; pour 5 bons numéros : 5 410 F ; pour 4 bons numéros : 126 F ; pour 3 bons numéros : 13 F
Second tirage : 4, 11, 15, 18, 31, 32, numéro complémentaire : 36 ; rapport pour 6 bons numéros : 10 269 060 F ; pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 39 870 F ; pour 5 bons numéros : 7 195 F ; pour 4 bons numéros : 146 F ; pour 3 bons numéros : 14 F

MOTS CROISÉS PROBLÈME Nº 97101

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. On peut le prendre pour modèle. Plus sympathique sur la plage que dans la rue. – II. Touchée par Eros. Conjonction. – III. Evites le relâchement. Caché dans le sac. – IV. Connue pour sa dépêche. Il faudra l'acquitter. Parler avec les mains. – V. Possessif. Les très bons clients du bar. – VI. Est pour le changement. Bande sous surveillance. – VII. Touchas à la détente. Donne le choix. Spontané s'il vient du cœur. – VIII. Main en désordre. Elles nous mettent bien à plat. – IX. Se jette dans l'Arctique. Qui suit son patient. – X. Prête à poser. Comme des tables et des bêtes prêtes à recevoir.

VERTICALEMENT

1. Sa date est importante pour le consommateur. – 2. Fit venir à l'envers. Plein à ras bord. – 3. Les petits mènent la danse. Beau parleur. – 4. Apporte parfois un supplément. Devra être mis en terre. – 5. En général, on les garde pour soi. Sont en rade. – 6. Veille et protège Bruxelles. Arrose la Suisse. – 7. Entrent en décoration. Celle du sort est souvent dure. – 8. Négation. Faisaient danser Louis à Versailles. – 9. Allongé. Ferme au sud de la Loire. – 10. Médecins du monde. Son obscurité est propice à toutes les aventures. – 11. Grande à la fête. Pris en location. – 12. Encore plus pour faire moins.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97100

HORIZONTALEMENT

I. Prêche. Crabe. – II. Raves. Ahaner. – III. Eden. Arabica. – IV. Nénuphar. Soi. – V. Trouble. Tl. – VI. Pb. Etriers. – VII. Tan. Tisseuse. – VIII. Initiée. Vair. – IX. Acérés. Navra. – X. Lotir. Aînées.

VERTICALEMENT

1. Prénuptial. – 2. Rade. Banco. – 3. Event. Niet. – 4. Cénure. Tri. – 5. Hs. Pottier. – 6. Ahuries. – 7. Arabisé. – 8. Charles. Ni. – 9. Rab. Erevan. – 10. Anis. Suave. – 11. Bécot. Sire. – 12. Erailleras.

AFFAIRE DE LOGIQUE PROBLÈME Nº 18

La table polyglotte

UN DÎNER réunit huit personnes de nationalités différentes. Voici les langues qu'elles parlent :
Ann : anglais, français, portugais.
Biba : anglais, portugais, russe.
Charles : anglais, russe.
Dimitri : anglais, allemand, portugais, russe.
Evita : allemand, espagnol, néerlandais.
Frédéric : français, espagnol, néerlandais.
Gunther : allemand, italien.
Helena : espagnol, italien.
Complétez les cartons indiquant l'initiale des convives autour de la table ronde de sorte que :
– chaque convive puisse converser avec chacun de ses deux voisins autrement que par signes.
– il y ait alternance entre les hommes et les femmes.
(Solution dans *le Monde* du 27 mai).

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1997

Solution du problème nº 17 paru dans *Le Monde* du 13 mai.
● Avec aucun 9, on peut atteindre tous les multiples de 5.
● Avec un 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 1, sauf 4.
● Avec deux 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 2, sauf 3, 8, 13.
● Avec trois 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 3, sauf 2, 7, 12, 17, 22.
● Avec quatre 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 4, sauf 1, 6, 11, 16, 21, 26, 31.
On voit que tous les nombres sont ainsi obtenus, sauf quelques-uns dont le plus grand est 31.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437.
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ — Président-directeur général : Dominique Alduy — Directeur général : Gérard Morax
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Encore un temps agité

LA DÉPRESSION sur le proche atlantique se rapproche de la Bretagne. Une première perturbation pluvio-orageuse traverse la France lundi et s'attardera sur les régions de l'est mardi. Une autre zone instable gagnera les régions de l'ouest mardi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Un temps très agité va dominer avec nuages et pluie continue ou averses. Le tonnerre grondera l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera à 60-80 km/h. Il fera 10 à 12 degrés le matin et 16 à 17 l'après-midi.

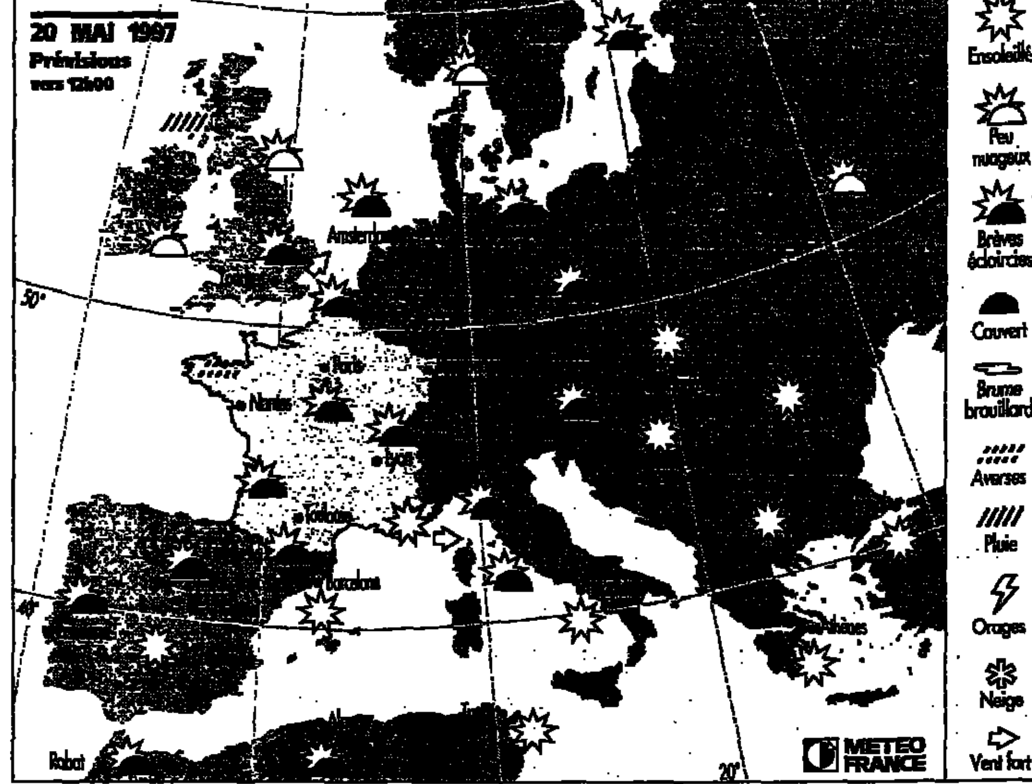
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le temps agité avec nuages, *éclaircies et averses* gagnera par l'ouest l'ensemble des régions. Le thermomètre indiquera 10 à 12 degrés le matin et 18 à 20 l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsacé, Bourgogne, Franche-Comté. – Sur l'Alsace, la Bourgogne et la Franche-Comté, la pluie et les nuages vont dominer la matinée puis des éclaircies perceront. Sur la Champage et la Lorraine, nuages et éclaircies alterneront. Il fera 20 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – *Dans la matinée*, nuages et éclaircies vont alterner. En cours d'après midi, des averses vont se produire sur Poitou-Charentes et Aquitaine. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h sur les côtes. Le thermomètre *montera entre* 19 et 22 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le temps sera incertain avec nuages et éclaircies. Il pourra y avoir de la pluie sur le Massif Central le matin et des orages sur *les Alpes* l'après-midi. Il fera entre 20 et 24 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Ces régions seront privilégiées avec du soleil malgré des passages nuageux. Sur la Corse, le temps se couvrira par le sud dans l'après-midi. Le thermomètre indiquera 20 à 25 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CUBA.** Le gouvernement cubain a pris un décret autorisant les propriétaires de biens immobiliers à louer villas ou appartements à des Cubains ou à des étrangers. Fidel Castro avait souligné le mois dernier la nécessité d'établir des règles claires sur une pratique déjà répandue afin de taxer ceux qui louent des logements. Ces dispositions, qui entreront en vigueur en juillet, font obligation aux propriétaires de déclarer leurs locataires aux autorités. – *(Reuter.)*

■ **EUROPE.** American Express lance une campagne marketing en direction des 17 millions d'Américains attendus en Europe cette année en publiant deux guides inédits, *Welcome to Europe* et *Special Offers.*

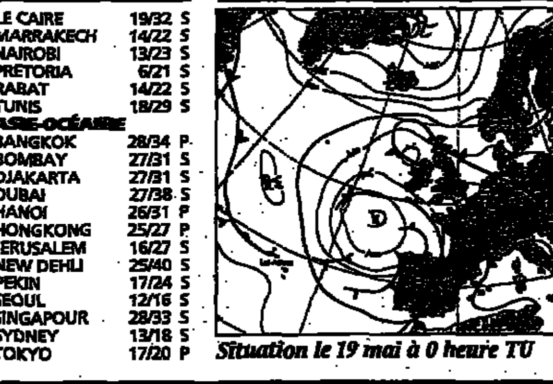
■ **TAHITI.** La compagnie AOM mettra en place une 5e rotation hebdomadaire vers Papeete, via Los Angeles, à partir du *30 juin au* départ d'Orly-Sud.

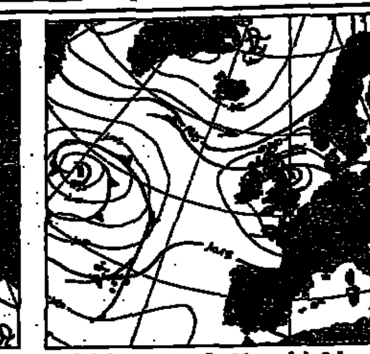
PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.





				PAPEETE	25/30 P	KIEV	17/23 N	VENISE	14/25 S	LE CAIRE	19/32 S
				POINTE-A-PIT.	24/31 P	LISBONNE	13/20 S	VIENNE	16/24 S	MARRAKECH	14/22 S
				ST-DENIS-RÉ.	23/27 P	LIVERPOOL	10/14 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	13/23 S
				EUROPE		LONDRES	12/19 S	BRASILIA	16/23 S	PRETORIA	6/21 S
				AMSTERDAM	13/18 S	LUXEMBOURG	13/16 S	BUENOS AIR.	10/19 S	RABAT	14/22 S
FRANCE métropole		NANCY	12/20 P	ATHENES	19/29 S	MADRID	12/19 S	CARACAS	25/31 S	TUNIS	18/29 S
AJACCIO	12/23 S	NANTES	11/18 P	BARCELONE	15/22 S	MILAN	15/26 S	CHICAGO	8/16 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	12/19 S	NICE	15/22 S	BELFAST	10/13 P	MOSCOU	3/11 P	LIMA	22/28 S	BANGKOK	28/34 P
BORDEAUX	12/20 S	PARIS	12/19 S	BELGRADE	16/28 S	MUNICH	14/20 C	LOS ANGELES	14/19 C	BOMBAY	27/31 S
BOURGES	10/20 S	PAU	10/20 N	BERLIN	14/21 S	NAPLES	17/26 S	MEXICO	14/20 P	DJAKARTA	27/31 S
BREST	10/15 P	PERPIGNAN	13/22 S	BERNE	11/19 S	OSLO	4/9 N	MONTREAL	9/17 S	DUBAI	27/38 S
CAEN	12/17 P	RENNES	11/18 P	BRUXELLES	14/19 S	PALMA DE M.	15/23 S	NEW YORK.	14/20 S	HANOI	26/31 P
CHERBOURG	9/16 P	ST-ETIENNE	12/23 N	BUCAREST	14/30 S	PRAGUE	13/23 S	SAN FRANCIS.	14/22 S	HONGKONG	25/27 P
CLERMONT-F.	12/23 P	STRASBOURG	13/22 P	BUDAPEST	16/27 S	ROME	15/23 S	SANTIAGO/CHI	6/10 P	JERUSALEM	16/27 S
DIJON	12/20 P	TOULOUSE	13/21 S	COPENHAGUE	7/9 P	SEVILLE	14/25 S	TORONTO	6/12 S	NEW DEHLI	25/40 S
GRENOBLE	12/24 P	TOURS	11/18 S	DUBLIN	10/13 N	SOFIA	15/25 S	WASHINGTON	15/26 S	PEKIN	17/24 S
LILLE	11/18 S	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	14/19 S	ST-PETERSB.	3/9 N	**AFRIQUE**		SEOUL	12/16 S
LIMOGES	10/17 S	CAYENNE	24/30 P	GENEVE	12/18 N	STOCKHOLM	3/11 S	ALGER	17/25 S	SINGAPOUR	28/33 S
LYON	13/23 P	FORT-DE-FR.	25/29 P	HELSINKI	2/10 S	TENERIFE	14/19 S	DAKAR	23/28 S	SYDNEY	13/18 S
MARSEILLE	15/24 S	NOUMEA	23/27 S	ISTANBUL	15/25 S	VARSOVIE	11/16 P	KINSHASA	20/31 S	TOKYO	17/20 P

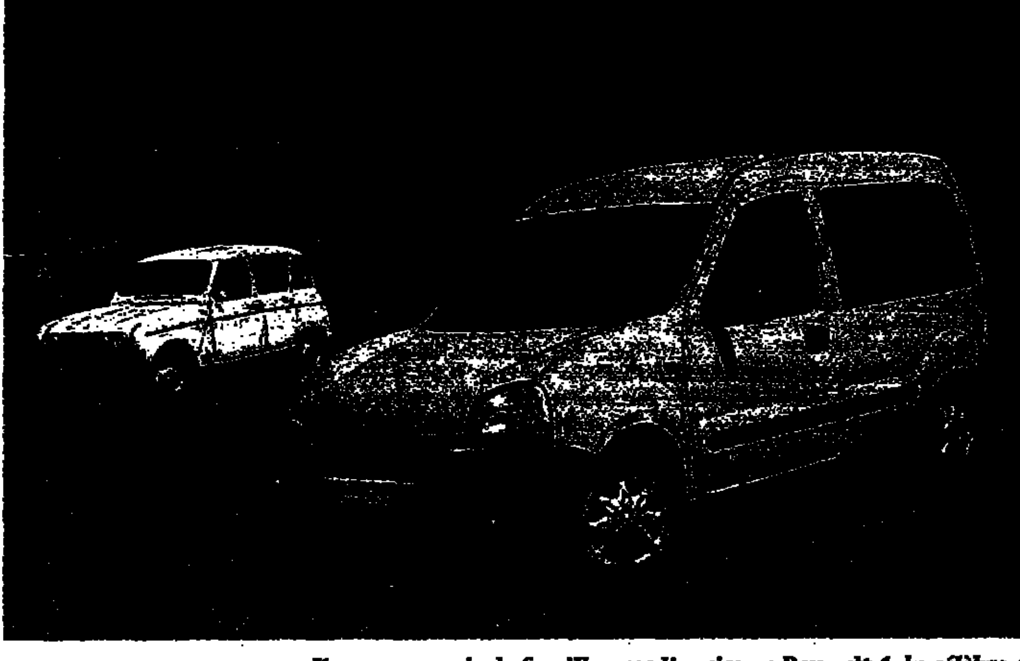

Situation le 19 mai à 0 heure TU


Prévisions pour le 21 mai à 0 heure TU

AUTOMOBILE

Avec la Kangoo, Renault lance la 4L de la crise

Ce nouveau modèle est une voiture dépouillée, comme le Citroën Berlingo, inspiré de la 2 CV


Kangoo : un air de famille avec l'ancienne Renault 4, la célèbre 4L

A CHACUN sa nostalgie. Après le Citroën Berlingo (*le Monde* du 4 février), présenté par Citroën comme le descendant en ligne directe de la vaillante 2 CV, Renault lance la Kangoo, *« héritière de l'esprit 4L »*. Dévoilée au Salon automobile de Barcelone, qui a lieu jusqu'au 25 mai, cette voiture se présente comme *« fonctionnelle, économique et anticonformiste »*.

Alter ego à 5 places d'un véhicule qui sera ultérieurement destiné à un usage utilitaire, la Kangoo sera commercialisée en octobre. Avec la 4L (1961-1992), elle partage une certaine rusticité et un esprit pratique. Mais la comparaison s'arrête là. Dotée d'un espace de rangement beaucoup plus vaste (650 dm³), son allure est suffisamment moderne et soignée pour ne pas « faire camionnette ».

Ce concert rétro, orchestré sur un mode résolument français (avec les roadsters BMW, Mercedes, Fiat ou MG, le *revival* automobile allemand, italien ou britannique est d'un genre plus sportif et plus chic), serait anecdotique s'il ne reflétait l'émergence d'une nouvelle sensibilité.

Tous les constructeurs constatent en effet que la frontière entre véhicules dits de tourisme et véhicules utilitaires est devenue poreuse.

ATTRAIT CROISSANT

En témoignent l'arrivée du Berlingo – et de son frère « jumeau », le Peugeot Partner – et bien sûr de la Kangoo, mais aussi l'attrait non négligeable qu'exercent sur les particuliers les versions dépouillées du monospace Fiat-PSA (Scudo et Expert) et les versions haut de gamme de plus gros utilitaires tels que le Mercedes Vito, le Fiat Ducato ou le Peugeot Boxer, pour n'évoquer que ceux-là.

Aujourd'hui, certains consommateurs décident, faute de moyens, de sacrifier des attributs classiques de l'automobile sur l'autel de la pratique de leurs loisirs ou de leur hobby favoris. N'ayant pas les moyens de s'offir un grand break ou un monospace, *ils considèrent* d'un œil nouveau ces modèles utilitaristes, voire utilitaires, qui sont de 20 000 à 50 000 francs moins chers.

Des véhicules qui n'ont plus grand-chose à voir avec les camionnettes d'hier, *tape-culs* et spartiates en diable. Sans compter que l'esthétique de ces voitures-outils se rapproche le plus souvent des canons de la beauté automobile classique. La nouvelle Renault cultive ainsi un air de famille avec la Twingo, dont elle reprend certaines caractéristiques de la face avant.

Berlingo, Kangoo et les autres soldent l'ère du « toujours plus » *automobile* triomphant. *Inimaginable* il y a peu, un retour à la simplicité – si ce n'est à un certain dépouillement – est perceptible dans les vitrines des concessionnaires. Ces véhicules ne sont pas tout à fait étrangers à la *« fracture sociale »*, qui empêche nombre de foyers de monter en gamme comme on s'élève dans l'échelle sociale. Il est révélateur de constater que, malgré deux ans de guerre des prix, l'âge moyen des acheteurs de voitures neuves se maintient désespérément aux environs de 45 ans.

L'AVIS DES ENFANTS

Après avoir vendu 2 937 Berlingo « familiales » au cours des quatre premiers mois de l'année *en France (soit presque autant* que de versions destinées à un usage professionnel), Citroën fait état d'une clientèle à peine plus jeune, mais comptant davantage d'enfants et moins urbanisée que la moyenne. Reste que les prix pratiqués par Citroën (pour le Berlingo familial, il en coûte au minimum 84 000 francs) ne mettent pas cette voiture à la portée du plus grand nombre.

La Kangoo, élaborée à partir du soubassement de la future *remplaçante de la Clio, devrait* être vendue à peine moins cher (probablement un peu au-dessous de 80 000 francs) que sa concurrente. La nouvelle Renault n'ayant pas encore été soumise à l'examen des journalistes, les éléments de comparaison doivent être maniés avec précaution. Toutefois, on sait déjà qu'elle est équipée en série d'une porte latérale coulissante alors que la Citroën est une stricte trois-portes.

Plus petite de 10 centimètres *pour une capacité de chargement* comparable, la Kangoo dispose aussi d'un rayon de braquage plus court, mais ses trois places arrière semblent moins accueillantes, et ses motorisations (1,2 litre et 1,4 l essence, 1,9 l diesel) risquent de s'avérer encore plus faiblardes que celles du Berlingo, qui propose désormais un moteur de 1,8 l. A Billancourt, on objecte que l'acheteur de ce genre de véhicule est plus sensible à l'appétit qu'aux performances de son moteur.

« Nous assistons à l'arrivée d'une nouvelle génération d'acheteurs qui accordent une importance centrale aux valeurs fonctionnelles et à la praticité de leur véhicule. Pour eux, pouvoir transporter la famille, ses VTT ou ses planches à voile est essentiel », résume Rémi Deconinck, responsable de la gamme Renault. Faire « basique » ne fait pas peur au constructeur : à la moquette et aux tissus du Berlingo, la Kangoo préfère les tapis de sol en polyuréthane et la tôle peinte, plus frustes mais qu'un coup d'éponge suffit à nettoyer.

Polyvalente, gaie et axée sur les loisirs, la Renault adresse un clin d'œil aux jeunes couples prêts à acquérir leur premier véhicule neuf. Mais cette auto *économique, décontractée* et sans prétention, devrait surtout plaire aux enfants dont on sait à quel point ils peuvent influencer leurs parents. Au passage, cela permettrait à la Kangoo d'établir, sans trop le dire, un lien de complicité avec les familles monoparentales.

Jean-Michel Normand

Les mésaventures de la nouvelle moto BMW

DEPUIS plusieurs semaines, les amateurs de moto peuvent admirer la nouvelle BMW K 1200 RS, présente chez les concessionnaires de la marque allemande. S'ils peuvent contempler cette très belle machine (*Le Monde* du 8 avril), ils ne peuvent en revanche pas l'acheter. Cette moto n'a en effet pas reçu l'homologation nécessaire de la part du service des Mines, dépendant du ministère des transports.

Cette mésaventure imprévue trouve son origine dans la réglementation française qui, non seulement, interdit strictement les deux-roues dont la puissance dépasse 100 chevaux, mais est la seule à imposer que le bridage des moteurs s'effectue par l'intermédiaire d'un mécanisme interne à la culasse du moteur.

Les autres pays européens admettent des puissances supérieures (la K 1200 RS y est disponible en version 130 chevaux) ou, comme c'est le *cas de l'Allemagne*, imposent un « bridage externe » en modifiant les pipes d'admission, le boîtier électronique ou le filtre à air. Outre-Rhin, il est même possible de piloter une moto de plus de 100 chevaux en soumettant individuellement sa machine à l'administration des Mines.

ÉVOLUTION EUROPÉENNE

BMW ayant *réalisé* un bridage externe sur la K 1200 RS, celle-ci est donc hors la loi en France. Toutefois, il fait de moins en moins de doutes que la réglementation européenne va très prochainement évoluer. L'Allemagne, l'Italie et surtout la Grande-Bretagne, pays où existe encore une industrie motocycliste, sont d'accord pour autoriser, d'ici à un ou deux ans, la commercialisation d'engins de plus de 100 chevaux. Un prérapport, réalisé à la demande de l'Union européenne, suggère d'ailleurs que les motos les plus puissantes ne sont pas les plus dangereuses.

L'administration française, qui n'a pas d'intérêt industriel à défendre dans cette affaire, a fait preuve d'une grande fermeté. On aimerait d'ailleurs qu'elle fasse de même pour ce qui concerne le débridage, particulièrement facile, des cyclomoteurs...

Difficulté supplémentaire : la *dissolution de l'Assemblée nationale* a suspendu toute discussion entre le constructeur et les pouvoirs publics. En attendant qu'un nouveau gouvernement entre en fonction, BMW propose à ses clients de rembourser leurs avances versées à la commande ou de mettre à leur disposition une moto de courtoisie.

J.-M. N.

CANNES 97 Que pouvait-on attendre d'un jury composé, à la faveur du 50e Festival, uniquement d'artistes ? Qu'il récompense avant tout, et sans arrière-pensées diplomatiques ou commerciales, des artistes. Ce qui est advenu. Le palmarès 1997 est exceptionnel et juste. Les jurés rassemblés autour d'Isabelle Adjani ont su tracer leur route vers la lumière et l'émotion. Lumière d'un cinéma de plain-pied avec son temps ; émotion suscitée par les visions de ces œuvres qui ont choisi le chemin de la poésie la plus sauvage. Le Proche-Orient, représenté par l'Iranien Abbas Kiarostami et l'Egyptien Youssef Chahine, a quitté pour un temps la chronique des années de guerre pour celle, pacifique, de l'art contemporain. L'Amérique n'a pas été oubliée, mais le jury a préféré la distinguer par le Canada, où vit et travaille Atom Egoyan, tout en saluant aussi l'un des enfants terribles de Hollywood, Sean Penn. La France est présente, elle aussi, par l'Ouest et les fulgurances ventées imaginées par Manuel Poirier. Cannes 97 ? Le beau voyage.



LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON

Soirée de clôture

La salle se lèvera pour ovationner Youssef Chahine lorsque lui sera attribué le Prix du 50e Festival de Cannes.



VU

Pour l'amour du cinéma, un palmarès de rêve

La double Palme d'or a été attribuée au « Goût de la cerise » de l'Iranien Abbas Kiarostami et à « L'Anguille » du Japonais Shohei Imamura et le Prix exceptionnel va au « Destin » de l'Egyptien Youssef Chahine. Le jury présidé par Isabelle Adjani a choisi l'audace

ILS ONT OSÉ. Isabelle Adjani *et le jury qu'elle présidait* ont osé composer un palmarès prenant explicitement, fièrement, le parti des œuvres contre toute autre considération. Chaque ligne de leur verdict est une pièce d'une mécanique à défendre le cinéma. Tant pis pour ceux qui ne manqueront pas de dire qu'il fallait davantage ménager les Américains, mieux prendre en compte les impératifs commerciaux, se méfier d'un déséquilibre en faveur des cinématographies dites « lointaines » ou de cinéastes peu ou pas connus du grand public.

Avant même la proclamation du palmarès officiel, les choses avaient fort bien commencé : Prix de la critique internationale à Manuel de Oliveira et Atom Egoyan, prix Gervais/Un certain regard à Robert Guediguian. Le jury de la Caméra d'or, présidé par Françoise Arnoul, qui récompense un premier film quelle que soit la section cannoise dans laquelle il figure, avait choisi la révélation la plus exigeante de ce festival, *Suzaku*, de la réalisatrice japonaise Naomi Kawase (Quinzaine des réalisateurs). Le débat avait été chaud entre les partisans de ce film et ceux d'une œuvre tout aussi remarquable, *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont (Cinémas en France), finalement crédité d'une mention. La Commission supérieure technique a attribué son Grand Prix à l'excellent chef opérateur Thierry Arbogast, deux fois présent à Cannes grâce au *Cinquième Elément*, de Luc Besson, et à *She's so Lovely*, de Nick Cassavetes.

Lorsqu'à l'invitation de Jeanne Moreau ils sont montés sur la scène du grand Auditorium Lumière, les actrices Isabelle Adjani, Gong Li et Mira Sorvino, les réalisateurs Tim Burton, Mike Leigh, Nanni Moretti, les écrivains Paul Auster et Michael Ondaatje, le danseur Patrick Dupond et le metteur en scène Luc Bondy, avaient l'air d'une bande de gamins qui vient de fomenter un bon coup. C'était exactement le cas. Les gazettes qui vivent de la diffusion de ce genre de rumeurs avaient raconté que ces messieurs et dames du jury s'étaient beaucoup disputés. C'est possible, les jours d'après festival fourniront comme chaque année leurs révélations et leurs anecdotes.

Mais si les débats, aussi tendus qu'ils aient été, portaient sur les mérites comparés d'Abbas Kiarostami et d'Atom Egoyan, de Youssef Chahine, de Shohei Imamura et de Wong Kar-wai, comme le laisse entendre le résultat, c'est que tous les membres de jury partageaient un goût assez affirmé et exigeant du cinéma.

Le palmarès aurait-il pu répartir différemment les récompenses entre les lauréats ? Peut-être, encore que la configuration choisie est vraiment inattaquable. Mais d'autres cas de figure, avec les mêmes composantes, n'auraient guère dérogé à la courageuse prise de parti que constitue le choix de ces films et de ces auteurs – ainsi qu'à un cosmopolitisme du meilleur aloi. Un palmarès est, nécessairement, la résultante d'une sélection de films et de la composition d'un jury. L'une et l'autre auront, cette année, conspiré pour construire ce miraculeux résultat.

> Un palmarès est, nécessairement, la résultante d'une sélection de films et de la composition d'un jury. L'une et l'autre auront, cette année, conspiré pour construire ce miraculeux résultat

La sélection ne comportait aucune « valeur sûre » dont une reconnaissance déjà unanime aurait imposé le sacre – même Shohei Imamura, récompensé d'une Palme d'or en 1983 pour *La Ballade de Narayama*, ne saurait prétendre à ce statut. Et Youssef Chahine, aujourd'hui consacré par un indiscutable Prix du cinquantenaire pour *Le Destin* et l'ensemble de son œuvre, peut bien paraître rétrospectivement comme le naturel récipiendaire d'un tel hommage. L'accueil que lui a réservé ou refusé Cannes dans le ~~passé~~ témoigne qu'il était loin d'avoir partie gagnée. D'ailleurs, à l'origine, son film n'était même pas en compétition ; il n'y est entré qu'à cause du jeu de bonneteau déclenché par les autorités chinoises censurant au dernier moment le film de Zhang Yimou.

Hormis les cinéastes nommés au palmarès, les autres lauréats relèvent soit de l'évidence (Sean Penn est l'un des plus grands acteurs américains d'aujourd'hui), soit d'une réponse *a minima* (pour l'actrice Kathy Burke, effectivement très bonne dans le film de Gary Oldman, alors qu'aucune prétendante incontestable ne se détachait, ou le Prix du scénario à James Schamus, s'il faut vraiment décerner cette récompense, pourquoi pas lui ?). Parmi les metteurs en scène, deux cas ont surgi : Shohei Imamura et Youssef Chahine (tous deux nés en 1926). Le premier reçoit le juste salut à une œuvre très personnelle dont les audaces formelles passent par un rapport étonnement charnel avec le cinéma, qui a fait de *L'Anguille* l'un des films les plus jeunes de cette compétition. Le second, salué d'une chaleureuse ovation par la salle, confessa qu'il attendait semblable hommage depuis quarante-cinq ans. Il n'était que temps.

Les autres cinéastes primés sont tous, à quelques stades qu'ils se trouvent, des artistes en pleine évolution. Les cercles cinéphiles toujours croissants suivent depuis une dizaine d'années leur travail. Chacun obtient avec ce palmarès à la fois une reconnaissance accrue, et la possibilité de poursuivre son œuvre dans de meilleures conditions. C'est vrai de l'Iranien Abbas Kiarostami, pour qui la Palme d'or signifie la consécration d'un des plus grands metteurs en scène vivants, mais aussi une protection contre les dangers et autres tracasseries qu'il subit dans son pays – rappelons que son film, interdit de festival par les autorités de Téhéran, a été rajouté à la compétition le jour même de l'ouverture.

Mais c'est vrai également du Hongkongais Wong Kar-wai, l'un des grands créateurs de forme cinématographique actuels – et pour lequel semblable reconnaissance internationale n'est peut-être pas superflue à la veille de la rétrocession à la Chine populaire.

Sans qu'ils encourent de semblables dangers, Atom Egoyan et Manuel Poirier, aussi différents soient-ils, contruisent chacun une filmographie très personnelle qui vient de recevoir un judicieux et utile coup de pouce. Ce palmarès exceptionnel s'explique aussi par la composition, tout aussi exceptionnelle, du jury : pour la première fois, celui-ci n'était composé que d'artistes. S'ils se sont affrontés, au moins est-ce sur les œuvres plutôt que d'obéir à des paramètres plus confus, voire contradictoires, comme c'est l'usage quand figurent parmi les jurés producteurs et vendeurs, techniciens et journalistes.

L'opportunité du cinquantenaire a permis cette composition inhabituelle du jury. On peut craindre qu'à l'avenir les corporations (représentées au conseil d'administration du festival) n'exigent un retour à l'ordre ancien, quand le principe retenu cette année a prouvé sa validité... Mais, en attendant, Isabelle Adjani et ses compagnons auront offert à cette cinquantième édition la plus belle et la plus mémorable des cérémonies, la seule véritablement nécessaire : une déclaration d'amour au cinéma.

Jean-Michel Frodon

Le palmarès du 50e Festival

- **Palme d'or *ex-aequo* :** *Le Goût de la cerise*, d'Abbas Kiarostami (Iran) et *L'Anguille*, de Shohei Imamura (Japon).
- **Prix du cinquantième Festival de Cannes :** Youssef Chahine pour *Le Destin* (Egypte), et l'ensemble de son œuvre.
- **Grand Prix du jury :** *De beaux lendemains*, d'Atom Egoyan (Canada).
- **Mise en scène :** *Happy Together*, de Wong Kar-wai (Hongkong).
- **Meilleure actrice :** Kathy Burke dans *Ne pas avaler*, de Gary Oldman (Grande-Bretagne).
- **Meilleur acteur :** Sean Penn dans *She's so Lovely*, de Nick Cassavetes (Etats-Unis).
- **Meilleur scénario :** James Schamus pour *Ice Storm*, d'Ang Lee (Etats-Unis).
- **Prix du jury :** *Western*, de Manuel Poirier (France).
- **Palme d'or du court métrage :** *Is it the Design on the Wrapper ?*, de Tessa Sheridan.
- **Prix du jury pour le court métrage :** *Leonie*, de Lieven Debrauwer (Belgique) et *Les Vacances*, d'Emmanuelle Bercot (France).
- **Caméra d'or :** *Suzaku*, de Naomi Kawase (Japon).
- **Mention caméra d'or :** *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont (France).
- **Prix de la commission supérieure technique :** Thierry Arbogast, chef opérateur du *Cinquième Elément* de Luc Besson (France) et de *She's so Lovely*.
- **Prix Gervais/Un Certain Regard :** *Marius et Jeannette*, de Robert Guediguian.

Abbas Kiarostami enfin récompensé

SA DEUXIÈME PALME D'OR rend un hommage légitime au vétéran Shohei Imamura (dont *Le Monde* a publié un entretien dans le « Spécial Cannes » du 8 mai) en même temps qu'elle lui permet de rejoindre le club très fermé où figurent déjà Francis Coppola, Bille August et Emir Kusturica. Et, pour rester dans les premières lignes du palmarès, le prix du cinquantième Festival, attribué à Youssef Chahine, consacre une œuvre majeure de la seconde moitié du siècle en même temps qu'un film magnifique (*Le Monde* du 17 mai). Mais l'événement majeur de ce palmarès reste néanmoins la récompense suprême attribuée à Abbas Kiarostami, entérinant la place conquise depuis le début de la décennie par un réalisateur reconnu aujourd'hui, à cinquante-sept ans, par les cinéphiles mais aussi par nombre de grands réalisateurs comme un artiste hors pair.

« Je fais des films parce qu'à leur projection je rencontre mes amis », dit Kiarostami de sa belle voix douce. Ses amis, qui fêtent aujourd'hui son triomphe, ont bien failli attendre en vain à Cannes cette année sa longue silhouette aristocratique et ses sempiternelles lunettes fumées. Lancées dans d'impitoyables luttes intestines, encore exacerbées par l'approche des élections présidentielles au mois de juin, les différentes factions qui rivalisent pour le pouvoir à Téhéran ont fait de la culture un terrain privilégié de leurs affrontements. En particulier le cinéma, depuis que les films iraniens, grâce notamment à Kiarostami, reçoivent en Occident un accueil très favorable. C'est ainsi que, invité par Cannes, *Le Goût de la cerise* a été interdit de sortie par des autorités de plus en plus répressives depuis un an.

Cette interdiction était officiellement motivée par la non-présentation du film au Festival de Téhéran en mars : tout film doit, selon le règlement du ministère de la culture et de la rectitude islamique, y être projeté avant de pouvoir prétendre à une distribution dans le pays et à une présentation à l'étranger. L'hostilité officielle s'était aussi manifestée par l'ajout au code de censure, publié l'été dernier, d'un article interdisant le thème du suicide quand on a su que Kiarostami préparait un film sur ce sujet.

Il a fallu une mobilisation de l'ensemble des cinéastes iraniens, oubliant pour une fois leurs rivalités, pour que le film et son réalisateur puissent faire le voyage de la Croisette. *« La présence du film à Cannes est une fête pour tout le cinéma de mon pays »*, disait le réalisateur avant de savoir qu'il obtiendrait la palme. Lui qui envisageait, la mort dans l'âme, de tourner à l'étranger considère comme de nouveau possible de tourner dans son pays. Dès son retour de Cannes, il mettra en chantier son nouveau projet, selon la méthode originale inventée pour *Le Goût de la cerise* : pas de scénario, mais un « pré-tournage » en vidéo qui sert de référence pour la réalisation proprement dite. Méthode qui, en l'absence de document écrit, ne facilite pas le travail de la censure.

J.-M. F.

TROIS QUESTIONS À PIERRE VIOT

1 Le Festival de Cannes ne risque-t-il pas d'être victime de son succès et de *tomber dans le gigantisme* ? Qu'en pensez-vous, vous, en tant que président du festival ?
C'est un risque dont je suis conscient, et j'ai déjà procédé à des limitations. Je ne peux sacrifier ni les médias ni le public, qui sont indispensables. Le Marché du film non plus, car on ne peut se passer des professionnels producteurs et distributeurs. Le risque est dans la présence grandissante de la télévision et dans l'aspect « kermesse » qui entoure le Festival de Cannes. Je serai très vigilant pour maintenir notre ligne : des films, des films, des films.

2 Pour ce cinquantième festival exceptionnel, certains vous reprochent *une sélection dominée* par le thème de la violence...
Je pourrais dire qu'elle est le reflet de l'époque, mais ce serait trop facile. Il se trouve que, cette année, la production mondiale avait cette tonalité. En 1996, les temps n'étaient pas plus joyeux, et il y avait davantage de comédies, et pour le Festival 1998 ce sera différent encore. Mais reconnaissez que cette cinquantième édition a été aussi un grand moment de bonheur et de beauté...

3 Justement, ne craignez-vous pas le retour à la *normale en 1998* ?
Pas tant que nous présenterons des films intelligents et populaires, et que nous maintiendrons une tradition de pluralisme culturel.

Croisette, fin de parties

La célèbre avenue cannoise retrouve ses allures habituelles

ILS CHANTAIENT. Elles lançaient des youyous. Ils s'embrassaient autour de leur vieux maître. Ils dansaient tous. Ce n'était pas l'Andalousie du XII[e] siècle, c'était dans la rue, dimanche 18 mai, sur la Croisette, et puis au bar de l'Hôtel Majectic. Ce n'était pas le philosophe Averroès triomphant des sectes obscurantistes qui était ainsi fêté, mais Youssef « Jo » Chahine dans son smoking blanc qui venait de recevoir son Prix du cinquantenaire du Festival de Cannes. Mais où est la différence ?

Le dîner officiel de clôture s'est terminé sur la plage, où on a vu danser Isabelle Adjani et Emmanuelle Béart... Plus haut, dans une villa de la route de Vallauris, Manuel Poirier et ses amis célébraient le Prix du jury obtenu pour *Western*. Les autres étaient partis, allaient partir bientôt. Déjà, on s'affairait à démonter les grands panneaux publicitaires, les constructions de carton-pâte rajoutées sur les façades de saindoux des palaces et sur les trottoirs de la Croisette. On allait redécouvrir qu'elle est bordée de palmiers.

On a roulé le tapis rouge du grand escalier. Les stands du marché du film sont démontés, les tentes pliées, les employés du festival sont fatigués. La boîte dite « de Canal Plus », où la chaîne cryptée soigne ses amis et ses relations publiques, a fermé ses portes dès dimanche à 6 heures. Luc Besson a fait la fermeture après *« une semaine de vacances formidables passées à Cannes »*. Quand on est premier en même temps au box-office français et américain après avoir fait l'ouverture de la cinquantième édition du Festival de Cannes, ce ne sont pas quelques mauvaises critiques qui allaient lui gâcher le séjour. La veille, Canal Plus avait offert une soirée privée à son poulain Mathieu Kassovitz, qui a eu aussi de mauvaises critiques. Mais lui, il n'a pas fait beaucoup d'entrées en salles.

On a roulé le tapis rouge du grand escalier. Les stands du Marché du film sont démontés, les tentes pliées, les employés sont fatigués

Emmanuel de Brantes, chroniqueur à la fine moustache des nuits excessives, a repris le chemin du *nightclubing* parisien. Les collines résonnent encore des échos *gangsta rap* de la fête du film prolétarien *Ma 6/T va crack-er*, de Jean-François Richet. Les habitués du Carlton vont pouvoir réintégrer leurs suites et reprendre leurs habitudes de luxe provincial. Gilles Jacob va recommencer à visionner des films pour l'édition 1998. Les chauffeurs de taxi râlaient à cause des embouteillages ; ils vont râler parce que les clients sont rares. Le yacht de Robert Altman, lieu de fêtes très sélectes et très privées, va appareiller.

Les fans de Michael Jackson vont pouvoir se recueillir devant les marches du palais, sur les empreintes de « Ses » mains pieusement recueillies par un plâtrier spécialement dépêché dans sa suite du Carlton, car le clone blanc refusait de s'aventurer sur la Croisette, en terrain découvert. La guerre des bouquets numériques entre TF 1 et Canal Plus ne connaît pas de trêve. Ils ont acheté, en exclusivité, les mêmes films au même producteur américain, au Marché du film. Il y a du procès dans l'air. On ne sait plus si les stars américaines viennent à Cannes pour le festival ou pour les relations publiques du restaurant Planet Hollywood qui s'est ouvert juste en face du palais.

Abbas Kiarostami est Palme d'or et Youssef Chahine, Prix du cinquantenaire. L'espoir est intact...

Jacques Buob

KIOSQUE

LIBÉRATION
■ Le quotidien *Libération* ne manifeste pas un grand enthousiasme à l'égard de ce palmarès : *« Cette Palme d'or a renoué hier avec une tradition bifide, voire bi-raisin : ce sont donc, ex aequo, Imamura Shohei pour* L'Anguille (Unagi) *et Abbas Kiarostami pour* Le Goût de la cerise. *Si le film de Kiarostami fait à peu près l'unanimité, celui du Japonais, par ailleurs déjà Palme d'or en 1983 pour* La Ballade de Narayama, *a plutôt été salué comme un bon film de plus mais certainement pas majeur dans l'œuvre du cinéaste. (...) Pour le reste, les bons noms sont là, mais pas forcément à la bonne place. »*

LA REPUBBLICA
■ *Le quotidien italien La Repubblica* est satisfait du prix donné au film de Youssef Chahine, *« sa chaleur humaine, son air de peplum des années 50, ses musiques, sa simplicité narrative »*, et s'accommode du palmarès : *« Il faut être reconnaissant au jury d'avoir ignoré drapeaux et potentats, le cinéma du pays hôte et les noms consacrés, et d'avoir permis par les principales récompenses – celle attribuée au pamphlet musical de Chahine et celle offerte du poème existentiel de Kiarostami – de lancer un message politique. L'ensemble des prix – une fois encore à l'exclusion de l'Italie – a distingué indubitablement le meilleur de la sélection du cinquantenaire, même si ce meilleur-là était rare. »*

EN VUE SUR LA CROISETTE

■ Rappelant que c'est à Cannes en 1949 qu'il rencontré **Sylvana Mangano**, l'héroïne de *Riz Amer*, la direction du Festival international du film a rendu hommage, dans un communiqué, au réalisateur italien **Giuseppe De Santis**, mort vendredi 16 mai, une semaine après **Marco Ferreri**. *« Il restera comme un moraliste révolutionnaire et un cinéaste hors pair »*.

■ Los Angeles célèbrera aussi le cinquantenaire du Festival de Cannes. L'Academy of Motion Pictures, Arts and Sciences, Unifrance Film et le Musée de Los Angeles se sont réunis pour organiser à Berverly Hills, du 17 juin au 5 juillet, « Cannes 50 ». De nombreux cinéastes, acteurs et actrices français, tous anciens lauréats du Festival devraient être présents comme **Isabelle Adjani, Anouk Aimée, Marie-José Nat, Daniel Auteuil, Michel Blanc**. *Assassin (s)*, de **Mathieu Kassovitz**, *La Femme défendue*, de **Philippe Harel**, et *Western*, de **Manuel Poirier**, seront présentées en première américaine.

■ Révélée à Cannes en 1996 par le film de Lars von Trier, *Breaking the Waves*, l'actrice **Emily Watson** jouera le rôle de la violoncelliste Jacqueline Du Pré. Le film sera réalisé par **Anand Tucker**.

■ Films français en compétition officielle, *Western*, de **Manuel Poirier**, Prix du jury, et *La Femme défendue*, de **Philippe Harel**, ont été vendus dans une douzaine de pays pour des recettes prévues aux alentours de 5 millions de francs.

DR

La vie à deux selon Wong Kar-Wai

Happy Together. Sans se limiter à une réflexion sur l'homosexualité, le cinéaste de Hongkong transforme l'amour fou en une série de ruses de Sioux, où l'éloignement devient une raison d'être

Film hongkongais de Wong Kar-Wai. Avec Leslie Chang, Tony Leung Chiu-Wai. (1 h 33.)

Happy Together n'est jamais que le troisième film de Wong Kar-Wai en moins d'un an, après *Les Cendres du temps* et *Les Anges déchus*. Il demande pourtant beaucoup plus d'attention que les autres, car il s'agit du meilleur film de son réalisateur.

Tout ce qui pouvait apparaître comme artificiel et maniéré dans les précédentes œuvres de Wong Kar-Wai, une façon de recourir trop systématiquement aux procédés du clip, de s'installer dans la durée au risque de négliger son scénario, s'estompe. Wong Kar-Wai est arrivé à maturité, au moment précis où son cinéma s'est éloigné de Hongkong pour s'installer à Buenos Aires – c'est-à-dire le point le plus éloigné de son île natale.

Mes années sauvages et *Les Cendres du temps* demeuraient encore des métaphores sur le retour prochain de Hongkong dans le giron chinois, et se faisaient le reflet des inquiétudes d'un cinéaste se demandant à quelle culture il appartenait, et à quelle tradition du cinéma il pouvait être rattaché. Toutes ces questions semblent s'être volatilisées dans *Happy Together*. S'il ne faut pas dix secondes pour savoir où l'on est – dans un lit en train de regarder deux garçons, Lai Yiu-fai et Ho Po-Wing, qui font l'amour –, il faut bien une demi-heure pour comprendre où l'on se trouve.

Et Wong Kar-Wai ne cherche guère à nous aider. Un restaurant chinois où travaille Lai, d'autres jeunes garçons chinois que Ho cherche à séduire indiquent une direction menant tout droit vers le continent asiatique. Seul un vague air de tango, et quelques figurants parlant en espagnol arrivent à nous faire croire qu'il existerait une minorité sud-américaine exilée en Chine...

DRÔLE DE SENSATION

S'il y a, à ce point, une confusion entre Hongkong et Buenos Aires, c'est parce que Wong Kar-Wai s'est acharné à chercher, et à trouver, tout ce qui ramenait la capitale argentine du côté de Hongkong. Non que l'heure fixée par Wong Kar-Wai soit celle du village global, d'un anéantissement des frontières, où tout serait égalisé. Les frontières, elles sont, au fond, dans le propre cerveau du cinéaste, qui a besoin de s'éloigner le plus loin possible de son île pour filmer ce qui lui est proche. De plus en plus fasciné par Buenos Aires, et toujours hanté par Hongkong, l'un de ses personnages, Lai, se fait la réflexion suivante : Buenos Aires serait Hongkong à l'envers. Pour retrouver sa ville, il lui suffirait de vivre la nuit – ce qui, décalage horaire oblige, correspond au jour à Hongkong.

Happy together marche donc sur la tête. D'où la drôle de sensation que l'on retire, d'abord du titre, et ensuite de la scène d'ouverture – montrant ce que les deux garçons ne feront plus jamais dans le reste du film : l'amour. *« Les amoureux, lorsqu'ils sont heureux, sont tous les mêmes. Lorsque leurs relations se détériorent, ils sont tous différents et uniques dans leur manière de se faire souffrir ou de faire souffrir l'autre »*, affirme Wong Kar-Wai en présentant son film.

Happy Together se focalise au contraire sur les différentes manières de se détester ensemble. En transformant l'amour fou en une série de ruses de Sioux, où l'un fait tout pour semer l'autre, et fait de l'éloignement une raison d'être, Wong Kar-Wai ne se limite pas à une réflexion sur l'homosexualité. Sans doute parce qu'il évite avec une grande intelligence tout regard prétendument anthropologique sur les homosexuels. Lai et Ho pourraient aussi bien être deux femmes, ou un homme et une femme. Au cours d'un de ses périples dans Buenos Aires, Ho revoit Lai en train de se choisir un partenaire dans les toilettes d'une gare. Wong Kar-Wai aurait pu se contenter de relever le côté glauque de la situation. Il choisit au contraire d'insister, de tout montrer en pleine lumière, comme l'indice d'un grand bonheur pour un individu qui découvre son partenaire souffrant comme lui, dans des termes identiques, d'une solitude insupportable.

Il y a deux films dans *Happy Together*. Le premier est lent, et s'étire sans fin. Le deuxième dure cinq minutes, les cinq dernières, et est filmé en accéléré. Le temps qu'il faut à Lai pour retourner à Taipeh, retourner dans le restaurant des parents de Ho, et leur demander la photographie de leur fils qui est accrochée derrière le comptoir. Il lui faut aller au bout du monde pour retrouver un substitut de son amant.

Dans *Chungking Express*, Wong Kar-Wai montrait une jeune fille en train de contempler une carte postale en guise de voyage lointain. Lai se contente, lui, d'une photographie de mauvaise qualité. La vie à deux selon Wong Kar-Wai est très particulière : elle ne se conçoit qu'à distance.

S. Bd

La comédie de l'abandon

Post-coïtum, animal triste. Le récit émouvant et léger d'une passion et d'une rupture

UN CERTAIN REGARD
Film français de Brigitte Roüan. Avec Brigitte Roüan, Patrick Chesnais, Boris Terral, Nils Tavernier. (1 h 37.)

Titre évocateur que celui du deuxième long métrage de l'actrice et réalisatrice (*Outremer*, 1990) Brigitte Roüan. Sauf à penser que *Post-coïtum, animal triste* est un remake pornographique de *Microcosmos*, on en déduira non sans raison que ce film est drôle, qu'il parle d'amour, et qu'on y perd un peu son latin. Les quatre premières séquences le confirment. D'abord ce chat en rut, miaulant à perdre l'âme et se vautrant sur la moquette. Puis cette femme criant du fond de son lit *« Emilio ! »*, tandis que résonne en arrière-fond la chanson guimauve *Ti Amo*. Vient ensuite la scène qui évoque leur première rencontre, quelque chose comme un choc électrique. Enfin, curieusement, un couple âgé dans une cuisine, avec un bon vieux qui mange son gigot et une bonne vieille qui le sert en chantonnant, jusqu'au moment où celle-ci plante dans le cou de celui-là la fourchette à gigot.

Avec la fourchette, c'est aussi le décor du film qui est planté, entre amour fou et roman à l'eau de rose, coup de blues et coup de sang. Diane (Brigitte Roüan) est éditrice, a un mari (Patrick Chesnais) et deux enfants, et tout irait pour le mieux si elle ne redécouvrait le sens du mot passion en compagnie d'un jeune ingénieur hydraulicien à la beauté latine non moins évidente que leur différence d'âge. En un mot, Diane perd la maîtrise d'elle-même, délaisse sans vraiment donner le change famille et travail. Son mari, au fait de la situation, préfère laisser la tempête passer et trouve une certaine consolation à exercer son métier d'avocat en préparant la défense de M[e] Lepluche, celle-là même qui a détourné la fourchette à gigot de sa vocation originale pour cette raison suffisante que son mari, qui l'avait trompée durant quarante ans, menaçait de la quitter.

Ce que ne va pas d'ailleurs pas tarder à faire Emilio avec Diane. Et c'est là que les choses se gâtent, pour Diane, qui sombre dans la dépression, mais aussi pour le film, dont la légèreté affichée et la manière pétillante de jongler avec les poncifs s'accommode relativement mal de cette soudaine rupture de ton. C'est sans doute, paradoxalement, que la réalisatrice ne cesse jamais tout à fait de considérer l'action avec une distance amusée (incarnant fort bien, par exemple, l'éternelle inconsolable en lunettes noires...), laquelle contamine en profondeur les moments plus tragiques, et ne permet pas de s'arracher au registre du vaudeville.

Si le film parvient pourtant à aller au-delà de la comédie du bonheur, puis du malheur, c'est dans ces rares moments où la cinéaste aborde frontalement l'obsession qui la taraude, le vieillissement, qu'incarne M[me] Lepluche. Ainsi de cette très troublante scène où Diane, nue devant le miroir, triture sa chair, et caresse la mort au passage.

J. M.

Made in France

Treize films français ont été présentés dans les différentes sections

QUI DIT compétition, dit généralement équipe nationale. Vue sous cet angle, la *french team* comptait, toutes sections confondues, treize représentants à Cannes cette année. Lesquels ont défendu avec panache les couleurs nationales, mais plus encore celles du cinéma tel qu'on lui permet d'exister en France et pas tellement ailleurs dans le monde.

Cette spécificité nationale tient en deux mots, richesse et diversité, dont témoignerait à elle seule l'énumération des films en présence. En Sélection officielle : *Le Cinquième Elément*, de Luc Besson ; *La Femme défendue*, de Philippe Harel ; *Assassin(s)*, de Mathieu Kassovitz ; *Western*, de Manuel Poirier. Dans Un certain regard : *Histoire(s) de cinéma*, de Jean-Luc Godard ; *Marius et Jeannette*, de Robert Guediguian ; *Post-Coïtum, Animal Triste*, de Brigitte Roüan. Dans Cinéma en France : *L'Autre Côté de la mer*, de Dominique Cabrera ; *J'ai horreur de l'amour*, de Laurence Ferreira Barbosa ; *Ma 6. T va crack-er*, de Jean-François Richet ; *Sinon, oui*, de Claire Simon ; *Un frère*, de Sylvie Verheyde ; *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont.

Où trouver ailleurs pareille cohabitation ? Grâce au système de soutien français à l'industrie cinématographique, les petits artisans (Guediguian, Richet) côtoient les mastodontes de l'industrie (Luc Besson, et, dans une moindre mesure, Mathieu Kassovitz, le budget d'*Assassin(s)*, 48 millions de francs, étant deux fois supérieur au coût moyen d'un film français).

DIVERSITÉ

Mais surtout, où trouver semblable diversité dans les réponses apportées par ces films à la question : comment revitaliser le cinéma ? Quel territoire cadrer, et comment l'habiter ? D'un côté Luc Besson, qui choisit la scène américaine, la surenchère technologique et la projection imaginaire dans le futur, et à l'autre extrême Robert Guediguian, qui, un œil sur les lendemains qui chantent, l'autre à l'oelleton de la caméra, sauve les meubles du réel en s'accrochant à son terreau de l'Estaque.

Entre ces deux pôles, beaucoup de bonnes choses, à commencer par le génial collage critique de Jean-Luc Godard. Mais aussi Cinéma en France, qui a présenté une sélection exceptionnellement ambitieuse et enthousiasmante. Avec la révélation de Bruno Dumont d'abord, qui explore le mécanisme d'un crime raciste dans la France d'aujourd'hui. Avec les deuxièmes longs métrages de Laurence Ferreira Barbosa et Claire Simon ensuite, qui constituent, versant comique pour le premier, versant dramatique pour le second, deux objets absolument singuliers. Ces deux films traitent d'ailleurs, chacun à sa manière, d'un thème très moderne, la simulation (le virtuel).

VITALITÉ

Cette vitalité s'est aussi manifestée hors des formats classiques, par exemple dans ce court métrage sans titre de Léos Carax illustrant la solitude hautaine et romantique du créateur, mais tout aussi bien dans l'entreprise collective et militante de *Nous, sans papiers de France*, qui témoigne d'une volonté citoyenne des cinéastes, mais plus encore de la foi dans le cinéma dont la réalisation de ce petit film procède. Enfin, en fêtant à Cannes son millionième spectateur, quelques semaines après la sortie du film, l'équipe de *La Vérité si je mens*, de Thomas Gilou, apportait quelques signes de la bonne santé de cette autre tendance du cinéma français, d'ordinaire peu représentée à Cannes : la comédie populaire.

Dans un contexte que les résultats de l'année 1996 ont contribué à rendre moins alarmant (meilleur taux de fréquentation des salles depuis dix ans avec 136 millions d'entrées, progression de la part de marché des films français à 37,5 %), il reste à savoir si ce regain hexagonal peut trouver un écho à l'étranger. Le film de Luc Besson se révèle d'emblée comme « recordman historique » en la matière.

Encore faudrait-il qu'il ne soit pas seul en lice. Les signes enregistrés cette année au Marché du film sont à cet égard très encourageants, avec notamment la vente de *Dobermann*, de Jan Kounen, dans le monde entier, ou celle de *Western* et de *La Femme défendue* dans plus de douze pays. Même score, étonnamment, pour le *Marius et Jeannette*, de Robert Guediguian, qui pourrait couvrir les deux tiers de son budget de production (6 millions de francs) grâce à ses ventes internationales. Sans l'ombre d'un « cinquième élément », et sans bouger de chez soi, L'Estaque conquiert donc le monde : c'est grand comme du Pagnol !

Jacques Mandelbaum

Autoportrait d'Eastwood en libertaire solitaire

Les Pleins pouvoirs. L'acteur et réalisateur signe un film mineur, mais indispensable

SÉLECTION OFFICIELLE CLÔTURE
Film américain de Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn. (2 h 01.)

Loin de marquer le retour de Clint Eastwood vers un genre codifié, en l'occurrence le thriller, et un recadrage de ses ambitions d'auteur à des normes plus hollywoodiennes, *Les Pleins Pouvoirs* inaugure un nouveau tournant dans la carrière du réalisateur américain. Ce tournant n'est pas le moins audacieux, il vise à une intimité encore plus affirmée, partagée en toute quiétude avec le spectateur. Le costume de justicier ou de hors-la-loi anonyme et solitaire qu'Eastwood arborait dans les westerns réalisés par Sergio Leone, Don Siegel ou lui-même a été remisé au placard, dans une boîte à souvenirs que l'on consulte davantage pour se préparer une vieillesse confortable que pour se réfugier dans des souvenirs.

Dans *Les Pleins pouvoirs*, Eastwood a un nom, Luther Whitney, impossible à oublier car il doit être le seul à afficher un tel patronyme. Luther Whitney est un génie du cambriolage, le Mozart du perçage de coffre-fort. Mais Luther Whitney est seul, désemparé, accroché à des photos de sa fille âgée de vingt ans qu'il n'a pas vu grandir, dont la présence lui est devenu aussi nécessaire qu'une potion destinée à un grand malade. Eastwood ne s'en est jamais caché : Luther Whitney, c'est lui, et la fille dont il recherche l'affection celle qu'il a retrouvée récemment. Il y a bien sûr le reste, c'est-à-dire une intrigue politique assez peu crédible, écrite par William Goldman, ordonnée en fonction des lois du genre. Mais dans *Les Pleins pouvoirs*, le genre s'efface, le film policier éclate pour devenir un « home-movie ».

Peu de metteurs en scène se relèveraient d'une histoire aussi absurde. Elle est adaptée d'un roman de David Baldacci, qui a sans doute dû concevoir une pareille intrigue sous l'emprise d'un délire éthylique. Un cambrioleur s'insère dans la demeure d'un conseiller politique très influent ; à peine s'est-il emparé d'une collection de rivières de diamants et de montres en or qu'il doit faire face à l'arrivée inopinée d'un couple d'amants à la recherche d'un endroit discret. Enfermé dans la salle des coffre-forts, tout en observant la scène grâce à une vitre sans tain lui permettant de voir sans être vu, Luther Whitney va être le témoin de l'impensable. Devant lui, le président des Etats-Unis (Gene Hackman, parfait en homme d'Etat aux manières de collégien sadique), habillé en marquis de Sade, cogne sa maîtresse d'un soir au point de se faire poignarder avec un coup de papier. Ses gardes du corps interviennent pour abattre la jeune fille qui n'avait rien compris des règles du jeu.

Après ce point de départ baroque, les absurdités scénaristiques s'accumulent. Comment le staff du président des Etats-Unis peut-il oublier le fameux coupe-papier sur les lieux du crime ? A-t-on déjà vu la surveillance rapprochée d'un homme d'Etat à ce point incompétente, incapable de retrouver la trace d'un cambrioleur qui les fait chanter ? Comment deux tireurs d'élite, armés d'un fusil à lunette, peuvent-ils rater Luther Whitney ? Aussi caricaturale que jouissive, la haine que l'Etat américain inspire à Eastwood frôle le ridicule en permanence. On n'oubliera pas de sitôt le visage ensanglanté de Gene Hackman, gémissant sur son lit après l'assassinat de sa maîtresse, ou le visage haineux d'Eastwood devant son poste de télévision, rabaissant l'affontement entre lui et le président des Etats-Unis au niveau d'une bisbille de cour de récréation. Ces blagues de potaches appuient un discours politique vaguement anarchiste, dont la vigueur antiétatique (Eastwood est « libertarian », un mouvement opposé à l'intervention de l'Etat) est à la longue beaucoup trop caricaturale pour être convaincante.

FIGURES HITCHCOCKIENNES

La joyeuse incohérence de ce thriller ne ferait que sourire si Eastwood n'avait eu la belle idée de faire de Luther Whitney un cambrioleur qui essaye de regagner le temps perdu, au lieu de chercher à dérober l'argent qu'il ne possède pas. Luther Whitney vole des bijoux, mais il les remet à leur place. Son savoir-faire ne lui sert plus à s'enrichir, mais à faire irruption dans l'appartement vide de sa fille, à la recherche d'une photo, d'un objet, qui pourrait l'aider à compléter les pièces d'une existence qu'il n'a pas vécue. Luther Whitney en a finit avec les coffres, il s'attaque désormais aux souvenirs. Le « home-movie » peut donc commencer.

Il y a plusieurs figures du style hitchcockien dans *Les Pleins Pouvoirs* : le coupe-papier, qui évoque les ciseaux du *Crime était presque parfait* ; le fauteuil de voyeur sur lequel Luther Whitney assiste impuissant à un crime qui se déroule sous ses yeux, comme James Stewart dans *Fenêtre sur cour*. Mais le principal terreau des *Pleins Pouvoirs* est à chercher du côté de *Vertigo*, pour la manière dont Eastwood met en scène sa propre disparition, et peut ainsi mieux réapparaître au grand jour.

Celui-ci a toujours eu une tendance très nette à filmer son propre effacement, à s'échapper du cadre de l'écran pour se rendre progressivement invisible. Un effacement qui atteignait son point d'orgue dans *Impitoyable*, où il ne filmait pas sa mort, mais sa brutale disparition de l'écran, comme un repère que le spectateur n'arrive plus à distinguer. *Les Pleins Pouvoirs* parle d'un homme invisible qui collectionne, dans un délire fétichiste, les photos de sa fille à l'école, à l'université, au tribunal lors de sa première plaidoirie, comme autant de fragments d'une existence dont il essaye de devenir l'un des protagonistes cachés. Seulement, Eastwood n'a plus besoin aujourd'hui de dissimuler. *Les Pleins Pouvoirs* marque son retour à la vie. L'événement est suffisamment important pour qu'on saisisse la véritable nature de ce film mineur, mais indispensable, et somme toute formidable. Eastwood n'a cessé au fil de sa carrière, de *L'Homme des hautes plaines* à *Impitoyable*, en passant par *Pale Rider*, de s'habiller en spectre ou en mort-vivant. Il aura fallu attendre le crépuscule de sa carrière pour le voir enfin prendre toute sa consistance.

Samuel Blumenfeld

Gene Hackman, le méchant magnifique

Gene Hackman apparaît pour la deuxième fois dans un film réalisé par Clint Eastwood. Dans *Impitoyable*, il incarnait un shérif sadique. Une qualité qu'il conserve dans son rôle de président des Etats-Unis dans *Les Pleins Pouvoirs*. Sa carrière n'a débuté que tardivement, à quarante ans, dans *Bonnie and Clyde* (1967) d'Arthur Penn.

Un Oscar pour son interprétation du flic obsessionnel de *French Connection* (1971), de William Friedkin, récompensera l'un des acteurs les plus marquants des années 70. Hackman poursuivra alors une carrière d'une richesse exceptionnelle dans des films aussi marquants que *L'Epouvantail* (1974) de Jerry Schatzberg, *Conversation secrète* (1974) de Francis Ford Coppola et *La Fugue* (1975) d'Arthur Penn. Grâce à des rôles de méchants, Hackman réussira sa reconversion au moment où son talent ne suffit plus à attirer le public. C'est de cet emploi que Clint Eastwood sait désormais si bien tirer parti.

LES AUTRES FILMS

LE BAISER DU SERPENT

SÉLECTION OFFICIELLE/EN COMPÉTITION. Film britannique de Philippe Rousselot. Avec Ewan McGregor, Greta Scacchi, Pete Postlethwaite, Carmen Chaplin, Richard E. Grant. (1 h 50.)

■ Sélectionnée pour faire l'ouverture d'Un certain regard, puis « transvasée » en compétition officielle, la première réalisation de ce talentueux et éclectique chef opérateur (de *Thérèse* à *L'Ours* en passant par *La Drôlesse* et *Diva*) n'a pas vraiment gagné au change. Sa carrière de directeur de la photo a souvent conduit Philippe Rousselot à éclairer d'importantes reconstitutions historiques (*Les Liaisons dangereuses*, *La Reine Margot*...). Passant à la mise en scène, il semble n'en avoir conservé que le côté décoratif. Pas un bouton de guêtre ne manque à ce complot autour de l'aménagement d'un parc paysager par un riche marchand anglais à la fin du XVIIe siècle. Dans le jardin de Rousselot, il pousse des métaphores en fonte et un verdoyant ennui. L'histoire de l'artiste horticole qui, à travers les vanités du monde, saura trouver le juste milieu entre raison et nature en même temps que le cœur de la fille du domaine, évoque une version simplifiée jusqu'au navrant de *Meurtre dans un jardin anglais*. Alors que les (bons) comédiens sont scandaleusement sous-employés, les seuls joyeux moments du film tiennent au numéro de « méchant » aux grimaces machiavéliques de Richard Grant. Mais il s'agit de moments comiques dont on doute qu'ils soient volontaires. *J.-M. F.*

12 STOREYS

UN CERTAIN REGARD. Film singapourien de Eric Khoo. Avec Jack Neo, Koh Boon, Chuang Yi Fong, Lum May Yee (1 h 45.)

■ Douze étages, donc, à cet immeuble de Singapour choisi par le réalisateur pour l'action de son film. Architecture fonctionnelle, solitude moderne et contrainte formelle se conjuguent pour esquisser ce qui se perçoit comme une métaphore du pays – et de son cinéma, dont Eric Khoo est un des très rares représentants. Tout commence avec le suicide d'un jeune homme qui se jette du haut de l'immeuble. C'est par ses yeux, ainsi que le suggère sa présence fantomatique, qu'on va s'introduire dans quelques autres appartements. Celui de San San, une femme obèse et mélancolique que sa vieille mère adoptive passe son temps à humilier. Celui de Ah Gu, à qui sa jeune épouse, une Pékinoise, fait subir un enfer quotidien. Celui enfin de Meng – jeune prototype angiomaniaque et rigide d'une société gouvernée par l'ordre, la réussite et l'apparence – qui s'est mis en tête de contrôler les mœurs de sa sœur de dix-huit ans (dont l'interprète, Lum May Yee, ne devrait pas rester très longtemps inconnue). Sur cette triple trame, le réalisateur dresse un portrait à la fois ironique et sombre de la ville-Etat, sans vraiment parvenir à dépasser par sa mise en scène le découpage contraignant du scénario ni la dimension théâtrale des dialogues. Lesquels pourtant se révèlent, à l'occasion, d'une réelle efficacité comique, lorsque Khoo s'autorise à les prolonger jusqu'à l'absurde. *J. M.*

BRAT

UN CERTAIN REGARD. Film russe d'Alexeï Balabanov. Avec Sergueï Brodov, Viktor Soukhoroukov, Svetlana Pismitchenko, Maria Joukova. (1 h 36.)

■ *Brat* (« Un frère ») dresse, sur fond de violence urbaine et de déliquescence sociale, un état des lieux du postcommunisme, en recourant aux méthodes du cinéma américain. Libéré de ses obligations militaires, Danila rejoint son frère, Viktor, un tueur à gages, à Saint-Pétersbourg. Pacifique et maître de ses nerfs, il ne tarde pas, cependant, à révéler d'efficaces dispositions en matière d'hygiène publique. Trahi par son frère, il n'en débarrasse pas moins la place du marché de la mafia tchètchène qui y damait le pion aux truands russes, puis s'occupe de ces derniers avec un égal succès. Ajoutons que ce sympathique garçon « *n'aime pas trop les juifs* », et on aura achevé le portrait du nouveau héros de cinéma russe, qui va décidément bien mal. *J. M.*

« Restons calmes », la surprenante comédie dont Pékin a privé le Festival

IL AVAIT ÉTÉ ANNONCÉ en compétition officielle, et cela paraissait bien naturel. Depuis 1990 (*Ju Dou*), le Festival accompagne la carrière de Zhang Yimou, l'un des cinéastes phares de la « cinquième génération » chinoise. On a ainsi découvert sur la Croisette *Vivre !* (Prix du jury en 1994) et *Shanghai Triad* (Prix spécial et Prix d'interprétation à Ge You en 1995). Mais, à la dernière minute, on apprenait que ni *Keep Cool* (« Restons calmes ») ni son auteur ne pourraient être présents. Ainsi en avaient décidé les autorités de Pékin.

Celles-ci auront ainsi privé Cannes d'un film surprenant, très éloigné des archétypes du cinéma chinois connus en Occident – somptueuses reconstitutions historico-exotiques et métaphores sur l'oppression collectiviste, grâce notamment à *Epouses et concubines*, du même Zhang Yimou, ou à *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige, Palme d'or 1993. Dès le premier plan de *Keep Cool*, la rupture est évidente : la manière dont la caméra portée à l'épaule tressaute et se décadre sans cesse pour accompagner une jeune fille – à la robe et aux cheveux très courts – que poursuit d'un discours assidu et bégayant son ancien amant dans les rues d'une ville moderne évoque beaucoup plus le prologue d'un film indépendant new-yorkais que les pourpres de la Cité interdite.

Keep Cool est une comédie contemporaine située dans le milieu des nouveaux riches de la « modernisation capitaliste ». Le film fonctionne sur une accumulation délirante de péripéties, démultipliées par un dialogue fleuve et une caméra endiablée. Dans des décors inhabituels, de la cour d'un grand ensemble qui pourrait être Sarcelles aux couloirs d'un restaurant qui pourraient sortir du *Docteur Caligari*, se déroule un improbable enchaînement de quiproquos, gags, explosions de violences mettant aux prises le soupirant, sa dulcinée, le nouveau compagnon de celle-ci et un fonctionnaire, victime de ce triangle amoureux.

UN FILM DÉRANGEANT

Pourquoi les autorités chinoises ont-elles interdit la projection de *Keep Cool* à Cannes ? Le film dérange, sans doute – la version dont on a pu discrètement prendre connaissance, et qui sera peut-être présentée à Venise, comporte dix-sept coupes exigées par les différentes instances de censure. Mais il a surtout été « blacklisté » par mesure de rétorsion contre le Festival, celui-ci ayant sélectionné *East Palace West Palace*, du réalisateur dissident Zhang Yuan (alors que *Keep Cool*, financé par des capitaux privés, est officiellement produit sous l'égide d'un studio d'Etat). La tactique constante des responsables chinois est en effet de faire payer à un autre réalisateur les « écarts » d'un de ses collègues.

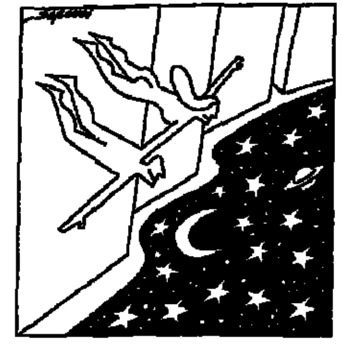
Pourquoi Zhang Yimou s'est-il soumis à cette interdiction ? Il avait pourtant bravé une mesure identique il y a trois ans, pour *Vivre !*, et il pouvait d'autant plus aisément faire le voyage de Cannes qu'il se trouve actuellement en Italie, où il met en scène *Turandot* pour l'opéra de Florence. Sans doute, à l'heure des luttes de pouvoir suscitées par la succession de Deng Xiaoping, le pouvoir chinois est-il dans une phase particulièrement répressive, même si certains hommes d'Etat européens choisissent de l'ignorer. Sans doute la menace de Pékin de retirer à Zhang Yimou son passeport aurait-elle des conséquences bien réelles.

Mais la réponse se trouve aussi dans le film lui-même. A la différence de la plupart des films chinois présentés dans les grands festivals, *Keep Cool* est conçu prioritairement pour le public chinois, et non pour une frange d'Occidentaux en mal d'orientalisme extrême. C'est aussi le seul film tourné officiellement en Chine cette année qui déroge à la récente directive imposant que toutes les réalisations soient vouées à l'exaltation de la glorieuse histoire de Parti et à sa juste ligne actuelle. La volonté de préserver les chances de sortie en Chine du film – et, pour Zhang, de tenter de passer du statut de réalisateur international à celui de cinéaste reconnu par le grand public de son pays – explique dans une large mesure qu'il se soit soumis à l'oukase de Pékin. Cannes a ainsi été privé de la découverte d'un ton et d'un esprit auxquels on n'a guère accès sur nos écrans. Mais, comme on peut espérer que ce n'est que partie remise, « restons calmes ».

J.-M. F

« Musiques de jazz et d'ailleurs »

La 16e édition du Festival d'Amiens propose une affiche généreuse



COMME quelques-uns de ses confrères (Angoulême, Manosque, Nancy), le Festival d'Amiens célèbre les affinités entre le jazz et les musiques du monde. D'où une programmation largement ouverte sur les sonorités et les rythmes brunis au soleil. Ainsi, désormais incontournable pour toute *fête métisse réussie*, l'Orchestre national de Barbès dans une relecture funky des musiques du Maghreb ; la fougueuse chanteuse colombienne Toto la Momposina, qui mêle tambours et flûte indienne *gaita* ; La Orquesta Aragon, l'un des groupes mythiques de la *musique cubaine* ; Tito Puente, le tambourineur jovial le plus célèbre de la salsa ; Salif Keita, l'une des grandes voix du continent africain. Pour faire le lien entre les territoires, des bâtisseurs de ponts de premier plan seront également de la partie, tels Joe Zawinul ou McCoy Tyner, accompagné par des joueurs de *djembé* sénégalais. Une manière d'inventer un folklore imaginaire, à l'instar de celui imaginé par l'ARFI, qui fête cette année ses vingt ans et dont le festival reçoit la Marmite infernale.

Egalement au programme : Henri Texier Mad Nomad's, Julien Loureau Groove Band, Christophe Marguet Trio, Enrico Pieranunzi Trio, Sylvain Kassap Quartet, Steve Lacy Trio, David S. Ware Quartet, Jamaaladeen Tacuma's Brotherzone, Orchestre de la Lune, Denis Colin Trio, Alabina...

★ *Maison de la culture, place Léon-Gontier, BP 0631, 80006* **Amiens. Du 20 au 24 mai. Tél. : 03-22-97-79-77. De 50 F à 140 F.**

UNE SOIRÉE À PARIS

***Chœur de chambre* de Stockholm**
Eric Ericson serait capable de faire chanter un troupeau de chèvres, alors imaginez ce qu'il obtient de son propre chœur, vraisemblablement le meilleur du genre. Ericson reste à Paris toute la semaine pour donner des cours et des classes de maître. Œuvres de Brahms, Rautavaara, Nystedt, Strauss, Mahler, Webern, Berg, Sandström et Lidholm.
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 20. Tél. : 01-44-84-44-84. 100 F.

Dimitri Ashkenazy (clarinette)
Vladimir Ashkenazy (piano)
Le fils est clarinettiste. Le père, pianiste et chef d'orchestre, a enregistré plus d'une centaine de disques, dont la plupart... n'ont pas laissé un souvenir aussi impérissable que ses prestations publiques. Les deux, en concert, peuvent faire des merveilles. Lutoslawski : *Dance Préludes*. Debussy : *Rapsodie pour clarinette et piano*. Poulenc : *Sonate pour clarinette et piano*. Berg : *Pièces pour clarinette et piano*. Brahms : *Sonate pour clarinette et piano op. 120 nº 2*.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-45-61-53-00. De 130 F à 400 F.

Kadha Chérif Hadria
Son album *Diri Kitabri* (Al sur/Média 7), sorti en 1995, reste jusqu'à ce jour l'un des disques de fusion-raï les plus excitants qui soient parus. Le chanteur mixe sans accrocs la musique d'Oran avec les traditions tsiganes, le reggae, la salsa ou le flamenco.
A La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 10e. Mº République. 23 heures, le 20. Tél. : 01-42-02-20-52. 50 F.

Daniel Petitjean
Gérard Siracusa
L'intitulé « Jazz ? » des cinq soirées au Théâtre du Renard proposées par le saxophoniste Daniel Petitjean et le batteur-percussionniste Gérard Siracusa suscite l'intérêt. Ce point d'interrogation symbolise des questions sur la nature du jazz, son histoire, son évolution, ses rêves, ses liens avec d'autres sources, d'autres musiques. L'une des réponses du duo Petitjean-Siracusa peut être d'inscrire les deux musiciens dans la lignée de grandes rencontres improvisées entre un souffleur et un tambourineur (Coltrane/Rashied Ali, Don Cherry/Ed Blackwell...).
Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. 19 heures, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-42-71-46-50. De 60 F à 90 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ASSASSIN (S) (**)
Film français de Mathieu Kassovitz, avec Michel Serrault, Mathieu Kassovitz, Medhi Benoufa, Robert Gendreu, Danièle Lebrun, François Levantal (2 h 10).
UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40 +) ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38 +) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 +) ; UGC Montparnasse, 6e ; La Pagode, dolby, 7e (+) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; UGC George-V, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 +) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81 +) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 +) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04 +) ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 +) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 +) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 +) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 +).

LE BAISER DU SERPENT
Film franco-allemand-britannique de Philippe Rousselot, avec Ewan McGregor, Greta Scacchi, Pete Postlethwaite, Richard E. Grant, Carmen Chaplin, Donal McCann (1 h 44).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 +) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 +) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 +) ; La Pagode, 7e (+) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67 +) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 +) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 +) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 +) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

HAMLET
Film britannique de Kenneth Branagh, avec Kenneth Branagh, Julie Christie, Billy Crystal, Gérard Depardieu, Charlton Heston, Derek Jacobi (4 h 01).
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88 +).

LES MARCHES DU PALAIS
Film français de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère (2 h 20).
Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68 +) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 +).

REPRISES

L'APPÂT
d'Anthony Mann,
avec James Stewart, Robert Ryan, Janet Leigh, Millard Mitchell, Ralph Meeker.
Américain, 1953 (1 h 34).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

L'ÉTOILE CACHÉE
de Ritwik Ghatak,
avec Supriya Choudhury, Anil Chatterjee, Bijon Bhattacharya, Gita Ghatak.
Indien, 1960, noir et blanc (2 h).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE
de Georg Wilhelm Pabst,
avec Josef Rovensky, Louise Brooks, Fritz Rasp.
Allemand, 1929, noir et blanc (1 h 35).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

SUBARNAREKHA
de Ritwik Ghatak,
avec Madhavi Mukhopadhyay, Satindra Bhattacharya, Abhi Bhattacharya, Jabar Roy.
Indien, 1962, noir et blanc (2 h 12).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

(**) Films interdits aux moins de 16 ans.
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

LUNDI 19 MAI

Johann Gottlob von Wrochem (piano)
Œuvres de Chopin, Haendel, Cimarosa et Weber.
Cité internationale (Maison Heinrich-Heine), 27, boulevard Jourdan, Paris 14e. RER Cité-Universitaire. 20 heures, le 19. Tél. : 01-44-16-13-00. 20 F.

MARDI 20 MAI

Chœur de l'université d'Helsinki
Œuvres de Sibelius, Kuula, Palmgren, *Bergman, Rautavaara et Linkola. Matti* Hyikki (direction).
Montigny-le-Bretonneux (78). Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-30-96-99-00. De 85 F à 160 F.

MERCREDI 21 MAI

Lohengrin
de Wagner. Thomas Moser (Lohengrin), Eva Johansson (Elsa), Jean-Philippe Lafont (Friederich von Telramund), Janis Martin, Elizabeth Connel (Ortrud), Kristinn Sigmundsson (le roi Henri), Peter Sidhom (le hérault), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, James Conlon (direction), Robert Carsen (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 heures, les 21 et 24. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Orchestre national de France
Bartok : *Danses roumaines*. Tchaïkovski : *Concerto pour violon et orchestre*. Prokofiev : *Roméo et Juliette, extraits des suites*. Sarah Chang (violon), Ion Marin (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 330 F.

La Vie parisienne
d'Offenbach. Claudia Mauro (Métella), Isa Lagarde (Gabrielle), Philippe Candelon (le baron de Gondremark), Alyssa Landry (la baronne de Gondremark), Gilles Ramade (Raoul de Gardefeu), Isabelle Boronad (Pauline), Francis Dudziak (Bobinet), Franck T'Hezan (le Brésilien), Pierre-Yves Duchesne (Prosper), Christophe Mortagne (Frick), Pierre Thirion-Vallet (Urbain), Jean-Pierre Loré (direction), Roger Louret (mise en scène), Redha (chorégraphie).
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 12e. Mº Porte-de-Bercy. 20 h 30, les 21, 22, 23, 24, 27, 28, 30 et 31 ; 15 heures, le 1er juin. Tél. : 01-44-68-44-68. De 100 F à 300 F.

Carmen
de Bizet. Béatrice Burley, Valérie Marestin (Carmen), Christian Lara, Laurent Chauvineau (don José), Patrick Méroni, Jean-Sébastien Bou (Escamillo), Marie-Paule Dotti, Fabienne Chanoyan (Micaëla), Orchestre Colonne, Didier Lucchesi, Dominique Trottein (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).
Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9e. Mº Trinité, Chaussée-d'Antin, Havre-Caumartin. 20 h 30, les 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30 et 31 ; 15 h 30, le 25 mai et le 1er juin, jusqu'au 15 juin. Tél. : 01-53-32-32-00. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 260 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Brahms : *Concerto pour piano et orchestre nº 1*. Strauss : *Ainsi parlait Zarathoustra*. Marie-Josèphe Jude (piano), Klaus Weise (direction).
Le Mée-sur-Seine (77). Le Mas, 800, avenue du Vercors. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-64-64-08-75. De 60 F à 90 F. Et le 24 mai à 20 h 30, à la Salle Pleyel, tél. : 01-43-68-76-00 ; le 27 mai à 20 h 45, au Théâtre Claude-Debussy de Maisons-Alfort, tél. : 01-43-96-77-67.

JEUDI 22 MAI

Orchestre philharmonique de Radio-France.
Strauss : *Capriccio, sextuor, Lieder, Symphonie alpestre*. Soile Isokoski (soprano), Marek Janowski (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 heures, le 22. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Ensemble vocal Michel Piquemal
Œuvres de Haydn, Mozart, Bruckner, Cornelius et Schubert. Michel Piquemal (direction).
Eglise Saint-Louis-des-Invalides, esplanade des Invalides, Paris 7e. Mº Invalides, Latour-Maubourg. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-42-67-36-47. Location Fnac. 150 F.

Kronos Quartet
Benshoff : *St. Francis Climbs Mt. Diablo*. Phan : *New York*. Machaut : *Kyrie*. Cage : *Totem Ancestor*. Bingen-McBurney : *Karitas Habundat*. Vasks : *Quatuor à cordes nº 3*. Golijov : *The Dreams and Prayers of Isaac the Blind*.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.

VENDREDI 23 MAI

Leila Cuberli (soprano)
Graham Johnson (piano)
Œuvres de Schubert, Mendelssohn et Rossini.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 heures, le 23. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Orchestre de jeunes Maurice-Ravel
Lockwood : *Concerto pour violon et orchestre « Les Mouettes »*. Gershwin : *Un Américain à Paris, Porgy and Bess*. Didier Lockwood (violon), Laurent Brack (direction).
Courbevoie (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 23. Tél. : 01-47-68-51-50. De 80 F à 100 F.

SAMEDI 24 MAI

Il Seminario musicale
Œuvres de Vivaldi et de Haendel. Gérard Lesne (direction).
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. 17 heures, le 24. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.

Orchestre national de France
Malec : *Arco-I, Ottava Alta, Exempla*. Raphaël Oleg (violon), Hervé Derrien (violoncelle), Pascal Rophé (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mº Passy. 18 heures, le 24. Tél. : 01-42-30-15-16. Entrée libre.

Ensemble intercontemporain
Schubert-Zender : *Le Voyage d'hiver*. Kurt Azesberger (ténor), Hans Zender (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 24. Tél. : 01-44-84-44-84. 100 F.

DIMANCHE 25 MAI

Olaf Baer (baryton)
Melvyn Tan (pianoforte)
Schubert : *Le Voyage d'hiver*.
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 15 heures, le 25. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.

Xavier Phillips (violoncelle)
Huseyin Sermet (piano)
Magnard : *Sonate pour violoncelle et piano op. 20*. Schnittke : *Sonate pour violoncelle et piano*.
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 25. Entrée libre.

Noël Lee (piano)
Bach : *Partita BWV 826*. Schubert : *Sonate pour piano D 959*.
Hôtel de Crillon, 10, place de la Concorde, Paris 8e. Mº Concorde. 17 heures, le 25. Tél. : 01-47-09-10-62. 200 F.

Chœur de chambre Accentus
Œuvres de Bach, Brahms, Mendelssohn, Wolf, Reger et Schoenberg. Edouard Garcin (piano), Eric Ericson (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 17 heures, le 25. Tél. : 01-44-84-44-84. 100 F.

Pierre Viguie (guitare)
Œuvres de Villa-Lobos, Tarrega, Maza et Weiss.
Bouffons Théâtre, 28, rue de Meaux, Paris 19e. Mº Colonel-Fabien. 19 heures, le 25. Tél. : 01-42-38-35-53. 90 F.

JAZZ

Bob Wilber, Daniel Sidney Bechet
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 21 h 30, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

Prysm
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 20. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Les Nuits blanches
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 20 et 27. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Von Freeman Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 20. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Joey Calderazzo Trio
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 21 et 22. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Thomas Savy Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 21 et 22. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Jacques Labarrière Trio
Philippe Sellam Quintet
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mº Passy. 20 heures, le 22. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

McCoy Tyner
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 22. Tél. : 01-42-00-14-14. 150 F.

L'Orchestre de la Lune
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13e. Mº Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 22. Tél. : 01-47-97-22-22. 30 F.

Claude Tissendier
Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5e. Mº Luxembourg. 21 h 30, le 22. Tél. : 01-43-26-28-59. 100 F.

Richard Bona Groupe
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 22, 23 et 24. Tél. : 01-42-33-37-71. 90 F.

Luigi Trussardi Trio
Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. 22 heures, le 22. Tél. : 01-40-64-77-64. 90 F.

Allen Hoist et Mario Cannonge Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 23 et 24. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Kirk Lightsey Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 23 et 24. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Jean-Claude Fohrenbach Trio
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Daniz Doriz et son orchestre
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 21 h 30, le 25. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

Festival de Jazz de Boulogne-Billancourt
Avec Djoa sextet Claude Sommier et Son Damas de Cuba (le 22 mai à 20 h 30) ; Vocal Group 6 1/2 et le Govix Jazz Band avec Laurence Allison (le 23 à 20 h 30) ; The Zawinul Syndicate (le 24 à 20 h 30).
Théâtre de Boulogne-Billancourt, 60, rue de la Belle-Feuille, 92100. Mº Marcel-Sembat. Tél. : 01-46-03-60-44. 120 F.

Chico Hamilton
Massy (91). Centre culturel Paul-Baillart, 6, allée du Québec. 21 heures, le 23. Tél. : 01-69-20-57-04. 90 F.

A l'improviste
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.

Aka Moon
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 23. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.

ROCK

Counting Crows
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. 19 h 30, le 20. Tél. : 01-44-92-45-45. 121 F.

Marillion
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 heures, le 20. Tél. : 01-47-00-55-22. 192 F.

Brand New Cadillac
Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris 14e. Mº Pernety. 22 heures, le 20. Tél. : 01-43-22-79-66.

Cradle of Fith
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. 19 h 30, le 21. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F.

Bunny Wailer
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. 19 h 30, le 22. Tél. : 01-44-92-45-45. 137 F.

Fiona Apple
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 heures, le 22. Tél. : 01-47-00-55-22. 146 F.

Morphine, Red Snappers
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. 19 h 30, le 23. Tél. : 01-44-92-45-45. 121 F.

Bruce Springsteen
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 20 h 30, les 25 et 26. Tél. : 01-40-68-00-05. De 210 F à 275 F.

The Wailers
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 21 heures, le 25. Tél. : 01-42-00-14-14. 143 F.

Angra
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 heures, le 21. Tél. : 01-69-43-03-03. 132 F.

Bidochons
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 24. Tél. : 01-69-43-03-03. 89 F.

CHANSON

Maxime Leforestier
Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mº Anvers. 20 h 30, les 20, 21, 22 et 23. Tél. : 01-49-87-53-53. De 153 F à 186 F.

Mes souliers sont rouges
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mº Sentier. 20 h 30, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-42-36-37-27. 50 F.

Le Quatuor
Théâtre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Paris 1er. Mº Palais-Royal, Bourse. 20 h 30, les 20, 21, 22, 23, 24 et 27, jusqu'au 31. Tél. : 01-42-97-59-81. De 70 F à 230 F.

L'Ultima Récital
Théâtre Daunou, 9, rue Daunou, Paris 2e. Mº Opéra. 21 heures, les 20, 21, 22, 23, 24 et 27, jusqu'au 3 juin. Tél. : 01-42-61-69-14. De 100 F à 180 F.

Maurice Baquet
Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. 21 heures, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-42-71-46-50. 120 F.

Luis Llach
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mº La Chapelle. 21 heures, les 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 01-46-07-34-50. De 100 F à 170 F.

Les Négropolitains
Les Portes, 15, rue de Charonne, Paris 11e. Mº Bastille. 21 h 30, les 20, 21, 22, 23, 25, 27, 28, 29, 30 et 31. Tél. : 01-40-21-70-61. 75 F.

Pascal Obispo
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-42-08-60-00. 160 F.

Hugues Aufray
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mº Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, les 21 et 22. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Antoine Tomé
Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre. 22 heures, les 23 et 24. Tél. : 01-45-23-33-33.

Zucchero
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Pigalle. 20 heures, les 25 et 26. Tél. : 01-49-25-89-99. 176 F.

Thomas Fersen
Sartrouville (78). Théâtre, place Jacques-Brel. 21 heures, le 21. Tél. : 01-30-86-77-77. 125 F.

MUSIQUE DU MONDE

Ismael Ledesma
Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris 7e. Mº Rue-du-Bac. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-49-54-75-00. 80 F.

Cheik Tidiane Seck
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, les 21 et 29. Tél. : 01-42-00-14-14. 60 F.

Hamou et Zadig
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 19 h 30, le 23. Tél. : 01-44-92-77-66. 60 F.

Patrick Moutal
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mº Passy. 20 heures, le 23. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

Samir Joubrane
Institut du monde arabe, 1, rue des-Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mº Jussieu. 20 h 30, le 24. Tél. : 01-40-51-38-37. 100 F.

Tupi Nago
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 21 h 30, le 24. Tél. : 01-42-00-14-14. 100 F.

Idir
Clichy (92). Théâtre Rutebeuf, 16-18, allées Léon-Gambetta. Mº Mairie-de-Clichy. 20 h 30, le 24. Tél. : 01-47-39-28-58. 80 F.

Tito Puente
Fontenay-sous-Bois (93). Salle Jacques-Brel, 164, avenue Gallieni. Mº RER Fontenay-sous-Bois puis bus 124, arrêt Hôtel-de-Ville. 20 h 30, le 23. Tél. : 01-48-75-44-88. 130 F.

Tito Puente
Les Ulis (91). Centre culturel Boris-Vian, rue du Morvan. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-69-07-65-53. 115 F.

22e FESTIVAL DE RIS-ORANGIS
Entre festival, par la manière de montrer la création actuelle des musiques du monde, et kermesse joyeuse, par la présence de nombreux stands et animations, le Festival de Ris-Orangis s'empare une fois l'an du parc de Saint-Eutrope. Une manifestation à suivre pour un voyage des rites et des cultures en vingt-quatre heures.
Au programme des concerts et des spectacles :
Cuadra Flamenco S. Romero (Espagne)
Moving Cloud (Irlande)
Annie Ebrel & Gwerz (Bretagne)
Mah Damba & Mamaye Kouyate (Mali)
Quartet Tsigane de Brasov (Roumanie)
Phillip Peris (Australie)
Rencontres d'accordéons (Italie, Catalogne, Québec)
Une Anche passe (Languedoc)
Rumba Cuba (Cuba)
Verd e Blu (Béarn-Gascogne)
Cithares du monde (Vietnam, Liban, Iran, France)
Vermenton-Plage (Louisiane)
La Bande à Thibault (spectacles enfants)
Boukovo (Grèce)
Yorugua (Uruguay)
M. Eggen/R. Feragen/H. Hoye (Norvège)
Les Brayauds (Auvergne)
Ceili Band de Paris (musique et danses irlandaises)
Quartet L. de Preissac (jazz dance music)
Annie Gallay & Jean-Pierre Yvert (conte musical scandinave)
Paris-Brest (Bretagne - fest-noz)
Bacata (Colombie)
Le Ballet de sorcières (bal enfants)
« Dedans le Sud de la Louisiane » (film acadien)
Festival de Ris-Orangis, parc Saint-Eutrope, Hippodrome d'Evry, 91 Ris-Orangis. RER D, direction Corbeil-Essonnes ou Melun, station « Orangis-Bois-de-l'Epine » (une navette circule toute la journée de la gare au parc). Samedi 24 mai, à partir de 13 heures. Tél. : 01-69-02-13-25. Location Fnac, Virgin. Entrée : 160 F, gratuit pour les moins de 14 ans.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

La Sylphide
Etoiles, premiers danseurs, corps de ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Ermanno Florio : *direction*. Pierre Lacotte : *chorégraphie*.
Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mº Opéra. 19 h 30, les 20, 21, 23, 24, 26, 28, 29, 30 et 31 ; 15 heures, le 1er juin. Tél. : 01-44-73-13-00. De 30 F à 380 F.

Madhavi Mugdal
Danse de l'Inde, odissi.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mº Abbesses. 20 h 30, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F.

Ballets Ethery Pagava
Ethery Pagava : *La Reine des neiges*.
Théâtre du Jardin, jardin d'acclimatation-bois de Boulogne, Paris 16e. Mº Sablons. 14 h 30, les 21 et 28 mai et le 4 juin, jusqu'au 25 juin. Tél. : 01-40-67-97-86. De 15 F à 22 F.

Theater der Länger
Jörg Udo Lensing : *Jubilé*.
Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4e. Mº Rambuteau. 20 h 30, les 21 et 22 ; 18 h 30, le 23. Tél. : 01-44-78-13-15. 90 F.

Compagnie Ea Sola
Il a été une fois.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. 20 h 30, les 21, 23, 24 et 26 ; 17 heures, le 25. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F.

Compagnie Maguy Marin
Maguy Marin : *Aujourd'hui peut-être*. Ulyses Alvarez : *Un*.
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 21 heures, les 23 et 24. Tél. : 01-41-37-94-20. 120 F.

Ballet national de Nancy et de Lorraine
Jiri Kylian : *Symphonie en D*. Pilobolus Dance Theater : *Untitles*. Antonio Gades : *Noces de sang*. Oscar Araiz : *Adagietto*. Richard Werlock : *Stetl*.
Rueil-Malmaison (92). Théâtre André-Malraux, place des Arts. 20 h 45, le 23. Tél. : 01-47-32-24-42. De 100 F à 160 F.

Amy Swanson
Le Chemin des ombres, Traces d'Isadora Duncan.
Le Regard du cygne, 210, rue de Belleville, Paris 19e. Mº Place-des-Fêtes, Télégraphe. 17 h 30, le 25 mai et le 1er juin ; 20 h 30, les 27, 28, 29, 30 et 31 mai et les 3, 4, 5, 6 et 7 juin. Tél. : 01-43-58-55-93. 90 F.

هكذا من الإصل

LUNDI 19 MAI

TF 1

20.45

AVOCAT D'OFFICE
Téléfilm de Gabriel Aghion, avec Marlène Jobert, Hélène de Fougerolles (100 min). 159432
Une avocate est confrontée au douloureux problème du sida par l'intermédiaire de sa fille aînée...

22.25

LES WORLD MUSIC AWARDS 97
Invités : Céline Dion, les Fugees, Julio Iglesias, Los Del Rio, Kenny G, Vanessa Mae, Khaled, Peter André, Roberta Flack, World's Apart, Jon Bon Jovi, Florent Pagny, Eros Ramazotti, Ace of Base, Lionel Ritchie, les Bee Gees (105 min). 6059600
0.10 Ushuaïa, le magazine de l'extrême (65 min). 1180933
1.15 et 2.15, 3.20, 4.25 TF 1 nuit. 1.30 7 sur 7. Magazine (rediff.). 2.25 Histoire des inventions. Documentaire. [6/6] Inventer pour le plaisir. 3.30 et 4.35, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.05 Musique. Concert (5 min).

France 2

21.00

ABRAHAM
Téléfilm de Joseph Sargent, avec Richard Harris, Barbara Hershey [1/2 et 2/2] (195 min). 21482428
Abram, fils de Térah, vit avec sa femme Saraï dans la ville d'Harân, en Mésopotamie. Bien que son épouse se révèle stérile, celui qui va devenir Abraham (le Père des nations) refuse, par amour, de prendre une autre femme malgré les conseils de son frère Nahor.
C'est à la demande de Dieu qu'il va quitter son pays pour partir à la recherche de la Terre promise où il aura une nombreuse descendance.
0.15 Journal, Bourse, Météo.
0.35 Le cercle de minuit. Portrait de Rostropovitch (65 min). 7270759
1.40 Clip Siva Pacifica. 1.50 Histoires courtes. Court métrage. La mise au monde. 2.45 D'un soleil à l'autre. Magazine. Reprise France 3 (rediff.). 3.10 Transantarctica. Documentaire. 3.25 Cerro Torre. Documentaire. 3.50 Urti : Un jour dans la vie d'un enfant. Documentaire. Rwanda. 4.20 Aux marches du palais. Documentaire. J.F.K. 4.35 Stade 2. Magazine (rediff., 70 min).

France 3

20.50

TERREUR SUR LE BRITANNIC ■
Film de Richard Lester, avec Omar Sharif, Anthony Hopkins (1974, 110 min). 597703
22.40 Journal, Météo.
23.15 Campagne officielle pour les élections législatives.

23.40

UNE FOLIE
Théâtre. Pièce de Sacha Guitry, mise en scène de Jacques Echantillon, avec Michel Duchaussoy, Yolande Folliot (105 min). 3828567
1.25 Lignes de mire. Magazine (rediff.).
2.20 ▶ Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano.
2.30 Guerres privées. Série. L'avocat ne désarme pas.
3.15 Guerres privées. Série. Folies douces (50 min).

Arte

20.45

BARTON FINK ■ ■ ■
Film de Joel et Ethan Coen, avec John Turturro, John Goodman (1991, v.o., 110 min). 894093
Grand vainqueur du Festival de Cannes 1991, ce quatrième film des frères Coen (avec John Turturro, formidable) est une satire du vieil Hollywood et une fable angoissante sur les affres de la création et le dérapage de la réalité.
22.35 Kinorama. Magazine.

22.45

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES ■ ■
Film de Emir Kusturica, avec Miki Manojlovic, Mirjana Karanovic (1985, v.o., 135 min). 139703
En 1950-1952, la Yougoslavie de Tito doit se défendre contre les ennemis prosoviétiques de l'intérieur. Un petit garçon de six ans, dont le père a été envoyé dans un camp de travail, subit, avec les siens, les contrecoups de l'Histoire.
1.00 Court circuit : Spécial Cannes. Gagarin, d'Alexei Kharidti (1993) ; Merlin ou le cours de l'or, d'Arthur Joffé (1982) ; Lautrec, de Geoff Dunbar (1974) ; Balablok, de Brestilav Pojar ; Reflets de hollande, de Bert Haanstra (1951) (45 min). 7871682
1.45 Les Treize Vies de Corto Maltese. Documentaire (rediff., 55 min). 1239136

M 6

20.45

ILS SONT FOUS CES SORCIERS
Film de Georges Lautner, avec Jean Lefebvre (1978, 110 min). 892835
Des images touristiques, des trucages sans originalité, une inspiration burlesque essoufflée.

22.35

PASSION SANS ISSUE
Téléfilm ∆ de Briant Grant, avec Steven Bauer (100 min). 8267364
0.15 Culture pub. Magazine (rediff.).
0.55 Jazz 6. Magazine. Archie Shepp : retour en Afrique (60 min). 8114952
Le grand saxophoniste noir américain au Festival de jazz de Saint-Louis du Sénégal.
1.55 Best of. Jean-Louis Aubert. 2.55 Fréquenstar. Magazine. Semaine de la chanson française (rediff.). 3.45 Turbo. Magazine (rediff.). 4.15 Fan de. Magazine (rediff., 30 min).

Canal +

20.35

CHACUN CHERCHE SON CHAT ■
Film de Cédric Klapisch (1996, 85 min). 185074
22.00 Flash d'information.
22.05 Spécial infos net. Législatives 97.
22.07 Qu'en pensez-vous ? Les élections législatives.

22.20

L'AMOUR MEURTRI ■
Film de Mario Martone (1995, v.o., 100 min). 7333548
Une jeune fille de Bologne va à Naples pour assister aux obsèques de sa mère. Celle-ci est morte dans de mystérieuses circonstances.
0.00 Dolores Claiborne ■ ■ Film de Taylor Hackford (1995, v.o., 128 min). 8317038
2.10 Le Bonheur est dans le pré ■ ■ Film d'Etienne Chatiliez (1995, ♦, 102 min). 5561489

Radio

France-Culture

20.30 Le Grand Débat. Le clonage : un saut dans l'inconnu ? Avec Alain Prochiantz, Françoise Héritier [1/2].
21.30 Fiction.
22.40 Toit ouvrant.
0.05 Du jour au lendemain. Denis Guénoun (Le théâtre est-il nécessaire ?) ; (Relation). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 28 mars, à l'abbaye royale de Fontevraud, par l'Ensemble Sagittarius et l'Ensemble Stradivaria, dir. Michel Laplénie : Membra Jesu Nostri, de Buxtehude.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Entre les lignes.
0.00 La Rose des vents. Festival d'été de Nantes. Concert donné le 3 juillet 1996. Inde du Sud. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Sigiswald Kuijken.
22.40 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Mendelssohn, Dvorák. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Thalassa. Magazine (France 3 du 16/5/97).
21.00 7 sur 7. Invité : François Léotard.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Cannes, les 400 coups. De Michel Pascal et Gilles Nadeau (France 2 du 11/5/97).
0.00 Festival franco-ontarien. [1/2] Lynda Lemay.

Planète

19.50 ▶ Sarajevo, le feu des livres.
20.35 Sentiers noirs.
21.25 Des oiseaux pas comme les autres.
22.20 La Falaise du diable.
23.00 Apprendre ou à laisser ?
23.15 La Mer apprivoisée.
23.40 Afrique du Sud, les derniers Bushmen.

Animaux

21.00 Le Monde sauvage.
21.30 Flipper le dauphin. Misanthrope.
22.00 Le Récif du Ras Mohamed.
23.00 Mors aux dents. Silks.
23.30 Beauté sauvage.

Paris Première

20.00 et 0.10 20 h Paris Première.
21.00 Le Choc ■ Film de Robin Davis (1982, 100 min). 71824109
22.40 Le J.T.S. Magazine.

France Supervision

20.30 Autour de minuit ■ ■ Film de Bertrand Tavernier (1986, 130 min). 74798109
22.40 Le Monde des spectacles. Magazine.

Ciné Cinéfil

20.30 Que les hommes sont bêtes ! Film de Roger Richebé (1956, N., 100 min). 5928161
22.10 Tant d'amour perdu Film de Léo Joannon (1958, N., 90 min). 2924600

Ciné Cinémas

20.30 The Field ■ Film de Jim Sheridan (1990, 110 min). 3146451
22.20 La Canonnière du Yang-Tsé ■ ■ Film de Robert Wise (1966, v.o., 185 min). 95339398

Festival

20.30 Les Passagers ■ Film de Serge Leroy (1976, 100 min). 38337703
22.10 Vendredi ou la vie sauvage. Téléfilm de Gérard Vergez [3/3] (85 min). 57448890

Série Club

20.45 Les Charmes de l'été. Feuilleton [4/5].
21.45 et 1.30 Symphonie. Feuilleton [14/18].
22.30 Alfred Hitchcock présente. Le chauffard.
23.00 Two. L'œil de Moscou.

Canal Jimmy

20.30 Souvenir. Show Bardot diffusé en 1967.
21.20 New York Police Blues. Tom et Geri.
22.10 Une passion d'été ■ Film de Craig Bolotin (1993, 95 min). 45124123

Disney Channel

20.10 Les Trois Cheveux d'or du Roi Soleil. Téléfilm de Martin Topak (90 min). 1043161
21.40 Santo Bugito.
22.05 La Rédac.

Téva

20.20 Téva mode. Magazine.
20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Libérez mon fils. Téléfilm de Roberto Malenotti, avec Marthe Keller (1992, 105 min). 505579432
22.40 Murphy Brown. A votre santé madame Kinsella.
23.05 Téva débat. Magazine.
0.00 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

19.00 World Cup Legends. Magazine.
20.00 Speedworld. Magazine.
21.30 Sumo. Tournoi Basho d'Osaka (Japon). 5e partie.
22.30 Eurogoals. Magazine.
23.30 Tennis.
0.00 Snooker. Ligue européenne 1997. Stephen Hendry - John Parrott (90 min).

Voyage

19.00 Destination : Les Bahamas.
19.55 et 23.25 Chronique Polac.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Lacs d'Europe. Le lac Léman.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min).

Muzzik

19.00 L'Invité. Magazine. Gaby Casadesus.
20.00 Ernest Ansermet. Archives et souvenirs.
21.00 Cosi fan tutte. Opéra bouffe en deux actes de Mozart enregistré au Drottningholm Court Theatre. Solistes : Ann-Christine Biel, Maria Höglind (145 min). 9129068
23.25 Lee Ritenour and Friends, volume 1. Concert. Live from the Coconut Grove (60 min). 1985567

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 0.15 Eurozoom. 0.45 Sportsweek. 1.45 Art et Collection.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
∆ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

MARDI 20 MAI

TF 1

15.35 Côte Ouest. Feuilleton. Jusqu'à ce que la mort...
16.30 Dingue de toi. Série. A la noce.
17.05 Melrose Place. Feuilleton. Cas de conscience.
18.00 Sous le soleil. Série. Quitte ou double.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et à 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour, Tiercé.

20.45

DIS-MOI OUI
Film d'Alexandre Arcady, avec Jean-Hugues Anglade (1994, 115 min). 916372
A Bordeaux, un pédiatre recueille une gamine atteinte d'un angiome cérébral. C'est, paraît-il, une comédie romantique...

22.40

LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amar. Thème : l'adoption (110 min). 6002575
0.30 et 1.30, 2.05, 3.15, 4.15 TF 1 nuit.
0.40 7 sur 7. Magazine (rediff., 50 min). 4743995
1.40 Reportages. Magazine. Les enfants de l'écran.
2.15 Weill - Mahler. Concert. 3.25 Les défis de l'océan. Documentaire. La vie en saturation (rediff.). 4.25 et 5.15 Histoires naturelles. Documentaire. 4.50 Musique. Concert (25 min).

France 2

16.40 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.15 Le Prince de Bel Air. Flashbacks en ascenseur.
17.45 Waïkiki Ouest. Série.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 2.55 Studio Gabriel. Invités : Claude Brasseur, Odette Laure.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Campagne électorale, Météo.

21.00

LES SEPT MERCENAIRES ■ ■
Film de John Sturges, avec Yul Brynner (1960, 125 min). 5089204
Quelle réunion de vedettes !
23.05 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

23.20

L'ŒIL DU MONOCLE ■
Film de Georges Lautner, avec Paul Meurisse (1962, N., 100 min). 6640049
Réplique assez terne d'une première aventure, Le Monocle noir. *Mais Paul Meurisse a gardé son charme nonchalant.*
1.00 Au bout du compte.
1.10 Journal, Bourse, Météo.
1.30 Le Cercle de Minuit. Portrait de Paul Auster.
2.50 Clip Siva Pacifica. 3.25 Urti : Sauver Bruxelles. Documentaire. 3.45 Delvaux, portrait définitif. Documentaire. 4.55 Chip et Charly. Anniversaire surprise (45 min).

France 3

18.47 et 1.20 Un livre, un jour. *L'Abyssin*, de Jean-Christophe Rufin.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

JACQUELINE MAILLAN, POUR RIRE
Présenté par Julien Lepers. (95 min). 632469
22.25 Journal, Météo.
22.58 Campagne officielle pour les élections législatives.

23.20

▶ ALÉAS
Magazine. Chroniques des hasards. Chasseurs d'orages ; A l'imparfait du subjonctif ; Les condoms de Condom ; La fête à Verlaine (55 min). 9249372
0.15 Cinéma étoiles. Magazine présenté par Christian Nève et Claire Germouty (30 min). 87179
0.45 ▶ Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano (5 min). 54396179
0.50 Rencontres à XV. Magazine (rediff., 30 min). 1.25 Guerres privées. Série. 2.10 Guerres privées. Série (50 min).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Les marsupiaux carnivores.

Arte

19.00 Ivanhoé. [18/30] Le prisonnier de la tour.
19.30 7 1/2. Paroles de citoyens : le vote des vieux.
20.00 Archimède. Magazine. (30 min). 8778
20.30 8 1/2 Journal. La rencontre Kohl-Chirac à Paris.

20.45

LA VIE EN FACE : MON AFFAIRE DE CŒUR
Documentaire de Tamás Almási (1996, 65 min). 652662
Les moments crucioux de la vie d'un homme, un mineur hongrois, qui doit se soumettre à une transplantation cardiaque. Un suspense médical, et une réflexion sur un aspect éthique primordial dans notre culture.

21.50

COMEDIA : TADEUSZ KANTOR ET LE THÉÂTRE D'AVANT-GARDE À CRACOVIE
Soirée proposée par la MDR et la Télévision polonaise.
21.55 L'Amérique. Pièce de théâtre mise en scène par Andzej Welminski (1997, 55 min). 5289730 *D'après* L'Amérique *de Franz Kafka.*
22.50 Le Théâtre de la mort. Documentaire de Michael Kluth (1997, 60 min). 4930198
23.50 Wielopole - Wielopole. Pièce de théâtre écrite et mise en scène par Tadeusz Kantor. Avec le Théâtre Cricot 2 (1982, 85 min). 1839759
1.15 Pavillon noir ■ Film de Frank Borzage, avec Paul Henreid (1945, v.f., rediff., 100 min). 4901773

M 6

18.05 Highlander. Série. L'apprenti sorcier.
19.00 Caraïbes offshore. Série. La relève de la garde.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. Une femme dans le bâtiment.
20.35 E = M 6 junior. Les grenouilles.

20.50

LOÏS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN. Série, avec Dean Cain, Teri Hatcher (105 min). 913846
Jeunesse volée. La société contre Loïs Lane.

22.35

LA FEMME MEURTRIE
Téléfilm O de John Patterson, avec Veronica Hamel, Judd Hirsch (95 min). 3716488
Une femme violée face à la perversité de son agresseur, riche avocat et notable respecté.
0.10 Les Documents de Zone interdite (rediff.).
2.10 Culture pub. Magazine (rediff.). 2.30 Hot forme. Magazine (rediff.). 3.00 Jazz 6. Magazine (rediff.). 3.55 Mister Biz. Magazine (rediff.). 4.20 Fan de. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

17.25 Cyclisme. Tour d'Italie (4e étape) : Saint-Marin - Arezzo (155 km).
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.20 Cyberflash. Magazine.
18.35 Nulle part ailleurs. Magazine. Invités : Alain Prost, Placebo.

20.35

BAD BOYS
Film de Michael Bay (1994, 110 min). 796310
Deux flics noirs forment le tandem de choc de la brigade des stupéfiants de Miami.
22.25 Flash d'information.
22.30 Spécial infos net.
22.32 Qu'en pensez-vous ?

22.45

MON HOMME ■
Film de Bertrand Blier, avec Anouk Grinberg (1995, 94 min). 1510391
0.20 Max zéro malgré lui Film de Greg Beeman (1995, 85 min). 4124585 *Un coursier est injustement accusé de meurtre par un agent véreux du FBI.*
1.45 Les Derniers Jours d'Herculanum Film de Gianfranco Parolini (1962, 100 min). 1074681

Radio

France-Culture

20.30 Archipel médecine. La maladie d'Alzheimer. Avec le professeur Françoise Forette.
21.32 Grand angle (rediff). Palestiniens de la Diaspora : la mémoire de l'oubli.
22.40 Nuits magnétiques. Sur les traces du hasard [1/4].
0.05 Du jour au lendemain. Serge Dufoulon (Femmes de paroles). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 10 mai, salle Olivier Messiaen, à Radio-France, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Reinbert de Leeuw : Introïtus, de Goubaïdoulina ; Octuor, de Ustvolskaya ; Kammermusik op. 24 no 1, de Hindemith ; Le Temps chanté pour violon et orchestre, de Rhim, Vera Beths, violon.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Simpson et de Zenouda.
23.07 Atout Chœur. Œuvres de Brahms, R. Strauss, R. Schumann.
0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Ponce, Bach, Bream, Giuliani, Lauro. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Brahms et la modernité. Concerto pour piano op. 114, de Reger ; Lieder eines fahrenden Gesellen, de Mahler ; Sonate pour violon et piano no 3, de Brahms ; Ouverture, de Furtwangler, par l'Orchestre philharmonique National Slovaque, dir. Alfred Walter. Œuvres de Webern.
22.25 Les Soirées...(suite). Œuvres de Zemlinsky, Ligeti, Brahms. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Envoyé spécial. Magazine (France 2 du 15/5/97).
21.30 Perfecto. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
23.00 Bouillon de culture. Magazine. Aimez-vous les uns les autres (France 2 du 16/5/97).
0.15 Viva. Magazine.
1.00 Soir 3 (France 3).

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. [2/32]. Mao Zedong versus Tchiang Kai-chek.
20.35 Vol au-dessus des mers. [7/11]. Orion, chasseur des mers.
21.25 De Dallas à Dallas. [1/2]. Trente ans après.
22.20 ▶ Sarajevo, le feu des livres.
23.05 Sentiers noirs.
23.55 Des oiseaux pas comme les autres.

Animaux

20.30 Faune ibérique. [2/2]. L'hère.
21.00 Le Monde sauvage. Les bâtisseurs infatigables.
21.30 La Vie des zoos. Mating Games.
22.00 Le Monde de la nature. Une île dans les nuages.
23.00 Fauna. Ornithorynque.
23.30 Beauté sauvage. Les castors.
0.00 Le Monde sauvage.

Paris Première

19.55 Point bourse.
20.00 et 0.15 20 h Paris Première. Invité : Bernard Fresson.
21.00 Le Gai Savoir. Magazine.
21.55 Le J.T.S. Magazine.
22.30 L'Argent des autres ■ ■ Film de Christian de Chalonge (1978, 105 min). 69132681

France Supervision

19.55 Haute couture printemps-été 97.
20.30 CinéActu. Magazine.
20.45 Philippe Lafontaine. Concert (90 min). 27025846
22.15 Music Lovers ■ ■ Film de Ken Russell (1970, 120 min). 32197865
0.15 William Christie et les Arts Florissants. D'Andrea Kirsch. La passion du baroque (55 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Tant d'amour perdu Film de Léo Joannon (1958, N., 90 min). 5292681
22.00 Acqua amare ■ Film de Sergio Corbucci (1954, N., v.o., 75 min). 60944407
23.15 Adrien Film de Fernandel (1943, N., 75 min). 82295198

Ciné Cinémas

20.30 En mai, fais ce qu'il te plaît ■ Film de Pierre Grange (1995, 85 min). 57165759
21.55 M. Butterfly ■ ■ Film de David Cronenberg (1993, v.o., 100 min). 73069662
23.35 Affaire non classée ■ Film de Michael Apted (1990, 110 min). 11220240

Festival

20.30 Retour au château. Téléfilm de Charles Sturridge et Michael Lindsay-Hogg [3/6], (100 min). 38231575
22.10 Des cornichons au chocolat. Téléfilm de Magali Clément, (85 min). 57343662
23.35 La Baby-sitter. Trésor en chasse (25 min).

Série Club

20.15 L'Île aux naufragés. Voodoo.
20.40 Le Club. Magazine.
20.45 Buck Rogers. Le vampire.
21.35 et 1.30 Symphonie. Feuilleton [15/18].
22.30 Alfred Hitchcock présente. Evasion.
23.00 Les Charmes de l'été. Feuilleton [4/5].
23.50 Lou Grant. Le battant.
0.40 Alias le Baron. Au bord de la peur (50 min).

Canal Jimmy

21.00 Spin City. La compétition.
21.25 Le Fugitif. Le jugement.
22.15 Chronique de la route.
22.20 Harley Davidson : Une épopée américaine. De Hoyt Axton.
23.10 Star Trek : la nouvelle génération. Conspiration (v.o.).
0.00 Elvis : Good Rockin' Tonight. The Old Man (v.o.).
0.25 L'Homme invisible. Kidnapping (25 min).

Disney Channel

20.10 Les Trois Mousquetaires Film de Stephen Herek (1993, 90 min). 1947933
21.40 Animalement vôtre.
22.10 Thunder Alley. Procès d'intention.
22.35 Les Histoires secrètes d'Enid Blyton. Le secret de Killimooin.
23.05 Opération Mozart. Mozart à Vienne.

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 L'Idole au grand cœur. Téléfilm de Richard Michaels, avec Mario Van Peebles (95 min). 505479488
22.30 Murphy Brown.
23.00 Téva débat. Magazine.
0.00 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

20.00 Voitures de tourisme.
21.00 Boxe. En direct. Championnat international WBC. Poids coq. Johnny Armour (GB)-Anatoly Kvitko. (120 min). 294681
23.00 Eurogoals. Magazine.
23.30 Tennis (30 min).

Voyage

19.55 et 23.25 Chronique Lanzmann.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Lacs d'Europe. Le lac de Garde.
22.30 L'Heure de partir.

Muzzik

21.00 Ernest Ansermet dirige l'Orchestre de la Suisse romande. Concert enregistré en 1958 (55 min). 54681
21.55 Sonate opus 10, de Beethoven. Concert enregistré en 1970 (50 min). 2810353
22.45 Les Instantanés de la danse. Magazine.
23.00 Colin James à Montréal. Concert enregistré au Festival international de jazz de Montréal en 1996 (60 min). 47136
0.00 La Passion selon saint-Jean, de Bach. Concert donné par l'Orchestre de la Petite Bande, dir. Sigiswald Kuijken (120 min). 528957

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Cinéma. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
∆ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 Captain Ron. Film de Thom Eberhardt (1992, 105 min). Avec Kurt Russel. *Comédie.*
22.15 Charade. Film de Stanley Donen (1963, 115 min). Avec Cary Grant. *Comédie policière.*
0.10 Le Jeu de la vérité. Film de Robert Hossein (1961, N., 80 min). Avec Jean Servais. *Drame.*

TMC
20.35 Les Trois Mousquetaires. Film de Richard Lester (1973, 110 min). Avec Oliver Reed. *Aventures.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.




Le Monde
MARDI 20 MAI 1997

Bill Clinton donne dix ans à l'Amérique pour mettre au point un vaccin anti-sida

Le président des Etats-Unis appelle les pays riches à participer financièrement à la recherche

VŒU PIEUX ou réel projet d'envergure ? Lors d'un discours prononcé dimanche 18 mai à l'université noire de Baltimore (Maryland), le président Bill Clinton a fixé pour but à l'Amérique la mise au point dans les dix ans d'un vaccin anti-sida, comparant ce défi à celui qui avait été lancé dans les années 60 par John F. Kennedy pour la conquête de la Lune. M. Clinton a annoncé qu'il allait *« enrôler »* les autres pays riches *« dans un effort mondial »* pour élaborer ce vaccin, lors du « sommet des Huit » qui réunira le mois prochain à Denver (Colorado) les sept puissances industrialisées membres du G 7 – Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon – et la Russie. Selon un document de la Maison Blanche, M. Clinton appellera chacun des participants à ce sommet de Denver *« à s'engager à fournir les investissements nécessaires* (...) *pour accélérer la recherche afin de développer un vaccin contre le sida et à en faire une priorité scientifique et en matière de santé publique »*.

« La question n'est plus de savoir si nous pouvons développer un vaccin anti-sida, mais simplement de savoir quand », a déclaré, confiant, le président américain, qualifiant la mise au point de ce vaccin de *« nouveau but national pour la science »*. Lyrique, Bill Clinton a rappelé qu'il y a trente-six ans, *« le président Kennedy regarda vers les cieux* [et] *nous fixa l'objectif d'atteindre la Lune »*. Le premier homme posa le pied sur la Lune en 1969, huit ans après que Kennedy eut fixé à l'Amérique cette *« nouvelle frontière »*.

Malgré l'importance qu'il a donnée à cette initiative, M. Clinton n'a annoncé aucune augmentation du budget actuel de la recherche dans ce domaine. La seule mesure concrète porte sur la création d'un centre de recherche et de développement d'un vaccin qui sera établi à Bethesda (Maryland).

RISQUE DE RALENTISSEMENT

Le discours du président des Etats-Unis s'adresse tout autant à l'opinion publique américaine qu'aux nombreux dirigeants de pays en voie de développement qui s'inquiètent actuellement d'un risque de ralentissement de l'effort de recherche. Plusieurs chefs d'Etat, en particulier africains, ont ces derniers mois fait part de leur crainte de voir abandonner les programmes d'expérimentation de vaccins, tout se passant comme si les Etat financeurs, rassurés par les progrès importants réalisés en matière de traitement du sida (nouvelles antiprotéases), jugeaient dorénavant peu rentable la recherche d'un vaccin.

Pour autant, de l'avis même des chercheurs, la mise au point d'un vaccin universel, efficace contre toutes les souches du virus du sida, reste encore aléatoire, de nombreuses difficultés techniques, tenant en particulier à l'extrême variabilité génétique du virus, restant encore à surmonter.

Selon Onusida, 3,1 millions de personnes auraient été infectées par le VIH en 1996, ce qui porte à 22,6 millions le nombre de personnes qui, actuellement dans le monde, vivent après avoir été contaminées par le virus du sida. 90 % d'entre elles vivent dans des pays en voie de développement. On estime aux Etats-Unis le coût d'une trithérapie (association de plusieurs médicaments anti-rétroviraux actifs contre le VIH) à 12 000 dollars par patient et par an.

Franck Nouchi

Un candidat de droite dénonce une nouvelle « affaire » à Paris

Le professeur Mathé met en cause la Mairie

JEAN TIBERI savait qu'il allait devoir affronter une campagne sur les affaires parisiennes, surtout dans son fief du 5e arrondissement. Jusqu'à présent, les attaques sont venues de la gauche, mais le maire de Paris, en cette dernière semaine de campagne, va devoir faire face à une offensive judiciaire du professeur Georges Mathé, suppléant de Jean-Jacques Walter, sous l'étiquette « La majorité dans l'honneur ». Longtemps proche de la majorité municipale, le célèbre cancérologue met en cause l'Association Claude-Bernard, présidée par M. Tiberi, qu'il accuse d'avoir détourné des sommes destinées à son propre Institut du cancer et d'immunogénétique (ICIG).

Le contentieux remonte à 1990. Jusqu'à cette date, l'association Claude-Bernard, émanation de l'Assistance publique de Paris, assurait la gestion comptable et administrative de l'ICIG. Lorsque le professeur Mathé a transféré ses activités de Villejuif vers l'hôpital Suisse de Paris, à Issy-les-Moulineaux, il a décidé de créer sa propre association de gestion, afin, dit-il, de faire l'économie des 5 % de commission prélevés, comme gérant, par l'association Claude-Bernard.

Celle-ci a mal accepté la chose bien que le professeur Jean Loygue, alors adjoint de Jacques Chirac, chargé de l'assistance publique, eût donné son accord de principe à un transfert des actifs au profit du nouvel établissement du professeur Mathé. *« Le lendemain du conseil d'administration qui a entériné ce transfert, mon institut fut occupé sur ordre du nouveau secrétaire général de l'association »*, affirme le cancérologue, privé, dès lors, de toutes ses archives. Le transfert des fonds n'a pas été effectué, donnant lieu à une procédure judiciaire que le professeur Mathé a perdue, faute de pouvoir produire les documents prouvant l'antériorité de son institut sur un autre centre de recherche, portant un nom voisin, dépendant directement de l'association.

Depuis, le médecin a pu remettre la main, après l'intervention d'un huissier, sur ses archives. Le procès pénal, pourtant perdu, lui a permis de découvrir que de nombreux dons et legs, effectués par ses patients ou leur famille au profit de ses activités de recherche, avaient entre-temps été perçus par l'Association Claude-Bernard. Parmi ceux-ci, un legs de plusieurs millions de francs suisses, effectué en 1983, qui a transité par une mystérieuse Fondation de recherche sur le cancer de la principauté du Lichtenstein, déclarée en 1985, mais dont l'existence ne fut révélée au conseil d'administration de l'Association Claude-Bernard qu'en 1988.

DÉTOURNEMENT DE LEGS

M. Mathé, qui estime *« la valeur des sommes détournées* [à son détriment] *de l'ordre d'une centaine de millions de francs »*, rapproche ces sommes des conclusions d'un rapport de la chambre régionale des comptes sur l'association, rendu public en mars 1997. Entre 1990 et 1994, le budget de l'association a présenté *« un déficit très supérieur à ce qu'il était en réalité »*, sans toutefois prendre en compte le produit des placements financiers effectués par l'association *« à l'aide de fonds d'origine privée »*. Or, ces placements sont passés de 75,7 millions de francs en 1990 à 182,5 millions en 1994, soit une augmentation de 141 %. Le même rapport, qui dénonce *« une présentation peu transparente des comptes »*, souligne aussi *« une confusion entre les libellés des nombreuses associations ayant pour objet la lutte contre le cancer »*, objet, notamment, du litige avec le professeur Mathé.

Celui-ci franchit un pas en affirmant – c'est l'objet d'un recours administratif – que la préfecture de Paris a contribué aux détournements de legs qu'il dénonce, en ne l'informant pas lorsque les testaments portaient son nom. Il produit en outre une lettre du professeur Christian Cabrol, conseiller de Paris et représentant de M. Tiberi à la tête de l'association, qui le 20 février 1996, écrivait qu'*« il n'est l'intérêt de personne »* de revenir *« en ce qui concerne le passé »* sur la dévolution des legs qui transitent par l'association.

Pascale Sauvage

DÉPÊCHES

■ **ÉCHECS :** *« IBM me doit une revanche, pour moi et pour tout le genre humain »*, écrit Garry Kasparov, dans un commentaire à propos de sa défaite récente contre l'ordinateur Deeper Blue, publié dans la dernière édition de *Time magazine*. Le champion russe réclame *« un match en dix parties jouées en vingt jours, un jour sur deux »*, mais IBM refuse, pour l'instant, un autre face-à-face. Kasparov affirme avoir été désemparé par les réactions de Deeper Blue dont, selon lui, les concepteurs *« mériteraient un prix Nobel »*. *« Je n'étais pas préparé pour ce qui s'est révélé être un défi intellectuel d'un type totalement nouveau »*, écrit-il. – (*AP*.)

■ **PRESSE : les quotidiens *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure*,** propriétés du groupe de presse belge Information et Production Multimedia (IPM), sont en passe d'être contrôlés par Financière de l'Avenir, un groupe qui appartient au quotidien de l'évêché de Namur *Vers l'Avenir* (51 %) et au quotidien français *La Voix du Nord* (49 %). Pour réaliser cette opération, annoncée dimanche 18 mai par les journaux *De Financieel Economische Tijd* et *Dimanche Matin*, Financière de l'Avenir est devenue majoritaire dans Quatuor Invest, l'une des trois sociétés qui contrôlent IPM. Sa participation au sein d'IPM est ainsi passée de 32,3 % à 51 %. – (*AFP*)

■ **RADIO : la direction de RTL a décidé d'interjeter appel** après la décision du conseil des prud'hommes d'accorder, vendredi 16 mai, des dommages et intérêts à l'ancien chroniqueur de la station, Philippe Alexandre (*Le Monde* daté 18-19 mai). Dans un communiqué publié samedi 17 mai, RTL estime que *« la décision dont la motivation n'est pas connue ne peut être considérée comme un succès du journaliste qui a été débouté de ses demandes au regard de la clause de cession et de la clause de conscience, et qui n'a obtenu qu'un montant de dommages et intérêts très substantiellement inférieur à ses réclamations »*.

■ **VOLCANISME : l'alerte orange a été décrétée,** dimanche 18 mai, sur l'île britannique de Montserrat, située au nord-ouest de la Guadeloupe, dans les Caraïbes, où un regain d'activité du volcan de la colline de la Soufrière a été enregistré ces dernières semaines. Ce strato-volcan, de type explosif, s'était réveillé en juillet 1995, suscitant l'évacuation de 4 000 personnes sur une population totale de 11 000 habitants. La capitale, Plymouth, figure dans la zone d'évacuation, qui devrait être étendue jusqu'au centre de l'île. – (*AP*)

Les opposants au canal Rhin-Rhône ont manifesté dans sept départements

ALORS QUE Dôle fêtait ce week-end le 30e anniversaire de la disparition de Marcel Aymé, les opposants au canal Rhin-Rhône ont dressé, samedi 17 mai, une couronne mortuaire à la « vouivre », ce serpent légendaire cher à l'écrivain, *« victime du grand canal »*. Cette manifestation, que nous signale notre correspondant dans le Jura, est l'une des actions menées par plusieurs centaines de personnes, de Mulhouse à Lyon, sur plus de trente-cinq ponts situés sur le tracé de cet équipement très contesté. Les manifestants répondaient à un appel lancé par plusieurs associations et intitulé : « Tous sur le pont » (*Le Monde* daté 18-19 mai). Dans sept départements – notamment le Rhône, le Haut-Rhin, le Jura et le Doubs –, les ponts ont accueilli en permanence de 25 à 150 personnes, dont de nombreux élus locaux ceints de leur écharpe tricolore, et des candidats aux législatives, principalement socialistes et écologistes.

A Lyon, dont le maire Raymond Barre est un farouche partisan du grand canal, une centaine de personnes ont bloqué pendant deux heures un pont conduisant au centre historique. Sur l'une des banderoles, on pouvait lire *« Raymond, touche pas au vieux Lyon, non au canal Rhin-Rhône »*.

RALLIEMENTS

L'un des rassemblements les plus importants a eu lieu dans le centre de Besançon. Le maire PS, Robert Schwint, et plusieurs élus ou candidats socialistes du Doubs ont été rejoints par l'ancien ministre de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn. Tous ont critiqué les députés sortants RPR ou UDF de Besançon et de Montbéliard, qui ont rejoint le camp des « anti-canal » en début de campagne. A Dole, Dominique Voynet, porte-parole nationale des Verts et candidate dans la 3e circonscription du Jura, a rejoint 150 personnes sur le pont Louis XV. Le 24 mai, une fête est prévue à Ougney-Douvot (Doubs), village symbole de la résistance au grand canal.

La Bourse de Tokyo au plus haut de l'année

LA BOURSE de Tokyo a clôturé en hausse lundi 19 mai, terminant à son meilleur niveau de l'année, grâce à un mouvement de reprise des valeurs vedettes, qui avaient été affectées plus tôt par la fermeté du yen.

A la clôture, l'indice Nikkei affichait un gain de 165,02 points, soit 0,81 %, à 20 489,75 %. Le sentiment est à la prudence avant la réunion mardi du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

« Les valeurs vedettes se sont reprises après leur recul initial. Les actions qui avaient bien reculé dans des secteurs délaissés dernièrement et les contrats à terme ont bénéficié de quelques achats, ce qui a donné aux indices un bon coup de fouet » a souligné Kenji Karikomi de Daiwa Securities).

Le Nikkei avait reculé jusqu'à 20 205 points dans la matinée en réaction à l'envolée du yen qui s'est beaucoup apprécié après l'annonce d'une hausse de 163,7 % de l'excédent commercial nippon en avril, à 831,48 milliards de yens.

Sur le marché des changes, le dollar s'est repris par la suite à la faveur des achats des fonds d'investissement américains. Il s'échangeait en fin de journée à Tokyo à 116,08/13 yens après avoir touché un plus bas de 114,85. Contre le mark, il se traitait à 1,6915/19 après un creux à 1,6881.

« Le Monde diplomatique » de mai

LE MONDE DIPLOMATIQUE consacre un dossier spécial de dix pages au préoccupant dévoiement de l'idéal démocratique. A l'occasion du prochain scrutin législatif français, les articles d'Ignacio Ramonet, Bernard Cassen, Régis Debray, Christian de Brie, Dominique Vidal, Serge Halimi, Alain Gresh et Jean-Paul Jean démontent les sept péchés capitaux du modèle libéral et s'interrogent : pourquoi les élections n'apparaissent-elles plus que comme de simples rituels ? Pourquoi les marchés financiers prennent-ils le pas sur la représentation nationale ?

Le mensuel analyse les crises du Zaïre (Philippe Leymarie, Elikia M'Bokolo), du Proche-Orient (Amnon Kapeliouk, John V. Whitbeck) et d'Algérie (Akram Ellyas). Egalement au sommaire : l'intransigeance américaine dans le Golfe (Paul-Marie de La Gorce) ; Hongkong (Guilhem Fabre) ; la conquête du monde par la cigarette américaine (Hal Kane, Mark Pertschuk), les questions posées par les modifications génétiques (Jacques Testart) ; et, à l'occasion du Festival de Cannes, la fragile situation des cinémas européens (Daniel Paris, Carlos Pardo) ; etc.

★ En vente chez votre marchand de journaux. 22 francs.

Tirage du *Monde* daté dimanche 18 - lundi 19 mai 1997 : 559 114 exemplaires.